



quel giorno pubblicava persino l'autoflagellante notizia dell'adesione del transluogo Sciascia al circo radicale, tranne, guarda caso, l'ufficioso quotidiano di Piazza Colonna che però puntava tutto sulle Sue direttive all'ambasciatore Pascarelli, dedicando poche e imbarazzate righe al comunicato della «Caritas».

A questo punto è lecito immaginare che nemmeno il

più ingenuo ed ottimista cultore del calcolo delle probabilità potrebbe accettare senza riserve tante capricciose «coincidenze» e tutte insieme. Ma c'è questa Sua lettera che senza nulla chiarire a noi (e non soltanto a noi) da noi cortesemente reclama un chiarimento. Facciamo così: non dispiaciamo, concordiamo pubblicamente una spiegazione plausibile che Lei sia innocente di tutto, che Lei sia all'oscuro di tutto, che Lei sia ignaro di tutto (qualche volta Le è già capitato, persino in aule di giustizia) e che i «giochetti» siano stati compiuti nemmeno nelle Sue anticamere ma con volontaristico zelo in certi compiacenti passaggi obbligati dell'apparato di regime dell'informazione.

Chiusa così più o meno onorevolmente la partita sui fatti marginali, resta però l'amaro rimarcano del sostanziale silenzio sul problema di fondo, perché al di là delle schermaglie polemiche, il dramma tragico truggente del dramma dei profughi indocinesi in fuga dal terrore comunista vero e mitico ma non sempre ospitati spiagge del mondo libero, non si risolve con il solidarismo accademico, con le dichiarazioni di fedeltà ai principi universali, o con rituali istruzioni a un solitario di-

plomatico. O con una lettera inconcludente al giornale dell'opposizione.

E tutto questo, Onorevole Presidente del Consiglio, si permette di dirglielo con molto rispetto e qualche ostinata speranza non soltanto «il responsabile» del «Secolo d'Italia», ma anche, a nome di tanti profughi italiani che in patria hanno assaporato ingrati silenzi e annoiate insensibilità, il sottoscritto profugo d'Africa

Franz Maria D'Asaro

Anche l'Azione Cattolica accusa

Che nulla sia chiaro, che nulla sia stato chiarito, soprattutto che urge un chiarimento sulla posizione del governo italiano rispetto al problema dei profughi vietnamiti è dimostrato dal fatto che ancora ieri il Presidente dell'Azione Cattolica, Mario Agnes, deplorava che il governo italiano «non ha fatto niente di concreto al di là di più o meno vaghe promesse». Dopo la «Caritas» anche l'Azione Cattolica: il «Secolo d'Italia», con comprensibile irritazione del Presidente del Consiglio, è dunque in ottima compagnia.



Pourquoi l'immigration ?

III. - LE « NÉO-CARTIÉRISME »

par BERNARD GRANOTIER (*)

Dans ses précédents articles (« Le Monde » des 2 et 3 mai), Bernard Granotier a montré les subterfuges du racisme « électoral » et les mécanismes de l'incompréhension à l'égard des travailleurs étrangers. Mais l'immigration reste nécessaire.

Chacun s'accorde à ne pas dissocier l'immigration du problème des relations Nord-Sud entre pays riches et pays en développement. Pour les partisans de l'immigration, l'accueil de travailleurs originaires de nations où les qualifications sont cruellement défaut est une forme d'aide au développement. A leur retour, ces émigrés mettront au service de leur pays les compétences qu'ils ont acquises à l'étranger.

On sait, par ailleurs, le rôle conjoncturel que joue l'émigration, dans les années 50, pour favoriser le décollage économique de pays comme l'Espagne ou l'Italie. Cependant, des études de l'O.C.D.E. ont montré que, spontanément, l'émigré qui rentre au pays tend à investir ses économies dans l'acquisition d'un terrain, l'achat d'un taxi ou d'un petit commerce. Il se formerait donc plutôt une petite bourgeoisie possédante qu'une aristocratie ouvrière mettant ses qualifications au service du développement national. C'est à ce niveau que les gouvernements des pays fournisseurs, isolément ou dans le cadre d'accords bilatéraux avec le pays d'accueil, peuvent et doivent avoir une intervention plus active pour que le retour du travailleur expatrié profite effectivement au progrès de la nation.

On se souvient que dans les années 60 une partie de l'opinion française s'était retrouvée dans les thèses du journaliste Raymond Cartier. Pour les « cartiéristes », il fallait laisser le tiers-monde à son sort, pour s'occuper prioritairement, voire exclusivement, de nos affaires intérieures, selon toute charité bien ordonnée. Or les adversaires de la présence d'immigrés en France aboutissent aujourd'hui à un véritable « néo-

cartiérisme » : que l'industrie française tourne grâce aux nationaux et que ces gens-là retournent chez eux ! Sur le plan commercial, le fameux « *Consommez Français* » serait le pendant de cette nouvelle attitude. Et d'ajouter : les sommes consacrées à l'accueil des immigrés pourraient plus facilement bénéficier au développement si elles étaient investies, sous forme productive, dans le tiers-monde. Il faut rappeler que, si les pays fournisseurs voyaient se durcir davantage notre position face à leurs ressortissants en France, il est clair que nos exportations vers ces pays seraient les premières à en souffrir.

Mais le problème de fond est ailleurs. Conçoit-on économiquement la France comme un bloc autarcique protégeant ses entreprises par des taxes douanières prohibitives pour les marchandises étrangères et coupant son

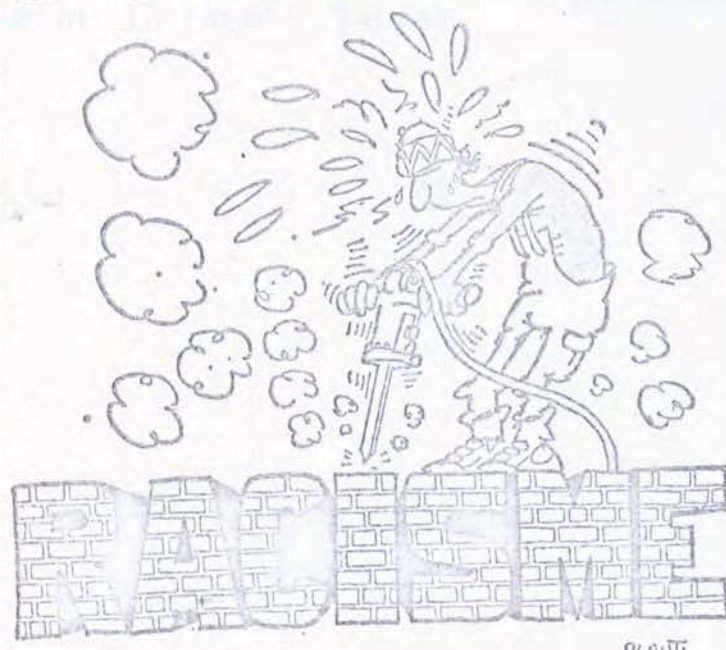
marché national du travail de toute influence exogène perturbatrice ? Cette position, actuellement latente du fait de la persistance des difficultés économiques, aboutirait de proche en proche, par mesures successives de rétorsion, à un gel des relations économiques. Ce ralentissement des flux de marchandises, capital, main-d'œuvre, conduirait bien évidemment à une crise sans commune mesure avec l'actuelle récession. Ainsi, le « néo-cartiérisme » ne peut aboutir qu'à une stratégie de l'affrontement.

L'immigration en France n'est pas une aumône des pays riches aux pays pauvres, mais un échange de services qui correspond au niveau macro-économique à un transfert de travail peu ou pas qualifié compensé par un transfert de devises. Les pays en

présence en ont jusqu'à présent mutuellement bénéficié : l'un pour assurer sa croissance, les autres pour équilibrer leur balance des paiements. Les tensions engendrées par la conjoncture ne seront pas réglées et coupant les ponts, mais par un surcroît d'imagination et de concertation.

De nombreux accords bilatéraux lient la France à ses pays fournisseurs de force de travail. Le dernier en date a été signé, le 12 janvier 1977, à Lisbonne, avec le Portugal. Sur le plan européen, le Conseil de l'Europe formule des recommandations et catalyse l'harmonisation des politiques nationales en la matière. C'est ainsi qu'a été rendu public, le 26 mai 1977, le statut des travailleurs européens migrants des dix-neuf Etats membres. A Genève, une mission, plus large encore a été dévolue au comité intergouvernemental pour les migrations européennes, qui travaille en liaison avec les instances spécialisées des Nations unies.

L'immigration n'est pas exclusive des différentes formes que revêt l'aide internationale. Elle peut contribuer, par-delà les péripiécés et les difficultés actuelles, à rapprocher les points de vue et elle manifeste de façon concrète l'inévitable solidarité des pays en présence. Bien entendu, quand la xénophobie, cette peur collective de l'autre, se conjugue avec l'inquiétude née de la récession économique, la tentation du bon émissaire — en l'occurrence les immigrés — devient d'autant plus forte. Mais cette voie-là, qui ne peut mener qu'à des mesures d'expulsion arbitraire, serait, en fin de compte, plus préjudiciable encore aux intérêts de la France qu'à ceux des travailleurs étrangers eux-mêmes. Il faudra assumer dans les prochaines années les conséquences de l'installation en France de quelque 7,7 % de population allogène. Ne serait-il pas temps, pour relever un tel défi, de jeter les bases d'une concertation avec les intéressés, c'est-à-dire les représentants qualifiés des immigrés ?



(Dessin de PLANTU.)

PLANTU

FIN



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

AISE

di

4-5-49

del

va.i.s.e. - seminari d'informazione per operatori sociali italiani
sugli accordi di sicurezza sociale italo-canadesi.

roma (aise) - la direzione generale dell'emigrazione e degli affari sociali del ministero degli affari esteri ha programmato due seminari di informazione per operatori sociali italiani in canada. il primo si svolgera' a toronto dal 12 al 14 maggio e l'altro a montreal dal 15 al 16 dello stesso mese. lo scopo dei due convegni di studio e' quello di approfondire le possibilita' di applicazione dei recenti accordi di sicurezza sociale nonche' delle intese raggiunte con il governo della provincia del quebec. oltre ai funzionari del ministero degli esteri parteciperanno ai convegni esperti dell'inps e del banco di napoli e quelli degli istituti di previdenza canadesi. i due seminari saranno conclusi con una riunione, allargata anche ai rappresentanti delle associazioni degli emigrati italiani, il cui scopo sara' quello di fornire il massimo delle informazioni alle organizzazioni degli emigrati che operano in canada. (aise)



Ritaglio dal Giornale

AISE

di

1-3-49

del

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

va.i.s.e. - seminari d'informazione per operatori sociali italiani
sugli accordi di sicurezza sociale italo-canadesi.

roma (aise) - La direzione generale dell'emigrazione e degli affari sociali del ministero degli affari esteri ha programmato due seminari di informazione per operatori sociali italiani in Canada. Il primo si svolgerà a Toronto dal 12 al 14 maggio e l'altro a Montreal dal 15 al 16 dello stesso mese. Lo scopo dei due convegni di studio è quello di approfondire le possibilità di applicazione dei recenti accordi di sicurezza sociale nonché delle intese raggiunte con il governo della provincia del Quebec. Oltre ai funzionari del ministero degli esteri parteciperanno ai convegni esperti dell'Inps e del Banco di Napoli e quelli degli istituti di previdenza canadesi. I due seminari saranno conclusi con una riunione, allargata anche ai rappresentanti delle associazioni degli emigrati italiani, il cui scopo sarà quello di fornire il massimo delle informazioni alle organizzazioni degli emigrati che operano in Canada. (aise)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

SECONDO UN PADRE COMBONIANO

Sarebbero salvi i missionari
nelle zone ugandesi del Nord

Il religioso, rifugiatosi in Kenya, ha dichiarato che i suoi confratelli non hanno subito violenze - Attività della diplomazia italiana e interessamento dell'ONU

NAIROBI, 3.

I missionari che si trovano nelle regioni settentrionali dell'Uganda, infestata ancora da bande di soldati del deposto presidente Idi Amin Dada, non avrebbero subito violenze. E' quanto ha dichiarato un missionario italiano — riferisce l'ANSA — riuscito a raggiungere il Kenya, che ha confermato, però, che gruppi di soldati sbandati si abbandonano a ogni sorta di efferatezza, seminando il terrore tra i civili. La stessa fonte ha detto che una colonna di militari tanzaniani e ugandesi del nuovo Governo di Kampala si dirige rapidamente verso il nord, per riportarvi l'ordine.

Le autorità diplomatiche italiane dei

Paesi vicini all'Uganda, che operano sotto il coordinamento dell'Ambasciata italiana a Nairobi e sono in contatto con sedi diplomatiche di altri Paesi, fanno tutto il possibile per avere notizie dirette da quelle regioni e per far giungere soccorsi. Ma la situazione è ancora molto difficile, essendo ancora isolata la parte settentrionale del Paese. Un funzionario del Ministero degli esteri italiano, che si trova attualmente nel Kenya, presso il confine orientale dell'Uganda, a nord della città kenyana di Kapenguria, è riuscito a far giungere ad alcuni giovani

volontari civili un carico di vettovaglie e altri generi di prima necessità. La delegazione permanente italiana presso le Nazioni Unite, a New York, ha chiesto, nei giorni scorsi, assistenza all'Organizzazione al fine di raccogliere informazioni sulla sorte dei circa 450 missionari comboniani e di una quarantina di esperti sanitari italiani che si trovano nella regione dell'Uganda, ancora sotto le forze di Amin.

Il Segretario generale dell'ONU, Kurt Waldheim, ha annunciato di aver dato speciali istruzioni al riguardo all'Alto Commissario per i rifugiati, che ha sede a Ginevra, e ha espresso la speranza che la popolazione ugandese ed i civili stranieri in Uganda vengano trattati nel pieno rispetto dei diritti dell'uomo.

Il comunicato di Waldheim afferma testualmente: «Il Segretario generale è profondamente preoccupato dalle notizie circa numerose perdite fra la popolazione civile, verificatesi nel corso del conflitto in Uganda. E' sua speranza che quanti partecipano ai combattimenti rispettino in pieno i diritti umani della popolazione civile e garantiscano il salvacondotto a qualsiasi civile locale o straniero che cerchi di abbandonare la zona del conflitto.

«Il Segretario generale è in contatto con i Governi vicini per quanto concerne l'assistenza e l'accoglienza di ogni civile, che possa cercare rifugio nei rispettivi Paesi dalle zone interessate dal conflitto. Egli ha, altresì, chiesto all'alto commissariato dell'ONU per i rifugiati la mobilitazione di ogni possibile assistenza umanitaria».

Nel sud dell'Uganda e in altre zone occupate dalle truppe tanzaniane la situazione va man mano normalizzandosi. In quelle regioni i missionari sono rimasti ai loro posti e stanno tutti bene, nonostante le missioni abbiano subito saccheggi da parte dei soldati di Amin.

Sono quattro le diocesi ugandesi tradizionalmente comboniane, cioè quelle del Nord (Gulu, Arua, Lira, Moroto), dove la situazione è più grave. La popolazione di queste diocesi è di circa 3.375.000 abitanti, mentre i cattolici sono quasi la metà cioè 1.161.000. Da alcuni anni i Comboniani lavorano anche in altre diocesi (Kampala, Kabale e Hoima), dove più di un milione di

cattolici sono affidati a 240 Padri e Fratelli comboniani ed a circa 50 sacerdoti del clero locale.

L'apporto concreto dei missionari comboniani — dice padre Tarcisio Agostoni, superiore generale di quest'Ordine religioso — si è rivelato particolarmente nello sforzo di formare sacerdoti, religiosi e religiose locali. Il primo tentativo risale al 1927, quando p. Antonio Vignato iniziò il seminario di Laciòr, vicino a Gulu, che successivamente diventò seminario maggiore di filosofia e teologia. Sono circa 50 i sacerdoti usciti da questo seminario: ma coloro che vi entrarono sono circa un migliaio. Il numero dei seminaristi che hanno raggiunto il sacerdozio non è grande per differenti ragioni.

Mons. Angelo Negri, vescovo comboniano, fondò nel 1942 una congregazione di suore africane, che ora conta circa 160 professe; contributo notevole alla Chiesa d'Uganda, dato che le Suore di Maria Immacolata, oltre al lavoro nelle scuole, si dedicano all'assistenza negli asili, ospedali, maternità e dispensari. Più tardi, mons. Battista Cesana, negli anni '50, avviava una congregazione di fratelli, che ora ha sede nella diocesi di Arua e conta una quarantina di religiosi professi. Più recente è l'Opera degli Apostoli di Gesù, incoronata da p. Marengoni nel 1967 con la protezione di mons. Sisto Mazzoldi, vescovo di Moroto. E' una congregazione locale, aperta solamente agli africani. Al momento conta più di 80 professi, studenti di filosofia e teologia ed alcuni sacerdoti.

In questo quadro non si può sottovalutare la formazione del laicato. Le scuole secondarie sono la base necessaria per la formazione del laicato. I Comboniani dirigono tuttora cinque scuole fra secondarie e magistrali. In alcune di queste sono impegnati dei fratelli come insegnanti e formatori. Non possiamo dimenticare il contributo dei fratelli alla formazione del laicato ed alla promozione umana.

La formazione dei catechisti è sempre stata una delle preoccupazioni principali dei missionari, introdotti al sistema dei catechisti dai Padri Bianchi, arrivati 40 anni prima in Uganda. I Missionari comboniani portarono avanti questo lavoro ed attualmente dirigono un centro catechistico interdiocesano di lingua inglese a Gulu ed altri quattro centri minori nelle rispettive 4 diocesi.

Ritaglio del Giornale AISEdi 6-5-89 del*Ministero degli Affari Esteri*DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

a.i.s.e.e. - presentata al parlamento europeo una risoluzione
per rendere piu' sicuro il lavoro degli emigrati

strasburgo (aise) - il parlamento europeo deve prendere tempesti-
vamente posizione in merito al grave problema degli infortuni sul

lavoro di cui con sempre maggiore frequenza sono vittime gli emi-
grati. una risoluzione in questo senso e' stata presentata dalla
sen. vera squarcialupi (pci) e da vari parlamentari italiani dei
gruppi democristiano, socialista e comunista. il documento si ri-
chiama in particolare all'esplosione avvenuta recentemente in un
laminatoio della germania federale e che ha provocato la morte di
8 lavoratori, 7 dei quali italiani. la risoluzione sottolinea co-
me siano gli emigrati, piu' degli altri, a pagare con la loro
vita i rischi e le negligenze che assicurano ai datori di lavoro
il massimo profitto. (aise)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

INFORM

di 4-5-79 del

SCOTTI E MIGLIUOLO A WASHINGTON AL CONVEGNO OCSE SULLA DISOCCUPAZIONE --
Il Ministro del Lavoro, on. Vincenzo Scotti, ed il Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali del Ministero degli Esteri, Ministro plenipotenziario Giovanni Migliuolo, prendono parte a Washington, insieme ai rappresentanti di altri dieci Paesi membri dell'OCSE (Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico), ad un convegno dedicato ai problemi del lavoro. Scopo del convegno - riporta l'Inform - è di continuare lo scambio di esperienze e di impostazioni tra i maggiori Paesi industrializzati sul fenomeno della disoccupazione, che nell'area OCSE interessa oltre sedici milioni e mezzo di lavoratori. In proposito l'Italia, in precedenti incontri svoltisi nell'ambito comunitario, ha sostenuto l'esigenza di provvedimenti, da concordare sul piano internazionale, per una riduzione delle ore di lavoro. Tale posizione è stata fatta propria anche dalla Commissione europea con un documento relativo appunto al problema della "ripartizione del lavoro", allo scopo di stabilire una strategia comune che affronti il fenomeno della disoccupazione, la quale ha ormai nei Paesi industrializzati un carattere strutturale. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

L'ESPRESSO

di

4-5-79

del

RIUNIONE ALLA FARNESINA CON LA PARTECIPAZIONE DELLE FORZE SOCIALI E DEI PATRONATI SUI PROBLEMI DI SICUREZZA SOCIALE DEGLI EMIGRATI ITALIANI IN SVIZZERA - (Inform - 4.5.1979). - Alla vigilia della nuova sessione della Commissione mista italo-elvetica di sicurezza sociale, in programma a Roma dal 7 al 12 maggio, si è svolta alla Farnesina una riunione, presieduta dal Vice Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali, Ministro Sergio Angelotti, per la consultazione delle forze sociali sui problemi all'ordine del giorno. Alla riunione hanno preso parte rappresentanti dei Ministeri degli Esteri e del Lavoro, degli enti previdenziali, delle associazioni dell'emigrazione e dei patronati.

La riunione, che si inserisce nel metodo di consultazione delle forze sociali teso a rendere più efficace l'azione della Direzione Generale Emigrazione del Ministero degli Esteri, è servita a stabilire una concordanza di idee sulla concreta impostazione da dare ai negoziati con la controparte elvetica. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

INFORM

di

6-5-79

del

INCONTRO DEL SOTTOSEGRETARIO AGLI ESTERI ON. GIORGIO SANTUZ CON IL SINDACO DI GEDDA - (Inform - 4.5.1979). - Il Sottosegretario agli Esteri on. Giorgio Santuz ha ricevuto alla Farnesina una delegazione dell'Arabia Saudita guidata dal Sindaco di Gedda El Farsi, il quale era accompagnato dall'Ambasciatore dell'Arabia Saudita a Roma.

Durante l'incontro - riporta l'Inform - sono stati esaminati i problemi di comune interesse dei due Paesi e, in particolare, quelli relativi alla presenza e al lavoro delle imprese italiane e dei nostri lavoratori in Arabia. Al termine del colloquio il Sottosegretario Santuz ha consegnato al Sindaco di Gedda l'onorificenza di Grande Ufficiale al merito della Repubblica. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale IWFORM

di 4-5-79 del

INTERESSAMENTO DEL MINISTERO DEGLI ESTERI PER LA LIQUIDAZIONE DEI CONTRIBUTI AI GIORNALI ITALIANI ALL'ESTERO - (Inform. - 4.5.1979).- Il Ministero degli Affari Esteri, con un telegramma a firma del Vice Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali, Ministro Sergio Angeletti, ha risposto al Presidente della Federazione Mondiale della Stampa Italiana all'estero, avv. Umberto Ortolani, che aveva espresso vive preoccupazioni per i ritardi della liquidazione dei contributi decisi dall'apposita Commissione istituita presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri in favore dei giornali italiani all'estero.

Nel telegramma - segnala l'Inform - si assicura che il Ministero degli Affari Esteri è intervenuto presso l'Ente Nazionale Cellulosa e Carta al fine della sollecita erogazione dei contributi del 1° semestre 1977, gruppi 1 e 2, a favore delle testate italiane per l'emigrazione. (Inform)



IMMIGRÉS

Pourquoi l'immigration ?

III. - LE « NÉO-CARTIÉRISME »

par BERNARD GRANOTIER (*)

Dans ses précédents articles (« le Monde » des 2 et 3 mai), Bernard Granotier a montré les subterfuges du racisme « électoral » et les mécanismes de l'incompréhension à l'égard des travailleurs étrangers. Mais l'immigration reste nécessaire.

cartiérisme»: que l'industrie française tourne grâce aux nationaux et que ces gens-là retournent chez eux! Sur le plan commercial, le fameux « *Consommes français* » serait le pendant de cette nouvelle attitude. Et d'ajouter: les sommes consacrées à l'accueil des immigrés pourraient plus facilement bénéficier au développement si elles étaient investies, sous forme productive, dans le tiers-monde. Il faut rappeler que, si les pays fournisseurs voyaient se durcir davantage notre position face à leurs ressortissants en France, il est clair que nos exportations vers ces pays seraient les premières à en souffrir.

marché national du travail de toute influence exogène perturbatrice? Cette position, actuellement latente du fait de la persistance des difficultés économiques, aboutirait de proche en proche, par mesures successives de rétorsion, à un gel des relations économiques. Ce ralentissement des flux de marchandises, capital, main-d'œuvre, conduirait bien évidemment à une crise sans commune mesure avec l'actuelle récession. Ainsi, le « neo-cartiérisme » ne peut aboutir qu'à une stratégie de l'effacement.

L'immigration en France n'est pas une aumône des pays riches aux pays pauvres, mais un échange de services qui correspond au niveau macro-économique à un transfert de travail peu ou pas qualifié compensé par un transfert de devises. Les pays en

présence en ont jusqu'à présent mutuellement bénéficié: l'un pour assurer sa croissance, les autres pour équilibrer leur balance des paiements. Les tensions engendrées par la conjoncture ne seront pas réglées en coupant les ponts, mais par un surcroît d'imagination et de concertation.

De nombreux accords bilatéraux lient la France à ses pays fournisseurs de force de travail. Le dernier en date a été signé, le 12 janvier 1977, à Lisbonne, avec le Portugal. Sur le plan européen, le Conseil de l'Europe formule des recommandations et catalyse l'harmonisation des politiques nationales en la matière. C'est ainsi qu'a été rendu public, le 28 mai 1977, le statut des travailleurs européens migrants des dix-neuf Etats membres. A Genève, une mission plus large encore a été dévolue au comité intergouvernemental pour les migrations européennes, qui travaille en liaison avec les instances spécialisées des Nations unies.

L'immigration n'est pas exclusive des différentes formes que revêt l'aide internationale. Elle peut contribuer, par-delà les péripiéties et les difficultés actuelles, à rapprocher les points de vue et elle manifeste de façon concrète l'inévitable solidarité des pays en présence. Bien entendu, quand la xénophobie, cette peur collective de l'autre, se conjugue avec l'inquiétude née de la récession économique, la tentation du bouc émissaire — en l'occurrence les immigrés — devient d'autant plus forte. Mais cette voie-là, qui ne peut mener qu'à des mesures d'expulsion arbitraire, serait, en fin de compte, plus préjudiciable encore aux intérêts de la France qu'à ceux des travailleurs étrangers eux-mêmes. Il faudra assumer dans les prochaines années les conséquences de l'installation en France de quelque 7,7 % de population allogène. Ne serait-il pas temps, pour relever un tel défi, de jeter les bases d'une concertation avec les intéressés, c'est-à-dire les représentants qualifiés des immigrés?

(*) Auteur de l'ouvrage *Les Travailleurs immigrés en France*. Edit. Maspéro.



(Dessin de PLANTU.)

PLANTU

FIN



Ritaglio dal Giornale

AISE

di 5-5-79

del

X

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

a.i.s.e. - il parlamento europeo per l'adesione alla convenzione europea dei diritti dell'uomo - evidenziati i problemi dei migranti.

roma (aise) - L'adesione della comunità alla convenzione europea dei diritti dell'uomo potrebbe costituire un passo importante per rafforzare la legittimità democratica delle istituzioni comunitarie, fatto particolarmente significativo alla vigilia delle elezioni del 10 giugno. In questo senso, il parlamento europeo ha approvato una relazione del sen. scelba (dc. it.) che invita il consiglio a procedere quanto prima a tale adesione.

L'on. klepsch (dc. ted.) che sostituiva il relatore, ha sottolineato che non si tratta di ampliare le competenze comunitarie ma di consolidare i diritti individuali nei casi in cui essi siano intaccati da una decisione comunitaria. vi è poi una dimensione politica nell'adesione alla convenzione che può essere considerata l'unico comune denominatore dei regimi democratici europei, membro o meno della cee. klepsch ha ricordato l'esempio dei lavoratori migranti a favore dei quali esiste ormai una vasta legislazione comunitaria sulla cui applicazione la corte di giustizia delle comunità non riesce ad esercitare un pieno controllo. occorre inoltre estendere la facoltà dei ricorsi individuali ai giudici europei.

nella risoluzione elaborata dal sen. scelba si chiede inoltre di istituire un comitato di esperti incaricato di elaborare il progetto di una "carta europea dei diritti civili" e si chiede inoltre una migliore disciplina, anche in sede di trattato, dell'attuale diritto di petizione dei cittadini al parlamento europeo.

L'on. sieglerschmidt (soc. ted.) ha espresso il consenso del gruppo socialista sottolineando fra l'altro che il diritto di petizione dovrebbe comportare anche l'obbligo delle autorità competenti a fornire le informazioni eventualmente richieste dal parlamento. inoltre, nella valutazione dei diritti dell'uomo occorre tenere presenti anche quelli sociali e culturali.

il sen. masullo (com. it.) ha osservato che il dibattito su questo importante e delicato tema non deve diventare una fuga nella idealità astratta ma rivolgersi agli aspetti concreti. certo - e egli ha detto - l'europa comunitaria è una delle poche isole di democrazia nel nostro pianeta ma ciò non toglie che anche nei nostri paesi la democrazia non occupi tutti gli spazi. egli ha citato l'esempio degli emigrati che, alla vigilia delle elezioni europee, incontrano in certi paesi della comunità difficoltà nell'organizzarsi per ascoltare i comizi elettorali.

il dibattito è stato concluso dal commissario davignon il quale si è detto favorevole in linea di principio alle richieste formulate nella risoluzione. egli ha tuttavia manifestato qualche perplessità in merito ad una estensione del diritto di ricorso individuale alla corte di Lussemburgo, già sovraccarica di lavoro. (aise)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

L'INFORM

di 4-5-79 del

X

UN PROGRAMMA ELETTORALE PROPOSTO DALL'ANFE PER LE ELEZIONI EUROPEE - Inform - 4.5.1979). - Nel corso del suo intervento al convegno del Movimento Europeo sul tema: "Da emigrante a cittadino europeo", la Presidente dell'ANFE on. Maria Federici - segnala l'Inform - ha esposto un programma elettorale elaborato dall'ANFE per quei candidati alle elezioni per il Parlamento europeo che intendano farsi portatori delle esigenze che avverte l'Associazione nazionale delle famiglie degli emigrati.

Eccone i punti salienti:

- Una politica sociale del vertice europeo che coordini le politiche sociali degli Stati membri, in vi comprese le misure per alleviare gli effetti della disoccupazione e della recessione che deteriorano il benessere della società e mettono in crisi i suoi fondamentali valori.
- Una politica attiva e specifica per la disoccupazione giovanile, condotta dai Ministri della Pubblica Istruzione e del Lavoro per idonee iniziative sia per l'orientamento professionale che per la precoce pratica del lavoro, affinché il passaggio dalla scuola alle attività lavorative sia reso accettabile e desiderabile dai giovani.
- L'istituzione di un centro europeo di formazione professionale perché una comune formazione stabilisca pari capacità lavorativa e garantisca pari possibilità occupazionale col supporto di avanzati metodi di pedagogia del lavoro.
- Una politica di coordinamento tra i programmi e le specializzazioni al lavoro nell'interno della Comunità.
- Una effettiva parità uomo-donna nel lavoro e nell'occupazione; che sono diritti fondamentali ed inalienabili di tutti.
- Uno sviluppo dinamico del Fondo sociale europeo, diretto non a sporadiche accettazioni di piani fine a se stessi, ma alla elaborazione di piani collegati ai cambiamenti in atto e prossimi, tra cui quelli che imporrà la crisi delle risorse energetiche.
- Una politica della famiglia unitaria e generalizzata in quanto rivolta a difesa del nucleo familiare quale fonte di energie fisiche, spirituali e morali, il cui bisogno è connesso con la stessa sopravvivenza della civiltà.
- Una politica scolastica che renda possibile un sempre più effettivo avvicinamento dei sistemi educativi e dei programmi di insegnamento, nei modi già individuati dall'ANFE nel Congresso nazionale del 1977.
- L'insegnamento delle lingue, con particolare attenzione a quella di origine per coloro che provengono da un altro Paese membro della Comunità, e lo sviluppo di una cultura di base omogenea nella scuola dell'obbligo debbono essere considerati prioritari per formare il cittadino europeo. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

INFORM

di

6-5-79

del

X

A MARSEGLIA UN CONVEGNO DELLE ACLI DI FRANCIA SUL PARLAMENTO EUROPEO -
(Inform-4.5.1979).- Un convegno sul Parlamento europeo e sulla partecipazione degli emigrati al voto in loco si è svolto il 28 aprile a Marsiglia, con la presenza di numerosi connazionali, a cura delle ACLI di Francia.

Dopo la presentazione fatta dal Presidente delle ACLI di Marsiglia Basanisi, ha preso la parola il dott. Pagani del Parlamento europeo, che ha illustrato le realizzazioni attuate in campo comunitario. E' seguito il saluto del Console d'Italia a Marsiglia, Grandi, e quindi l'intervento del Vice Presidente Nazionale del Patronato ACLI, Martoriati, il quale ha posto in rilievo l'esigenza di giungere ad un'Europa unita e si è intrattenuto sul voto in loco degli emigrati per il nuovo Parlamento europeo eletto a suffragio universale, facendo presente che i connazionali residenti in Francia, per accordi intercorsi, voteranno il 9 giugno. Egli - segnala l'Inform - ha espresso l'augurio che i lavoratori emigrati e le loro famiglie partecipino numerosi al voto che li vedrà protagonisti di un'Europa nuova dove non saranno più emigrati ma cittadini europei. Alle manifestazioni erano anche presenti il Presidente della ACLI di Francia, Missaggia, ed il coordinatore regionale Bechi. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale AISE

di 6-5-79 del 5

a.i.s.e. - incontro agli a stoccarda per le elezioni europee
 roma (aise) - proseguono da parte delle associazioni dell'emigrazione gli incontri in vista delle elezioni del parlamento europeo per sabato 5 maggio, infatti, e' previsto un incontro con i nostri connazionali di stoccarda (germania) del responsabile del settore internazionale delle acli, bosio, in un convegno organizzato dalle acli del luogo sull'importante appuntamento elettorale del 10 giugno. (aise)



Ritaglio dal Giornale

L'INFORM

di 6-5-79 del

X

L'AZIONE DEL MINISTERO DEGLI ESTERI PER ASSICURARE
IL MIGLIORE SVOLGIMENTO DELLE OPERAZIONI DI VOTO
IN LOCO DEI NOSTRI EMIGRATI ALLE ELEZIONI EUROPEE

(Inform- 4.5.1979).- Da parte del Ministero degli Affari Esteri si sta facendo di tutto, nei limiti delle proprie possibilità, per garantire il migliore svolgimento delle operazioni del voto in loco agli italiani residenti nell'area comunitaria: lo ha assicurato il Consigliere d'Ambasciata Francesco Pulcini, capo dell'Ufficio Europa e coordinatore della Direzione Generale Emigrazione per il voto in loco, nel corso del convegno indetto a Roma dal Movimento Europeo sul tema "Da emigrante a cittadino europeo".

L'attività del Ministero degli Esteri - riferisce l'Inform - si è svolta su due piani: sul piano diplomatico e sul piano consolare. Sul piano diplomatico sono state raggiunte delle intese sulle quali il Parlamento ha espresso il parere favorevole, ed è stato possibile avere anche quei miglioramenti che lo stesso Parlamento aveva chiesto affinché le operazioni di voto si svolgano come la nostra legge impone.

Sul piano consolare - ha spiegato il Consigliere Pulcini - i nostri quaranta Consolati hanno svolto un'azione di sensibilizzazione per convincere i connazionali ad esercitare il diritto-dovere del voto: soltanto attraverso i Consolati sono arrivate oltre ottatamila domande di regolarizzazione, oltre a quelle fatte direttamente dagli interessati.

Le valutazioni che è possibile fare in questo momento (le cifre definitive si avranno solo tra qualche giorno) portano a ritenere ragionevolmente che circa 400.000 lavoratori parteciperanno alle votazioni europee in loco. E' una cifra non indifferente, anche se non è ideale, ma occorre tener conto di situazioni per cui vi sono connazionali talmente inseriti nella società in cui vivono e lavorano che forse si sentono meno legati ai problemi relativi alla partecipazione alla nostra vita politica.

Comunque la fase operativa è in atto: da qualche giorno tutti i Consolati sono stati dotati di terminali che li collegano con il cervello elettronico del Ministero dell'Interno, e questo faciliterà sia le operazioni finali del voto europeo sia le comunicazioni delle notizie sul voto stesso. Inoltre i Consolati sono stati dotati di telefoni diretti con il Ministero degli Esteri e con il Ministero dell'Interno: questo perché ci saranno naturalmente dei problemi da risolvere con la massima immediatezza per lo svolgimento delle operazioni elettorali, considerando il fatto che per la prima volta si attuano operazioni complesse e difficili come queste. Pertanto, i mezzi di comunicazione diretta e rapida di cui i Consolati sono stati dotati dovrebbero assicurare il migliore svolgimento possibile delle votazioni in loco.

Concludendo, il rappresentante del Ministero degli Esteri ha rinnovato l'assicurazione, anche da parte degli Ambasciatori e dei Consoli che operano in Europa, che sarà fatto di tutto perché i partiti possano esplicare la loro attività di propaganda politica in assoluta parità tra loro e nella parità possibile con i partiti del posto, e inoltre che i Consoli hanno fatto e continueranno a fare il possibile per procurare ai partiti i locali per svolgere tale propaganda e così pure perché i presidenti e gli scrutatori dei seggi abbiano una completa conoscenza dei meccanismi attraverso i quali si manifesta il voto. Infine il Consigliere Pulcini ha assicurato che il Ministero degli Esteri è a piena disposizione delle forze politiche e sociali per collaborare alla migliore riuscita del voto in loco. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

AISE

di

45-79

del

X

a.i.s.e. - oggi a roma il convegno del movimento europeo "da emigrante a cittadino europeo"

roma (aise) - il consiglio italiano del movimento europeo organizza il convegno sul tema "da emigrante a cittadino europeo", che si tiene nell'aula consiliare della provincia di roma a palazzo valentini.

i lavori saranno introdotti da angelo lotti, segretario generale del movimento europeo, la relazione generale sarà tenuta da dario marioli, segretario confederale della confederazione europea dei sindacati (cis). interverranno il presidente adel la provincia di roma, lamberto mancini, e rappresentanti del parlamento europeo, della commissione della cee e del governo italiano, il dibattito sarà presieduto da umberto serafini, segretario generale della associazione italiana per il consiglio dei comuni d'europa (aicce.).

la mattina del 5 maggio il convegno proseguirà con una tavola rotonda sul tema: "elezione del parlamento europeo: l'azione dei partiti verso i lavoratori migranti", alla quale interverranno rappresentanti della dc, del pci, del psi, del psdi, del pri e del pli. a conclusione dei lavori interverrà il presidente del movimento europeo giuseppe petrilli.

"questa iniziativa del movimento europeo - si legge in un comunicato - acquista particolare attualità alla vigilia della elezione diretta a suffragio universale del parlamento europeo, nel quale, per la prima volta, i lavoratori emigrati - primi veri cittadini europei - assumeranno il ruolo di protagonisti attivi della vita politica della comunità". (aise)



Ministero degli Affari Esteri X

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il-GIORNO-

di dal 4/5/79

opo le elezioni del 10 giugno il vecchio continente avrà un nuovo volto

Terra in vista: l'Europa

Parlamento con 410 membri eletti da 181 milioni di voti - Una realtà sovranazionale non più nata
punta delle baionette o delle alabarde - Il legno, i vetri e le moquettes del Palazzo di Strasburgo, un po'
e un po' ricovero antiatomico - Pulluleranno, paradossalmente, gli antieuropeisti - La prospettiva dei
di dibattiti - Una svolta: «Come potranno mai, i Paesi aderenti, sopprimere all'interno la democrazia?

nostro inviato
PEPPE CANESSA

STRASBURGO, maggio
vecchio Parlamento a
il nuovo, eletto a suf-
fragio universale da 181 mi-
liardi di elettori europei.
Il 10 giugno sarà
il primo momento mai accadu-

to in 5000 anni», si legge sui
manifesti di propaganda e
negli «spot» televisivi della
Comunità. In Europa si sono
avute elezioni fin da 2500 an-
ni fa, nelle città greche. Per
un Parlamento unico, mai.
Tutti gli spazi unitari al di
là dei confini nazionali erano
nati come «imperi» sulle

punte delle baionette, o me-
glio delle alabarde, compresi
quelli di Carlo Magno e Na-
poleone. L'attuale Parlamen-
to, erede dell'«Assemblea
comune» della CECA nata
nel '52, è formato da delegati
dei Parlamenti nazionali.
Il 10 giugno sarà la prima
volta che alle alabarde si so-
stituirà il voto.

Con quale stato d'animo
gli attuali 198 «deputati sen-
za elettori» del Parlamento
di Strasburgo aspettano la
nuova assemblea con 410
membri, forti ciascuno di
500 mila voti? Ne parliamo
con i protagonisti — meno
della metà saranno candidati
il 10 giugno, altri saranno
sostituiti da nomi di grido o
uomini nuovi che i partiti
vorranno mettere in lista —
nei corridoi del «Palazzo
d'Europa» di Strasburgo du-
rante la sessione. E' l'ultima
in questa città dell'Alsazia:
sarà seguita da un'altra,
breve, a Lussemburgo, poi
dalle elezioni e il 17 luglio
dalla sessione inaugurale del
Parlamento eletto.

Nei corridoi di questo pa-
lazzo che ospita l'«emiciclo
del futuro» (conteso accan-
tamente anche da Bruxelles
e Lussemburgo), tutto legno,
vetri e moquettes, un po' ri-
couvero atomico un po' me-
tropolitano o stadio sportivo,
si respira una punta di no-
stalgia, ma anche orgoglio a
pieni polmoni. Quelli che tor-
neranno e gli altri che diran-
no addio al Parlamento sono
esponenti di una pattuglia di
vecchi credenti, di «drogati
dall'Europa», che hanno
strappato in questi 27 anni
con un paziente roscchia-
mento quasi tutti i poteri

che passeranno all'assem-
blea eletta, che potrà partire
da questi e continuare a ro-
scchiare, come hanno fatto
tutti i Parlamenti della sto-
ria.

I poteri in materia di bi-
lancio sono stati vistosa-
mente confermati in questa se-
ssione, quando il Parlamento
ha imposto un notevole au-
mento dello stanziamento
per il '79 del fondo regionale
e forti cifre per abbuoni di
interessi su prestiti collegati
allo SME. Poi c'è la concer-
tazione obbligatoria su tutte
le iniziative del Consiglio dei
ministri dei Nove con impli-
cazioni finanziarie, e il con-
trollo di fatto sulle «nuove
politiche», delineatesi negli
ultimi anni e mesi, della Co-
munità — regionale, sociale,
industriale, per la perequa-
zione agricola — che do-
vrebbero gradualmente tra-
sformarla da semplice «mer-
cato comune» in area di
progresso e sviluppo eguali-
tario.

Da questo punto si potrà
andare ancora avanti — in
un prossimo articolo diremo
come — ma la svolta è pri-
ma di tutto politica. Para-
dossalmente uno dei vantag-
gi del Parlamento eletto
sarà che in esso pulluleranno
gli anti-europeisti e le loro
tesi potranno essere combat-
tute a viso aperto, mentre
nel vecchio i Parlamenti na-
zionali designavano dei «cre-
denti», eccetto per gli inglesi
e i francesi, in partenza più
«tiepidi». Finora le resisten-
ze sono state più difficili da
combattere perchè portate
avanti dalle burocrazie na-
zionali, timorose di perdere
potere, e comunque su scala
nazionale. «Un grande risul-
tato del nuovo Parlamento
sarà se nei cinque anni di le-
gislatura si svolgeranno una
quindicina di grandi dibattiti
sul futuro dell'Europa» ci di-
ce Emilio Colombo, presi-
dente dell'assemblea, capoli-
sta della DC (Partito popula-
re europeo su scala comuni-
taria) nel collegio italiano
del Sud. «Grandi dibattiti —

continua — che avranno un
peso nuovo e diverso perchè
il suffragio universale spinge
a candidarsi, e quindi ad es-
sere parte del Parlamento,
molti leader nazionali in gra-
do di impegnare i rispettivi
Paesi».

Nella situazione di oggi
questo Parlamento in sei lin-
gue (ci si mette la cuffia e
si ascoltano Scelba o Fran-
çois Poncet, a scelta in olan-
dese, tedesco, inglese etc...
con un vantaggio: gli oratori
sono costretti alla chiarezza
e semplicità per essere tra-
dotti bene) si batte in un i-



f

2

solamento semi-totale. Una semi-clandestinità squarciata da pochi giornalisti ed osservatori appassionati.

Poco prima avevamo sentito il tedesco Egon Klepsch, capogruppo parlamentare del Partito popolare europeo (DC) osservare: «E' stato per tutti questi anni un Parlamento diverso da ogni altro. Senza opposizione, senza un governo da sostenere o rovesciare, con maggioranze variabili a seconda dei problemi concreti». E il francese Henri Caillavet, presidente della Commissione agricoltura, radicale di sinistra ma candidato nella lista «UDF» di Giscard: «Spesso qui si vota in base a schieramenti non di partiti, ma di blocchi nazionali convergenti sui problemi concreti. A volte italiani e francesi insieme, oppure olandesi e tedeschi. E' l'Europa delle latitudini che si esprime in quest'aula, anche se unita nella difesa dello stesso tipo di civiltà, un umanesimo moderno».

Dopo il 10 giugno, ci dice Colombo, «avremo un'assemblea più politicizzata anche perchè vi agiranno allo scoperto i gruppi anti-europeisti». Un'opposizione che oggi manca: si potrà tentare di esorcizzarla o perlomeno decidere tutti insieme sul futuro federalista o meno dell'Europa.

La novità più interessante della campagna europea come si va delineando è proprio questa. Mentre in Italia, Repubblica Federale Tedesca, Belgio, Olanda e Lussemburgo i partiti sono in «gara di europeismo» fra loro, in Inghilterra sono molto forti gli «anti-marketeters»,

in Danimarca si presenta un gruppo apertamente anti-Europa, in Francia i gollisti raggruppano i loro candidati in una lista «per la difesa degli interessi della Francia in Europa», tanto che Michel Contant è costretto a dissociarsi creando una formazione dissidente di candidati «gollisti per l'Europa».

Ma quel che importa è che 181 milioni di elettori, di Paesi già nemici per migliaia d'anni, voteranno, voteranno, voteranno: ogni cinque anni, per eleggere il Parlamento comune. «La democrazia si difende con la democrazia. Nove Paesi, fra poco 12 con l'ingresso di Grecia, Spagna e Portogallo, eleggeranno a suffragio universale il Parlamento europeo. Come potranno mai sopprimere in futuro la democrazia all'interno?». Questa speranza, «dittatura, mai più», è l'elemento politico chiave, secondo il socialista francese Georges Spénale, presidente del Parlamento europeo prima di Colombo e ora vicepresidente. «Con questa elezione, usciamo dalla preistoria della democrazia europea», dice. Parlamentare europeo da 15 anni, non sarà candidato il 10 giugno perchè, dopo contrasti con Mitterrand, è stato escluso dalle liste. «Sarebbe stato bello, come si fa in una staffetta, correre ancora un po' col nuovo corridore per passargli la bandierina», dice. «Ma quel che importa è lasciare un'Europa che pur avendo rami diversi fra loro ha un tronco comune. Questa Europa l'abbiamo sentita più profondamente di quanto si possa raccontare».



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Corriere delle Serp
di del 4/5/79

CONCLUSO A UDINE UN CONVEGNO INTERNAZIONALE ORGANIZZATO DALL'ISTITUTO JACQUES MARITAIN

Per un'Europa fondata sulle «persone»

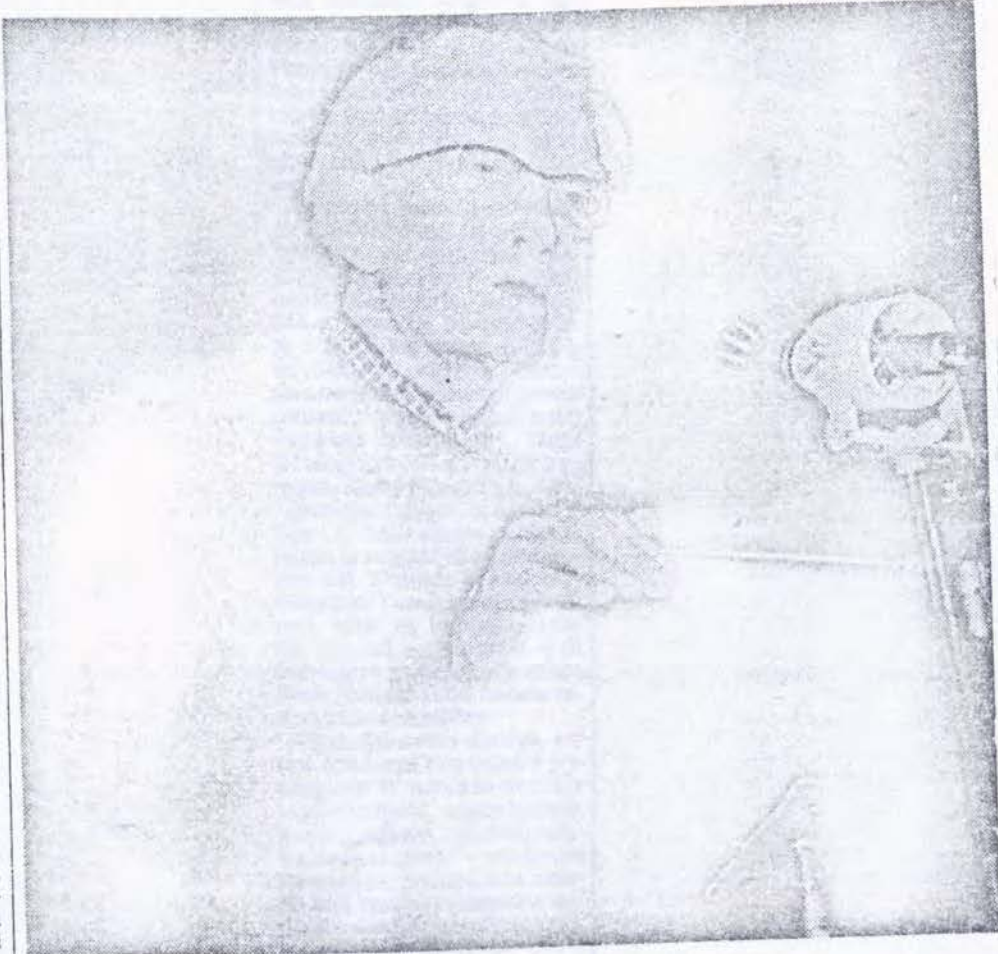
DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

UDINE — Quale Europa vogliamo che esca dalle elezioni a suffragio universale diretto del 10 giugno per il parlamento europeo? L'assetto economico garantito agli istituti comunitari è certo importante; ma un'Europa esclusivamente mercantile — di mercanti e di consumatori — non avrebbe ragione, continuerebbe a non essere sentita nelle coscienze dei singoli; né avrebbe senso un'Europa esclusivamente politica, somma di nazioni che si alleano. Occorre un'etica che ci accomuni.

Perché ciascuno di noi possa sentirsi cittadino europeo occorre dunque un modello che — superando il collettivismo marxista e l'individualismo capitalista — si impenni sui diritti della persona, su un personalismo comunitario. Il personalismo cristiano — teorizzato fin dagli anni Trenta come antidoto alla crisi della civiltà da Jacques Maritain e da Emmanuel Mounier, recepito poi da molte Costituzioni tra cui la nostra — mostra come primato dei valori spirituali della persona singola sui valori economici collettivi — potrebbe costituire il salto di qualità. Non a caso Maritain è tornato «di moda» (ricordiamo il convegno internazionale di Venezia del 1976 e i due recenti libri di Roberto Papini e di Giancarlo Galeazzi, editi entrambi da Massimo) e adesso confluisce nelle problematiche dell'europeismo.

Per discutere questo, l'Istituto «Jacques Maritain» ha organizzato a Udine un convegno internazionale di tre giorni: «La costruzione dell'Europa e l'apporto del personalismo».

Maritain scrisse molto sull'Europa, teorizzando, nella crisi delle culture (l'esistenzialista, la marxista e quella stessa cristiana), più che un modello di struttura federale, un contenuto da dare a questa Europa nella quale dovrebbero essere privilegiati i diritti della persona. Lo



Il filosofo cattolico parigino Jacques Maritain.

hanno ricordato Roberto Papini segretario dell'Istituto internazionale «Maritain», Emile Poulat, Antonio Pieretti e il direttore di *Histoire* Michel Winock che, trattando anche del contributo di Mounier, si è soffermato sulla pausa dell'idea d'Europa verificatasi durante la guerra fredda dopo gli iniziali entusiasmi (subentrarono allora remore politiche e militari, intralci ideologici, e il privilegio dato all'economia: sicché oggi quando si pensa all'Europa erroneamente si pensa soltanto a una comunità economica).

Di quanto del personalismo maritainiano è stato comunque recepito nelle Costi-

tuzioni del dopoguerra — attraverso le mediazioni in Germania di Adenauer e di Guardini, in Francia di Schuman e indirettamente del gruppo Ordre Nouveau, in Italia di De Gasperi (che per primo recensì in Italia l'*Umanesimo integrale* di Maritain), Sturzo, Dossetti, La Pira, Lazzati, Mortati, Moro, Gonella, Fanfani — hanno parlato Günter Püttner, Francis Teitgen, Giancarlo Galeazzi, Giorgio Campanini, Roberto Ruffilli, Gianni Giovannoni. E, per la Corte del Lussemburgo, Gianfranco Martini.

Il personalismo maritainiano, che del resto non voleva essere metafisica, nella

nostra Costituzione ha incontrato qualche limite, ma è presente fin dagli articoli 2 e 3. E si ricorda l'intervento di Aldo Moro all'Assemblea Costituente perché il testo costituzionale fosse imperniato sulla persona.

Poi, abbiamo detto, sull'idea dell'Europa incisero perversamente altri fattori, in parte snaturandola. Rimane però, ed è quindi rintracciabile, l'aggancio al personalismo maritainiano del federalismo che, a differenza del confederalismo o del funzionalismo privilegiante gli interessi economici, dà il primato alla persona, alla partecipazione individuale, alle

00

autonomie territoriali, ai diritti dei deboli.

Padre Enrico di Rovasenda, segretario della Pontificia Accademia delle Scienze, ha ricordato la propensione a un'Europa unita (che non può essere più quella medievale cristiana) degli ultimi pontefici, soprattutto di Giovanni XXIII e di Giovanni Paolo II per il quale ultimo, con ispirazione maritainiana, «le istituzioni da sole non faranno mai l'Europa, sono gli uomini che faranno l'Europa».

Viotto ha parlato del ruolo di *Erprit*, nato in casa di Maritain (era presente l'attuale direttore, Paul Thibaut). Della crisi dell'identità europea ha trattato Paola Gaiotti De Biase; e sull'identità che potrebbe venire da una immissione del personalismo hanno dibattuto Jacques Vandamme, Luigi Berlinguer, Henry Bruggmans, Karel Skalicky e altri.

Achille Ardigò ha svolto il tema «L'ispirazione personalista e le recenti riforme europee del Welfare State», avvertendo l'emergere oggi di una crisi di inadeguatezza nei sistemi assistenziali e di benessere pubblico (Welfare State) basati sulla fredda razionalità scientifica.

Oggi, ha detto Ardigò, c'è una tendenza che torna a privilegiare il privato-sociale (associazioni, volontariato, partecipazione, desistituzionalizzazione); «tendenza spontanea, pratica, che chiede una reinterpretazione del personalismo comunitario, ma per la società post-industriale».

Tocca a noi, quindi, dire quale Europa vogliamo, se un'Europa di europei o una di burocratiche istituzioni. Ma già le elezioni dirette alle quali andremo (basate sulla partecipazione degli uomini, e indirettamente nello spirito del personalismo maritainiano) daranno una spallata a pro del personalismo limitando così il preponderante fondamento economico e burocratico.

Glauco Licata



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

L'UNITA'

di del

4/5/79 R

I compagni Giuliano Pajetta e Giadresco da Andreotti

Chieste precise garanzie per il voto agli emigrati

ROMA — I compagni Giuliano Pajetta e Gianni Giadresco sono stati ricevuti ieri dal presidente del Consiglio on. Andreotti con il quale hanno avuto un ampio colloquio per illustrare la risolu-

zione della direzione del partito del 26 aprile a proposito delle condizioni per il voto «in loco» degli emigrati per il Parlamento europeo e i problemi che si pongono per il rientro in patria dei lavoratori all'estero per le elezioni nazionali del 3-4 giugno.

Pajetta e Giadresco hanno documentato la gravità della situazione esistente per l'informazione e la propaganda elettorale (radiofonica, murale e orale) non solo nei paesi, quali la RFT e la Francia, le cui note erano state giudicate insoddisfacenti dalle commissioni esteri del Senato e della Camera, ma anche in altri paesi della Comunità.

E' stato richiesto un energico intervento del governo e delle nostre rappresentanze diplomatiche perché si ottengano le indispensabili garanzie richieste dalla nostra legge elettorale europea e una parità effettiva di condizioni per i partiti politici italiani. Giuliano Pajetta e Gianni Giadresco hanno quindi fatto presente al presidente Andreotti, le serie preoccupazioni che derivano dal grave ritardo e

dalle carenze con cui vengono compilate le liste elettorali, dall'incertezza esistente sul numero e l'ubicazione dei seggi all'estero e sulle condizioni di vigilanza e controllo sulla distribuzione dei certificati elettorali e sulle operazioni di voto. A proposito delle elezioni nazionali del 3-4 giugno, dopo aver fatto notare il particolare disagio che il mancato abbinamento procura agli elettori emigrati, i nostri compagni hanno richiesto che, oltre alle attuali facilitazioni, il governo italiano si impegni per ottenere: 1) la concessione del viaggio gratuito sulle ferrovie statali degli altri paesi comunitari e della Confederazione elvetica (come già concesso dalla RFT nel 1976); 2) la concessione di permessi di lavoro per i lavoratori emigrati di durata sufficiente anche per coloro che volessero restare a votare in Italia, come ne hanno facoltà, per le elezioni del 10 giugno; 3) l'assegnazione straordinaria di buoni benzina «ad personam» per gli elettori che rientrino a votare in Italia in macchina.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E CIRCOLAZIONE SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

-IL POPOLO-

di _____ del _____

4/5/79

R

Il significato della scelta del 10 giugno

Una risposta concreta alle attese dei giovani

E' iniziata la campagna per le prime elezioni dirette del Parlamento Europeo. In una situazione non certo facile, per la contemporaneità delle elezioni politiche. Cosicché i partiti sono impegnati a recuperare la situazione italiana e a salvare se stessi. L'Europa rischia di restare abbandonata, di fare al massimo da patetica appendice nei discorsi della domenica. Occorre reagire a questa pericolosa prospettiva e ribadire la centralità del discorso europeo. I giovani democristiani europei si sono posti tale obiettivo con un riuscito convegno svoltosi a Pisa, dove le elezioni dirette del Parlamento Europeo e l'ampliamento della Comunità a Spagna, Grecia e Portogallo, sono state indicate quali scadenze fondamentali per il futuro dell'Europa.

Infatti sarebbe poca cosa limitarci a cercare consensi per il voto del 10 giugno. Bisognerebbe pure cominciare a pensare al futuro, agli anni '80; appunto, a quale Europa vogliamo, per noi europei e per le nuove generazioni in particolare. Come ha scritto il consigliere comunale di Roma Filippi in un messaggio al convegno: «una comunità europea allargata e più efficiente sarebbe troppo poco come progetto e come proposta politica delle nuove generazioni. E un impoverimento complessivo della identità europea si avrebbe se all'interno della Comunità non venissero salvaguardate le peculiarità delle comunità locali e delle aree regionali». Le elezioni europee insomma debbono essere una occasione per ripensare il modello di società

cui tendiamo, il futuro dei giovani, la stessa concezione dello Stato e delle sue articolazioni, i fenomeni culturali e sociali.

Molti studi sono stati compiuti per verificare il livello di adesione dei cittadini all'ideale europeo, e da questi parrebbe che il cittadino medio italiano è tra i più favorevoli all'unità politica europea. Ma ben poco è stato fatto per capire quanto e come tale adesione sia presente tra i giovani. Le nuove generazioni insomma continuano ad essere tra le più sconosciute. Eppure esse sono elemento non indifferente del composito panorama socio-politico italiano ed europeo.

La questione giovanile ha assunto aspetti radicalmente nuovi in questi ultimi anni; abbiamo assistito più che a un rinnovarsi di situazioni, ad un vero e proprio stravolgimento della realtà giovanile. Padre Sorge in più di un'occasione ha sottolineato il carattere di svolta epocale che il nostro Paese sta attraversando, una crisi che si estende degli ambiti strettamente politici ed istituzionali per toccare profondamente anche la sfera personale, la società civile, le famiglie, le comunità tradizionali. E si tratta, egli dice, di una crisi congiunturale prepotentemente culturale. E proprio le giovani generazioni sembrano essere le più deboli, le meno protette anche culturalmente oltre che socialmente.

Rispetto al '68 e ai primi anni '70 c'è stata una caduta verticale di vivacità culturale e capacità propositiva nel mondo giovanile: le nuove genera-

zioni, orfane di ogni tipo di cultura, prive anche del sostegno che i giovani del '68 avevano avuto dalla scuola tradizionale, le nuove generazioni cresciute per prime sotto la dominazione dei mass media, dove gli slogans sembrano surrogare ogni tipo di preparazione e approfondimento, le nuove generazioni cresciute in un drammatico vuoto culturale, portatore di un ben più grave vuoto esistenziale, hanno ormai perduto il senso della storia, della ragione, non hanno più memoria né della Chiesa e del linguaggio cristiano, non hanno più coscienza delle istituzioni e della lunga e difficile marcia della democrazia, verso un progresso sì problematico, ma tangibile; le nuove generazioni, in ultima analisi, sono oggi prigioniere di se stesse, incatenate dalla sottocultura del complotto permanente, prigioniere dei miti che si sono creati per perpetuare impossibili certezze, e che rappresentano ora il fertile terreno dei nuovi opposti estremismi: da una parte il qualunquismo, il disinteresse, dall'altro il fiancheggiamento al terrorismo.

A questo punto è indispensabile riuscire a coniugare la fiducia nello Stato con l'impegno ad intraprendere una via che conduca ad una rigenerazione civile e morale più alta, in cui l'uomo esca da una dimensione esistenziale casuale, per ridiventare protagonista in una società di rinnovate autonomie, dove la scelta per l'Europa non è una fuga in avanti, ma anzi il tentativo di recuperare in una nuova costruzione, in un nuovo progetto di società sovranazionale, valori ed aspettative.

Si tratta di avere il coraggio di non lasciarsi andare a scelte si più facili, ma ormai superate e non paganti, come potrebbe essere quella di scegliere o la società politica o la società civile; proseguire invece la strategia che Ardigò definisce dell'«*et... et*», e con lo Stato e con la società civile, e con l'Europa e con i drammatici problemi dei giovani potremmo aggiungere noi. E' la strada si più difficoltosa, ma l'unica da seguire.

Le scelte delle forze politiche, e tra queste quella per l'unità europea, o diventano scelte dei giovani e per i giovani, o rischiano di scivolare sopra la loro pelle.

Con tutto ciò dovrà fare i conti l'Europa degli anni '80. Ma per non andare molto avanti, basti pensare che dovrà farci i conti anche l'avvenimento storico del 10 giugno. Milioni di giovani europei si troveranno a lottare contemporaneamente in 9 Paesi per una scelta, quella europea, che li ha visto non protagonisti, a motivo dell'età, nei 20 anni di gestazione, e che per riuscire a convincerli oggi, deve proporsi come una prospettiva concreta, una risposta non elusiva, una proposta corredata di precise scelte e di chiari riferimenti di valore. Sta anche a noi nei giorni che ci separano dal 10 giugno far accadere tutto questo.

Umberto LAURENTI
Presidente europeo dei
giovani democratici cristiani



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Avanti

di

del

4/5/79

X

Il comizio a Torino con Brandt e Craxi

Migliaia di garofani rossi per la nuova Europa

Lo straordinario successo della manifestazione internazionale svoltasi l'altra sera al Palazzetto dello sport di Torino con la quale Willy Brandt e Bettino Craxi hanno aperto la campagna per le elezioni del Parlamento europeo, ha indicato fondamentalmente quanto giusta sia l'attenzione che il partito socialista italiano ha sempre (e per primo fra tutte le forze politiche) avuto verso questo eccezionale appuntamento con la storia dei popoli europei.

Le migliaia di cittadini torinesi che hanno affollato il Palazzetto dello sport in numero largamente superiore al previsto hanno infatti dimostrato come ampi strati di elettorato guardino ai socialisti come alla forza più di ogni altra in grado di orientare il nuovo parlamento eletto a suffragio universale verso una guida politica ed economica della futura Europa improntata alla garanzia democratica.

Significativo in questo senso l'interminabile applauso accompagnato da fitto lancio di garofani rossi verso la tribuna degli oratori, che ha accolto le parole di Brandt sull'impegno dei socialisti europei per spezzare l'antica dolorosa condizione dei lavoratori emigrati nei paesi dell'Europa centrale.

A riprova che questo e non altro è il filo diretto che lega oggi l'elettorato popolare e progressista del nostro paese con l'immagine di un'Europa libera democratica e occidentale (ma non dimentica dei popoli dell'Est), un'ovazione non meno entusiastica ha sottolineato le parole di Craxi dedicate al problema del riequilibrio: «L'obiettivo del nostro tempo è quello di ridurre le disuguaglianze». Crediamo quindi di poter riferire con legittimo e non retorico orgoglio quanto ci diceva il segretario provinciale del PSI, La Ganga, mentre il servizio d'ordine si affannava a trovare posto per tutti quelli che si accalcano sulle gradinate ormai gremite: «Stasera ci sono alcune migliaia di piemontesi venuti soltanto perché hanno letto i manifesti, gente che forse prima non aveva mai considerato di votare per il socialismo».



12-10-73
475/73

Chi ha paura dell'Europa?

È noto che, nonostante le iniziative comuni messe in cantiere alla vigilia del voto del 10 giugno, profonde divergenze separano su tutta la tematica europea — dal rafforzamento delle istituzioni all'ampliamento ai Paesi mediterranei — i partiti comunisti italiano e francese; al punto che il PCF ha addirittura escluso, e più volte, la possibilità di contribuire a dar vita, nel prossimo Parlamento eletto, a un gruppo comunista omogeneo.

Per quanto il sostanziale fallimento del cosiddetto « eurocomunismo » (formula vaga e, come i fatti hanno poi dimostrato, ideologicamente inconsistente, pur se non estranea alle recenti fortune elettorali di alcuni dei partiti comunisti dell'Europa occidentale) costituisca un obiettivo elemento di ritardo nello sviluppo del processo di integrazione, va precisato che le sue conseguenze non sono tali da pregiudicare il futuro dell'unità europea: nella Comunità il peso del movimento comunista è numericamente e politicamente irrilevante e pertanto il suo travaglio interno (che comunque sinceramente auspichiamo possa maturare in una più meditata e costruttiva adesione alla causa dell'Europa) non valica, almeno per ora, i limiti di un dibattito circoscritto ad una forza politica minoritaria e marginale.

Più grave ci sembra però il fallimento dell'« eurocomunismo » nei Paesi che nella Comunità stanno per entrare. Più grave, perché le nazioni mediterranee che hanno scelto l'Europa — la Grecia, innanzitutto, che tra un mese firmerà l'accordo di adesione; e poi la Spagna e il Portogallo — non lo hanno fatto soltanto per motivi economici e mercantili ma anche, e diremmo principalmente, per un più robusto ancoraggio alla democrazia e alla libertà, che consolidi istituzioni ancora fragili e allontani definitivamente il rischio di nuove involuzioni autoritarie.

In tale ottica, indubbiamente la più corretta, la Comunità — intesa come prezioso fattore di equilibrio interno e internazionale — assume per i Paesi mediterranei il valore e il significato di una opzione politica di fondo, in grado di modificare radicalmente gli assetti, e le prospettive, di scacchieri tradizionalmente instabili e di contribuire a una effettiva strategia di solidarietà e di collaborazione tra i popoli.

Ora, l'intransigente opposizione che proprio in questi Paesi — tranne, ma solo parzialmente, la Spagna — i movimenti comunisti e dell'estrema sinistra conducono contro la scelta europea non può non alimentare nuovi dubbi sulla realtà dell'« eurocomunismo ». Ci riferiamo al partito comunista portoghese, nettamente contrario all'ingresso di Lisbona nella Comunità; al partito comunista greco « dell'esterno », o filosovietico, che ha invitato Marchais ad Atene perché convincesse l'opinione pubblica a pronunciarsi contro la Cee (e il suo leader, Zighdis, ha affermato in Parlamento che « l'attuale urgenza mostrata dal governo per l'ingresso nella Cee ha reso la Grecia vulnerabile al ricatto economico e politico dei grandi interessi internazionali »); al partito socialista ellenico, il « Pasok », che ha definito l'adesione di Atene « un tragico attentato alla sua indipendenza nazionale ».

Tali atteggiamenti — e la greve rozzezza con la quale vengono motivati — dimostrano, con l'eloquenza dei fatti, quanto ancora lunga sia purtroppo la strada che larga parte del movimento comunista dell'Europa occidentale deve compiere per inserirsi in un nuovo modello, democratico e pluralista, di società sovranazionale: e quali pesanti remore i governi di Atene, Lisbona e Madrid debbano superare per portare i loro Paesi nella Comunità.

Ne consegue che — mentre certi slogan sulla necessità di una « trasformazione democratica dell'Europa » non sembrano oggettivamente andar oltre le necessità contingenti di una campagna elettorale — la risposta di quanti hanno sinceramente a cuore le sorti del processo di integrazione non può non essere ferma e inequivocabile. Da un lato prendendo atto, sino alle logiche conseguenze, della scarsa credibilità dell'« eurocomunismo »; d'altra parte, affrettando i tempi dell'ingresso nella Cee di Paesi ancora esposti, come si vede, a pericolose e contrastanti pressioni. Nella speranza, naturalmente, che l'impatto con l'Europa faciliti l'ancora assai incerto processo di revisione democratica dei partiti comunisti occidentali.

Arturo PELLEGRINI



Oggi e domani convegno a Roma

Da emigranti a cittadini

ROMA — Nella Sala consiliare della Provincia, a palazzo Valentini, a cura del Consiglio italiano del Movimento europeo si svolgerà oggi e domani un convegno sul tema «Da emigrante a cittadino europeo». L'iniziativa — che si estrinsecherà in una relazione generale cui seguirà un dibattito e nella seconda giornata si amplierà in una tavola rotonda — viene ad acquisire particolare attualità alla vigilia dell'elezione diretta a suffragio universale del Parlamento europeo, elezione nel corso della quale, per la prima volta, gli emigranti — primi veri cittadini europei — assumeranno il ruolo di protagonisti attivi della vita politica comunitaria.

La relazione generale, dopo il saluto del segretario del Consiglio italiano del Movimento europeo, Angelo Lotti, e di altre personalità politiche, sarà tenuta dal segretario confederale della Confederazione europea dei sindacati (CES), Dario Marioli, che appunto parlerà del ruolo dell'

emigrante e del suo passaggio a cittadino europeo: anche nell'ottica che il sindacato dei lavoratori della Comunità intende proporre all'attenzione del nuovo Parlamento a proposito dei grandi temi del lavoro, argomenti controversi e sui quali (ad esempio sulla riduzione dell'orario) il sindacato intende battersi considerandoli obiettivo irrinunciabile. Il dibattito, che sarà presieduto dal segretario generale dell'Associazione italiana per il Consiglio dei Comuni d'Europa, Serafini, varrà a meglio definire e precisare il tema centrale del convegno.

Come abbiamo accennato, domani il convegno proseguirà con una tavola rotonda (« Elezione del Parlamento europeo: l'azione dei partiti verso i lavoratori migranti ») alla quale interverranno rappresentanti della DC, del PCI, del PSI, del PRI, del PSDI, del PLI. Un intervento del prof. Petrilli, presidente del Consiglio italiano del Movimento europeo, concluderà i lavori.



Un primo "test" a un mese dalle "europee"

Elezioni inglesi: la parola alle urne

di Giovanni GOZZER

DOPO lo scioglimento anticipato della Camera dei Comuni gli inglesi sono stati convocati alle urne, con la consueta rapidità, per il 3 maggio. Sono molti che guardano con interesse a questo test elettorale che precede di un mese o poco più la tornata di elezioni per gli 81 membri britannici che siederanno al Parlamento europeo, cercando di individuare negli umori dell'elettorato inglese il profilo del futuro gruppo parlamentare che rappresenterà il Regno Unito all'Assemblea di Strasburgo. Ma ho l'impressione che in realtà queste elezioni costituiranno, semmai, una prova decisiva sul possibile ruolo futuro dei sindacati, le Trade Unions, nella vita politica del Paese; ed in parte costringeranno gli stessi laburisti a identificare con maggior chiarezza la natura dei loro rapporti con i sindacati sul piano politico.

Il sistema elettorale inglese è, come si sa, quello maggioritario: il paese è suddiviso in collegi elettorali (*Constituencies*) in ciascuno dei quali vince chi raggiunge la maggioranza semplice: ne emerge, quindi, il deputato vincente, che andrà a sedere alla Camera dei Comuni. I partiti inglesi, in questo sistema, tendono ovviamente, come è accaduto da vari secoli nella storia del Paese, a configurarsi in due blocchi contrapposti, che si alternano al potere, in base alla prevalenza dei suffragi; e fin che le maggioranze erano robuste il sistema del bipartitismo funzionava; funziona meno da quando come, nelle situazioni attuali, le maggioranze sono riscaldate o addirittura nessun partito riesce a raggiungere la maggioranza assoluta e deve quindi cercare i suoi supporti nel gruppo dei partiti minori, che, pur con modeste rappresentanze, esistono nel Parlamento britannico.

I due partiti che si contrappongono sono i Laburisti (socialisti) e i Conservatori: essi sostanzialmente polarizzano una massa elettorale che corrisponde al 75% dei votanti. Un 18% del voto viene accreditato al partito liberale col quale i laburisti formarono in passato varie e successive coalizioni di governo; un residuo 7% viene distribuito fra i gruppi nazionalisti scozzesi e gallesi, gli unionisti irlandesi e alcuni indipendenti.

Ovviamente nel sistema maggioritario i partiti minori sono generalmente penalizzati; poiché il collegio è assegnato al candidato col maggior numero di voti, sono pochi i casi in cui il terzo partito, il liberale, riesce ad ottenere la maggioranza; esso quindi «sperpera» una quantità enorme di voti. Altro discorso quello dei gruppi nazionalisti e unionisti: i quali sono presenti in pochi e ben precisi collegi (Galles, Sco-

e e i 10 punti di distacco la vittoria, data per certa, dei conservatori a queste elezioni.

Le quali peraltro mantengono sempre un discreto margine di imprevedibilità, sempre per via di quella differenza tra voto elettorale e numero di seggi conquistati che caratterizza i sistemi elettorali maggioritari; se infatti sembra probabile che i conservatori aggiungano addirittura un paio di milioni ai voti acquisiti nel '74 (10,5 milioni) si tratta di vedere se i voti sono prevalentemente in nuovi collegi conquistati o in collegi già in mano al loro partito. Di qui l'importanza dei cosiddetti collegi «marginali» quelli cioè in cui tradizionalmente l'elettorato si divide in due blocchi, pressoché equivalenti, e in cui pertanto pochi voti possono decidere la vittoria del candidato laburista o di quello conservatore.

La signora Margaret Thatcher, successa ad Edward Heath nella *leadership* del partito conservatore, e che è una donna di intuito finissimo (anche se i giornali hanno spesso preferito presentarla con connotazioni pittoresche, oscillanti tra il gusto casalingo della buona massaia e l'aggressività della «dama di ferro», appellativo di origine Urss) ha capito perfettamente che la partita si gioca proprio sui collegi marginali e ha indirizzato verso la conquista di tali «fortezze da espugnare» buona parte delle sue strategie elettorali, impegnandosi a fondo. «Non dateci un *Hung Parliament*», ha detto agli elettori inglesi, un Parlamento strangolato, insomma, con maggioranze riscaldate ed effetti di ingovernabilità; perciò votate laburista o votate conservatore; ma non disperdetevi il voto nei cortili di mezzo. Se gli elettori l'ascoltassero il voto liberale e quello indipendente certo potrebbero ridursi; ma, secondo la «grande Margaret», le cose diventerebbero più chiare.

L'altro corno della strategia della Thatcher è quello della mano tesa agli elettori laburisti che han perso la fede nel loro partito. E pare siano tutti, dopo le ondate di scioperi dei mesi scorsi e la crescente arroganza dei sindacati. Gli elettori della Thatcher, anzi, si domandano costernati, durante i suoi comizi, se essa parli a loro o si rivolga ai loro antagonisti, sollecitandone la «disponibilità» con interventi e provocazioni ad effetto sicuro. La tecnica è abile, fa parte del gioco, certamente entra nel probabile quadro del risultato vincente. Del resto c'è una specie di controprova che l'elettorato laburista sta subendo grosse emorragie a favore del partito della signora



- 2 -

zia, Irlanda) dove l'elettorato è sufficiente ad assicurar loro una maggioranza che non ha costi elettorali troppo elevati per la conquista del seggio (anche se qualche dispersione c'è sempre).

Osservando il prospetto in calce alla presente nota, relativo alle elezioni del 1974, si noterà facilmente il diverso « costo elettorale » dei vari seggi ottenuti col sistema maggioritario: ad esempio il 18,3% del voto complessivo dà ai liberali solo 13 seggi; mentre il 39,3% del suffragio dà ai laburisti 319 seggi; e ne dà 276 ai conservatori, con il 35,8% del voto elettorale. Meno puniti sono invece i nazionalisti-unionisti-indipendenti che totalizzano 27 seggi col 6,6% dei voti. In parole povere un deputato laburista costa 35.000 voti; un deputato conservatore 38.000; un liberale 407.000, un nazionalista 70.000. La sproporzione è evidente. Ciononostante, a dispetto di chi parla tanto di « ingovernabilità » coi sistemi proporzionali e propone modifiche rapinose, non sembra che nemmeno coi sistemi maggioritari vi sia questa effettiva « governabilità »; il caso inglese lo prova.

Ora, a distanza di qualche settimana dalle elezioni, era naturale che gli osservatori si chiedessero quale sarà il probabile risultato delle urne: e come sempre la guerra dei *polls*, dei sondaggi è infuriata: Gallup, Mary, Nap, Rsi, sono alcune delle sigle dei « sondisti » che, a distanza di qualche settimana, hanno prodotto, nei loro tentativi di prefigurare il voto dell'elettorato, risultati diversi; che sono partiti da un voto elettorale favorevole ai conservatori con un distacco di venti punti, per abbassarsi successivamente ad una quota più modesta; le ultime valutazioni segnerebbero tra i 5

Margaret. Il sondaggio Rsi, pubblicato dall'*Observer* del 22 aprile, chiedeva agli elettori laburisti quanti di essi fossero favorevoli o contrari ai punti programmatici essenziali del partito conservatore. I risultati sono, per i laburisti, disastrosi. « I laburisti fanno l'occhiolino ai Tories », scrive Anthony King, commentandone i risultati. In effetti, alla domanda se i conservatori si impegneranno a ridurre la criminalità, il voto positivo dei laburisti è del 95%; il 52% dei laburisti è d'accordo sul fatto che i conservatori chiedano la riduzione delle tasse sul reddito ai livelli più alti (prelievi che toccano picchi da capogiro); l'attivista « labour » legge con costernazione che il 75% dei suoi elettori è favorevole all'acquisto diretto di case costruite dai « councils » (l'edilizia pubblica cioè) da parte di chi le abita da almeno tre anni. E via di seguito.

In altri termini certamente molte parti del programma conservatore hanno fatto breccia nell'elettorato laburista. Ecco perché, in apertura di questa nota, affermavo che la vera posta in gioco di queste elezioni (al di là dei tagli alle tasse, delle riduzioni della spesa pubblica, della restituzione ai privati di alcune imprese nazionalizzate) è il ruolo del sindacato nella vita del Paese e il suo rapporto col partito che in qualche modo lo avalla e lo rappresenta politicamente, il « labour ». Non per nulla queste elezioni si svolgono nell'atmosfera descritta da Anthony Burgess nel suo « 1985 »: un libro che immagina un'Inghilterra prostrata e distrutta dalla proterva arroganza della Trade Unions.

A questo punto la parola è alle urne: senza fare stupidi « oroscopi » sembra tuttavia lecita una previsione: che il rapporto percentuale del voto conservatore-laburista, rispetto al 1974, si inverta. Ma basterà questo alla signora Thatcher per governare?

Risultati delle elezioni inglesi del 1974

	Voti ottenuti (in %)	Voti assoluti (in milioni)	Seggi conquistati	% di seggi sul totale	Costo elettorale di un deputato (voti necessari)
LABURISTI	39.3	11.4	319	50.3	35.000
CONSERVATORI	35.8	10.4	276	43.4	38.000
LIBERALI	18.3	5.3	13	2.1	407.000
ALTRI	6.6	1.9	27(*)	4.2	70.000
TOTALI	100	29.1	635	100	—

(*) Nazionalisti scozzesi (11), Nazionalisti gallesi (3), Unionisti irlandesi (10), Indipendenti e vari (3).



PIEDI DI PIOMBO SULLE 35 ORE SETTIMANALI

Non viene sciolto dalla Cee il nodo dell'orario ridotto

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

BRUXELLES — L'esecutivo comunitario teme di «bruciarsi» sul problema della riduzione a 35 ore settimanali dell'orario di lavoro e va con i piedi di piombo. Incaricato dall'ultimo vertice di Parigi di presentare una comunicazione sulle implicazioni sociali ed economiche di un ritocco concertato del tempo lavorativo, ha preferito limitarsi per ora a pochi suggerimenti, rimandando la palla ai consigli dei ministri CEE dell'economia e del lavoro del 14 e 15 maggio.

L'Italia è disposta a trasferire il negoziato a Bruxelles, togliendo l'incandescente problema dal tavolo delle trattative in corso sui rinnovi dei contratti; il cancelliere Schmidt trova che la rivendicazione delle 35 ore non è «né sconveniente né assurda». Il primo ministro francese Barre sostiene invece che la compressione dell'orario di lavoro a salario costante aumenta i costi di produzione, rende meno competitivi i prodotti e riduce l'occupazione. Nell'attuale situazione di crisi, secondo Parigi, è proprio l'opposto di quanto si deve fare per creare

nuova occupazione. L'esecutivo CEE ha precisato i cinque principi della politica comunitaria sulla ripartizione del lavoro: miglioramento delle condizioni di vita dei lavoratori; evitare che l'aumento dei costi superi il margine di guadagno della produttività; assicurare la redditività delle imprese; essere reversibili per poter fronteggiare ulteriori modifiche della situazione dell'impiego; realizzarsi attraverso il dialogo di tutti i partner.

Una redistribuzione del lavoro per l'esecutivo non costituirà una «panacea», ma al massimo una soluzione di accompagnamento degli sforzi tesi a riassorbire la disoccupazione. Tuttavia, secondo Bruxelles, una parte dell'attuale moderata crescita economica del Mec potrebbe servire alla riduzione della durata del lavoro piuttosto che ad un aumento dei salari.

Ieri l'esecutivo ha avanzato pure nuove proposte di aiuto Cee per circa 150 miliardi di lire, per venire incontro alla necessità di riconversione della siderurgia che prevede la soppressione di 118 mila posti lavoro entro il 1990.

Mila Malvestiti

0/0



I problemi dell'allargamento della CEE

Dall'Europa "a sei" all'Europa "a dodici"

di Pasquale SARACENO

Dell'importante problema dell'allargamento della Comunità europea tratta il prof. Pasquale Saraceno — anche con riferimento agli interessi dell'Italia — in un articolo che apparirà sul prossimo numero di « Vita e Pensiero » e che qui di seguito riportiamo.

LA COMUNITA' economica europea, istituita con il trattato di Roma il 25 marzo 1957, entrò in funzione il 1° gennaio 1958: essa ha quindi ventun anni di vita. Era, quella originaria, una Comunità « a sei » (Italia, Germania, Francia e i tre paesi del Benelux); essa divenne poi « a nove » il 1° gennaio 1973 con l'ingresso della Gran Bretagna dell'Irlanda e della Danimarca, ed è probabilmente destinata a divenire presto « a dodici », con l'ammissione della Spagna, del Portogallo e della Grecia.

L'attuale Comunità « a nove » ha una popolazione che è del 33% superiore a quella della originaria « a sei »; lo scarto sale al 61% se la Comunità « a sei » si confronta con quella « a dodici ». Non è però sul variare di dimensione che più occorre soffermarsi per identificare i termini in cui, nella Comunità « a dodici », si porrebbe il problema della unificazione europea; più interessante è rendersi conto delle variazioni che hanno luogo nel grado di omogeneità, non soltanto economica, posseduto dalla Comunità, quando si passa da una dimensione all'altra.

Se infatti l'obiettivo dell'azione europeista è di effettuare un'aggregazione politica tra Stati europei, occorre valutare qual è la probabilità che un simile obiettivo possa essere raggiunto nei vari casi; la Comunità europea non è un'associazione culturale o sportiva che, in genere, meglio raggiunge i suoi fini quanto più numerosi sono i suoi soci. Con il variare del numero dei paesi aderenti alla Comunità, muta la natura dei problemi che vanno affrontati per dar vita a una unione politica; e può ben avvenire che, nella situazione storica in cui il processo di unificazione ha luogo, i problemi comportati da una certa dimensione siano più difficilmente risolvibili o non lo siano affatto, mentre lo sarebbero stati quelli di una Comunità avente una dimensione minore. Insomma non vi è relazione tra la misura in cui si consegue l'ideale europeistico e il numero dei paesi che aderiscono al processo; la storia potrebbe anzi mostrarci che vi è una relazione inversa.

e molto povere, esterne al nucleo industrializzato della Comunità; queste aree, a motivo della loro estensione e della loro struttura economica, hanno problemi simili a quelli dei paesi detti in via di sviluppo, meglio sarebbe dire, da sviluppare.

Un secondo gruppo di problemi di divario insorge a motivo di situazioni di crisi in cui si trovano, per motivi non congiunturali, alcune aree incluse nella parte industrializzata della Comunità, il cui sviluppo si è arrestato o è addirittura regredito a motivo di decadenza di industrie manifatturiere, di esaurimento di miniere, di povertà di risorse agricole e per altre ragioni; in queste aree, che hanno però reddito più elevato e estensione molto limitata rispetto alle aree da sviluppare, manca una sufficiente convenienza ad investire; da qui la richiesta di un intervento.

La diversità di situazione tra i due tipi di aree è dovuta soprattutto al fatto che nelle aree da sviluppare l'industrializzazione non ha ancora praticamente trovato una via per affermarsi e, ove la trovasse, tali aree solo a lunga scadenza potrebbero divenire omogenee col resto della Comunità. Le aree in crisi, come si possono chiamare le aree in ritardo incluse nei paesi industrializzati, possono invece dare soluzione ai loro problemi anche a breve termine.

La rilevante differenza esistente tra i due tipi di aree è indicata dal fatto che la gravità del problema delle aree da sviluppare non solo non è diminuita, ma si è piuttosto aggravata dal tempo in cui nel dopoguerra quel problema venne proposto. Altrettanto non può invece dirsi delle aree in crisi; tra l'altro queste aree, oltre che presentarsi con un reddito per abitante più elevato di quello delle aree da sviluppare, sono incluse anche in paesi — ad esempio Francia e Germania — il cui reddito per abitante è più elevato di quello dei paesi con aree da sviluppare.

All'atto della sua costituzione, nel 1957, la Comunità comprendeva una sola area da sviluppare: il Mezzogiorno d'Italia. Nella Comunità « a dodici » il quadro dei paesi mediterranei che contengono aree da sviluppare si presenterà ben più ampio.

Il reddito per abitante del complesso delle aree da sviluppare è di 1.658 dollari e quello delle aree industrializzate è di 3.068 dollari; lo scarto è rilevante: il primo è

e/o

E' comunque un fatto che la originaria Comunità « a sei » si presentava come un insieme geograficamente abbastanza compatto di paesi, confinanti tra loro, situato nell'Europa centrale tra il mare del Nord e il mare di Sicilia, al confine estremo dell'Europa a economia di mercato con l'Europa socialista. Con il passaggio « a nove » la Comunità dovette porsi il problema di assimilare un mondo come quello britannico che ha caratteri suoi propri, non sempre conformi all'ideale europeo; e non sono di poco rilievo le testimonianze che già si posseggono sull'emergere di una certa incomunicabilità tra gli esponenti del mondo britannico e quelli della Comunità restante. L'allargamento « a dodici » inserisce infine nella Comunità tutta l'area mediterranea dell'Europa, un'area che, come mostra l'esperienza compiuta dal nostro paese, presenta problemi che non sembrano comprensibili al pensiero politico dell'Europa centro-settentrionale. Il mutamento avvenuto è indicato del resto dal fatto che nella compatta Comunità « a sei » non era fuori luogo pensare, quanto meno negli anni cinquanta, né che il centro-nord italiano si rendesse omogeneo con l'economia franco-tedesca, né che il Mezzogiorno, la cui popolazione era pari al 9% soltanto della popolazione dei sei, avviasse a soluzione, nel nuovo organismo, i suoi problemi. Oggi si prospetta una struttura comunitaria che deve considerare insieme l'economia della Groenlandia e quella dell'Isola di Creta, senza aver chiarito, nella pur limitata economia dei sei, i contenuti che occorre dare all'idea di unificazione.

Diviene quindi importante rendersi conto ora dei nuovi problemi suscitati dal passaggio alla Comunità « a dodici », tanto più perché, come vedremo tra breve, essi si presentano più seri per il nostro paese che per gli altri membri della Comunità.

Un processo di unificazione tra diverse economie pone due ordini di problemi: a) impedire o porre riparo alle crisi di adattamento al nuovo sistema di rapporti che, sia pure gradualmente, si crea con la caduta delle barriere e con la unificazione degli ordinamenti; b) rendere più omogenea l'economia comunitaria, ottenendo che diminiscano i divari esistenti tra le aree che si vuole formino un mercato comune. E' la diversità di peso che si può dare al problema dei divari che vale a dare contenuti molto diversi al processo di unificazione.

I motivi di un divario, e quindi le politiche da seguire, sono, nell'area comunitaria, molto vari: abbiamo in primo luogo le aree prevalentemente agricole molto estese

infatti il 54% del secondo. Il reddito per abitante dell'area industrializzata dell'Europa meridionale presenta un notevole scarto rispetto a quello della parte restante della Comunità « a dodici »; quest'area, che è quella pienamente industrializzata dell'Europa centro-settentrionale, aveva nel '76 un reddito per abitante di 3.843 dollari, superiore cioè di un quarto a quello della parte industrializzata dell'Europa meridionale.

Non è però solo questo divario che rende diversi i problemi dei due gruppi di paesi inclusi nella Comunità: quelli mediterranei e i restanti. Importante è anche il fatto che, nell'Europa meridionale, le regioni industrializzate devono destinare una quota rilevante delle proprie risorse al sostegno delle regioni da sviluppare; ad esempio il centro-nord italiano trasferisce annualmente al Mezzogiorno l'8-10% del proprio reddito senza con ciò riuscire ad imprimere all'economia meridionale un soddisfacente moto di sviluppo. Altro motivo di diversità è il flusso migratorio che dall'area da sviluppare si dirige verso l'area industrializzata; nel nostro caso dall'Italia meridionale verso il centro-nord. Ciò determina nei paesi dell'Europa meridionale tensioni e squilibri che sono invece assenti nei paesi pienamente industrializzati dell'Europa centrale, ove l'immigrazione può, di fatto, essere regolata.

Appare da queste considerazioni che, ai fini della futura politica della Comunità, questa va ripartita in tre grandi aree. Vi è in primo luogo l'area dei paesi del centro-nord europeo, la cui industrializzazione si è iniziata in un tempo anteriore alla fine del secolo XIX e nella quale il reddito per abitante è più elevato; vi sono, nel complesso dei paesi la cui industrializzazione si è iniziata in questo secolo, due aree, ambedue a minor reddito, l'una industrializzata, l'altra da sviluppare. Nei paesi della parte meridionale della Comunità vive il 35 per cento della popolazione comunitaria; se si considerano anche le aree da sviluppare dell'Europa settentrionale, questa percentuale sale al 37%; è questa una percentuale superiore, sia pur di poco, a quella che in Italia si esprime nella questione meridionale. Se l'unificazione politica dell'Europa presuppone una certa omogeneizzazione delle varie parti che compongono la sua economia, la Comunità « a dodici » si trova di fronte, dunque, a un problema molto serio, tanto più serio in quanto, nei venti anni di vita della Comunità, una rigorosa riflessione su questo genere di problemi non è stata avviata, né nel nostro paese nei riguardi del Mezzogiorno, né presso la Comunità nei riguardi dell'Italia.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

UN DOCUMENTO DEI GENITORI DI ALUNNI DELLE SCUOLE CATTOLICHE

Una politica «europea» chiesta per l'educazione

Secondo il GIAPEC, nel campo dell'istruzione bisogna tendere a superare gli specifici problemi nazionali per giungere a una dimensione comunitaria

Si è conclusa a Roma la Assemblea statutaria della Conferenza Europea dei genitori di alunni delle scuole cattoliche: delegati di undici Paesi dell'Europa occidentale hanno eletto la loro dirigenza «comunitaria» ed hanno approvato un documento finale nel quale si tracciano le linee dell'azione che sui problemi dell'istruzione il neo costituito organismo, che è nell'ambito del GIAPEC (raggruppamento internazionale genitori dell'educazione cattolica presente a livello mondiale), intende esercitare nel Vecchio continente.

Il documento finale impegna il GIAPEC (che a livello europeo sembra si chiamerà OEPEC) a sensibilizzare i propri aderenti ai problemi dell'Europa unita e al ruolo che le istituzioni comunitarie devono svolgere, con particolare «indirizzamento» al campo dell'educazione nel quale, si sottolinea, è necessario che vengano superati gli specifici problemi nazionali.

Un ambito di azione, in questo quadro, viene individuato nel contributo che i genitori di alunni di scuole cattoliche possono e devono dare nel diffondere tutte le informazioni nel campo dell'insegnamento e dell'educazione, riguardanti la politica della Comunità europea, a tutti gli organismi competenti. Il GIAPEC europeo inoltre si impegna a collaborare con gli organismi europei e i responsabili della politica dell'educazione in seno alla CEE, delegando propri rappresentanti.

Il documento finale afferma poi che il Giapec opererà affinché sia sempre viva l'attenzione per la promozione di una formazione integrale fondata sullo sviluppo intellettuale, morale, spirituale, fisico e psichico dei giovani, e metterà in opera tutti i mezzi strutturali e finanziari perché l'Europa dell'educazione possa svilupparsi di pari passo con quella dell'economia, del commercio, e della politica.

Una politica europea dell'educazione, si rileva inoltre, dovrà rispettare le culture particolari delle singole nazioni, e coordinare nella maniera più corretta possibile tutte le componenti delle comunità educative e soprattutto delle associazioni dei genitori. Il documento conclude notando come finalmente le associazioni nazionali europee dei genitori si siano date una organizzazione unitaria, in modo da collaborare costruttivamente alla realizzazione di una politica comunitaria che assicuri a tutti i giovani le migliori possibilità di sviluppo.

Gli oltre cento delegati hanno quindi provveduto ad eleggere la dirigenza della Conferenza europea del Giapec: la presidenza è andata alla Francia, le due vice presidenze alla Spagna e all'Olanda, la segreteria generale alla Francia.

Nel corso dell'ultima giornata dei lavori, fra i vari interventi, c'è stato quello del sen. Vittorio Cervone della DC, estensore del progetto di riforma per l'Università. Sottolineando l'importanza dell'assemblea del Giapec, il sen. Cervone ha affermato: «Noi cattolici europei rappresentiamo una enorme forza, non solo in termini quantitativi quanto, e soprattutto, per la qualità delle nostre idee e della nostra cultura. Basterà ricordare a questo proposito il concetto che noi abbiamo dell'uomo, questa creatura che Giovanni Paolo II ha felicemente definito unica e irripetibile, per darci conto di quanto possiamo contribuire alla soluzione della crisi che attanaglia il mondo: si tratta infatti di ripristinare i valori dell'uomo, ma questo obiettivo — ha proseguito Cervone — non si potrà realizzare se non nella libertà. Da qui la difesa dei principi della libertà della scuola e nella scuola. Libertà quindi di insegnamento, libertà di partecipazione, libertà di scelta»

Dopo aver riconosciuto al Giapec «il grande compito che si va assumendo con questa assemblea europea — Cervone ha detto che — noi italiani siamo impegnati affinché la libertà della scuola sia un fatto reale, e si metta un fermo alle distorte interpretazioni costituzionali. La Costituzione repubblicana, infatti, da una parte afferma il rispetto della libertà del cittadino e dall'altra il non finanziamento delle istituzioni scolastiche non statali: questi due punti vanno armonizzati e non ci vuole molto sforzo per farlo: basta non avere malafede. Infatti — ha proseguito il parlamentare democristiano — non contribuire all'istruzione è una cosa, non finanziare l'alunno e per esso i genitori che scelgono la scuola che preferiscono è

un'altra cosa. Lo Stato se non deve intervenire nel finanziamento iniziale di scuole non statali, può e deve intervenire sulla gestione delle scuole stesse; e perché la libertà questo comporta, e perché è un servizio che si rende alla società, e perché genitori e allievi non debbono soffrire per l'esercizio della loro libertà scelta. E' chiaro, tuttavia, che questo non è solo in riferimento a una scuola di natura confessionale, ma a tutte le scuole non statali che corrispondono a una serietà dell'insegnamento». Cervone ha concluso che «proprio in questo momento in cui i Paesi d'Europa si preparano ad eleggere un primo Parlamento comunitario, porre questi problemi di base e di fondo è importante e richiama la sensibilità dei cattolici. Sarà anzi necessario che a fianco del Giapec si istituisca un gruppo parlamentare che sia di ciascun Paese e del Parlamento europeo, affinché queste istanze siano portate, difese e realizzate»

D. T.

Maggior partecipazione delle Regioni nelle scelte politiche della Comunità

(NOSTRO SERVIZIO)

BOLOGNA — Le problematiche più generali sui rapporti fra Regioni e Comunità europea e le esigenze di modifiche istituzionali per consentire una più diretta partecipazione delle Regioni alla definizione ed all'attuazione delle scelte nella Cee, sono state delineate dal presidente della Regione Emilia-Romagna, Lanfranco Turci, nella relazione di apertura del convegno su «Regioni e Comunità europea per una scelta di sviluppo equilibrato».

Turci ha sostenuto la validità della Comunità europea come dimensione adeguata alla natura dei problemi da fronteggiare per la complementarietà degli scambi internazionali, per l'emergere di nuove aree di industrializzazione, per combattere adeguatamente la disoccupazione, la inflazione, ecc., nella considerazione che oltre il 50% della

produzione agricola e industriale dell'Emilia-Romagna è proiettata verso l'export. Ma — ha detto — si pongono anche realistici ed urgenti problemi per una più idonea serie di provvedimenti di riequilibrio economico e per contrapporsi ai manifesti squilibri che la stessa Comunità ha provocato, ad esempio nella politica agricola, proteggendo di fatto le aree più forti e non dandosi un'adeguata politica industriale comunitaria che tenda a dislocare imprese industriali e nuove iniziative economiche nelle aree deboli.

Quali allora le proposte operative? Non solo — ha affermato Turci — un aumento del Fondo regionale, ma anche interventi comunitari coordinati ed attuati sulla base di quelli che la Commissione stessa ha definito programmi integrati di intervento di carattere strutturale. Il comitato di politica regionale Cee deve esse-

re ampliato per includervi, in relazione ai temi trattati, a fianco del rappresentante governativo, anche quelli delle Regioni, mentre le commissioni parlamentari italiane debbono indire udienze conoscitive con la partecipazione di esponenti delle Regioni interessate.

A livello comunitario, la proposta più significativa del presidente della Regione Emilia Romagna appare quella relativa al Comitato consultivo delle Regioni e dei poteri locali presso la Cee, che deve essere potenziato, e la cui azione deve farsi più incisiva affinché risulti istanza permanente di consultazione sui problemi comunitari riguardanti i settori di competenza regionale e locale.

Nel corso della prima giornata il Convegno ha approfondito anche il tema su «L'attuazione delle direttive socio-strutturali della Cee negli altri Paesi della Comunità», con una relazione di Claudio Guida della Commissione delle Comunità europee, e su «L'attuazione delle direttive socio-strutturali in Italia», con una relazione di Giuseppe Ricci dell'Università di Trento.

G. Jovi

Ritaglio del Giornale *Secolo d'Italia*di del *4/5/79*


Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E COORDINAMENTI SOCIALI

Manifestazione del F.d.G. a Cittanova

Impegno dei giovani per un'Europa diversa

L'intensa giornata si è conclusa con un comizio nel corso del quale sono intervenuti il Segretario nazionale del Fronte della Gioventù Gianfranco Fini e l'on. Raffaele Valensise della segreteria politica del MSI-DN

CITTANOVA (RC) — Nel quadro delle iniziative propagandistiche varate dal coordinamento regionale del Fronte della Gioventù in vista delle elezioni europee del 10 giugno, si è tenuta nei giorni scorsi a Cittanova la prima «Giornata per l'Europa».

La manifestazione, cui ha partecipato il Segretario nazionale del FdG Gianfranco Fini, si è articolata in numerose iniziative che, per tutto l'arco della giornata, hanno sensibilizzato la pubblica opinione sulle tematiche sociali e politiche dell'Eurodestra, mettendo particolarmente in rilievo il costante interessamento del MSI-DN per gli italiani emigrati e ricordando come sia stata proprio la continua azione parlamentare della Destra a rendere possibile per la prima volta, il voto dei nostri connazionali residenti nei paesi della Comunità economica.

Prima del comizio del Segretario del Fronte, gli attivissimi militanti del nucleo del FdG di Cittanova hanno effettuato un giornale parlato che ha illustrato i pannelli della mostra foto-

grafica, allestita per l'occasione, sulla tragica vicenda di repime di Gioia Tauro.

In serata, presentato dal coordinatore regionale del FdG Titta Valensise ed alla presenza dell'on. Raffaele Valensise, il Segretario nazionale del FdG Fini ha tenuto un applaudito comizio in cui, polemizzando con il PCI che aveva organizzato una pretestuosa e squallida «vigilanza contro il terrorismo ed il Fascismo», ha dimostrato come la violenza eversiva ed il terrorismo siano cresciuti nell'ambito culturale e politico del comunismo ed in specie nelle sedi di quei partiti storici della sinistra, PCI e PSI, che oggi fingono di prendere le distanze dai brigatisti, «figli scomodi di un'ideologia di odio».

Riferendosi al tema europeo, Fini ha quindi ricordato la profonda vocazione europeista dei giovani di destra ed ha illustrato i punti fondamentali della piattaforma politica e sociale messa a punto dai partiti fratelli della Eurodestra in occasione delle memorabili manifestazioni di piazza di Parigi, Madrid e Roma.



CONVEGNO SU «MONETA E OCCUPAZIONE»

Lo sviluppo del Sud
nel quadro europeo

ROMA, 3

La soluzione dei principali problemi economici e sociali italiani, lo sviluppo per il Mezzogiorno e l'occupazione, potrà e dovrà essere trovata nella dimensione europea. Il superamento del dualismo fra zone arretrate e zone più sviluppate, presente nei singoli Paesi fra i vari Paesi europei, è la condizione primaria perché l'Europa possa raggiungere una concreta e reale integrazione; e ciò potrà farlo solo attraverso uno sforzo dei vari governi e una programmazione comunitaria.

Questo è uno dei punti principali emersi nella prima giornata della conferenza nazionale «Sulla politica monetaria europea, gli investimenti e l'occupazione in Italia», organizzata a Roma dai socialisti europei. I lavori della conferenza sono stati aperti da un breve intervento di Claudio Signorile, mentre la presidenza della conferenza è stata assunta dal vicepresidente del parlamento europeo Mario Zagari.

Craxi dopo aver espresso condanna per la nuova ondata di terrorismo ha rilevato la presenza nella situazione italiana di 3 grandi questioni.

Innanzitutto — ha detto Craxi — «Vi è la necessità di riportare il Paese alla normalità democratica debellando i fenomeni di terrorismo e riassorbendo la violenza imitativa frutto di confusione e rabbia sociale»; in secondo luogo l'esigenza di affrontare «la crisi, l'inefficienza, i meccanismi

inceppati, il basso grado di governabilità delle strutture pubbliche amministrative. Insufficienza che rappresenta un fattore di crisi nella crisi»;

infine, di contro l'osservazione di una «vitalità del sistema economico e la responsabilità e disponibilità dimostrata dai settori più maturi del sindacato».

Il vicesegretario del Psi Claudio Signorile ha osservato che la questione della crisi economica e sociale italiana è necessariamente legata ad obiettivi e strumenti che possono trovare sviluppo nella dimensione europea.

Lo sviluppo del Mezzogiorno e l'occupazione devono però essere effettivamente — ha detto Signorile — e non solo a parole gli obiettivi primari della politica interna. Alla disponibilità dimostrata dai sindacati dopo l'EUR, che richiedeva come contropartita la ripresa degli investimenti nel Sud, il governo — ha sottolineato l'esponente socialista — non ha risposto. «Occorrono interventi programmatici che privilegino gli investimenti e le incentivazioni industriali al Sud, e occorre — ha concluso Signorile — riesaminare il problema dell'intervento pubblico nell'economia e rivedere il ruolo delle PPSS che deve rispondere a criteri di imprenditorialità piuttosto che a quelli di strumento di continue mediazioni di interessi.



In difesa della democrazia e per le loro rivendicazioni

Folle di emigrati celebrano Liberazione e 1° Maggio

Oltre 400 persone riunite a Basilea - Numerose manifestazioni da Marsiglia a Buenos Aires, dalla RFT a Sydney

La massiccia partecipazione di lavoratori italiani emigrati alle numerose manifestazioni per il 34° anniversario della Liberazione del nostro Paese dal nazifascismo ha, ogni anno, il compito di ricordare la volontà di partecipazione che i nostri connazionali all'estero esprimono, di ricordarla soprattutto a chi, in primo luogo la DC, ha voluto frustrarla prima attraverso l'emigrazione forzata poi con l'isolamento e l'esclusione dalla gestione dei propri problemi. Ecco invece che a Marsiglia come a Buenos Aires, a Parigi come a Sydney e in Svizzera, nella Germania Federale e negli altri Paesi di immigrazione, gli emigrati dimostrano con la loro presenza alle celebrazioni del 25 Aprile, di non volere sentirsi degli « esclusi » dal loro Paese, dalla sua storia come dai suoi problemi attuali: la difesa delle istituzioni democratiche e la lotta al terrorismo, le grandi battaglie per l'occupazione e per lo sviluppo del Mezzogiorno.

Al successo delle manifestazioni per la Resistenza ha corrisposto anche questo anno il significato della vasta presenza dei lavoratori italiani ai cortei e ai comizi sindacali per il Primo Maggio: in molti di essi hanno preso la parola, come avviene tutti gli anni, rappresentanti sindacali degli immigrati dando voce alle rivendicazioni di questa parte importante della classe operaia locale. A queste manifestazioni i lavoratori italiani partecipano consci di essere parte della più vasta classe operaia europea con i suoi problemi e le sue prospettive ma sentendosi partecipi anche delle lotte che conducono in Italia i lavoratori per il rinnovamento del nostro Paese.

Questo lo devono tener presente soprattutto coloro che, attraverso i rinvii e le manovre, hanno reso ancor più difficile per i lavoratori emigrati la partecipazione all'importante scadenza delle elezioni nazionali fissandone la data ad una settimana da quelle europee.

E' un nuovo ostacolo frapposto alla volontà di partecipare dei lavoratori italiani all'estero da parte di chi, dopo averli dimenticati per anni, li riscopre ora alla vigilia delle elezioni per il Parlamento europeo accorgendosi tutt'a un tratto dell'importanza delle organizzazioni dei partiti politici tra gli emigrati ma in concreto non fa nulla per favorirne un voto realmente libero e garantito.

Ecco un altro elemento che gli emigrati terranno presente al momento del voto.

★

Con una grande manifestazione unitaria, organizzata dal comitato consolare, è stato celebrato a Basilea lo anniversario del 25 Aprile. Ai 400 connazionali intervenuti hanno parlato oratori del PCI, della DC e del PSI.

Il compagno Donelli, chiudendo la manifestazione, ha ribadito il valore delle manifestazioni unitarie indette per ricordare la Resistenza. Soprattutto la partecipazione degli emigrati assume particolare significato perchè, oltre a riconfermare la fedeltà dei nostri connazionali alle istituzioni democratiche sorte dalla Resistenza, conferma la volontà di far pesare, anche nell'impegno unitario, i gravi problemi dei lavoratori emigrati.

Manifestazioni unitarie si sono svolte a Zurigo, dove ha parlato il compagno Gombi, e a Baden dove ha parlato il compagno on. Varese.

RAESE - SE RA

Ritaglio del Giornale

475/779

di del

Un esercito di sei milioni di clandestini nell'economia italiana Lunga marcia del lavoro sommerso

Diecimila miliardi, secondo uno studio Censis, si aggiungono ai bilanci contabilizzati dallo Stato - Doppia attività per gli operai del Nord e gli agricoltori del Sud - Lo sfruttamento di 400.000 del Terzo Mondo

GLI ESPERTI la chiamano «economia sommersa». È la ricchezza prodotta dagli italiani che sfugge a qualsiasi contabilità. In gran parte lavoro nero. Secondo l'avvocato Agnelli, siamo a quota settantamila miliardi in base alle ricerche condotte dall'ufficio studi della Fiat. Il CENSIS, più prudente, fa una stima di diecimila miliardi.

La verità probabilmente sta nel mezzo, confermando che il reddito nazionale è superiore ai 200.000 miliardi cui fanno riferimento i bilanci dello Stato.

Alle origini della ricchezza occulta si intuiscono imprenditori di pochi scrupoli e un esercito di lavoratori irregolari. E' un'area che conta almeno sei milioni di italiani.

Inoltre, bisogna aggiungere circa 400.000 'colored', la manodopera proveniente da paesi del Terzo mondo, ormai in pianta stabile in Italia.

I 'colored' si adattano a navigare su motopescherecci di Mazara del Vallo, a esercitare commerci ambulanti, ad offrirsi per servizi domestici ed alberghieri, ad accettare infime mansioni nelle industrie del Nord.

Ma c'è anche l'altra faccia della medaglia. In agricoltura sono

oltre cinquecentomila (regioni meridionali in testa) i detenuti di un doppio lavoro; di essi, almeno cinquantamila operano nel settore trasporti.

Nell'industria circa 250.000 persone traggono proventi anche dalla lavorazione dei campi, mentre altre centomila riescono a fare dei turni anche in stabilimenti diversi da quelli che li hanno assunti.

Nel pubblico impiego il lavoro nero si tocca con mano, ma si fa finta di non vedere anche se provoca fenomeni di assenteismo e di disaffezione verso la macchina statale. Le baby-sitter, di varia provenienza (occupate e no) totalizzano 150 miliardi ogni anno.

Sono venti milioni (un quarto donne) gli italiani che percepiscono uno stipendio o un salario alla luce del sole. Ma in buona percentuale devono arrangiarsi in altro modo per vivere decentemente.

Ai forzati del lavoro, vanno aggiunti gli innocenti, i pensionati impegnati ad arrotondare il magro assegno mensile, gli studenti costretti ad attività precarie, le casalinghe disposte a fare qualcosa di diverso, oltreché badare ai fornelli. Si potrebbero poi aggiunge-

re i proventi di attività condannate dalla legge.

Ad esempio, le affittacamere senza licenza introitano annualmente duecento miliardi, il furto e la ricettazione oscillano su una rendita di trecento miliardi, la prostituzione ne produce 500. I sequestri di persona hanno ormai raggiunto un fatturato di 1.500 miliardi. Naturalmente con questi capitoli siamo ben al di là del lavoro nero come viene inteso nel linguaggio sindacale. Ma vale la pena, sia pure per curiosità, o se vogliamo per precisione, considerare anche questi aspetti del problema per dire dell'entità della somma prelevata e rimessa in circolazione senza filtri-di-alcun tipo.

Se per magia lo Stato riuscisse a far pagare le imposte sull'economia sottratta alla tassazione, buona parte del disavanzo verrebbe annullata. Ma se così fosse, innumerevoli famiglie vedrebbero diminuire le proprie entrate in uno con la normalizzazione del mercato-lavoro (più assunzioni, retribuzioni regolari e conseguente prelievo fiscale).

Molti economisti e sociologi in fondo paventano una possibilità del genere: sarebbe come costringere un subacqueo ad una immediata risalita, e senza camera di decompressione.

Ministero degli Affari Sociali

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI



Per investire in Sud America gli arabi si serviranno degli italiani

Questo è il risultato di un incontro avvenuto a Roma fra sceicchi, industriali, personalità politiche dell'Arabia, Kuwait, Irak, Libano e Golfo Persico e rappresentanti di vari stati dell'America Latina - L'Italia parteciperà all'iniziativa con la propria tecnologia - Un precedente tentativo in Spagna

Si è svolto, come è noto, nelle settimane scorse a Roma l'incontro organizzato dall'Illa (Istituto italo-latino americano) tra arabi, italiani e sudamericani, a proposito degli investimenti economici che i primi vorrebbero fare nel territorio dei terzi. E' stata chiesta la collaborazione dei secondi. Perché?

Prima di cercare di rispondere a questa domanda, vediamo chi ha partecipato a questo incontro, quale ne è stato l'esito, quale è stata la sua utilità. Un contratto di questo tipo era avvenuto l'anno scorso a Madrid, con la partecipazione degli Spagnoli. La cosa era andata a monte.

Ora è stata ritentata in Italia e sembra sia andata in porto. Gli italiani, cioè, hanno detto di sì a un accordo fra arabi e sudamericani. Fra gli uni e gli altri i «nostris» eserciterebbero una parte importante di intermedietari. Farebbero insomma da ponte; un ponte che si spera possa resistere, dal momento che le strutture portanti sarebbero costituite da nostri finanziamenti oltre che dalla tecnica italiana.

Anche gli arabi e i sudamericani parteciperanno con forti somme di denaro ai nuovi investimenti econo-

mici nel territorio dell'America Latina. Questa da parte sua offrirebbe soprattutto le materie prime da usare nei vari settori (agricoltura, commercio, industria e via dicendo).

Ci sarebbero dunque nuove possibilità di lavoro che i finanziatori di tre Stati e continenti diversi offrirebbero ai nostri tecnici, con l'impegno però di tutti.

La richiesta è stata fatta dai rappresentanti dell'economia araba (c'erano sceicchi, grandi industriali, personalità politiche appartenenti agli emirati del Golfo Persico, all'Irak, al Kuwait, al Libano e naturalmente all'Arabia Saudita), a quelli dell'Argentina, del Brasile, della Colombia, della Costa Rica, dell'Ecuador, del Messico, della Repubblica Dominicana, del Venezuela e dell'Italia.

L'avallo da parte di questa è stato dato da Gaetano Stammati (ministro del Commercio Estero) e da Alfredo Solustri (condirettore della Confindustria).

Così, dopo una serie di conferenze e di dibattiti i personaggi più eminenti di un convegno così «prezioso» (tutti finanziatori e uomini politici competenti hanno iscritto un comitato di rappresentanza dei tre gruppi di paesi, raggiungenti-

do in Italia ciò che non era stato possibile in Spagna.

In sostanza la situazione è la seguente. Ci sono gli arabi che hanno depositato i loro soldi (detti petrodollari perché derivati dall'unica ricchezza dei loro paesi: il petrolio) in molte banche europee e americane. Ora, per salvarli da possibili svalutazioni (rammentando che, se il prezzo del petrolio sale, è vero anche che il petrolio sta per finire, per cui i paesi tecnicamente più sviluppati stanno cercando altre fonti di energia), hanno deciso di reimpiegarli. Dove? In Sud America, poiché lì questa possibilità esiste dal momento che quei territori, come già si è detto, sono ricchi di materie prime.

Però sia il mondo di partenza che il mondo di arrivo mancano di capacità tecniche e organizzative effettive. Doti che possiede l'Italia.

Ecco perché le organizzazioni di questo triangolo geografico tipo la già citata Illa, l'Aliee (Associazione latino-americana delle Banche per lo Sviluppo) il Prud (organismo dell'Onu che gestisce il programma dello sviluppo), l'Al (sta per Arab Bank ed è la banca arabolatina, che ha sede da due anni a Lima in Perù) si sono associate per attrarre

4/5/79

IL FIORINO

Ritaglio dal Giornale

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ministero degli Affari Interni





Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **IL FIORINO**

di del **4/5/79**

E' già importante la presenza imprenditoriale italiana in Sud America

L'importante ruolo che hanno svolto gli imprenditori italiani nello sviluppo economico del Centro e Sud America è così noto nella storia economica mondiale che non è necessario dimostrarlo dettagliatamente.

Gli italiani in questa area non sono stati solo «portatori di merci» ma, possedendo una formazione commerciale propria dei paesi sviluppati, hanno promosso nuove aspettative e nuove possibilità incarnando nuovi valori e nuovi ruoli sociali. In altre parole l'effetto forse più significativo della presenza italiana nel Centro e Sud America consiste nel fatto di aver contribuito a stimolare le qualità imprenditoriali all'interno di ogni singolo paese senza però aver ostacolato quei processi integrativi che consentono ai singoli sistemi nazionali di mettersi al riparo sia dalle eccessive importazioni sia dalle fluttuazioni del commercio internazionale.

Tenuto conto quindi della «tradizionale importanza» che le relazioni economiche di questi paesi hanno da sempre avuto con il nostro Paese, il Centro d'Azione Latina ha recentemente organizzato, nel momento in cui l'economia italiana manifesta, soprattutto nell'incremento dei suoi rapporti commerciali con l'estero, lenti ma progressivi indici di ripresa, una Tavola Rotonda alla presenza dei capi delle missioni diplomatiche dei Paesi dell'America centro-meridionale.

Dopo una breve introduzione del presidente del Centro on. Carlo Felici, a preso la parola il dott. Lucio Scialpi, segretario generale della Federexport (un consorzio cui fanno capo 4000 tra piccole e medie industrie, che nato appena da quattro anni, ha già raggiunto un notevole volume di affari. Si ensi che solo la Federexport nello scorso anno ha esportato merci per 4000 miliardi).

Cifre alla mano, il volume delle esportazioni verso l'area Centro-meridionale americana, e viceversa, è ancora piuttosto modesto, arriva al 3% anche se nello scorso anno si è verificato un incremento del 12%. I protagonisti della crescita di

questo interscambio con i paesi latino-americani sono stati ancora una volta i piccoli imprenditori. Tra le grandi concentrazioni industriali, ha detto Scialpi, esiste ed opera silenziosa «l'altra Italia», che pur nelle limitatezze di dimensione produttiva, riesce ancora ad avere una sorprendente vitalità che la distingue e sorregge di fronte alla concorrenza di grandi complessi ed a farsi altresì onore nella formazione del prodotto nazionale del nostro Paese. Proprio le difficoltà interne sono state, secondo Scialpi, una molla, sembra un paradosso, che ha spinto i nostri piccoli imprenditori a tentare vere e proprie «avventure» verso l'esportazione. Siamo ancora lontani quindi dalla piccola impresa di tipo americano, tedesco, inglese. Per questi motivi il nostro paese ha bisogno, oggi più che mai, di esperienze di tipo consortile, tra le piccole aziende come la Federexport, per poter essere in grado di presentarsi sui grandi mercati. Non c'è dunque soltanto la grande industria capace di far fronte ai grandi mercati, ma anche le piccole e medie industrie possono dare quella svolta per una nuova forma di esportazione. Esse chiedono però, per investire di più e meglio, ha concluso Scialpi, una diminuzione della pressione fiscale piuttosto che aiuti finanziari. Ha preso poi la parola il dott. Piero De Peverelli dirigente di una grande società che opera nel settore dell'ingegneria civile. De Peverelli ha elencato le innumerevoli difficoltà cui un operatore privato va incontro all'estero. Si pensi, per capire meglio, che il paese ricevente solitamente non offre strumenti per favorire forme di investimenti esteri e che le imprese debbono oltretutto «globalizzare» nelle loro offerte un programma di aiuti, e finanziamenti nei confronti del paese «ospitante». Alle difficoltà quindi si aggiungono difficoltà in quanto le imprese debbono avere altresì l'onere di reperire, e con largo anticipo, forme di finanziamento internazionale se no vogliono rischiare il fallimento dell'operazione.

Maurizio Ortolani



DRAMMATICO RAPPORTO DI « AMNESTY » SUL REGIME MILITARE

Bambini spariti in Argentina (dopo l'arresto dei genitori)

Scomparsa l'attivista per i diritti umani Thelma Jara de Cabezas

COPENAGHEN — Secondo un rapporto di « Amnesty » molti bambini sono considerati dispersi in Argentina a seguito dell'arresto e della soprtazione dei loro genitori dopo l'ascesa al potere del presidente Videla. I bambini nati da donne incinte allontanate con la forza dalle loro case vengono soltanto raramente consegnati, dopo la nascita, ai nonni o ad altri familiari; molto spesso — è detto nel rapporto — non si sente più parlare di questi bambini. Il rapporto dichiara che si tratta sia di figli di cittadini argentini sia di figli di profughi di altri Paesi dell'America Latina.

Il rapporto menziona una quarantina di casi di donne incinte ma mette in rilievo che « Amnesty International » è lungi dall'essere a conoscenza di tutti i casi di scomparsa. Dichiara inoltre che le richieste inoltrate al presidente Vi-

dela e ad altri funzionari per avere informazioni sulle persone arrestate sono rimaste prive di esito.

Si è appreso frattanto a Buenos Aires che Thelma Jara de Cabezas, di 46 anni, nota come una delle più tenaci assertrici dei diritti umani in Argentina, è scomparsa dopo avere fatto visita in ospedale al marito ricoverato per cancro al polmone. Tre anni fa era scomparso il figlio della donna. Il gruppo per i diritti umani di cui la donna fa parte ha reso noto che agenti in borghese della polizia militare argentina si sono recati martedì mattina a casa sua chiedendo di lei. Gli amici telefonavano all'ospedale e si sentivano dire che Thelma se ne era andata il giorno prima, lunedì, dopo la visita al marito.

Le organizzazioni che si battono per i diritti umani affermano che in Argentina più di

4000 persone sono scomparse, svanite nel nulla, da quando i militari hanno assunto il potere tre anni fa. La scomparsa della Jara De Cabezas è la prima in tre mesi e la terza dal gennaio scorso.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

L'UNITA'
Ritaglio dal Giornale

di del 4/5/79

Lussemburgo

A scuola d'italiano senza lavagna gesso e... gabinetti

La commissione per gli affari sociali, l'occupazione e l'educazione del Parlamento europeo ha reso pubblica una comunicazione redatta dall'on. Vera Squarcialupi del Gruppo comunista sulle difficoltà che in Gran Bretagna e Lussemburgo incontrano i figli degli emigrati italiani nel seguire i corsi di insegnamento della lingua e cultura italiana.

La comunicazione è frutto di apposite visite che la parlamentare milanese ha effettuato recentemente a Londra e Lussemburgo, dove in collaborazione con le organizzazioni locali del PCI ha partecipato ad assemblee di lavoratori italiani.

Particolarmente seria la situazione a Londra; qui i corsi di italiano registrano forti aliquote di assenteismo causate in buona parte perché la scuola inglese finisce alle 15,30 e i ragazzi figli di italiani dovrebbero già essere alle 16 nuovamente a scuola per il corso sulla nostra lingua.

Altre condizioni di ordine soggettivo e oggettivo intervengono a rendere più

vasto il fenomeno dell'assenteismo. Sulla base di queste esperienze insegnanti, genitori e alunni concordano in linea di massima con lo orientamento a inserire lo insegnamento dell'italiano e della nostra cultura nel programma scolastico britannico, come indica una direttiva della CEE di 3 anni fa, la quale però non ha trovato ancora applicazione in nessun Paese della CEE che impiega manodopera italiana. Ciò, hanno rilevato le nostre organizzazioni, si deve allo scarso impegno del governo italiano e alla obiettiva opposizione del governo britannico.

In Lussemburgo, dove il tasso della popolazione scolastica italiana è più elevato, tra le varie difficoltà denunciate, rilevante è quella che deriva dal fatto che gli insegnanti dei corsi di italiano, che hanno luogo nelle medesime aule dove si svolge il programma lussemburghese, non possono usare le dotazioni più elementari della scuola, quali la lavagna, i gessi mentre i ragazzi non possono far uso dei servizi igienici.

svizzera

Mobilizzazione per le facilitazioni elettorali

Vasta risonanza ha incontrato nelle nostre organizzazioni all'estero la dichiarazione della Direzione del PCI in cui si ribadisce la necessità di garantire il voto europeo e nazionale dei lavoratori italiani emigrati. Soprattutto in Germania, nelle riunioni svoltesi nei giorni scorsi, si è rilevato come nella RFT non esistano, al livello pratico e anche giuridico, le condizioni di libertà di propaganda, di segretezza del voto e di garanzie individuali previste dalla legge elettorale italiana. Nel contempo viene aspramente criticato l'atteggiamento del governo italiano che non ha ancora dato alcuna risposta ai quesiti contenuti negli ordini del giorno approvati dalle commissioni Esteri del Senato e della Camera, in cui si riconosce come le note verbali francese e tedesca sul

voto in loco siano insoddisfacenti.

Ma ciò che ancora più preoccupa è lo scarso impegno per far partecipare gli emigrati al voto per il Parlamento nazionale. In Svizzera, i CF delle nostre tre Federazioni denunciano il comportamento del governo come contrario agli interessi degli emigrati per aver accettato il ricatto radicale sul non abbinamento del voto nazionale con quello europeo; è chiaro che gli emigrati in Svizzera, dovendo votare in Italia il 3 e il 10 di giugno, vengono da questa decisione particolarmente svantaggiati. A questo ora occorre ripartire intervenendo presso le autorità elvetiche per ottenere la concessione di adeguati permessi dal lavoro e concedere agli emigrati che rientrano buoni benzina, l'uso gratuito delle autostrade. Ma principalmente una vasta informazione sulle elezioni, evitando le solite strumentalizzazioni di parte.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

AVVENIRE

Ritaglio dal Giornale

di del

15/79

LA PREZIOSA OPERA NELLE CORSIE
DEGLI OSPEDALI DI GULU E KITGUM

In Uganda vicino a chi soffre

Numerosi tentativi per riallacciare le comunicazioni con la comunità italiana

di GIGI DE FABIANI

Quando l'aereo dell'Air France si è staccato dalla pista, ho sentito dentro di me una specie di rimorso. Lasciavo i miei amici in Uganda e intuivo che li lasciavo sul Calvario, già dopo la festa grande del Centenario della fede sul colle di Namugongo, scendendo verso Kampala c'erano i soldati di Amin che fermavano i pellegrini e li perquisivano. Ero venuto da Gulu, la zona su cui da un mese è calata un'impenetrabile cortina di silenzio che porta un martirio indicibile per chi dentro questa cortina ha i suoi parenti, ed era stato un viaggio pieno di timori. Sul pulmino c'erano le suore della Nigriزيا, quelle che anche oggi fanno le infermiere negli ospedali e nei lebbrosari, che insegnano nelle scuole e negli asili. La maggior parte sono lombarde e venete. Hanno tutte frequentato il noviziato di Erba. Guidava il pulmino la superiora delle suore della Nigriزيا di Gulu e pazientemente si fermava ad ogni blocco stradale davanti a quei soldati che facevano paura e pena. I soldati di Amin che portavano le armi dei bianchi, quelli dell'Est e quelli dell'Ovest. Fra un rosario e l'altro, recitato insieme con mons. Bramati, c'erano lunghe perquisizioni. Ai soldati abbiamo regalato persino il rosario. Uno ha risposto: « Questa è l'arma per la mia anima ».

A metà del lungo nastro asfaltato di 350 chilometri, percorso faticosamente per via dei blocchi stradali, alla missione di Kigumba abbiamo incontrato due missionari comboniani della nostra terra lombarda. I missionari comboniani che sono rimasti vicini ai loro fratelli e figli di terra d'Uganda caduta nel silenzio più misterioso e nel-

I missionari ci accolgono con simpatia e ci offrono caffè e banane. Vado a salutare Gesù nella bella chiesa. La chiesa è bella e spaziosa. Mi colpiscono le pareti dipinte da una mano di artista. Mi colpisce e mi commuove la scena di due missionari, vestiti di bianco, accolti da Gesù in Paradiso. Sono figli di padre Comboni. Si chiamano Paolo Ponzi e Mario Pozza. Sono morti in un pozzo per salvare un piccolo ugandese. Padre Mario Pozza e Padre Paolo Pinzi sono ritratti con i piccoli catecumeni neri. E' la santa infanzia per cui si è sacrificato in questi giorni anche padre Lorenzo Bono. E' la santa infanzia salvata nel corpo e nell'anima dai quattrocento italiani di cui il Papa ci ha invitato a pregare tanto in questi giorni. Missionari e laici che non lasciano la loro gente in balia di bande armate, missionari e laici che hanno accolto l'invito di Stanley e di Comboni e hanno lasciato la famiglia, la casa, la patria, la carriera per venire a salvare, i bambini africani, in questa « nuova patria di Cristo » come ha definito l'Africa Paolo VI sul colle di Namugongo, il colle dei martiri. Il dipinto nella

chiesa missionaria di Kigumba è opera di fratello Vitorio Fanti, che ha passato da tempo i settant'anni. Ora vicino ai due missionari comboniani metterà anche l'immagine di padre Lorenzo.

E' stato uno dei tanti padri comboniani che ho incontrato nella loro casa di Kampala. Venivano da Gulu con i loro alunni della scuola professionale, su vecchi pullman; venivano dalle missioni della immensa savana. Una breve sosta per la festa del Centenario, per salutare Padre Tarcisio Longoni, per fare rifornimento di un po' di benzina e per ripartire subito per le loro missioni al nord dell'Uganda, quasi intuissero che il loro gregge non poteva stare senza pastore quando i lupi erano vicini.

Mi hanno consegnato le lettere da imbucare in Italia, le ultime lettere che i loro parenti hanno ricevuto. C'erano anche tante suore che salutavano la loro superiora generale, madre Fiorentina Buontoso. Padre Longoni e madre Fiorentina Buontoso stanno facendo tutto il possibile e l'impossibile per sapere notizie dei missionari e delle suore che sono rimasti nelle diocesi tagliate fuori dal mondo. Sta facendo del tutto anche don Luigi Mazzucato del CUAMM di Padova per i suoi medici laici. C'è una delegazione a Nairobi, ora è partita per il Sudan che confina con queste zone. Anche l'ambasciata italiana a Kampala, si sta interessando con tutti i mezzi disponibili. Si spera tanto di riallacciare le comunicazioni.

Sono certo che i miei amici che mi hanno ospitato all'ospedale di Gulu e di Kitgum stanno bene anche se vivono giorni difficili. Ho conosciuto e voglio tanto bene al dottor Piero Corti e a sua moglie Lucille. So quanto amino i loro malati e l'ospedale, il più moderno ospedale d'Uganda che hanno costruito con tanti sacrifici; so quanta responsabilità abbiano soprattutto verso i giovani medici che collaborano con loro.

Anche gli amici di Varese che operano nella comunità di Kitgum, nell'ospedale governativo, in quello missionario, nell'asilo e nel seminario con Agostino Paganini e Chiara Mezzalana sono sicuro che stanno bene e che non dormiranno giorno e notte per stare al capezzale dei loro malati che non vogliono lasciare per nessun motivo soprattutto in questi momenti difficili.

Le scarse notizie che vengono dall'Uganda molte volte vengono male interpretate dai giornali italiani in cerca di notizie sensazionali. L'esercito della Tanzania e del nuovo governo ugandese si muovono in direzione di Lira, ma è lunga ancora la strada per la completa liberazione di questa zona dell'Uganda rimasta sotto il controllo delle truppe rimaste fedeli ad Amin, di cui non si conosce la sorte.

di DANIELA PASTI

UN GIORNO un ministro chiese ad un suo direttore generale fosse l'ora adatta per convocare tutti i dipendenti del ministero: «Alle undici» fu la pronta risposta. «E' il momento in cui chi sta arrivando si incrocia con chi sta uscendo». La battuta ha un correttivo anche più cattivo: «Alle undici si, ma a patto che la riunione sia fatta al bar: quella è l'ora del caffè».

Dietro il sarcasmo, come dietro tutti i sarcasmi, c'è un fondo di verità: che le undici del mattino sia l'ora del massimo affollamento nelle sedi ministeriali lo dimostra anche il fatto che quella è anche l'ora della massima attività. Attività varie, a dir la verità: in una sede distaccata del ministero dei Beni culturali, vicino a Piazza del Popolo, a metà mattina la maggior parte delle impiegate misteriosamente scompaiono dentro una stanza: vengono svolti fagottini, si odono gridolini di entusiasmo. «Ma che tanto», «Che rosa meravigliosa», «Questo è proprio della giusta misura». Si tratta forse di esperti clandestini? No, si tratta di biancheria intima, di completini per neonati, persino di foulard di Valentino; un piccolo traffico organizzato dalle solerte impiegate. E' il secondo lavoro dello statale, svolto però non dopo il primo lavoro: ma durante. (1)

Al ministero della Pubblica Istruzione lo stesso mercato ha per oggetto libri e quaderni: merce più voluminosa, e quindi più vistosa. Infatti il commercio è a conoscenza anche dei funzionari di più alto grado, ma viene giustificato come attività culturale. Non si sa quale fosse invece la giustificazione per i gran via vai di bottiglie di vino e di liquore che anni fa (ma forse ancora?) si diramava da un ufficio a pianterreno del ministero

della Marina militare: forse quella che i marinai hanno bisogno di «tenersi su»? Gli abiti da boutiques nei severi armadi ministeriali di gusto urberentino, le creme di bellezza nei cassetti dell'archivio, le bottiglie di Stock sotto le scrivanie vengono tollerati, così come viene tollerata, anzi in qualche caso istituzionalizzata, la mezz'ora di ritardo al mattino e la mezz'ora d'anticipo sull'uscita. Al ministero dei Beni culturali il foglio degli orari si firma alle otto e mezza e all'una e mezza. Ma al ministero degli Esteri anche questo controllo è stato abolito. Giuseppe Manzari, responsabile del servizio del contenziioso diplomatico, trattati e affari legislativi, ha dovuto non molto tempo fa convocare i propri collaboratori per pregarsi di essere presenti almeno «dalle nove e mezza all'una e tre quarti».

Un orologio inutilizzato

Luigi Vittorio Ferraris, direttore generale del personale, ha stimato che alla Farnesina manchi ogni giorno un impiegato su quattro. Francesco Malafatti di Montretto da poco più di un anno Segretario generale del Ministero, fresco di nomina e di entusiasmo, decise di dotare tutti gli impiegati di un tesserino plastificato con fotografia da incollare in un orologio elettronico piazzato all'ingresso. Un sistema che vige, per esempio negli uffici federali degli Stati Uniti. Ma l'efficientismo americano del Segretario generale si scontrò con l'opposizione tutta italiana della Cisl: l'orologio fu effettivamente comprato ma ora giace inutilizzato. I tesserini

Gli stipendi insufficienti e la spersonalizzazione del lavoro sono le due cause sempre invocate a giustificazione di ogni episodio di mal costume. Balena qua e là nei discorsi l'immagine dello Stato-matrigna che dà poco, e al quale bisogna dare il meno possibile. Ed è un fatto che gli incentivi economici, in qualche caso, sono stati in portento rimedio contro le «indisposizioni» improvvisate che tengono i dipendenti lontani dagli uffici. «Qui, da quando hanno messo il premio di produzione la gente si ammala molto di meno» dice scherzoso un sindacalista nel palazzo delle poste: questo ministero che era in testa alla classifica dell'assenteismo nel '76 (come riportiamo nella tabella di quarta pagina) ha visto calare rapidamente il fenomeno dopo l'istituzione dei premi.

Oggi infatti chi si assenta perde fino a 5 mila lire al giorno di incentivo. E anche vero d'altra parte che questa maggiore presenza non sembra aver modificato lo stato disastroso dei servizi postali. Ma qui subentrano altri motivi. I nostri ministri infatti non sono solo enormi congegni dove si lavora poco: sono soprattutto apparati macchinosi dove si lavora male, anche quando, e non è così raro, si lavora molto.

«Sono un minuziano, inquadrate come impiegato di gruppo B. Il mio lavoro consiste nel fare le minute dei verbali di aslee e riunioni. Quando ho scritto la minuta la mando al mio capo che la rimanda, a questo punto la ricopio e gliela rinvio per la firma, mi torna indietro una seconda volta e io la rispedisco ad altri capi di altri settori per la loro approvazione, guadagno 370 mila lire al mese, mi vuol dire perché dovrei essere appassionato del mio lavoro?» chiede non futilmente un im-

piegato delle poste. Ai gradi più alti, quando maggiore è la responsabilità di lavoro, le frustrazioni possono essere più brucianti. Mario Lorenzini, direttore aggiunto di divisione al ministero del Lavoro, lo abbiamo conosciuto mentre, nel suo ufficio, stava leggendo «L'attività amministrativa» trattato del Giannini celebre tra chi prepara concorsi per il pubblico impiego.

Disagio generalizzato

E' una lettura che ha a che vedere con il suo lavoro? «No. E' una lettura che ha a che vedere con la mia volontà di andarmene dalla pubblica amministrazione. Per cinque anni ho diritto, di fatto, questo ufficio. Al momento di decidere sulle promozioni hanno scelto un altro. Perché dovrei restare?»

Sono domande che non vengono risposte, che esprimono solo un disagio generalizzato. La negazione del valore-lavoro, che fuori da questi palazzi è soprattutto un portato delle generazioni più giovani qui sembra aver contagiato anche funzionari più carichi d'anni e di esperienze. Sarebbe troppo facile, troppo retorico e troppo falso voler rispondere a queste domande invocando il «senso dello Stato». Al posto di vaghi ideali decaduti la parte migliore della nostra burocrazia si contende di poter lavorare in condizioni di maggiore efficienza e di maggiore equità.





Ritaglio dal Giornale

SIM

di del

Stampa

Proposta dell'on. Aniasi (PSI): proroga della legge 172

Valutazioni positive della Federazione Editori e Giornali (FIEG) sulla proposta di erogare, da parte dell'Ente cellulosa e carta un contributo finanziario destinato alla stampa quotidiana e periodica e quindi alla stampa italiana all'estero in attesa dell'approvazione della proposta di legge 1616 sospesa a causa dell'interruzione anticipata della legislatura voluta dai due maggiori partiti italiani.

L'on. Aniasi, scrivendo al Presidente dell'Ente cellulosa, ha così affermato: "Occorre individuare un sistema capace di rimuovere le gravi difficoltà derivate dalla mancata riforma dell'editoria".

Di fronte a queste valutazioni gli editori concordano sull'opportunità di promuovere provvedimenti che consentano di alleviare la situazione dell'editoria italiana (la più disastrosa tra quelle dell'Europa occidentale).

In proposito, negli ambienti della FIEG (Federazione italiana editori giornalisti), è stato fatto rilevare che gli editori non solo guardano positivamente all'iniziativa del parlamentare socialista, ma ritengono che questo possa essere un primo passo verso l'obiettivo a medio termine da perseguire con urgenza in attesa della riforma: quello della proroga della 172, l'unica legge - secondo gli editori - in grado di assicurare temporaneamente le provvidenze ai 150 giornali italiani stampati all'estero.

E la FMSIE cosa ha fatto? Cosa ha detto? Quale iniziativa ha preso? Silenzio assoluto da parte del Presidente che continua a sognare una Federazione tutta sua: obiettivo che i giornali italiani all'estero non sono più disposti a sostenere visto soprattutto la discutibile gestione di questi ultimi anni.

Se non si fanno le dovute pressioni verso i due partiti che di fatto hanno monopolizzato la vita politica italiana, i giornali italiani all'estero rischiano di essere esclusi da ogni finanziamento almeno fino alla fine dell'anno 1980. (SIM)



INFORMAZIONE ITALIANA
 RADIO TELEVISIONE
 PERIODICI

La stampa e la radio televisione italiane all'estero coprono 48.919.000 km², pari al 36,24% della superficie dei cinque continenti e il 53,76% della superficie dei quattro continenti dove essa è presente.



Accordo Italo-Svizzero per la sicurezza sociale

Dal 7 al 12 maggio si svolgeranno in Roma alla Farnesina i lavori della Commissione mista Italo-Svizzera per discutere il progetto di Accordo, aggiuntivo alla Convenzione di sicurezza sociale a suo tempo concordata fra i due Paesi. Delle rispettive delegazioni, capeggiate dal Ministro Plenipotenziario Cristoforo Motta per la Svizzera e dal Ministro Plenipotenziario Mario Tullio Migneco per l'Italia, fanno parte gli esperti dei vari settori: M. Hans Wolf, M. Jean-Daniel Baechtold, M. me Elisabeth Imesch, Mile Danièle Bridel, Rudolf Ruegg, Jakob Wegmuller, Alfred Blatter. Per la delegazione italiana oltre al Ministro Plenipotenziario Mario Tullio Migneco fanno parte il Dr. Giovanni V. Mareri, il prof. Giovanni Kojanec, la dott.ssa Gabriella Pirrone, la dott.ssa Franca Selvaggi, il dott. Rodolfo Buonavita, il Dott. Leonardo Cuzzocrea, il dott. Giovanni Dardisi, il dott. Giovanni Piccinini.

Come rappresentanti sindacali e della comunità i Sigg. Carlo Alfieri e Benedetto Petris.

Gli argomenti all'ordine del giorno concernono la copertura assicurativa contro le malattie e gli infortuni per i frontalieri, i disoccupati, la situazione delle pratiche in corso d'istruttoria a Ginevra per le pensioni d'invalidità e vecchiaia e a favore dei superstiti.

Verrà inoltre sottoposta a riesame la materia degli assegni familiari per i quali la legislazione elvetica prevede la competenza cantonale anziché del Governo federale.

Da ciò derivano pronunciate disparità di trattamento per i beneficiari, per quali occorrerà provvedere con idonei correttivi. (SIM)



Ritaglio dal Giornale

SIM

di

del

5/5/74

Una politica regionale per l'emigrazione - Calabria

"L'emigrazione con tutti i suoi dolorosi problemi di sradicamento, di frettoloso apprendimento di un mestiere, spesso senza aiuto alcuno, fatto sulla propria pelle, in condizioni di vita e di lavoro difficili in contesti alieni ed alienanti, ha rappresentato molto di più che una risorsa economica per il Mezzogiorno: essa è stata ed è una rottura comunque, con un passato di isolamento, di nera miseria, di ignoranza, e l'ingresso sia pure nelle migliori condizioni, in un mondo diverso e migliore anche se per tanti aspetti disumanizzante anch'esso".

"Ci sembra utile e opportuno segnalare (acuto e analitico) l'intervento dell'on. Pasquale Barbaro, assessore al lavoro ed emigrazione della Regione Calabria che con le parole sopra riportate apre il discorso alla Conferenza nazionale delle consulte regionali dell'emigrazione tenuta a Senigallia. Alla vigilia degli anni 80 in un contesto socio-economico nazionale ed europeo profondamente stravolto da una crisi che ha perduto da tempo ogni carattere congiunturale per assumere quello assai più grave di una crisi di struttura, il problema regionale e nazionale della disoccupazione e dei suoi riflessi sul problema emigratorio, coinvolge nel suo insieme il sistema economico italiano ed il suo futuro sviluppo, nonché lo stato democratico e le "sue capacità di farsi valere nei rapporti internazionali". Quale incidenza della legislazione nazionale attuale in favore del reinscrimento nelle attività produttive di sempre più vasti strati di emigrati che rientrano in Patria? Qual'è il peso degli interventi regionali? Che cosa si è fatto e cosa si doveva fare per l'urgentissima riqualificazione professionale dei lavoratori rientrati? Assistenza pura e semplice come è la politica governativa o politica di programmazione che impegni a fondo sia risorse finanziarie comunitarie, sia nazionali ed infine le stesse capacità regionali?"

Questi gli interrogativi posti dall'on. Barbaro che ha colto evidentemente gli aspetti autentici della questione sviluppandoli su un piano di assoluto realismo. E' impensabile che nei prossimi anni possa riprendere il flusso migratorio dal nostro meridione verso i paesi europei, tutti tenacemente orientati a contenere il grosso rischio dell'inflazione anche a costo di sopportare alti tassi di disoccupazione. E quando anche l'attuale disoccupazione fosse un giorno riassorbita, questi paesi la cui richiesta di manodopera cresce molto lentamente, farebbero certamente ricorso ad altri mercati del mediterraneo la cui disponibilità di lavoro sarebbe ottenibile a costi sensibilmente inferiori". Si fa riferimento a Grecia, Spagna, Portogallo di prossima integrazione CEE e ai paesi arabi del nord-Africa già presenti in Europa con centinaia di migliaia di unità residenti, anche in forma più o meno clandestina ma non per questo di scarso rilievo (non esistono statistiche ufficiali, ma prudenti stime calcolano che nella sola Italia vivano da 300 a 400 mila nord-africani). Da ciò nasce l'elementare considerazione che lo spazio che in futuro potrà essere occupato dal nostro mezzogiorno nel mercato del lavoro europeo, dovrà essere formato da elementi dotati di alta professionalità tecnica, mentre, com'è noto, abbiamo a disposizione masse di dottori in legge e in scienze politiche e sociali, ragionieri, psicologi e contabili e giù nella scala sociale, di bracciantato semianalfabeta la cui sorte è già segnata perché si calcola che almeno 3 unità su 4 resterà disoccupata.

e/o



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

- 2 -

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglia dal Giornale

di del

Ecco che emergono drammaticamente antiche colpe e sempre attuali responsabilità per i problemi lasciati irrisolti dall'assenza di una vera politica per l'emigrazione, e quindi della necessità di serie, adeguate e moderate misure in grado di assicurare ad ogni lavoratore un "passaporto" di riqualificazione professionale che non sarà mai svalutabile e che gli potrà consentire di collocarsi nel mercato del lavoro italiano o se lo desidera, in quello europeo e mondiale".

L'on. Barbaro conclude tracciando le linee di intervento regionale indicate nelle norme istitutive della Consulta per l'emigrazione, le quali precisano che le soluzioni e i problemi migratori rientrano nelle finalità specifiche della Regione che detta in tal senso una serie di disposizioni abbraccianti l'intera tematica migratoria, ivi compreso il problema del razionale utilizzo delle rimesse valutarie, anticipando e recependo in larga misura le esigenze di applicare i criteri e i sistemi assolutamente innovatori già emersi durante i lavori della Conferenza.

E' necessario dare una risposta politica alla tradizionale sfiducia riposta verso lo stato accentratore e nella sua burocrazia inerte e inconcludente; occorre puntare sull'autogoverno e l'autogestione mediante le istituzioni politiche e amministrative locali (regione, province, comunità montane, comuni) adeguatamente strutturate e tecnicamente rinnovate per consentire una effettiva e coerente partecipazione alle forze sociali meridionali. (G.P. - SIM)



Tremila emigrati italiani presenti a Lussemburgo al Convegno in-
detto dal PSI.

Incontri, dibattiti, tavole rotonde, con la presenza di migliaia di emigrati italiani, si susseguono giorno dopo giorno in ogni località europea.

Il giorno 26, con la partecipazione del Vice Presidente del Parlamento Europeo, On. Mario Zagari, e del Segretario della Federazione giovanile socialista del Lussemburgo, Roberto Giovanni, nonché dei dirigenti dello Istituto Fernando Santi per l'emigrazione dei Paesi Europei, si è svolta una interessante tavola rotonda sul tema "I giovani e l'Europa".



Il giorno 27, una seconda tavola rotonda, sul tema "L'emigrazione nella costruzione dell'Europa" si è svolta, sempre a Lussemburgo, presenti la dott.ssa E. Lucarelli responsabile per l'emigrazione del PSI nonché i candidati socialisti, dirigenti dell'Istituto F. Santi, per i Paesi europei; Mauro Giallombardo per il Lussemburgo, Lucio Giinni per il Belgio e centinaia di emigrati provenienti da ogni parte della comunità.

La manifestazione centrale, oltre a quella tenuta nei giorni scorsi dal Segretario del PSI, on. Craxi, si è svolta alla presenza del V. Segretario socialista on. C. Signorile; per celebrare la festa dell'"Avanti!". Nel corso dei lavori, ai quali ha partecipato il segretario socialista del Lussemburgo, Robert Goebbles, l'on. Signorile ha affermato tra l'altro, che il problema dell'emigrazione vuol dire soprattutto problema del Mezzogiorno; il nodo non risolto della nostra storia recente, la contraddizione interna alla quale si svolge la vicenda politica e sociale del Paese, il punto di verifica di ogni strategia economica. Oggi - ha proseguito l'esponente socialista - il problema del mezzogiorno d'Italia si è intrecciato con i problemi della realizzazione e della crescita delle Comunità europee; il dualismo economico e sociale della Italia si riallaccia ad un dualismo presente nell'insieme della stessa comunità con rilevanza tale da diventare un problema politico e di strategia dello sviluppo.

"Oltre 50 milioni di persone abitano in aree di sottosviluppo e rappresentano una grossa questione strutturale per tutta la Comunità. Da queste aree di sottosviluppo - ha continuato l'On. Signorile - proviene la grande massa di emigrazione utile alle aree industriali e sviluppate, con i relativi pericoli di instabilità e di perversione economica che determinano sempre questi spostamenti.

Handwritten signature or initials at the bottom right of the page.



Ritaglia dal Giornale

di del

Si pongono così in risalto i problemi degli strumenti e dei mezzi di intervento per sostenere e favorire il decollo delle zone di sotto sviluppo".

"Una politica dell'emigrazione - ha concluso l'esponente socialista - perde quindi i suoi contenuti nazionali e limitativi per divenire uno dei problemi chiave della reale crescita della Comunità europea".

L'esperienza italiana, nei suoi risultati validi e nei suoi errori, può quindi servire all'Europa e vedere meglio, e in tempo, i punti deboli da sanare e contraddizioni da risolvere. Le forze del mercato, da sole, non sono in grado di affrontare la complessità e difficoltà della questione. E' necessaria una politica di intervento ed è risolutivo il ruolo e la volontà della futura maggioranza socialista in Europa".

Alla manifestazione erano presenti oltre 3000 emigrati, candidati al Parlamento europeo, dirigenti dell'Istituto Fernando Santi presenti in Europa. (SIM)



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ANSA

di

del

5.V.79

ancora lieve aumento disoccupazione negli usa

(ansa) - washington, 5 mag - la disoccupazione negli stati uniti ha registrato in aprile un lieve aumento (dello 0,1 per cento) passando dal 5,7 in marzo al 5,8, pari a 670 mila unita'. il calo dei lavoratori occupati, il cui numero era andato aumentando costantemente di 300 mila unita' al mese negli ultimi otto mesi, viene attribuite tra l'altro a fattori contingenti quali il maltempo e gli scioperi che hanno colpito numerosi settori dell'economia, ma ha rinfocolato i timori che la tendenza calante della disoccupazione si sia invertita. da parte governativa si e' comunque "molto riluttanti" a suggerire che il lieve aumento della disoccupazione costituisca il segnale di una recessione da tempo pronosticata, dato che potrebbe trattarsi di un fenomeno temporaneo destinato a "correggersi" il mese prossimo.



Ministero degli Affari Esteri
 DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
 E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale IL MATTINO
 di S.S.F.P. del 1979

Da emigrante a cittadino dell'Europa

Le prossime votazioni per l'elezione del Parlamento europeo introducono, al di là del significato politico dell'avvenimento, una grossa novità nella legislazione del nostro Paese: la possibilità, per i cittadini italiani residenti per ragioni di lavoro negli otto Stati della Comunità economica, di fare le proprie scelte politiche nello stesso Paese che li ospita.

La legge che concede per la prima volta agli emigranti italiani tale facoltà è stata approvata definitivamente dal Parlamento lo scorso mese di marzo e rappresenta il risultato di una serie di lunghe trattative bilaterali svoltesi tra il governo italiano e quegli degli altri Paesi.

Questi contrasti non hanno per adesso permesso di risolvere completamente il problema, nel senso di permettere a «tutti» i cittadini italiani all'estero di votare nei rispettivi Paesi di residenza, ed anche per elezioni nazionali ma sono stati superati di fronte alla novità rappresentata dalle prime elezioni europee, che interessano allo stesso modo tutti i 190 milioni di cittadini della Comunità, e si svolgono quasi contemporaneamente in tutti e nove i Paesi.

Di fronte a tale consultazione gli elettori non saranno più italiani o francesi o tedeschi, ma saranno «europei» e come tali, non avrà più rilevanza la loro nazionalità.

E questo è il vero, grande significato della nuova legge, che è stata accolta con estremo favore dai lavoratori italiani che prestano la loro opera negli otto Paesi del MEC.

Gli accordi firmati dal governo italiano con gli altri governi prevedono minuziosamente i modi ed i tempi dello svolgimento delle operazioni elettorali, ed assicurano sufficienti garanzie per i partiti di

svolgere la propria propaganda elettorale in piena libertà, anche là dove, come per esempio in Germania esistono leggi che respingono la possibilità di operare di alcune forze politiche.

Ma vediamo come in concreto gli emigranti potranno esprimere il proprio voto. Il principio generale che guida l'intera normativa è che i lavoratori potranno votare per le liste di candidati presentate nelle circoscrizioni elettorali nelle quali sono compresi i propri Paesi di origine. Per esempio un lavoratore originario di Napoli voterà per una delle liste della circoscrizione meridionale.

Se il lavoratore non è più iscritto nelle liste elettorali del Paese di origine o se, essendo nato all'estero, non potrà neanche avere il riferimento al paese d'origine, la legge prende in considerazione, ai fini dell'assegnazione della circoscrizione, sempre il paese di origine, o quello del genitore nel secondo caso, e prevede in tali comuni la formazione di speciali elenchi elettorali.

Maggiore artefice della legge, ed autori degli accordi con gli altri governi che l'hanno resa possibile è stato il sottosegretario agli Esteri onorevole Sanza.

«Per gli italiani all'estero che più da vicino seguono le vicende italiane e si sentono più legati alla madrepatria — ci ha detto il sottosegretario — questa legge rappresenta una grossa conquista, perché in essa vedono la possibilità di cambiare il proprio status da quello di emigrante, ed in quanto tale emarginato, privo dei diritti politici e della maggior parte di quelli sindacali, in quello di «cittadini europei», alla pari quindi della popolazione dei Paesi che li ospitano.

Antonio De Feo



"Da emigranti a cittadini"

Un voto per cambiare

ROMA — Pur non mancando nei lavoratori emigranti un senso di parziale ma tuttavia avvertita delusione per quello che in loro favore finora a livello di Comunità non è stato fatto, c'è la certezza che il 10 giugno il voto di questi cittadini sarà compatto, si da testimoniare con i fatti e rendere determinante il contributo che i sindacati dei lavoratori intendono portare alla costruzione dell'Europa insieme con il Movimento europeo, con le forze politiche, le stesse confederazioni sindacali italiane che si battono all'interno della nostra società per preservare le istituzioni democratiche da tentativi di eversione che si collocano fuori dai grandi ideali che hanno dato vita alla Resistenza.

Tale certezza — che è molto più di un auspicio — è stata espressa ieri nella relazione con la quale Dario Marioli, segretario confederale della CES, i sindacati europei appunto, ha di fatto aperto i lavori del convegno indetto dal Movimento Europeo sul tema « Da emigrante a cittadino europeo » svoltosi nell'aula consiliare di palazzo Valentini, e che oggi si concluderà con una tavola rotonda e un intervento del presidente del consiglio italiano del Movimento Europeo, Petrilli.

La relazione di Marioli ha evidenziato la situazione dei lavoratori emigranti nei paesi della CEE che permane drammatica sia per il « nodo » della occupazione, sia perché essi sono tuttora sottoposti a incomprensioni, ineguaglianze, discriminazioni: e ciò — era stato rilevato anche dal segretario del Movimento europeo, Angelo Lotti, in apertura di seduta — in quanto esiste tuttora una palese contraddizione fra processi auspicati e comportamenti reali, dalla quale partire per una riflessione che

trasformi l'emigrato in un cittadino europeo.

Proprio per superare queste contraddizioni, il movimento dei lavoratori europei nell'imminente congresso di Monaco presenterà un documento, già approvato dal comitato esecutivo della confederazione, nel quale si avanzano rivendicazioni, in particolare volte al rispetto di determinati articoli del Trattato istitutivo della Comunità. I sindacati europei sono in realtà convinti che il processo di democratizzazione europeo non avrà senso se non sarà in grado di rispondere meglio alle aspirazioni socio-economiche dei lavoratori.

Prima della relazione Marioli, il segretario generale del Movimento europeo, Lotti, nel suo saluto di apertura aveva ricordato il barbaro attentato di piazza Nicosia e a testimonianza di solidarietà alle forze dell'ordine e alla Democrazia Cristiana i partecipanti hanno osservato un minuto di raccoglimento.

Il convegno, che ha registrato le adesioni pervenute dal presidente del Consiglio Andreotti, del vice presidente della Comunità Giolitti, del ministro Nicolazzi, ha anche ascoltato l'indirizzo di saluto del presidente della Provincia Mancini che ha augurato ai convegnisti di offrire il contributo necessario per fare di questa Europa attraverso le elezioni del 10 giugno uno stato unitario che abbia per obiettivo l'integrazione di popoli pur diversi ma con una univoca ragione di civiltà.

Oggi, come abbiamo detto, il convegno si articolerà in una tavola rotonda sull'azione dei partiti verso i lavoratori emigranti (per la D.C. vi prenderà parte il vice presidente dei giovani dc Umberto Laurenti) e nell'intervento del prof. Petrilli.

Fabrizio CERRI

X



La politica scolastica dell'Italia secondo il Ministero degli Esteri

Al recente seminario di Assisi sui problemi del reinserimento nella scuola italiana dei figli emigrati rientrati in Patria il Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali del Ministero degli Esteri, Ministro Giovanni Migliuolo, ha svolto una relazione sul tema: « Le offerte formative in emigrazione: iniziative italiane — corsi di lingua e di cultura ».

Nella relazione vengono date ampie delucidazioni sulle iniziative scolastiche e formative previste dalla legge 3-3-1971, n. 153 in favore dei « lavoratori italiani emigrati o loro congiunti ». Si parte dalla premessa che l'inserimento dei ragazzi italiani nelle scuole del Paese d'accogliimento, in modo da non comportare declassamenti e ritardi nella carriera scolastica, corrisponde ad un preciso interesse degli stessi emigrati. L'idea di creare, all'estero una rete di scuole italiane analoga a quella nazionale è, oltre tutto, inattuabile. Occorre inoltre integrare la formazione scolastica con lo studio della lingua e cultura italiana; e ciò in vista di un eventuale ritorno in Italia, ed anche per mantenere unite le famiglie e andare incontro alle esigenze di identificazione culturale e nazionale. Lo Stato italiano deve interessarsi anche alla formazione professionale dei lavoratori emigrati adulti, oltreché all'assistenza ai bambini nella fascia dell'educazione prescolare quando questa, come talora accade, sia insufficiente nel Paese di accogliimento.

Sulla scorta di tali principi, la legge 153 prevede varie iniziative: classi o corsi preparatori per agevolare l'inserimento nelle scuole locali; corsi integrativi di lingua e cultura italiana per i ragazzi che frequentano le scuole della fascia dell'obbligo; corsi speciali annuali per la preparazione dei lavoratori e dei loro congiunti agli esami di idoneità e di licenza di scuola italiana elementare e media; corsi di scuola popolare per lavoratori italiani; scuole materne e nidi d'infanzia. Per quanto riguarda la formazione professionale, la 153 prevede corsi di integrazione e aggiornamento dell'istruzione di base; corsi di preparazione tecnico-professionale e corsi di insegnamento pratico della lingua locale per favorire l'accesso all'ambiente di lavoro e ai corsi stranieri di formazione professionale.

Sotto il profilo quantitativo — ha rilevato il Ministro Migliuolo — i mezzi finanziari a disposi-

zione (pur sostanzialmente incrementati alcuni anni fa) lasciano insoddisfatta una cospicua parte del fabbisogno. Si stima che solo il 30 % degli alunni italiani in età dell'obbligo scolastico frequentino i corsi integrativi di lingua e cultura italiana. Molto bassa è anche l'incidenza del nostro apporto all'organizzazione, da parte delle competenti autorità straniere, dell'istruzione « di accogliimento », che dovrebbe permettere l'effettivo inserimento nelle scuole locali dei nostri obbligati. La scarsità dei finanziamenti impone, infine, di limitare, se non addirittura di sacrificare, le attività di educazione degli adulti. Sotto il profilo qualitativo, l'azione del Ministero degli Esteri mira ad una valida formazione e ad un continuo aggiornamento dei docenti; formazione e aggiornamento che esigeranno nel prossimo futuro un notevole sforzo organizzativo. Corsi, giornate pedagogiche, stages d'aggiornamento professionale si sono già tenuti in Francia, Belgio, Germania; nostri dirigenti scolastici seguono da vicino gli esperimenti pilota patrocinati dalla CEE, riguardanti i metodi d'accogliimento dei congiunti, di lavoratori migranti, l'insegnamento della lingua e cultura di origine, la formazione stessa dei docenti.

Il relatore ha poi accennato a due importanti questioni di carattere « strutturale », riguardanti l'una le classi di inserimento e l'altra i corsi di lingua e cultura italiana. Nelle classi d'inserimento (funzionanti prevalentemente nella Germania Federale e gestite da quelle autorità scolastiche) lo handicap linguistico e socio-culturale dei ragazzi italiani fa sì che tale inserimento sia gravemente ritardato. Occorre quindi elaborare nuove strategie educative che, partendo da un valido insegnamento bilingue, affrettino l'integrazione nella classe normale. Più in generale, bisognerà continuare a chiedere agli Stati di immigrazione, sulla base della direttiva approvata dal Comitato Interministeriale per l'Emigrazione il 14-3-1977, di offrire le stesse effettive possibilità di carriera scolastica e di promozione sociale assicurate ai propri cittadini. Le condizioni di deprivazione sociale e culturale in cui si trovano i nostri allievi imporrebbero procedimenti pedagogico-didattici particolari, e adattamenti di programmi e metodi d'insegnamento: quindi strutture scolastiche estremamente flessibili e aderenti ai loro peculiari bisogni, nonché in-

segnanti specializzati. Gli ordinamenti scolastici di alcuni Paesi europei sono caratterizzati, invece, da rigidità di strutture e da criteri di rigore « selettività basata sui risultati scolastici, per cui una normale scolarizzazione dei figli dei lavoratori immigrati nelle scuole locali risulta impossibile anche là dove siano istituiti per esse speciali classi « d'accogliimento » o « d'inserimento ». Per quanto riguarda i corsi di lingua o cultura italiana (frequentati solo da ragazzi in età dell'obbligo), il problema che riveste maggiore importanza è quello del loro inserimento nell'orario e nei curricula della scuola locale frequentata dai ragazzi italiani iscritti al corso madesimo. Il Ministero degli Esteri ha intrapreso da tempo una vasta azione diretta a limitare gli effetti negativi del sacrificio del tempo libero e del maggior carico mentale prodotti dalla frequenza di tali corsi, e ad attenuare il sottile disagio psicologico connesso ad un regime di separazione formale e materiale tra scuola e corso.

Dopo essersi intrattenuto sui programmi d'insegnamento dei

corsi di lingua e cultura italiana, il Ministro Migliuolo ha accennato ai problemi della formazione professionale nel quadro della legge 153. I corsi d'integrazione della cultura di base, concepiti come una preparazione per l'accesso alla formazione tecnico-professionale vera e propria, vanno sempre più integrandosi con l'attività scolastica delle cosiddette 150 ore. In sostanza, gli adulti che frequentano i corsi di integrazione si preparano contemporaneamente al conseguimento della licenza media. Per quanto attiene ai corsi di preparazione tecnico-professionale, in particolare rivolti ad adulti già occupati, le forme di attuazione sono diverse a seconda dei Paesi di emigrazione. E' comunque da rilevare che aumenta il numero di lavoratori che beneficiano della possibilità di conseguire un attestato di qualifica professionale valido anche in Italia. I corsi d'insegnamento pratico della lingua locale stanno subendo perfezionamenti in seguito all'esperienza effettuata dagli enti sindacali organizzatori dei corsi, in collaborazione con l'ISFOL che ha elaborato un progetto, attualmente in fase di sperimen-

tazione, per l'insegnamento tecnico-linguistico ai lavoratori migranti.

Infine il Direttore Generale dell'Emigrazione ha rilevato che le iniziative per la formazione scolastica dei figli dei lavoratori migranti nell'ambito dei Paesi CEE stanno ricevendo impulso per effetto della direttiva del 25-7-1977, che impegna gli Stati membri (art. 2) a prendere le misure appropriate perché sia offerta nel loro territorio, a favore dei figli dei migranti, un'istruzione d'accogliimento gratuita che comporti in particolare l'insegnamento adattato alle loro esigenze specifiche della lingua o di una delle lingue ufficiali dello Stato ospitante nonché (art. 3) un insegnamento della madrelingua e della cultura del Paese d'origine. Tali misure dovranno essere realizzate entro il 1981. Dall'applicazione dell'art. 3 dovrebbe derivare una espansione dei corsi di lingua italiana, sulla base della prevista cooperazione con lo Stato italiano. Ciò non potrà non riflettersi positivamente sui processi di reinserimento nella scuola italiana dei ragazzi rientrati in Italia. (Inform)



Ritaglio dal Giornale

Il Giorno

di Roma

del 5-5-79

X

INVEGNO A ROMA SUL SIGNIFICATO DELLE ELEZIONI DEL 10 GIUGNO

vecchio emigrante diventa nuovo cittadino dell'Europa

Iniziativa del Consiglio italiano del Movimento europeo si propone di «fare il punto» su una situazione aperta alla fiducia ma ancora piena di molti ostacoli, squilibri, delusioni - Le elezioni e la voce dei nostri connazionali venuti da tutti i Paesi della Comunità Europea

È stato un convegno pubblico - nonostante le dimensioni del tema, *Da emigrante a cittadino europeo* - che si è aperto ieri a Palazzo Valentini, nella sala consiliare della Provincia di Roma, a cura del Movimento europeo - Consiglio italiano - presieduto da Giuseppe Petrilli. Oltre che di questioni, in effetti, l'argomento è ricco di suggestioni. Presentava di grandissima attualità, alla vigilia delle elezioni del 10 giugno, i temi retorici sono stati affrontati fin dall'inizio; e i partecipanti si sono trovati coinvolti in una riflessione critica, e con polemiche (soprattutto quando hanno parlato i rappresentanti dei nostri connazionali).

Il suo interesse, anche la documentazione che ha accompagnato, è apparsa come una base. *Dall'emigrante alla libera circolazione in Europa*, redatta per il convegno dall'Istituto di studi educative e formative. Documento intorno a «fare il punto» su una serie di complessi temi: dai flussi migratori, dalla normativa e alle tendenze CEE, e alle iniziative operative.

Paesi (Grecia, Portogallo, Spagna); dall'altro, in nazioni comunitarie, gli stranieri - europei ed extraeuropei - continuano a restare emarginati dai processi sociali e politici dello Stato che li ospita. Non solo: ma si assiste all'espulsione massiccia di lavoratori (e di famiglie) forestieri.

E' evidente come, da tale mancanza di coerenza tra auspici e comportamenti, derivino squilibri e ostacoli: e in un momento di crisi economica come l'attuale, va a finire che gli emigrati, strato debole del Paese di partenza e di quello d'arrivo, siano i primi a sopportare i pesi più gravosi. Da sottolineare però - ha aggiunto Lotti - che l'emigrazione sta mutando sembianze: oggi chi si muove non desidera solo sfuggire a una situazione depressa, ma persegue mete diverse, che gli consentano di esprimersi attivamente in nuovi ruoli professionali, sociali, politici. «E' questo il senso di un progressivo passaggio dall'emigrazione alla libera circolazione». L'Europa - è stata la conclusione - deve porsi, nei rapporti internazionali, su un piano di autentica cooperazione, con l'obiettivo di una effettiva comune crescita socio-economica e culturale: al centro del programma di lavoro da affrontare è, dunque, la qualità della realtà che stiamo costruendo. «Sarà compito di coloro che andranno a formare il primo Parlamento continentale - ha specificato, in un breve discorso, il Presidente della Provincia di Roma, Lamberto Mancini - fare di questa Europa non un doppiopio o una moltiplicazione di vicissitudini e verità nazionali, bensì uno Stato unitario» che unisca popoli pur diversi, ma con una univoca ragione di civiltà.

Dario Marioli, segretario confederale della CES (Confederazione europea dei sindacati) ha svolto una relazione appunto sul tema *Da emigrante a cittadino europeo*. I lavoratori stranieri nei Paesi europei - ecco la

loro condizioni sono drammatiche, specie per quel che concerne l'occupazione. E' necessario superare le incomprensioni, le ineguaglianze, le discriminazioni, il razzismo. A un prossimo congresso, a Monaco di Baviera, la CES presenterà un documento per sollecitare in particolare dalla CEE la completa applicazione del programma in favore di chi è costretto a trasferirsi da

una nazione in un'altra.

Lungo e pieno di indicazioni il dibattito. Aldo Bonaccini, segretario confederale della CGIL, ha affermato che l'Europa non può risolversi in un'integrazione economica pur indispensabile: deve essere, innanzi tutto, qualificazione sociale. Ma le conquiste raggiunte non riescono a cancellare gli squilibri. V'è da chiedersi, allora, se convenga mirare all'ambizioso traguardo di una cittadinanza comune o se non sia più realistico puntare a esiti più modesti, capaci di superare taluni «arresti»: sul piano dell'educazione e formazione plurilingue degli emigrati (ma l'assimilazione non significa abbandono della cultura d'origine), su quello delle condizioni di vita materiali - case non ghetti, per cominciare -, e per ciò che concerne i diritti politici, di cui i lavoratori stranieri sono privi.

L'opera della Farnesina l'ha illustrata il consigliere Franco Pulcini. Il Ministero degli esteri - ha informato - si sta adoperando con

iniziative diplomatiche e consolari per assicurare in loco il voto agli italiani della CEE: circa quattrocentomila nostri connazionali si receranno alle urne all'estero; nei Consolati sono stati installati telefoni e terminali diretti con Roma per la trasmissione dei risultati. «Noi non sappiamo niente - ha detto Umberto Cippitelli, che vive in Francia - al Consolato di Lilla non v'è notizia delle disposizioni di cui s'è

avuto polemico, amaro, applaudito. Esprimeva il dramma di chi vuole essere europeo senza rinunciare a restare italiano. Le elezioni non fanno l'Europa - ha osservato Paolo Cinanni, venuto dalla Repubblica federale tedesca -, e già significative appaiono le difficoltà degli emigrati per la propaganda («*arrunitevi nelle vostre sedi diplomatiche*») è l'invito di francesi e tedeschi). L'emigrazione - ha aggiunto - è un fattore sottosviluppante: non vorremmo che, dopo la questione meridionale, sorgesse una «questione mediterranea». L'esodo favori-

ce il miracolo economico nel Nord, ma si traduce in degradazione per il Sud. Proprio di recente, il Presidente dell'Unione delle Camere di commercio della Germania ha riconosciuto che il 15 per cento del prodotto nazionale lordo è dovuto agli immigrati.

Le denunce si sono succedute, senza mezzi termini. Eppure, in fondo, il Presidente non era un miraggio. «Il 10 giugno è necessario votare» è stato il leitmotiv. E ancora: «Vogliamo l'Europa per l'uomo, non l'uomo per l'Europa». Il fantasma ha fattezze concrete. Ma prima di scorgere - è stato ribadito - occorrerà camminare molto. La via europea è un sentiero che deve superare colline, ha detto l'on. Maria Federici. Ma è l'unica via percorribile se si vuole che il nostro continente abbia un futuro certo.

Il convegno si conclude oggi. Sono in programma una tavola rotonda tra rappresentanti di DC, PCI, PLI, PRI, PSDI, PSI, e un discorso di Giuseppe Petrilli.

ACHILLE DI GIACOMO



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

AVVENIRE

di

5-5-79

del

X

IN OCCASIONE DEL VOTO EUROPEO

Emigranti emarginati

Chieste garanzie in un convegno a Roma

dalla nostra redazione

ROMA — (NA) - Gli italiani che lavorano nei paesi della CEE sono un milione e mezzo. Quelli che il 10 giugno voteranno, per la prima volta, negli stessi paesi che offrono loro un'occupazione saranno molti di meno: all'incirca 400 mila. La differenza fra il numero dei potenziali elettori e quello degli effettivi dimostra in maniera abbastanza eloquente la situazione di emarginazione dal contesto politico, economico e sociale dei nostri emigrati. I nostri lavoratori all'estero, salvo sporadici casi, continuano a vivere ai margini e non soltanto dal punto di vista dell'economia.

La denuncia è venuta ieri nel corso del convegno indetto dal consiglio italiano del Movimento Europeo sul tema « Da emigrante a cittadino europeo ». Sulla situazione spesso drammatica dei nostri emigrati si sono soffermati Dario Marioli e Franco Pulcini, l'uno segretario della Confederazione Europea dei Sindacati, e l'altro responsabile dell'ufficio per l'Europa della Direzione Generale per l'Emigrazione. Entrambi hanno messo in evidenza le attese, le speranze dei nostri connazionali, i quali si aspettano benefici dalle elezioni del 10 giugno; ma, soprattutto, hanno ricordato gli aspetti negativi della loro condizione, e cioè le ineguaglianze, le discriminazioni, il razzismo (un fenomeno, quest'ultimo, tutt'altro che scomparso in determinate zone del nord Europa).

Come venire incontro ai desideri degli emigrati? Come valorizzare in pieno l'occasione del 10 giugno? Marioli ha chiesto alle forze politiche di prendere fin d'ora impegni precisi, in modo che il nuovo Parlamento sia in grado di garantire il rispetto del pro-

gramma e delle azioni in favore degli emigrati e delle loro famiglie. Pulcini, rendendo nota la previsione ministeriale (relativa ai soli 400 mila votanti sul posto), ha detto che la cifra equivale ad un terzo degli aventi diritto al voto e che ciò testimonia sia lo stato di emarginazione sia la scarsa conoscenza della realtà.

Quindi, se da giugno in poi si potrà rispondere meglio alle aspirazioni sociali ed economiche dei nostri lavoratori all'estero l'elezione diretta del Parlamento europeo avrà avuto un senso. Se invece non si faranno passi in avanti a questo proposito, il processo di democratizzazione europea di cui tanto si parla sarà stato compiuto a metà. Il relatore del convegno, Angelo Lotti, segretario generale del consiglio italiano del Movimento Europeo, ha insistito sulla necessità di rivedere la politica dell'emigrazione, ricordando come chi è costretto ad andare a lavorare all'estero sia doppiamente colpito dalla crisi economica: facendo parte della frangia più debole nel paese di partenza, e quindi costretto all'esodo, e facendo parte della frangia più emarginata e sola nel paese di arrivo.

Si spera — è stato ripetuto nel dibattito che è seguito agli interventi principali — di convincere un maggior numero di emigrati a recarsi alle urne nei consolati e nelle ambasciate. Facendo i conti (i nostri lavoratori in Germania sono 570 mila, in Francia 546 mila, in Belgio 315 mila, 20 mila fra Olanda e Lussemburgo), se le previsioni ministeriali si rivelassero errate per difetto, e se si riuscisse a far votare almeno 700-800 mila emigrati, il nuovo traguardo dell'Europa potrebbe avere un diverso significato.



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *L'Espresso*

di *Milano* del *5-5-79* X

Le «europée» sono per l'Italia
una occasione da non perdere

Movimento Europeo

ROMA — Si apre oggi a Roma, indetto dal consiglio italiano del Movimento Europeo, un convegno sul tema « Da emigrante a cittadino europeo ». L'iniziativa, alla vigilia delle consultazioni per l'Europa, acquista un particolare significato, in quanto gli emigrati, per la prima volta, assumeranno un ruolo di protagonisti attivi della vita politica europea, diventeranno cioè primi veri cittadini europei.

Al convegno prendono parte, oltre ad una rappresentanza di lavoratori emigrati, esponenti politici e sindacali, membri della CEE e rappresentanti delle organizzazioni internazionali aderenti al Movimento Europeo.



Intervento di Montezemolo ai Lyons di Bologna

Le «europee» sono per l'Italia una occasione da non perdere

Dalla nostra redazione

Bologna, 4 maggio

«Piccolo è bello. E' la parola d'ordine che circola nel mondo imprenditoriale. Ma l'efficienza e la validità delle piccole aziende si basano sulla presenza delle grandi imprese private che garantiscono la continuità del sistema di mercato». Così ha esordito Luca di Montezemolo, responsabile delle relazioni esterne della Fiat, parlando nel corso di un affollato incontro organizzato dall'Interclubs Lyons di Bologna.

Proseguendo nel suo ragionamento, Montezemolo ha detto che le aziende di dimensioni nazionali hanno bisogno di operare in un ambiente omogeneo e compatibile con le loro esigenze. Esse non possono — come la Fiat — essere isolate di efficienza costrette a muoversi in orizzonti di medio e lungo termine, mentre la politica nazionale segue la tat-

tica del giorno per giorno. In parole più povere, per Montezemolo occorre che non solo questa o quella impresa si adeguino alle condizioni della concorrenza, ma tutto il Paese comprenda che le sue condizioni economiche sono strettamente legate alla capacità di produrre ai prezzi e ai livelli tecnologici degli altri.

«La competitività del sistema è ormai anche il risultato della qualità delle sue istituzioni — ha detto il dirigente della Fiat —. Si può anzi affermare che la produttività di un Paese è sempre un fatto istituzionale perché dipende dalle istituzioni di ogni singolo paese, dalle regole del gioco che ha saputo darsi».

Di qui l'importanza che, secondo Montezemolo, rivestono le elezioni dirette del Parlamento europeo. Al di là, infatti, delle competenze specifiche dell'organismo, esso avrà una funzione importantissima: grazie alla sua rappresentati-

vità più estesa sarà infatti un luogo di confronto costruttivo delle diverse logiche che stentano a trovare punti d'intesa nello spazio nazionale.

«L'Europa — insomma — è la migliore e forse l'unica occasione per riallineare l'Italia ai Paesi più sviluppati, alle loro logiche, istituzioni, comportamenti. Per fare diventare veramente e in tutti i sensi *made in Italy* uguale a *made in Europe*. Sarebbe infatti impossibile, alla lunga, competere con produttori che hanno alle spalle un intero Paese, mentre in Italia si ha alle spalle, nel migliore dei casi, l'indifferenza».

Per tutta questa serie di ragioni, Montezemolo si è augurato che le elezioni europee costituiscano un momento particolare e diverso della vita politica italiana e non siano soltanto una stanca e sfoltita ripetizione delle elezioni politiche nazionali.

a.c.m.



Modalità per il voto « europeo » degli italiani all'estero

Sono stati fissati, con un decreto del ministro dell'Interno (datato 24 aprile 1979 e pubblicato sulla G.U. n. 120 del 3 maggio) le date e gli orari per la votazione per il Parlamento europeo degli elettori italiani residenti nei Paesi della Cee e per le operazioni di scrutinio. (Gli orari si riferiscono all'ora locale).

- BELGIO (domenica 10 giugno): votazione dalle 10 alle 18; scrutinio a partire dalle ore 22.
- DANIMARCA (domenica 10 giugno): votazione dalle 7 alle 21; scrutinio dalle ore 21.
- FRANCIA (sabato 9 giugno): votazione dalle 8 alle 22; scrutinio domenica 10 dalle ore 22.
- GERMANIA (sabato 9 giugno): votazione dalle 8 alle 21; scrutinio domenica 10 dalle ore 21.
- IRLANDA (sabato 9 giugno): votazione dalle ore 8 alle 22; scrutinio domenica 10 dalle ore 21.
- LUSSEMBURGO (sabato 9 giugno): votazione dalle 8 alle 22; scrutinio domenica 10 dalle ore 22.
- PAESI BASSI (venerdì 8 giugno): votazione dalle 8 alle 22; scrutinio domenica 10 dalle ore 22.
- REGNO UNITO (domenica 10 giugno): votazione dalle 7 alle 21; scrutinio dalle 21.

La costituzione dei seggi avrà luogo alle ore 16 del giorno che precede la votazione.

Come è noto, i 410 membri del Parlamento europeo saranno eletti secondo questa ripartizione: 81 in Germania, Francia, Regno Unito e Italia; 25 nei Paesi Bassi; 24 in Belgio; 16 in Danimarca; 15 in Irlanda e 6 in Lussemburgo.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ROMA

di

5-5-79

del

X

NIENTE TRENI ELETTORALI PER LE EUROPEE

400 mila emigrati italiani voteranno sul posto

ROMA, 4

Circa 400 mila emigrati italiani nei paesi della CEE voteranno per la prima volta sul posto, per le elezioni a suffragio universale del parlamento europeo. E la previsione del ministero degli Esteri, che nei mesi scorsi ha svolto una complessa trattativa diplomatica per garantire loro l'esercizio di questo nuovo diritto e ora sta svolgendo un'opera di sensibilizzazione attraverso i consolati.

È stata formulata dal responsabile dell'ufficio per l'Europa della direzione generale per l'emigrazione, Franco Pulcini, a un convegno aperto oggi a Roma, con la partecipazione dello stato maggiore dei movimenti europeisti italiani, proprio per sottolineare questo evento che segna il passaggio (è il tema

del convegno) «Da emigrante a cittadino europeo». Non è una cifra alta, se si pensa che equivale all'incirca a una terzo dei potenziali votanti, che testimonia una situazione di emarginazione dal contesto politico, economico, sociale sia del paese d'origine, sia di quello di arrivo.

Ma è anche una cifra significativa, in prospettiva, se si pensa alle difficoltà in cui questo voto verrà esercitato, anche se oggi il rappresentante del ministero degli Esteri ha ribadito le garanzie ottenute per quel che riguarda la propaganda politica e l'espressione del voto. Al convegno, che domani vedrà di fronte in una tavola rotonda i rappresentanti dei partiti, sul tema dell'emigrazione, hanno preso parte tra gli altri il presidente e il segretario generale del

movimento europeo, Giuseppe Petrilli e Angelo Lotti, Dario Marioli, uno dei segretari confederali della CES, il presidente della provincia di Roma, Lamberto Mancini, Aldo Bonaccini, segretario confederale della Cgil e candidato del Pci alle «europee».

Al di là del voto del 10 giugno, ha detto Marioli nella relazione centrale, la situazione degli emigrati nella CEE è drammatica sia per quanto ri-

guarda l'occupazione (oltre 400 mila sono stati i rientri dai '73) sia per quanto riguarda incomprensioni, discriminazioni, razzismo, mancanza di diritti politici. La «Confederazione europea dei sindacati» presenterà appunto al congresso di Monaco un documento che richiama i governi al rispetto delle norme sulla libera circolazione della mano d'opera, dei programmi a favore degli emigrati e delle loro famiglie, alla garanzia dei diritti acquisiti in caso di rientro al paese d'origine.

Oggi, ha detto l'altro sindacalista Bonaccini, si parla di cittadinanza europea, ma forse occorre prima difendere quei pochi risultati sinora raggiunti: «La protezione offerta dalla CEE ai lavoratori non è irreversibile, oggi rischia al contrario notevoli regressi».

Attentato a L'Aquila

L'AQUILA, 4

Un attentato è stato compiuto la scorsa notte nella sede della filiale del «Banco di Roma» nel pieno centro cittadino.

Ignoti hanno appiccato il fuoco con stracci imbevuti di benzina a due finestre



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

AUTANTI

di S.S. 79 del

X

«fiato corto» di un sistema di «elfare state» dove «gli oneri sociali diventano sempre più difficilmente tollerabili e il sindacalismo si orienta più o meno verso un corporativismo sclerosante». La crisi dei valori ha portato ad una larga crisi del consenso, sicché «il declino di un sistema di valori priva di legittimità l'intero corpo sociale e non solo il potere».

Ascoltando le parole di quest'uomo che è oggi un maestro riconosciuto per molti studiosi mi veniva di pensare alla assurdità di tanta parte dell'approccio dei soloni di casa nostra alla questione europea: attaccare l'Italia all'Europa, così si cancellano i nostri problemi e il paese ritrova dagli altri questo equilibrio che ha perduto.

In fondo la cosa più utile emersa da questo incontrarsi a Bologna di uomini dalle milizie intellettuali e provenienze geografiche più diverse, è proprio che non esistono isole felici che possano dire di non conoscere le difficoltà e i momenti di verifica di oggi (non diciamo «crisi» in omaggio al prof. Barraclough che ritiene questa espressione una parola di moda che falsa i veri problemi).

Allora la costruzione dell'Europa non è tanto nella celebrazione di qualche rito elettoralistico o nell'illusione di trovare fuori di se stessi quella forza che non si ha. Essa è piuttosto nel rilancio di una riflessione comune su difficoltà che sono comuni, nella riscoperta di una dimensione di confronto con le peculiarità nazionali che sono una ricchezza, ma non sono un margine di visorio.

VE' INSOMMA per gli uomini di cultura, per i «chierici» (e non per gli intellettuali, altra parola di moda che indica una categoria che non amo e in cui non mi riconosco) il dovere di riprendere oggi il lavoro sulla «crisi» nel suo significato vero, etimologico. Crisi come «giudizio», cioè come capacità di valutare con l'umiltà della ragione le insufficienze dell'esperienza di una civiltà e di proporre non l'utopia della palingenesi, ma la fiducia della storia umana capace di feconde trasformazioni, come ad esempio il lento tramonto di una dimensione nazionale, che fu frutto storico e non dato della natura.

* docente di Storia dei partiti politici - Università di Bologna

il Punto

Per costruire l'Europa occorre anche costruirne una cultura

di PAOLO POMBENI *

gamente sconosciuta all'opinione pubblica dei paesi della comunità, mentre la battaglia politica per il parziale rinnovamento delle strutture interne della CEE viene presentata più che altro come occasione di verifica dei rapporti di forza interni ai vari stati. Tuttavia un certo movimento fra i politici per sfruttare, sia pure ai fini più diversi, la questione europea mi pare innegabile.

Sul fronte della cultura invece la tensione è minore. Certo noi scontiamo un momento che è, a mio giudizio di grave disorientamento nella funzione intellettuale; per dirla con le parole di un altro degli intervenuti a Bologna, Leo Moulin, siamo in presenza di un nuovo «tradimento dei chierici». I mezzi di comunicazione di massa diffondono una nozione sempre più facile e superficiale della cultura, favorendo che si scambino le mode con l'originalità della ricerca ed incentivando il narcisismo di quei ricercatori più fortunati che i «media» trasformano in personaggi.

Sia chiaro che non penso qui ad un aumento di retorica, europeistica, funzionale solo a quelle forze politiche che gradirebbero di nascondere sotto questa il sostanziale immobilismo del sistema. Penso piuttosto alla dimensione europea di molti problemi, alla reale importanza di un confronto fra le diverse tradizioni che si sono sviluppate nel nostro contesto.

Duverger indicava in tre punti la crisi d'Europa: crisi economica, crisi del socialismo, crisi di valori. La crisi economica è data dalla concorrenza di paesi esteri dove la possibilità di «superfruttamento» della manodopera genera superprofitti magari per lo stesso capitalista europeo. La crisi del socialismo è nel

non è cosa di ordinaria amministrazione, ma soprattutto non è consueta l'occasione di mettere a confronto direttamente scuole di pensiero e di ricerche che vengono menzionate in Europa con l'intento di metterle in contatto con un pubblico più vasto di quello di coloro che professionalmente producono un certo tipo di cultura.

AVENDO portato una parte delle responsabilità organizzative di questi incontri posso testimoniare di un frutto che credo in qualche modo significativo e cioè dell'entusiasmo con cui tutti gli intervenuti hanno partecipato a questa iniziativa, sottolineandone sia l'unicità in Europa sia l'importanza per tentare la divulgazione di quella coscienza di un comune retroterra di esperienze politiche e culturali che è ben presente agli studiosi di storia politica.

Quel che ci si può chiedere a questo punto è come mai oggi invece il dibattito culturale sull'Europa sia tanto assente in forma specifica, cioè come un dibattito sulla creazione di uno spirito europeo e di una dimensione europea di alcuni valori.

Mi sembra stia accadendo ora il contrario di quello che il berlinese Johannes Agnoli notava per la crisi europea tra le due guerre: allora la dimensione europea era una questione posta dagli intellettuali e lasciava completamente freddi i politici; oggi, sembra a me, la questione è sin troppo egemonizzata dal dibattito dei professionisti della politica, mentre lascia sostanzialmente estranei gli intellettuali.

Bisogna tener presente quanto sottolineava il professor Duverger nel suo incontro coi giornalisti a margine del convegno di Bologna, e cioè che l'Europa è una questione ancora lar-

SCRIVEVA Gerald Antoine su *Le Monde* del 22-23 aprile 1979 che l'Europa come comunità culturale è oggi una dimensione perduta e che lo era fin dal trattato di Roma, tacciato di «mutismo culturale». Le osservazioni dell'intellettuale francese sono largamente condivisibili se si pone attenzione al livello tutto sommato non esaltante di interscambio culturale tra i paesi della CEE e al disinteresse sostanziale che tanta parte dell'opinione pubblica presta alla questione europea.

Qui il problema non è quello di rincorrere le prese di posizione nominalistiche o i vezzi di richiamo alla cultura straniera. Si tratta piuttosto di vedere realisticamente se e quanto gli intellettuali dei paesi del vecchio continente condividano un gusto ed una dimensione di scambio ancorata alla evoluzione di una riflessione politica cosciente del dibattito europeo che si è sviluppato dalla rivoluzione francese in poi.

Un ciclo di conferenze promosso a Bologna dall'Assessorato alla Cultura del Comune e dall'Istituto storico-politico dell'Università sul tema «Correnti ideali e forze politiche in Europa» fornisce l'occasione per una certa riflessione culturale.

Da novembre dell'anno scorso all'aprile '79, ogni mese sono venuti a Bologna studiosi dei vari paesi europei a confrontarsi e ad illustrare tradizioni politiche, correnti ideali e momenti cruciali della nostra storia recente. Nel Volume che raccoglie questi interventi e che sarà in libreria a metà maggio edito dalla Società Il Mulino, vi sono i frutti di questa fatica: il dibattito sulle tradizioni liberali tra Nicola Matteucci, Theodore Zeldin, François Badarida e Leo Hapts; quello sulle tradizioni socialiste tra Aldo Berselli, David Marquand, Jean-Pierre Rioux e Hans Mommsen; quello sulle tradizioni dei partiti di ispirazione cristiana tra Piergiorgio Camaiani, Emile Poulat e Rudolf Lili; quello sulle tradizioni comuniste tra Luciano Bergonzini, Frank Deppe, Manuel Tuñon De Lara e Jean Ellenstein; infine due messe a punto più generali sui due tornati della crisi europea, quella del 1919-39 discussa da Salvatore Sechi, Adrian Lyttelton, Leo Moulin e Johannes Agnoli, e quella attuale discussa da Roberto Ruffilli, Maurice Duverger, Wolfgang Mommsen e Geoffrey Barraclough.

Ora un simile sforzo organizzativo



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale Il Sole 24 ore

di Milano del 5.5.74

X

Publicato studio sulle «alternative europee»

BRUXELLES. — Il risultato di un dibattito di oltre due anni tra Commissione Cee, Parlamento europeo e ricercatori universitari coordinati dall'Associazione internazionale di scienze politiche è stato raccolto in una pubblicazione sulle «alternative europee» che è stata presentata ieri alla stampa dal commissario Lorenzo Natali.

Il volume è stato preparato sotto la guida del professor Ghita Ionescu dell'università di Manchester e vi hanno collaborato intellettuali delle università di Tuebingen, Manchester, Catania, Parigi, Lancaster, Lovanio e della London School of Economics.

La ricerca, ha detto Natali, è imperniata sul tentativo di dare risposte alla domanda se e in che modo siano le politiche comunitarie diverse da quelle nazionali e in che misura costituiscano le prime autentiche alternative alle se-

La pubblicazione, ha detto

Natali, è un esempio di libera e spontanea collaborazione di alti funzionari della Commissione e di esponenti del Par-

lamento europeo con il mondo universitario.

Essa, ha aggiunto il commissario, può rappresentare, in questo momento, un contributo al dibattito in corso tra le forze politiche impegnate nei nove Stati membri nella campagna per le prime elezioni dirette del Parlamento europeo in giugno.

La ricerca è articolata in tre filoni principali: le occasioni mancate (come la non realizzata unione economica e monetaria), le politiche tuttora all'esame dei governi (come la cooperazione nel settore aeronautico) e le politiche già esistenti (come la politica agricola comune con le sue controversie eccedenze strutturali di latte).



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglia dal Giornale UMANITÀ
di SS-PO del



Le forze socialdemocratiche in maggioranza nel futuro Parlamento

Il convegno di Firenze sull'Europa

Dopo queste storiche premesse sulle origini di come si è arrivati alla costruzione dell'Unità europea, riportiamo quelli che sono stati gli interventi del convegno fiorentino, promosso dal Comitato regionale toscano e dalla federazione di Firenze del nostro partito, e che aveva per tema «Elezioni europee: alternativa al compromesso storico».

Al convegno sono intervenuti i compagni Mauro Ferri, responsabile dell'ufficio internazionale del PSDI, e Giampiero Orsello che è il vice presidente del movimento federalista europeo.

Il compagno Ferri, nel suo intervento, ha parlato dell'abbinamento sostanziale fra elezioni europee e nazionali (con lo scarto di una settimana nel voto, non modifica il fatto politico), e che offre l'occasione di mettere in evidenza la stretta connessione che esiste fra le due scelte. Infatti i problemi del nostro Paese non possono essere risolti al di fuori di noi ma devono essere affrontati da noi nell'Europa con il concorso di tutti i partners della comunità.

«Il PSDI - ha affermato Ferri - è profondamente convinto di questa realtà, e nell'ambito dello schieramento dei partiti socialisti e socialisti democratici europei che è e sarà maggioritario nell'Assemblea che verrà eletta il prossimo 10 giugno, si propone di operare per il superamento degli squilibri e delle disuguaglianze fra Regione e Regione, e fra ceti sociali e cittadini in genere. Sono obiettivi europei e nazionali insieme, così come sono problemi europei e nazionali quelli della occupazione, della ristrutturazione industriale, dell'energia, della difesa ecologica».

Passando a trattare i problemi più strettamente legati agli italiani, Ferri ha detto che è avvertita generalmente l'esigenza del nuovo Parlamento che possa durare nei limiti costituzionali, esprimendo un governo rappresentativo ed efficiente ed una solida maggioranza».

Nel suo intervento fiorentino, il compagno Ferri ha affermato che è auspicabile che questa maggioranza sia la più ampia possibile, sia cioè una maggioranza di solidarietà democratica e di unità nazionale. Ma proprio perchè questo obiettivo si realizzi, occorre che il voto delle elettrici e degli elettori, consenta anche una maggioranza più ristretta ed omogenea qual è quella

prefigurata dall'attuale governo, che a nostro avviso dovrà dopo il 10 giugno compiere ogni sforzo per allargarsi almeno al PSI».

Ferri ha concluso il suo intervento, riferendosi agli ultimi e drammatici avvenimenti, che ripropongono la necessità e l'urgenza di un'azione concorde, per trarre il nostro Paese fuori dall'incubo del terrorismo, e di realizzare sostanziali progressi nella lotta contro i privilegi e la disuguaglianza e nella ripresa in termini nuovi, compatibili con la nuova situazione europea e mondiale, di una nostra crescita economica e sociale.

Secondo il compagno Orsello, «la coincidenza delle elezioni europee e delle elezioni nazionali, deve mettere in evidenza l'importanza della dimensione europea anche per quanto concerne i problemi più specificamente propri alla realtà nazionale».

«L'elezione del Parlamento europeo, da un lato, deve significare legittimazione democratica della massima assemblea comunitaria, ed effettiva attribuzione di poteri - ha affermato Orsello - costituenti in modo da poter realizzare un salto di qualità, dalla comunità economica europea, alla comunità federale politica; dall'altro, deve consentire alle forze politiche democratiche, in particolare a quelle che si richiamano agli ideali del socialismo e della democrazia, di assumere un ruolo determinante e trainante alla politica europea, in modo da modificare la situazione attuale della Comunità e di dare ad essa un effettivo potere di intervento, con una politica regionale adeguata e con un effettivo superamento degli squilibri economici e sociali, la realizzazione di quell'unità armoniosa prevista dai trattati di Roma».

Orsello, ha inoltre affermato che «una maggiore forza alla sinistra democratica sul piano europeo, potrà riversarsi anche sul piano nazionale e favorire scelte conseguenti in modo da favorire quell'alternativa democratica indispensabile al superamento di precari equilibri e scelte da sfuggire al condizionamento di un troppo rigido bipolarismo: proprio le forze presenti in Europa - ha concluso il compagno Orsello - all'insegna dei programmi di democrazia socialista, potranno garantire condi-

zioni di più articolata democrazia pluralista ed insieme di maggiore giustizia sociale».

Altro intervento, quello del compagno Sergio Di Lallo che ha ricordato le vicende che hanno costellato le tappe dell'Europa, dalla CED, alla UEO ed infine al MEC ed Euratom, tra numerose incomprensioni ed ostilità

Passando al significato politico delle elezioni europee, primo traguardo per la realizzazione dell'Europa dei popoli, ed alla strategia da seguire per la campagna elettorale, Di Lallo ha posto l'accento sulla ambiguità della situazione in cui si viene a trovare il PSDI, in contrapposizione con il PSI, sul piano della politica nazionale ed in linea di identità politica con lo stesso partito, nell'ambito del gruppo socialista europeo, nel parlamento europeo. Egli ha indicato la necessità di unificare le campagne elettorali, nazionali ed europee, facendo un unico discorso politico, in maniera da porre il PSI nella necessità di seguire, sullo stesso indirizzo, la socialdemocrazia italiana ed uscire finalmente dall'equivoco in cui spesso si trova, certamente non produttivo per la causa socialista democratica, cui esso stesso afferma di identificarsi.

Il convegno fiorentino è stato concluso dal segretario regionale Nidito, che nel suo intervento ha affermato che una delle prospettive storiche del socialismo umano europeo, sarà quello di dare un volto ed un ruolo all'uomo, al cittadino di questa società sempre più in crisi, in altre parole un ruolo all'uomo macchina che rappresenta il crollo di quella stessa cultura borghese, della quale ne è il simbolo. Analogamente [questo determina fastidio nel PCI e negli stessi massimalisti meno illuminati], altra prospettiva storica, è quella del superamento dell'apparato statale centralizzato, che comunque lo si chiami democratico o popolare, è oligarchico nonchè tendente a riprodurre i rapporti di potere esistenti come nei paesi dell'Est.

«Noi socialisti democratici - ha concluso Nidito - ci battiamo per un socialismo umano ed europeo, unica sintesi politica e filosofica capace di dare un senso storico alla battaglia politica».

Ferdinando Brancato

entottanta milioni di europei alle urne

Come vota la Comunità per il Parlamento Europeo

UMANITA'

del 5-5-79

Tra il 7 e il 10 giugno prossimi circa 180 milioni di europei si recheranno alle urne per eleggere i 410 deputati del primo Parlamento Europeo eletto a suffragio diretto. L'atto giuridico per questa elezione, stipulato a Bruxelles il 20 settembre del 1976, è stato infatti ratificato da tutti gli stati membri, che hanno anche messo a punto le 9 leggi elettorali.

In Italia si voterà il 10 giugno e la stessa cosa avverrà in Germania, Francia, Belgio e Lussemburgo.

Gli altri quattro paesi invece, Inghilterra, Olanda, Danimarca e Irlanda, voteranno giovedì 7 giugno nel rispetto di una tradizione che vieta di tenere elezioni nei giorni festivi.

Otto dei nove stati voteranno secondo norme che si ispirano al sistema proporzionale e la sola Inghilterra ha mantenuto il suo sistema maggioritario del collegio uninominale.

Il mandato dei futuri parlamentari europei durerà 5 anni ed è compatibile con quello di deputato dei rispettivi parlamenti nazionali.

Rispetto alla composizione della vecchia Assemblea, che contava 198 seggi designati dai parlamenti nazionali, il nuovo Parlamento disporrà di un numero di parlamentari più che doppio. In particolare, Italia, Francia, Germania e Gran Bretagna, che disponevano di 36 membri nel vecchio Parlamento vedranno aumentata la loro rappresentanza a 81; l'Olanda e il Belgio passeranno dagli attuali 14 rappresentanti parlamentari rispettivamente a 25 e 24; la Danimarca e l'Irlanda dagli attuali 10, rispettivamente a 16 e 15; e infine, il Lussemburgo manterrà la sua quota, che è di 6 parlamentari.

Vediamo in particolare come si vota negli altri paesi della Comunità: in Francia, che ha ratificato l'atto sulle elezioni europee il 15 giugno del 1977 dopo una contrastata battaglia parlamentare, gli 81 seggi disponibili saranno assegnati in base al sistema della proporzionale pura con un'unica circoscrizione e liste nazionali.

Non è ammesso il voto di preferenza e risulteranno eletti i candidati secondo l'ordine di lista stabilito dai partiti. Sono escluse dalla ripartizione le liste che non raccolgano almeno il 5 per cento dei voti ed è ammesso il voto per procura.

In Germania, che ha ratificato la convenzione all'unanimità il 16 giugno del 1977, la legge elettorale consente la presentazione di liste nazionali o regionali con facoltà di collegamento fra loro.

Il sistema è quello proporzionale con il metodo D'Hondt e non saranno rappresentate le liste che risulteranno inferiori al 5 per cento, come per le elezioni politiche. Un problema a parte è costituito poi dal voto nella città di Berlino-Ovest che non può votare per il Bundestag e dispone di uno statuto speciale garantito dalle grandi potenze vincitrici della ultima guerra Mon-

diale. Di conseguenza, i tre rappresentanti della città verranno designati dall'Assemblea cittadina così come avviene per il Parlamento federale.

Per quanto riguarda gli 81 seggi assegnati al Regno Unito, di cui 66 per l'Inghilterra, 8 per la Scozia, 4 per il Galles e 3 per l'Irlanda del nord, il sistema elettorale sarà quello del sistema uninominale.

Inghilterra, Scozia e Galles sono stati di conseguenza suddivisi in 78 circoscrizioni e i restanti 3 seggi dell'Irlanda del Nord saranno assegnati in un'unica circoscrizione e col sistema del voto trasferibile.

Non è prevista l'utilizzazione dei resti. Nei Paesi Bassi, che hanno ratificato la convenzione nel giugno del 1977, il sistema elettorale sarà quello della proporzionale con circoscrizione unica. L'elettore darà il suo voto ad un candidato e non alla lista.

In Belgio, 13 seggi alla regione fiamminga e 11 alla regione vallone, il sistema è proporzionale con voto di preferenza.

Gli elettori della città di Bruxelles, mistilingue, potranno scegliere fra le liste dell'una o della altra regione linguistica.

In Danimarca, in cui un seggio sarà riservato alla Groenlandia e non voteranno gli abitanti delle isole Farcer che appartengono al regno danese ma non alla Comunità, il sistema è proporzionale con voto di preferenza.

Un'altra novità è costituita dal fatto che attraverso un referendum popolare l'età minima degli elettori è stata portata da 20 a 18 anni.

In Irlanda si voterà in base al complicato sistema in vigore per le elezioni politiche nazionali, basato sui collegi plurinominali entro i quali i seggi sono attribuiti con il sistema della proporzionale e del voto trasferibile.

La legge irlandese prevede anche il voto per corrispondenza e il diritto di tutti i cittadini della Comunità residenti nel paese di votare per i candidati irlandesi.

Infine, nel Lussemburgo, il più piccolo dei 9 stati membri che ha ratificato la convenzione il 5 luglio del 1977, basteranno solo 30 mila voti per eleggere un deputato al Parlamento.

Il sistema è proporzionale con il «panachage», cioè ogni elettore dispone di più voti, che può riversare anche fra candidati di liste diverse.



Verso le elezioni europee

Sarà realizzata l'unità europea?

Da molti anni si parla di costituzione d'un nuovo Stato: l'Europa. Non si tratta solo di un'idea e d'una parola lanciata allo sbaraglio. Alcuni uomini politici (i cosiddetti padri della politica europea) hanno cercato di costituire una Federazione su solide basi e sono giunti, ad un principio di realizzazione. Vedremo dunque attuati gli Stati Uniti d'Europa, già preconizzati da Victor Hu-

go? In verità l'idea di una Federazione europea non è nuova, anzi è stata ventilata spesso. Possibile che in tanti secoli non sia stato fatto alcun tentativo per costituire un'autorità supranazionale in Europa? Ma prima ciò significava egemonia. Se una nazione pensava alla riunione di tutti gli Stati del continente europeo pensava di farlo specialmente per propria utilità. Essa tentava di affermare il suo predominio sulle altre nazioni di cui pensava fare i suoi satelliti, come grandi provincie sottoposte alla sua legge.

La sigla OEEC significa Organizzazione economica di cooperazione europea, e comprende 18 nazioni: Germania Occidentale, Austria, Belgio, Danimarca, Francia, Inghilterra, Grecia, Irlanda, Islanda, Italia, Lussemburgo, Norvegia, Olanda, Portogallo, Svezia, Svizzera, Trieste e Turchia.

Lo scopo dell'OEEC è quello di costituire un'economia europea e perciò cerca d'indurre le nazioni libere d'Europa ad unirsi per collaborare insieme alla prosperità generale.

Per riuscire nell'intento sono stati costituiti un Consiglio, un Comitato esecutivo e alcune Commissioni tecniche, tutti con sede nella capitale francese, a Parigi nel castello della Muette. I problemi economici sono studiati da tutti i delegati e le deliberazioni sono prese di comune accordo.

In tal modo si è pervenuti in un solo anno a raddoppiare il volume degli scambi intereuropei, ad aumentare la produzione agricola, a facilitare gli scambi di mano d'opera, dando così lavoro a milioni di operai.

Questo fu solo il primo passo. Si è andati oltre e il merito va soprattutto a Robert Schuman, in quel periodo ministro degli esteri della Francia, il quale propose il piano che porta il suo nome. Primo punto del Piano Schuman era un'intesa tra la Francia e la Germania Federale. Il 9 maggio del 1950 così si esprimeva Schuman: «L'unione europea esige in primo luogo che sia eliminato l'antagonismo secolare tra la Francia e la Germania. Proprio in mancanza di questo accordo l'Europa non è stata ancora unita e abbiamo avuto la guerra». Ed ecco la straordinaria proposta fatta dal Ministro francese: «Il governo francese propone di mettere tutta la produzione del carbone e dell'acciaio sotto un'alta autorità comune, in una organizzazione aperta agli altri paesi europei». Nacque così il «pool» o comu-

contri, incomprensioni, riaffiorare di gretti ed inutili nazionalismi, che la Comunità europea, che nel frattempo si è allargata con la adesione di altri tre Stati quali la Danimarca, l'Irlanda e la Gran Bretagna, che i nove Stati si avviano a quello che è ormai considerato il grande appuntamento per l'Europa, cioè il voto del giugno 1979.

Avavamo iniziato, questo breve scritto sulle origini di come si è giunti alla unità europea, con un interrogativo: Sarà realizzata l'unità europea? Oggi non vi sono più dubbi. Con il prossimo 10 giugno, e per la prima volta nella storia, 180 milioni di europei saranno chiamati alle urne per eleggere i 410 deputati che faranno parte del primo Parlamento europeo. Sarà un voto per l'Europa; un voto per il nostro avvenire.

nità del carbone e dell'acciaio. Non era più una semplice cooperazione ma una comunità. Il progresso è evidente.

Il 20 giugno del 1950 i delegati di sei paesi disposti ad aderire al Piano Schuman si riunirono a Parigi. Vi parteciparono la stessa Francia e Germania occidentale, quindi l'Italia, il Belgio, l'Olanda e il Lussemburgo. Primo germe della futura Europa, questa unione dei sei rappresenta milioni e milioni di cittadini.

Nel marzo del 1951 fu varato il Piano Schuman il cui funzionamento fu così regolato: vi è la Suprema Autorità composta di nove membri nominato per sei anni e scelti fra gli esperti.

Detta autorità è supranazionale e indipendente da governi e dalle imprese. Essa delibera a maggioranza di voti. Prima di ogni deliberazione importante essa deve interpellare il Comitato consultivo composto da 30 a 51 membri (produttori, lavoratori, commercianti, in egual numero).

L'Assemblea è costituita dai delegati designati dai Parlamenti degli Stati membri. La Francia, la Germania e l'Italia hanno 18 membri ciascuna; il Belgio, l'Olanda e il Lussemburgo ne hanno quattro ciascuno. Vi è inoltre un Consiglio di sei ministri, uno per ciascun Paese, avente il compito di coordinare l'attività della Suprema autorità con quella dei rispettivi Stati. Infine vi è una Corte di giustizia, costituita da sette giudici designati per sei anni, che ha il compito di comporre le eventuali divergen-

ze. Si apre dunque con il prossimo 10 giugno, anche per noi italiani, un momento importante tanto per la politica interna quanto

per quella internazionale per la nostra Repubblica, in un momento in cui, ci si sta preparando ad alcune scelte di fondo, che determineranno per alcuni anni la vita del nostro Paese.

Infatti, sette giorni prima del 10 giugno, gli italiani saranno chiamati ad esprimere il loro voto sul rinnovo dei due rami del parlamento: Camera e Senato. Ed è proprio da questo voto, dalle scelte che gli elettori italiani faranno in un senso o nell'altro che determineranno quale aspetto assumerà l'Italia, non solo di fronte a tutto il paese, ma dell'Europa, e che certamente segnerà quale sarà il nostro avvenire.

ze.

Come si vede in questa nuova istituzione vi è già l'ossatura di una potente Federazione con tutti gli organismi essenziali. Il Piano Schuman è ormai attuato. Il 18 aprile 1951 fu firmato quello che fu detto il primo trattato di prosperità fra i sei governi dell'Europa occidentale.

Ancora qualche anno per giungere al 25 marzo 1957, dove a Roma, tra la Germania occidentale, la Francia, l'Italia, i Paesi Bassi, il Belgio e il Lussemburgo, veniva firmato un trattato che dava vita, come è generalmente noto, al Mercato Comune, la cui esatta denominazione ufficiale è diversa, e può parere più adeguata come Comunità Economica Europea. Non si tratta di un accordo strettamente commerciale, tendente a facilitare le esportazioni o le importazioni; il suo obiettivo è in realtà la creazione di una vera e propria comunità economica fra i sei paesi interessati.

Sono passati ancora diversi anni, dopo



Divisa dal Giustiziale

Portiere della Scuola

5-5-79

Chi al parlamento europeo s'impegnerà nell'ecologia?

ROMA — I quattrocento candidati italiani alle elezioni per il parlamento europeo si trovano davanti a dieci domande imbarazzanti: domande che intendono mettere alla prova la loro responsabilità ecologica e accertare la loro disponibilità a battersi per una politica ambientale comunitaria, per fare un'Europa che non sia solo dei mercanti ma di tutti i cittadini, un'Europa della qualità della vita. Sono domande che esigono risposte esplicite, che la stampa renderà pubbliche: chi non risponderà o risponderà in modo ambiguo sarà considerato un'anima persa, chi avrà risposto bene sarà additato agli elettori come meritevole di voto. L'istituzione, analoga a quelle prese dalle libere associazioni operanti nei nove paesi della Comunità (riunite nel «Bureau européen de l'environnement»), è di «Italia Nostra» e del «Fondo mondiale per la natura», ed è stata illustrata in una conferenza stampa.

Sono anni che la comunità europea, per mezzo del servizio «Condizioni ambientali e tutela dei consumatori», si avvale di veri e propri programmi ecologici; e innumerevoli sono le decisioni, le proposte, le direttive (vincolanti per i paesi membri) adottate per fissare gli obiettivi di qualità di aria e acqua, per ridurre al minimo le emissioni di sostanze tossiche, smaltire rifiuti, combattere gli sprechi eccetera, basandosi sul principio che non ci può essere autentico sviluppo economico senza una rigorosa politica di salvaguardia ambientale. Lo scopo finale è il coordinamento e l'armonizzazione delle legislazioni dei nove paesi, in stretta collaborazione con gli altri, industrializzati e in via di sviluppo. È un'impresa storica, alla quale ci si augura che gli eletti italiani possano dare un qualche contributo. Le domande ai candidati sono in sintesi le seguenti.

La crisi attuale dell'ambiente deriva dal tipo distorto di sviluppo seguito fino qui, basato sulla rapina delle risorse e del territorio, e sulla presunzione di una crescita illimitata: è lei convinta che ciò che è antieconomico è antiecológico, che quindi è urgente promuovere una nuova politica di sviluppo basata sul risparmio delle risorse e sulla lotta agli sprechi, nella quale la risorsa lavoro trovi il suo pieno impiego e sia rivalutata anche nelle sue manifestazioni manuali?

L'energia nucleare non è né sicura, né economica, né pulita, comporta rischi di proliferazione di armi atomiche e minacce per la libertà civili: è lei disposta a battersi per una moratoria nucleare, per sviluppare al massimo le alternative energetiche, dando precedenza agli investimenti per il risparmio e l'uso delle fonti pulite e rinnovabili, a cominciare da quella solare?

Le politiche industriali tradizionali hanno per lo più comportato enormi consumi di energia, alto inquinamento e basso impiego di mano d'opera; d'altra parte, in agricoltura è stata fin qui favorita una specializzazione esasperata, con eccessivo impiego di fertilizzanti artificiali, con gravi effetti inquinanti e impoverimento del suolo. È lei disposta a una riconversione produttiva e all'adozione di tecnologie non inquinanti, a un rilancio dell'agricoltura, anche in vista del potenziamento di quelle produzioni basate su risorse di origine organica, agricola, vegetale, arborea?

L'inquinamento di aria e acqua, di origine industriale, l'accumulo di sostanze tossiche, rifiuti e scorie, il malgoverno del territorio eccetera, riversano sulla collettività ingenti costi sociali in termini di malattia, disagi, insalubrità, corrosione di materiali, perdita di produzione, collasso idrogeologico, spese di ripristino eccetera. È lei convinta che bisogna adottare il principio «chi inquina paga», e che una seria politica di risanamento ambientale (come risulta da approfondite recenti ricerche francesi e tedesche) può offrire innumerevoli posti di lavoro a un costo dieci-venti volte

inferiore a quelli offerti da siderurgia, petrolchimica e simili?

Uno dei maggiori consumatori di combustibile e produttore di inquinamento è il motore a scoppio: è lei disposta a promuovere una politica che riduca la circolazione privata a favore dei mezzi pubblici, che favorisca il trasporto delle merci su rotaia anziché su gomma; e a battersi contro la realizzazione di progetti autostradali insensati, come la Venezia-Monaco e la Milano-Ulm con galleria sotto lo Stelvio?

Risorsa limitata per eccellenza è il territorio: è lei disposta a promuovere una rigorosa politica di pianificazione urbanistica, per evitare il formarsi di mostruose megacioppole europee, per l'incremento degli spazi verdi, per preservare dall'edificazione le rive dei mari, laghi, fiumi? È convinto della necessità di creare una rete di parchi e riserve naturali per la protezione di vegetazione, flora, fauna, aspetti geologici e paesaggistici, per la salute, la cultura, la ricreazione, il tempo libero?

Il patrimonio ambientale e architettonico di città e villaggi esprime la stessa identità storica dell'Europa: condivide lei la necessità di una sistemica politica di risanamento conservativo a fini residenziali dei centri storici, sull'esempio di quanto si è cominciato a fare a Bologna e in altre città (autentico contributo italiano alla cultura urbanistica europea), nel rigoroso rispetto dell'antico tessuto edilizio e delle esigenze degli abitanti?

Compito di una politica ambientale che sia veramente efficace è quello di prevenire inquinamento e sprechi: è lei disposta ad appoggiare l'introduzione nelle legislazioni nazionali del «rapporto di impatto ambientale»? Si tratta di una procedura da anni in atto negli Stati Uniti; essa consiste nello stabilire per legge che ogni intervento di trasformazione (strada, centrale termica, insediamento residenziale o industriale eccetera) sia accompagnato, a carico dell'operatore pubblico o privato, da una dettagliata relazione preliminare che illustri e consenta di valutare le possibili conseguenze ecologiche (e quindi anche economiche) che quei progetti potranno avere a breve e a lunga scadenza. L'importanza di tale procedura è evidente: essa ren-

derebbe più responsabili operatori e amministratori, favorirebbe l'informazione e quindi la partecipazione pubblica, eviterebbe i costosi interventi a posteriori.

Queste le domande principali. Esse nascono dalla crescente presa di coscienza di strati sempre più vasti delle popolazioni, che non vogliono più essere oggetto di decisioni prese a porte chiuse, e rivendicano sempre più energicamente i loro diritti all'ambiente. Ai candidati «Italia Nostra» e «Fondo mondiale per la natura» chiedono ancora di emendare il trattato di Roma e quello Euratom per dare sostegno legale alla nuova politica, di esigere che i singoli paesi facciano proprio puntualmente le direttive della comunità europea, di costituire una commissione parlamentare addetta esclusivamente alle questioni ecologiche.

Le domande sono accompagnate da un documento-manifesto che riassume i principi fondamentali cui si ispirano le associazioni ecologiche europee, e la conclusione è questa: «Siamo cittadini di nove paesi, abbiamo opinioni politiche, religiose, culturali diverse, ma abbiamo la stessa speranza: realizzare, oggi e per l'avvenire, un'ambiente degno degli uomini». Ai candidati la risposta e l'impegno: perché sappiano liberarsi dall'inquinamento più grave di tutti, quello mentale.

Antonio Cederna



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale LA STAMPA

di S-S-19 del

Con un questionario di «Italia nostra» Esame di ecologia ai deputati europei

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

ROMA — I candidati al Parlamento europeo che verrà eletto il 10 giugno, ricevono in questi giorni da «Italia Nostra» e dal W.W.F. (Fondo mondiale per la Natura) una serie di domande-chiave sul loro impegno per una politica ecologica e culturale.

Non essendo più separabile la dimensione economica della Comunità da quella ambientale (anche il clima, è ormai certo, sta cambiando per effetto delle attività umane) il Bureau Europeen de l'Environnement ha assunto l'iniziativa di un sondaggio-appello in tutti i Paesi chiamati a votare. Tra le domande più duramente esplicite: «Lei è disposto a impegnarsi per la revisione della politica nucleare della Comunità?». «Lei è per una politica europea e nazionale che rifiuti nuovi progetti autostradali come la Venezia-Monaco e la Milano-Ulm?». Domanda più morbida ma più ricca di contenuti: «Lei concorda sulla rigorosa tutela integrale dei centri storici e dell'edilizia di vecchia data?».

E' probabile che molti candidati dei partiti italiani accolgano con un certo imbarazzo il questionario. Anticipa le difficoltà che incontreranno, se eletti, nel salto dalla «ecologia verbale all'italiana» all'ecologia in conflitto con enormi interessi sovranazionali. Perfino una domanda che sembrerebbe fatta per ricevere risposte tranquillamente positive nasconde contrasti economici colossali: «Lei è d'accordo per il rafforzamento delle norme di sicurezza sulla ricerca petrolifera in Mediterraneo?». Norme più severe potrebbero rendere antieconomico lo sfruttamento dei giacimenti individuati lungo le coste della Corsica, della Sicilia, della Tunisia, della Spagna: norme più elastiche potrebbero significare

la morte del Mediterraneo e la decadenza di tutti i Paesi costieri.

«Lei è disposto a impegnarsi per una politica agricola comunitaria che includa tra i suoi obiettivi la tutela delle coltivazioni agricole dei suoli e l'uso delle risorse locali?». Altra domanda non da poco. Il Mercato Comune non andava per il sottile: se l'olio d'oliva italiano costava più caro di quello di semi, si concedeva un contributo finanziario all'Italia ma si dava per scontata la fine degli oliveti.

Capovolgere quella filosofia mercantile, oggi rifiutata largamente, non sarà facile. Gli eletti al Parlamento europeo potranno però fornire gli indirizzi politico-culturali per evitare che l'Europa vada in rovina (dissesti ambientali, spreco di risorse naturali, inquinamenti, congestionamento urbano) in nome dello sviluppo economico svincolato dalle norme delle leggi naturali.

La Cee ha già pronta una norma rivoluzionaria che imporrebbe lo studio preventivo degli effetti ambientali di qualsiasi progetto, si tratti di un nuovo stabilimento chimico o di un nuovo villaggio turistico. I candidati alle elezioni europee sono ora invitati da «Italia Nostra» e dal W.W.F. ad aggiungere rigorosi divieti di costruire lungo le coste marine, lacustri e fluviali (si pensi alla «colonizzazione» delle coste della Sardegna e della Spagna meridionale da parte di gruppi finanziari europei).

Il questionario è indubbiamente spinoso. Ha il suo coronamento nella domanda conclusiva: revisione degli articoli del Trattato di Roma che indicano alla Comunità europea la strada dell'«armonioso sviluppo economico» dimenticando l'ambiente in cui vivono gli abitanti della Comunità.

m. f.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Il Messaggero*

di *Roma* del *5-5-79*

Un « test » ecologico per i candidati europei

Gli amici della natura e i difensori dell'ambiente, raccolti intorno ad « Italia nostra » e al Fondo mondiale per la natura, saranno invitati a votare a favore, oppure a sabotare, i candidati alle elezioni europee a secondo della loro disponibilità a mettere in pratica ideali ecologici e programmi delle due associazioni. Ogni candidato riceverà un « test elettorale » cui dovrà rispondere, con dei sì e dei no, entro il 20 maggio. Le risposte daranno modo di classificare il candidato amico o nemico dell'ambiente e della natura. L'iniziativa è a livello comunitario, e ieri è stata presentata alla stampa da Fabrizio Giovanale, Fulco Pratesi e Ronaldo Stringher, anche a nome del Bureau européen de l'environnement. I candidati che non risponderanno al test verranno bollati pubblicamente con il marchio di indifferenti alle questioni ecologiche.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALIRitaglio dal Giornale OSSERVATORE ROMANOdi S. S. 79 del

I lavoratori emigrati nella Comunità europea

Il Consiglio Italiano del Movimento Europeo ha organizzato un convegno sul tema «Da emigrante a cittadino europeo», che si apre oggi nell'Aula Consiliare della Provincia a Palazzo Valentini.

I lavori saranno introdotti dal Segretario generale del Movimento Europeo Angelo Lotti. La relazione generale sarà tenuta da Dario Marioli, Segretario confederale della Confederazione europea dei sindacati (CES). Interverranno il Presidente della Provincia di Roma, Lamberto Mancini, e rappresentanti del Parlamento Europeo, della Commissione della C.E. e del Governo italiano. Il dibattito sarà presieduto da Umberto Serafini, Segretario generale dell'Associazione Italiana per il Consiglio dei Comuni d'Europa.

La mattina del 5 maggio il Convegno proseguirà con una tavola rotonda sul tema: «Elezione del Parlamento europeo: l'azione dei partiti verso i lavoratori migranti», alla quale interverranno rappresentanti della DC, del PCI, del PSI, del PSDI, del PRI e del PLI. A conclusione dei lavori interverrà il Presidente del Movimento Europeo Giuseppe Petrilli.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALISECONDO LE PRIME PREVISIONI, VERRÀ TRIPPLICATA LA
RAPPRESENTANZA FEMMINILE AL PARLAMENTO EUROPEO

Donna a Strasburgo per contare veramente di più

Le candidate mostrano molta cautela: ci sono da risolvere problemi che si trascinano da secoli

di NINO ANDREOLI

ROMA — Se le previsioni verranno rispettate, il nuovo Parlamento europeo triplicherà la propria rappresentanza femminile. Attualmente, fra Strasburgo e Lussemburgo, le donne deputate sono undici; poche per tentare di risolvere la miriade di problemi che da sempre discriminano i due sessi. Fra un mese, comunque vadano le cose, le rappresentanti femminili dovrebbero essere molte di più, tanto che si spera — e non soltanto dalle frange femministe — che la strada per la parità delle donne in Europa diventi più breve.

Nel Parlamento europeo vi sono attualmente quattro donne inglesi, tre italiane, una tedesca, una lussembur-

ghese, una olandese e una danese, mentre non sono rappresentate le belghe, le francesi e le irlandesi. Stando a quanto asseriscono gli esperti di statistica, non solo si profila il raddoppio del numero delle già rappresentate ma si prevede pure la presenza, per la prima volta, di donne francesi e belghe e, forse, anche di irlandesi.

In Francia, ad esempio, è stato reso noto il risultato di un sondaggio secondo il quale, su 81 nuovi parlamentari europei, la rappresentanza femminile dovrebbe oscillare fra le 15 e le 18 unità; otto apparterrebbero al partito socialista, quattro ai giscardiani, tre al partito comunista e tre ai gollisti. In Italia sondaggi ufficiali non sono

ancora emersi ma, stando a quanto dicono alcuni tecnici, le donne italiane a Strasburgo e a Lussemburgo non dovrebbero essere più di dieci.

Con una rappresentanza più agguerrita i problemi femminili potranno però essere effettivamente risolti? Le stesse candidate al Parlamento europeo, di fronte a interrogativi del genere, mostrano cautela. Le questioni da appianare sono tante e tutte si trascinano da decenni, qualcuna addirittura da secoli e, pure se qualcosa si è tentato in passato per appianare le divergenze, tanto, troppo resta da fare. C'è anzitutto da lavorare per garantire uguale dignità e parità economica e normativa fra lavoratrici e lavoratori, c'è da rivedere tutto il mercato del lavoro, ma, soprattutto, c'è da operare perchè le stesse donne prendano maggiore coscienza della loro problematica e dei loro interessi.

Può sembrare assurdo, ma in un'epoca di femminismo trionfante o quasi, la capacità di denuncia e di lotta della donna non è vasta e neppure è adeguatamente sostenuta dai sindacati (e questo non avviene soltanto in Italia). La stessa Comunità Europea, che pure avrebbe potuto risolvere alcune situazioni, ha fin qui scarsamente operato a favore della donna. Sono state emanate al riguardo delle precise disposizioni, ma nessuno dei nove Stati membri della CEE le ha interamente applicate. Di recente, visto che la questione dell'uguaglianza retribu-

tiva per il lavoro femminile è rimasta insoluta, la Commissione della CEE, dopo aver presentato un rapporto al Consiglio dei ministri della Comunità, ha preannunciato procedure legali contro gli inadempienti.

Ma saranno effettivamente colpiti gli Stati che non hanno applicato le direttive? Alla CEE dicono di sì, ma il clima di confusione che precede le consultazioni europee gioca a favore degli inadempienti. Va detto però che nei prossimi giorni a Bruxelles vi saranno degli incontri fra rappresentanti dei datori di lavoro e dei sindacati per una più precisa definizione del concetto di « lavoro uguale o equivalente » e per cercare di avviare a soluzione i problemi più impellenti. Si parlerà, ad esempio, del fenomeno del mancato rispetto delle disposizioni relative ai salari minimi uguali, e sembra che la Commissione voglia sostituire la clausola della « indennità di capofamiglia » (con la quale spesso, attribuendola all'uomo, si elude il rispetto delle disposizioni) con una nozione più adeguata, che non si presti ad altre interpretazioni e che, soprattutto, non valga come pretesto per discriminazioni.

Il discorso negativo non va comunque generalizzato. In alcuni paesi europei le donne infatti sono assai bene organizzate e in grado quindi di potersi difendere da eventuali abusi. Lussemburgo, Danimarca e Gran Bretagna sono i paesi più avanzati in questo settore (in Gran Bretagna, ad esempio, durante i primi due anni dall'emanazione delle disposizioni comunitarie, sono stati portati davanti ai tribunali ben 2.500 casi).

Altrove la situazione continua ad essere diversa. Le donne sono sprovviste di cognizioni precise, temono eventuali rappresaglie e, specie se appartengono a categorie sociali modeste, si accontentano di un salario notevolmente inferiore a quello dell'uomo, al quale — è una tesi radicata — spettano considerazione e retribuzione superiori. Tutto ciò si accentua in modo ancor più grave nelle zone depresse e nei periodi di crisi economica, quando finiscono per non esistere alternative di lavoro.

Questo, che è di fondo, e tanti altri, sono i problemi cui si dovrà guardare con attenzione dal prossimo giugno al Parlamento europeo. Saranno ovviamente le donne deputate a portare avanti le rivendicazioni, ma spetterà anche agli uomini assecondare le istanze.



Ritaglio dal Giornale **AUVERGNE**

di **S-S-70** del



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

DIBATTITO PROMOSSO DALLE DONNE ELETTRICI A «LA NAZIONE»

L'Europa come e perché

...rebbe non totalmente ri-
...ndente al vero affermarsi
...gli elettori italiani, gene-
...mente parlando, affrontano
...elezioni europee — fissa-
...per la settimana successi-
...a quelle politiche nazio-
...— con piena consapevo-
...a. Che cosa sia l'Europa
...e entità politica, quali van-
...o quali danni ricaverà
...lia dal trovarsi rappresen-
...nel parlamento savrana-
...ale sono, per lo più, in-
...egativi; fumosi che quasi
...uno si pone, preso, piut-
...o, da problemi più urgen-
...immediati; soprattutto più
...e più a fondo cono-
...ti. Dell'Europa si può sa-
...e, al massimo — perché la
...zia quando è stata letta
...colpito — che doveva dar-
...dei contributi; per quaiche
...iativa — per lo più agri-
...— e che i contributi so-
...svaniti nel nulla perché il
...o apparato statale non
...to preparato per tempo i
...imenti necessari, lasciando
...ere i termini utili. O che
...rossimo accesso della Spa-
...della Grecia e del Por-
...i nostri diretti concor-
...darà un colpo consisten-
...e certe nostre produzioni
...cole. Più in là sono pochi
...vanno, quanto a informa-
...; né i partiti politici, im-
...atissimi nella campagna
...l'elezione del Parlamento,
...anno molto da fare per
...are le lacune dell'electo-

...rtendo da questa consta-
...ne, a suo modo preoccupa-
...e, l'ANDE — associazione
...delle done elettrici — ha
...l'iniziativa di chiarire,
...un dibattito al quale han-
...partecipato esperti partico-
...mente qualificati, i temi di
...o che si dovranno affron-
...dopo le elezioni del dieci-
...no, da cui uscirà la comu-
...nte italiana del parlamen-
...ell'Europa; che non è so-
...disegno geografico sor-
...ato dal matitone plurico-
...o che si vede nella pub-
...tà della TV, ma può es-
...qualcosa dal quale di-
...e una nuova dimensione
...nostro futuro.

In bilico
...occasione al dibattito è
...la pubblicazione di un
...di Enrico Jacchia, dal
...«Europa perché», che
...tra la storia della comu-
...europea e delle sue po-
...e, le sue prospettive, do-
...l'elezione del Parlamen-
...e sue speranze e anche i
...pericoli per il paese ati-
...come il nostro sempre
...lico fra l'area mediterranea
...e il nord del continente.

Politica agricola, politica del
fondo regionale, politica econo-
mica e monetaria, politica di
estensione: tutti aspetti di un
problema che potranno presen-
tarsi in maniera più chiara,
probabilmente, dopo che
l'Europa finalmente proclamata
unita potrà e dovrà darsi una
collocazione nel mondo: sce-
gliendo i propri alleati o pe-
nendosi, se ne avrà il presti-
gio e la consistenza, come
«terza forza».

Sugli aspetti prevalentemen-
te economici del « caso Europa »
si è soffermato l'onorevole
Giovanni Malagodi che, ri-
facendo la storia del lungo
cammino che ha portato a que-
sto momento storico, ed elen-
cando le numerose occasioni
perdute, in passato, per accele-
rare i tempi, ha auspicato, nel-
le politiche economiche dei di-
versi paesi, una unità nel ri-
spetto delle diversità.

Quanto alla politica estera,
il leader liberale la vede come
elemento di pace e di stabiliz-
zazione: un centro composito,
che raggruppa le più prestigio-
se culture del mondo, vuol la-
sciare gli altri in pace e vuole
essere lasciato in pace. Una
forza nuova che si propone co-
me modello al resto del mon-
do, e come entità capace di af-
frontare, con possibilità con-
creta di risolverli, i problemi
dell'immediato futuro: crisi
energetica, ecologia, consequen-
ze del decremento della popo-
lazione.

Meno chiaro
L'onorevole Luigi Mariotti,
vicepresidente della disciolta
camera dei deputati, ha affer-
mato di vedere l'Europa come
un momento importante del
processo di trasformazione di
un gruppo di Paesi che pure
hanno, nelle differenze, dei pun-
ti in comune: la tradizione cul-
turale, per esempio e il rispet-
to della democrazia rappresen-
tativa. Meno chiaro sembra, al
parlamentare socialista, il qua-
dro dello sviluppo economico
che il raggruppamento vorrà e
potrà darsi, sfiorando il rischio
del prevalere dei nazionalismi
economici e dell'affermarsi dei
paesi più forti su quelli econo-
micamente più deboli. Obiettivi
di fondo dovrebbe essere
lo sviluppo economico, la cre-
scita del benessere, la redistribu-
zione del reddito all'interno
della nuova realtà europea,
per affrontare di comune ac-
cordo i gravi problemi della
inflazione e della disoccupazio-
ne con un grande progetto
vincolante per tutti.

Quanto alla composizione
del parlamento di imminente
elezione, secondo Mariotti il
solo gruppo omogeneo, a li-
vello europeo, sarà quello di
ispirazione socialista, che tro-
va riscontro e presenza in ogni
società dell'Europa nascente.

Altro intervento al dibatti-
to, quello di Maria Eleita
Martini, deputato democristia-
no. Per lei, nell'affrontare il
problema dell'Europa, bisogna
sforzarsi di superarne gli
aspetti economici per guardar-
la in funzione di un nuovo

modello di vita e di civiltà
puntando non tanto su un ac-
crescimento di benessere, ma
su un riequilibrio fra catego-
rie economiche e paesi, sul ri-
futo deciso delle posizioni
egemoniche o dittatoriali, su
una collocazione, nel quadro
mondiale, che tenda a garan-
tire e mantenere la pace.

Una Europa non tanto degli
Stati, quanto dei popoli, che
abolisca le dogane, che attui
lo scambio della mano d'opera
che riconosca il diritto alla li-
bera circolazione e all'acces-
so alle professioni non può es-
sere che un valido punto di
riferimento per i giovani e le
donne.

Il professor Malintoppi, in
rappresentanza del partito re-
pubblicano, ha illustrato, da
esperto, il problema delle isti-
tuzioni europee e della possi-
bilità di trasformare, in senso
operativo e decisionale, quel-
le oggi esistenti — e operanti
a livello di governi — in un
parlamento non più escluso
dalla possibilità di legiferare.

Al dibattito hanno parteci-
pato anche alcuni candidati
alle elezioni nazionali e euro-
pee. Per il gruppo dei candida-
ti del partito liberale sono in-

tervenuti il vocato Nicola Ca-
talano, Emilio Pucci e Piero
Santini. Il primo che ha insi-
stito nella necessità di ottene-
re, per il parlamento di immi-
nente elezione, reali poteri le-
gislativi che, tuttavia, non sa-
rà facile conquistare in breve
termine e di operare, all'inter-
no del nuovo organismo sovra-
nazionale, in base a un pro-
gramma preciso. Emilio Pucci,
ha guardato all'Europa come
alternativa, per mantenere qua-
lità alla vita, alle prospettive
di crisi economica che ci mi-
nacciano da più parti: un pun-
to di riferimento preciso, con
un crisma cristiano, per affron-
tare il futuro della popolazio-
ne e fronteggiare il risveglio
operoso e concorrenziale del
terzo mondo. Santini ha posto
il problema del voto degli emi-
granti, che parteciperanno per
la prima volta alle elezioni sul
luogo di lavoro.

Una svolta

Per il partito socialdemocra-
tico sono intervenuti i candi-
dati Giorgio Gianni (il grup-
po più omogeneo nel nuovo
organismo, sarà quello dei so-
cialdemocratici e dei socialisti,
che, uniti, potranno dare una
svolta progressista al Parlamen-
to da intender come costituen-
te dell'Europa) e il giornalista
del «Gazzettino toscano» Ni-
cola Ceriglia, che ha auspicato
una Europa libera da ritardi e
provincialismi.

Per la Democrazia Cristiana
hanno parlato Gian Paolo Cres-
ci, direttore «Prospettive nel
mondo», candidato al Senato
nel terzo collegio di Firenze e
l'onorevole Stegagnini.

Il giornalista fiorentino ha
documentato la categorica po-
sizione negativa delle sinistre
italiane — e in particolare del
partito comunista — nei con-
fronti dell'Europa, per essere
rappresentati nella quale tut-
tavia oggi chiedono un voto
che non avrà riscontro negli
altri paesi dell'Europa. Il gio-
vane parlamentare ha manife-
stato la sua speranza che dal-
le elezioni per il parlamento
nazionale esca un parlamento
«giusto» che possa dar vita
a un governo stabile e forte.
Soltanto dopo aver realizzato
questo obiettivo, potremo pre-
sentarci all'Europa a testa al-
ta, senza creare sfiducia e so-
spetti.

Laura Griffo



LATINA - SEMINARIO DEL MOVIMENTO FEMMINILE DC

Il ruolo della donna nell'Europa di domani

Parecchie discriminazioni ancora da abbattere in molti paesi

LATINA — (P. R.) — Si è tenuto a Latina, presso i locali del Comitato provinciale DC, un interessante incontro sulla problematica europea. L'iniziativa si colloca nella serie di incontri programmati dal Movimento femminile provinciale.

Due i temi affrontati: « Significato e valori della elezione diretta del parlamento europeo », e « La donna e l'Europa ». Ha svolto il primo tema Renata Micheli, membro del consiglio nazionale del CIF, la quale ha evidenziato l'importanza per l'Italia di essere un membro della Comunità Europea, in quanto ha aggiunto: — Non è pensabile oggi che uno Stato trovi una propria collocazione stabile nel suo interno e al di fuori, senza avere nella Comunità sovranazionale un punto di riferimento e verifica —. Certo è che il cammino è ancora lungo, le elezioni del 10 giugno saranno un

punto di partenza importante in quanto la Comunità di domani sarà una naturale derivazione della scelta che gli elettori faranno; questi, devono essere consapevoli della importanza che il voto di ciascuno riveste; l'esercitare il diritto di voto è già un primo grande passo in avanti che i cittadini europei faranno insieme.

La seconda relazione è stata svolta da Anna Maria Cervone, segretaria della Unione mondiale donne dc, nonché membro della commissione internazionale per i diritti dell'uomo, la quale ha illustrato la situazione ed il ruolo della donna in Europa. « Oggi le donne — ella ha detto — rappresentano il 53 per cento dell'elettorato europeo, sono cioè più della metà degli aventi diritto al voto, un dato che deve farci riflettere e deve farci interrogare su ciò che la Comunità Europea ha fatto e fa circa la problematica femminile ».

La Cervone ha ricordato poi l'articolo 119 del Trattato di Roma che sancisce la parità retributiva tra uomo e donna, ha citato numerose sentenze della Corte di giustizia europea in favore di donne; inoltre ha illustrato diversi progetti che sono in discussione alla Commissione Europea. Anna Maria Cervone ha dato un quadro della condizione femminile scendendo nel particolare di ogni situazione nazionale. Con tale excursus ci si è potuti rendere conto che pochissimi paesi della Comunità hanno recepito normativamente le direttive comunitarie.

Con una punta di rammarico la relatrice ha poi aggiunto che anche laddove la legislazione in favore della donna può definirsi perfetta, le discriminazioni esistono ancora e prima che si possa parlare di effettiva parificazione tra uomo e donna ci vorrà parecchio tempo.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Gli autonomisti guardano all'Europa

La lista dell'Union Valdôtaine per Piemonte-Liguria-Val d'Aosta-Lombardia - Ci vogliono 250 mila voti

Per un incremento « salto » si-
pografico nell'elenco dei can-
didati per l'Europa nella circo-
scrizione Piemonte-Valle d'Ao-
sta-Liguria-Lombardia — pub-
blicato ieri — non compare la
lista della Union Valdôtaine,
che occuperà il nono posto
sulla scheda elettorale del 10
giugno. (La lista si contraddi-
stingue col contrassegno «Scu-
do con leone rampante» e la
dicitura «Union Valdôtaine».
Attorno, le parole «federali-
simo», «Europa», «Autonomie».)
Chiediamo scusa ai lettori ed
ai movimenti che aderiscono
all'Union Valdôtaine. Ecco
l'elenco dei candidati.

UNION VALDOTAINE

1. Bruno Salvadori (Union Valdôtaine); 2. Riccardo Agnesi (Indipendente, ligure); 3. Dario Angiolante (Movimento autonomista occitano); 4. Sergio Arnedo (Combruscuro - provenzali); 5. Enrico Berio (Alpazur - Ventimiglia); 6. Silvio Betemps (Union valdotai- ne progressiste); 7. Mario Gio- vanni Bodrero (Rinascita Pie- montese); 8. Uberto Brunetti (Ossolano); 9. Adolfo Cios

to ieri sera ad Aosta la cam-
pegna elettorale. Hanno parlato
Mario Andriano, presidente del-
la Giunta regionale, Giuseppe
Fillietroz, assessore regionale
alle Finanze e presidente del-
l'Uvp e i candidati Cesare Du-
jany, per la Camera, Pietro Fos-
son per il Senato e Bruno Sal-
vadori per il Parlamento euro-
peo.

Salvadori è capolista per
l'Union Valdôtaine — che rac-
coglie le diverse voci auto-
niste indipendenti e regionali-
ste presenti sul territorio ita-
liano — in tutte e cinque le
circoscrizioni per le europee.

Nella lista per l'Italia Nord-
Occidentale (Piemonte, Valle
d'Aosta, Liguria e Lombardia),
figurano con lui un altro espo-
nente iscritto all'Uvp, Adolphe
Cios: un democristiano popolare,
Ferruccio Fournier; l'Uvp Silvio
Betemps e numerosi piemontesi
e liguri; Riccardo Agnesi (quel-
lo della pasta), nativo di Impe-
ria, Dario Angiolante di Sam-
pays (Ch), Sergio Arnedo di
Cuneo, Enrico Berio di Imperia,
Mario Bodrero di Frassinio (Ch),
Roberto Gremmo di Biella, Ber-

nardino Matteodo di Frassinio
(Ch), Renato Maurino di Cris-
sola (Ch), Michele Vacchiano
di Tortona.

C'è anche un ossolano, Uber-
to Brunetti. Altri sono in rap-
presentanza del partito popola-
re trentino tirolese, delle comu-
nità delmiste e istriane, del-
l'Unione slovena e del partito
federalista europeo.

Nella circoscrizione Nord-Est
(Emilia-Treviso) lo candida-
re espresse rappresentano il
Ppt, l'Unione slovena, il M-
(Indipendenti di Bolzano), il Mo-
vimento indipendentista triesti-
no e la Lega Veneta. Per l'Ita-
lia Centrale in prevalenza sono
candidati federalisti, mentre per
l'Italia meridionale e insulare le
liste raccolgono le adesioni del
Vanto del Sud, della Minoranza
albanese presente in Calabria,
Sicilia e Puglia, dei Grecaniti,
del Fronte nazionale siciliano,
del Fronte giustizialista sicilia-
no e dei «Sardisti» (il Partito
sardo d'azione non si è impe-
gnato ufficialmente). Le defezioni
più migliori al cartello dei mo-
vimenti autonomisti, i dipen-
denti e federalisti raccolti sot-

to il simbolo dell'Unione Valdo-
tains sono venute dallo Sud-ri-
oler vollespartei, mentre non è
stata accettata la partecipazione
della Lista per Trieste che, alla
fine, per le elezioni europee si
è spaccato in quattro.

Per eleggere un rappresen-
tante a Strasburgo (anche coi
rischi occorreranno 250.000 con-
sensi su tutto il territorio ita-
liano. Sulla carta, le varie for-
mazioni organizzate che hanno
aderito all'invito dell'Uvp conta-
no 220.000 voti.

Sempre sulla carta, hanno in-
vece notevoli chances i due
candidati espressi dalla coaliz-
zione Union Valdôtaine-Demo-
cratici Popolari e Union Valdo-
tains progressiste per le elezio-
ni politiche (il collegio valdotai-
no elegge un solo deputato e
un solo senatore). Sono Cessa-
re Dujany, democratico popola-
re, ex presidente della Giunta
e l'Unionista Pietro Fosson, se-
natore uscente. Si presentano
sotto il simbolo del leone ram-
pante e la scritta «Vallée d'Ao-
ste, Fédéralisme, Démocratie,
Autonomie».



Conferenza stampa di Nilde Iotti a Venezia

Per la distensione nel mondo
l'Europa deve contare di più

Dalla nostra redazione

VENEZIA — «L'obiettivo è ormai chiaro: il terrorismo punta alla distruzione del sistema democratico. Ciò che i terroristi intendono produrre con gli attentati di queste ultime ore è un profondo turbamento dell'opinione pubblica per rendere impossibile la libera espressione dei cittadini attraverso il voto». La compagna Nilde Iotti, capolista comunista della regione nord-orientale, ha aperto con queste parole il suo intervento alla conferenza-stampa che si è tenuta ieri mattina a Venezia.

Nilde Iotti, dopo aver sottolineato la necessità di rispondere al terrorismo con l'unità di tutte le forze democratiche, ha spiegato che il voto per il Parlamento europeo viene giudicato dai comunisti un fatto di grande importanza. Anche l'Europa, ha affermato la compagna Iotti, può svolgere assieme ai nuovi soggetti emergenti (quali il terzo mondo, la Cina, i paesi

produttori di petrolio) una sua ineliminabile funzione nel passaggio dall'attuale bipolarismo ad un multipolarismo che sia garanzia per la pace e la distensione internazionale.

Siamo convinti, ha precisato la compagna Iotti, del ruolo decisivo che l'Europa può svolgere sulla scena mondiale e ciò spiega la passione con cui ci prepariamo a queste elezioni.

Quale deve essere la posizione e la collocazione della nuova Europa? Per quale Europa si battono i comunisti? Per una Europa autonoma e indipendente, ha detto la compagna Iotti. In questo, il progetto comunista si differenzia da quello della DC che, operando una scelta di campo, subordina l'identità europea alla organizzazione e alle esigenze delle alleanze ristrette.

La Comunità europea, ha affermato la capolista del PCI, è la prima delle potenze commerciali: qui sta la sua forza. Fino ad oggi non è stata

padrona del suo destino, deve cominciare quindi ad esserlo e gli artefici di questa trasformazione, dopo il fallimento storico della borghesia, saranno le forze progressiste e popolari, le masse lavoratrici.

Sono venute, poi le domande a cui hanno risposto in parte la stessa Iotti, altri candidati comunisti, da Gouthier (sul ruolo delle minoranze etniche e linguistiche e sulla politica che a questo proposito il PCI propone a livello europeo), a Lizzero, a Ceravolo, a Vidali, alla compagna Nives Gessi (sulla politica agraria, sulla politica infrastrutturale, su quella commerciale, sull'occupazione e infine sulla politica energetica). Alla conferenza stampa erano presenti anche i candidati Paolo Petricich e Ferdinando Camon, scrittore indipendente, oltre ai tre segretari regionali del PCI del Veneto, del Friuli e del Trentino Alto Adige.

Toni Jop



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

EL POPOLO

di

5-5-59

del

Messaggio di Ruffini

I 30 anni del Consiglio d'Europa

Una data fondamentale per
le democrazie occidentali

ROMA — In occasione del XXX anniversario della costituzione del Consiglio d'Europa, il ministro della Difesa, on. Attilio Ruffini, ha indirizzato alle Forze Armate un messaggio per ricordare come il 5 maggio 1949 si apriva «una nuova fase storica, che doveva rivelarsi di fondamentale importanza per le democrazie occidentali, impegnate a salvaguardare l'irrinunciabile, comune patrimonio di valori e di ideali attraverso una attiva cooperazione in campo sociale, politico ed economico».

Dopo avere affermato che «furono così creati i presupposti indispensabili per la realizzazione di una unità europea edificata nel segno di una comune civiltà e di una concezione di vita ispirata ai principi di pace, di libertà e di giustizia», Ruffini ha detto: «La strada non è stata agevole; molte sono state le difficoltà ed i contrasti, ma gli ideali che sono alla base della nuova concezione europea, felicemente intuiti e propugnati da Alcide De Gasperi e da Carlo Sforza ed ora maturati nella coscienza popolare — e soprattutto in quella delle giovani generazioni — hanno consentito di superarli tutti e di giungere alla formazione di un Parlamento europeo eletto a suffragio universale».

Ruffini ha concluso affermando che anche i giovani delle Forze Armate sono chiamati a costruire la nuova Europa.



Ritaglio dal Giornale

L'AVVENIRE

di

5-5-69

del

Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

CONVEGNO ALL'AJA DAL 9 MAGGIO

I comuni e l'Europa

Presenti 3 mila amministratori locali

ROMA — Tremila amministratori locali dei nove Paesi della Comunità europea, di cui più di 400 italiani, parteciperanno alla XIII edizione degli « Stati generali » del Consiglio dei Comuni d'Europa, che si terranno dal 9 al 12 maggio all'Aja, sul tema « L'impegno delle Comunità locali e regionali per una nuova società europea ».

Il tema generale verrà approfondito in due commissioni di lavoro che si occuperanno rispettivamente del « rinnovamento del quadro di insediamento umano e di vita » e dei « nuovi compiti del CCE dopo le prime elezioni europee dirette ».

La grande manifestazione dell'Aja precede solo di qualche settimana le prime elezioni a suffragio universale e dirette del Parlamen-

to europeo

Della delegazione italiana, oltre al presidente Giancarlo Piombino e al segretario generale Umberto Serafini, faranno parte i presidenti delle Giunte regionali del Lazio Santarelli, della Liguria Carossino, delle Marche Massi, del Trentino Alto Adige, Pancheri; i presidenti dei Consigli regionali del Piemonte Santorenzo (vice presidente dell'AICCE), delle Marche Baianelli, del Friuli Venezia Giulia Colli, dell'Emilia Romagna Guerra, della Toscana Montemaggi. Presenti anche i sindaci di Torino, Napoli, Bologna, Brescia, Ancona, Udine e Potenza; numerosi presidenti di Province, nonché rappresentanti dei partiti, fra cui Luigi Granelli, Giorgio Amendola e Altiero Spinelli.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Popolo

di

S-S-EQ

del

Si preparano i temi

La conferenza in Sicilia dell'emigrazione

PALERMO — Sono circa 60 mila gli emigrati siciliani residenti nei paesi europei che sono stati reinscritti nelle liste elettorali comunali, su di un totale di 410 mila italiani. Ve ne sono però oltre 93 mila che restano da reinscrivere in quanto le rappresentanze consolari debbono ancora accertarne l'attuale indirizzo esatto.

L'ultimo dato in particolare, indice della scarsa conoscenza dei dati più elementari relativi ai migranti, ripropone l'urgenza della realizzazione dell'« anagrafe dell'emigrazione » e dei « centri sociali », previsti rispettivamente dalla legge 13 del 1977 e

25 del 1975, in quanto anche da essi si dovrebbero avere degli elementi il più possibile certi e recenti sui quali articolare la conferenza regionale dell'emigrazione.

Questa richiesta è stata avanzata dai dirigenti del Seres e dell'Unaie al termine di un esame della panoramica attuale dell'emigrazione isolana. Le due organizzazioni hanno anche ribadito l'esigenza che la conferenza sia aperta alla partecipazione più larga possibile di emigrati, rinnovando la richiesta che, tramite le loro associazioni ed organizzazioni, venga facilitata la presenza degli esponenti delle collettività siciliane emigrate che si trovino nei paesi di origine per il periodo delle ferie.

Il Seres e l'Unaie hanno anche sollecitato la riunione della consulta regionale dell'emigrazione affinché essa possa discutere e deliberare per quanto riguarda i temi specifici della conferenza e le sue modalità di svolgimento, avendo come modelli la conferenza nazionale dell'emigrazione, quella di Senigallia e quella di Lussemburgo.

Nel contempo, valutando le esigenze che scaturiranno sia dalla organizzazione della conferenza regionale che dalle modifiche alla legge vigente — delle quali hanno auspicato la rapida definizione legislativa — le due organizzazioni hanno manifestato la necessità dell'ampliamento del settore emigrazione dell'assessorato del lavoro



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

MESSAGGERO

di

5-5-79

del

Uganda

Si rifugiano in Sudan e Kenia gli italiani

NAIROBI — Le forze dell'esercito di liberazione ugandese hanno occupato la città di Moroto, nell'Uganda nord-orientale, ma bande di «desperados» del deposto Idi Amin ancora infestano la zona.

Fonti diplomatiche hanno riferito che giovani medici ed infermieri italiani che si trovano in due ospedali della zona sono sani e salvi e non hanno subito nessuna violenza.

Un funzionario del ministero degli esteri italiano si trova da ieri a Moroto — poco lontano dal confine settentrionale fra Kenya e Uganda e vicino alla frontiera con il Sudan — per far giungere ai volontari civili italiani viveri ed altri generi di prima necessità.

Si è appreso che numerosi missionari e suore cattoliche di nazionalità italiana sono riusciti a passare in Sudan. Piccoli gruppi sono rimasti nelle loro missioni. A Gulu e Lira vi è la maggiore concentrazione di missionari dell'Ordine dei Comboniani.

I volontari civili — medici ed infermieri con le loro famiglie — si trovano in due ospedali a Mithani e Abim. Nel nord dell'Uganda vi sono ancora una trentina di volontari ed oltre quattrocento missionari italiani.

Due padri comboniani, padre Ciappetti e padre Mantovani, sono passati in territorio keniano insieme ad una suora della missione di Kabong, nell'estremo nord dell'Uganda.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Il Giornale

di

Milano

del

5-5-79

Lo hanno visto ad Arua due religiosi italiani

E' tuttora nascosto in Uganda il sanguinario dittatore Amin

Dal nostro corrispondente

Verona, 4 maggio

Amin, l'ex-dittatore ugandese, di cui si erano perdute le tracce dopo la liberazione di Kampala da parte delle truppe tanzaniene, si trova ancora in Uganda, e precisamente ad Arua, nel nord-ovest del Paese africano, a poche decine di chilometri dalla frontiera con lo Zaire.

Lo hanno confermato oggi,

con una telefonata da Kampala all'Istituto dei padri comboniani a Verona, due religiosi italiani. Questi hanno dichiarato di aver visto con i propri occhi il dittatore parlare alle truppe, raccomandando loro di non abbandonarsi a saccheggi e uccisioni per non compromettere ulteriormente la situazione.

Amin, secondo i due padri comboniani, da Arua, dove è stato visto, sarebbe diretto

verso l'estrema regione nord dell'Uganda, al confine con il Sudan, dove vive la sua tribù originaria. Con lui non si troverebbero più di 500-600 uomini, che viaggiano in gran parte su camion e automobili requisiti nelle missioni di Warr, Angal ed Arivu. Secondo le stesse fonti, l'aereo personale di Amin, a bordo del quale sembrava che nei giorni scorsi il sanguinario capo africano si fosse diretto verso un Paese arabo, è stato trovato dalle truppe tanzaniene tra la vegetazione ai bordi del piccolo aeroporto di Nakasangola, 150 chilometri a nord di Kampala.

Altre testimonianze raccolte per telefono dalla capitale ugandese dal padre superiore generale dei comboniani, Tarcisio Agostoni, sostengono che Amin sarebbe rimasto nascosto per qualche tempo nella foresta, in territorio zairese, a pochi chilometri dalla frontiera con l'Uganda, all'altezza di Arua.

Per quanto riguarda la situazione militare, secondo le notizie pervenute alla Casa madre di Verona dei comboniani, si apprende che le truppe tanzaniene, nella parte orientale del Paese, avrebbero conquistato Moroto, al confine col Kenia. Nella parte occidentale la loro marcia procederebbe invece molto più lentamente e, stamane, i primi soldati di Dar-es-Salaam sarebbero entrati nel villaggio di Karuma-Falls.

Silvino Gonzato



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GIORNO

di 5-5-79 del 1979

Mentre avanza l'Esercito di liberazione

In salvo gli italiani nel Nord dell'Uganda

NAIROBI, 5 maggio

Le forze dell'Esercito di liberazione ugandese hanno occupato la città di Moroto, nell'Uganda nordorientale, ma bande di « desperados » del deposed Idi Amin ancora infestano la zona.

Fonti diplomatiche hanno riferito che giovani medici ed infermieri italiani che si trovano in due ospedali della zona sono sani e salvi e non hanno subito alcuna violenza.

Un funzionario del ministero degli Esteri italiano si trova a Moroto — poco lontano dal confine settentrionale fra Kenya e Uganda e vicino alla frontiera con il Sudan — per far giungere ai volontari civili italiani viveri ed altri generi di prima necessità.

A Gulu, sempre nell'Uganda settentrionale, si è appreso che numerosi missionari e suore cattoliche di nazionalità italiana sono riusciti a passare in Sudan. Piccoli gruppi sono rimasti nelle loro missioni. A Gulu e Lira vi è la maggiore concentrazione di missionari dell'ordine dei comboniani.

I volontari civili — medici ed infermieri con le loro famiglie — si trovano in due ospedali a Mthani e Abim. Non si conosce il loro numero preciso, ma il funzionario della Parnesina è riuscito ad accertare che essi stanno tutti bene. Nel Nord dell'Uganda vi sono ancora una trentina di volontari ed oltre quattrocento missionari italiani.

Due padri comboniani, padre Ciappetti e padre Mantovani, sono passati in territorio keniano insieme ad un suora dalla missione di Kabong, nell'estremo Nord dell'Uganda. Essi sono attesi a Nairobi per stasera.

Fonti qualificate hanno riferito che i missionari rimasti nella zona di Gulu stanno bene e non hanno subito alcuna violenza.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

SOLE - D'ITALIA

di Belgio (Brux) del

5/5/77

SETTIMANA DEL CITTADINO EMIGRATO A FARCIENNES

In una bella giornata primaverile, si è aperta a Farciennes la «VI settimana dell'Emigrato» organizzata dal locale Consiglio Consultivo, sotto la presidenza del sempre dinamico James Ferrari, in collaborazione con il Comune di Farciennes.

Questa settimana di esposizioni, dibattiti, proiezioni di filmati e dias è stata indetta con la finalità di sensibilizzare i visitatori alle diverse culture apportate con l'emigrazione per arricchirle vicendevolmente.

Tale manifestazione si è aperta con la vernice di una Mostra-Esposizione, alla quale hanno partecipato: per la pittura S. Cavallo, A. Inglese, N. Nosé, e M. Piras; per la scultura su legno A. Nosé; per la poesia E. Bonanni (che esponeva anche oggetti tipici artigianato italiano), A. Cerquarelli e T. D'intino; per la fotografia J. Kaziol, A. Moroni e Visconti, infine una variopinta esposizione di oggetti provenienti dal Marocco.

Hanno presenziato la cerimonia il rappresentante del Consolo di Charleroi Ennio Pitti con la gentile consorte, il Borgomastro Poorteman, e l'addetto sociale dell'Ambasciata del Marocco a Bruxelles, nonché un folto ed interessato pubblico.

Dopo i discorsi di apertura, prima del tradizionale brindisi, la poetessa Enrica Bonanni ha

recitato un suo poema in francese: «Eau d'Heure» dedicato all'omonimo fiume della Vallonia ed il consorte Antonio Cerquarelli una sua lirica «Sogno di un Minatore», particolarmente apprezzato dagli emigranti presenti.

Dopo la visita all'interessantissima Esposizione, si è svolta la proiezione di un film e dias seguita da un acceso dibattito. Gli organizzatori inoltre, in quest'Anno del Fanciullo, hanno voluto incoraggiare, in particolar modo, gli artisti «in erba» con un concorso di disegno sul tema «Come vedete l'emigrazione in Belgio». I premi sono stati gentilmente offerti dal Consolo di Charleroi Ernesto Rech.

Dopo varie altre manifestazioni, la settimana si è conclusa con una serata folcloristica, nel corso della quale è stata consegnata una medaglia ricordo agli artisti ed ai bambini premiati.

L'estrazione di una tombola dotata di ricchi premi, quali un viaggio in Italia e opere d'Arte offerte da alcuni degli artisti partecipanti, seguita da un gran ballo, ha concluso in allegria la serata, alla quale hanno partecipato il C.C.C.I. al gran completo, il Segretario Comunale M. Steinier, il Consolo Ernesto Rech, MM. Raillon e Groux, Assessori, ed il Sig. Ben Jamaa.



Lettera aperta al Console del Comitato d'Intesa del Centro

Il Comitato d'Intesa del Centro ha fatto pervenire una lettera aperta al Console generale di Charleroi in risposta ad una lettera del Console nella quale si informava il Comitato d'Intesa del Centro della sua « insufficiente rappresentatività decisa il 2 aprile scorso, « all'unanimità meno uno », dal « Comitato Consolare di Coordinamento delle attività assistenziali per le provincie di Hainaut e Namur ».

Entrando nel merito della questione, nella sua lettera, il Comitato d'Intesa precisa che « il Comitato d'Intesa del Centro (che, come è noto, è costituito dai partiti: DC, PCI, PSI, e dalle associazioni ACLI, FILEP, F. SANTI, UCEI a cui recentemente si sono aggiunti la FGTB ed il PSDI) nella corrispondenza scambiata con Ella, non ha mai chiesto riconoscimenti e legittimazioni da parte di chicchessia, foss'anche del Comitato Consolare di Coordinamento ».

Venendo poi al Comitato consolare di coordinamento gli autori della lettera aperta esprimono « tutte le nostre perplessità circa la legittimità della decisione di tale comitato in questa specifica occasione e Le diciamo francamente che un tale modo di vedere e di operare ci preoccupa. Infatti, dove andrebbe a finire la libertà d'iniziativa delle associazioni e dei partiti, in particolare in materia di collaborazione e d'intesa, se un comitato consolare credesse di potere distribuire a destra ed a manca pagelline di rappresentatività secondo criteri che nessuno si è mai sognato nè si potrebbe ragionevolmente sognare di precisare e stabilire? La diversità dei vari comitati d'intesa sia nella loro composizione sia nel modo di assumere le decisioni è la dimostrazione pratica di tale libertà d'iniziativa. Non crediamo d'incorrere in smentite se affermiamo che tale libertà d'iniziativa va assolutamente salvaguardata e ogni tentativo di menomarla combattuto con la dovuta energia. »

« In ogni caso — conclude la lettera aperta — fermo restando

che il Comitato d'intesa del Centro non ha bisogno di riconoscimento alcuno per esistere e che della sua esistenza se ne debba semplicemente prendere atto, prima di concludere, vorremmo farLe parte, signor Console Generale, che la decisione presa dal Comitato consolare è stata risentita da tutto il Comitato d'Intesa del Centro come

una provocazione gratuita e per di più inammissibile, segnata-mente dai quattro maggiori partiti politici, i quali essendo verosimilmente destinati a raccogliere oltre il 90 p.c. dei voti, non debbono certamente ricevere, in particolare all'approssimarsi delle elezioni, il carisma della rappresentatività dal Comitato consolare di Charleroi. »



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEI LAVORI SOCIALI

Per il personale della scuola all'estero

ROMA. — Dopo una serie di incontri è stata predisposta una bozza di piattaforma unitaria da utilizzare come documento di lavoro fra il personale della scuola all'estero, finalizzato alla riapertura della trattativa con il Governo per la riforma della scuola e delle istituzioni culturali per la sistemazione del personale in servizio all'estero.

Questa bozza di piattaforma si incentra sui seguenti temi:

1. condizione scolastica dei lavoratori e dei loro figli nei Paesi comunitari ed extracomunitari e al loro rientro in Italia;

2. azione sindacale per la conquista di un quadro di intervento della Comunità europea e del Governo italiano, tenendo conto, in particolare, degli orientamenti emersi alla Conferenza nazionale dell'emigrazione (Roma, 1975) alla Conferenza euro-mediterranea della CES (Salonicco, 1978), alla Conferenza europea di Lussemburgo (1978) e delle direttive della CEE (luglio 1977) e del

Comitato interministeriale per l'emigrazione (1977), per lo sviluppo, attraverso trattative bilaterali del Governo italiano con gli altri Paesi, di un sistema scolastico, formativo e culturale dei lavoratori emigrati e dei loro figli;

3. proposte di riforma con l'indicazione di un necessario periodo di transizione, di riordino e programmazione delle attuali iniziative scolastico-formative e culturali per lavoratori, giovani e adulti emigrati, in attesa dell'applicazione, attraverso accordi bilaterali e multilaterali tra il Governo italiano, i Paesi membri e la Svizzera, della direttiva CEE, per una integrazione già a livello di scuola dell'infanzia. Attività di sostegno a favore degli alunni rientrali, con l'utilizzazione degli strumenti legislativi esistenti;

4. riforma e riorganizzazione degli Istituti di cultura sulla base di una linea di programma culturale diversificata per aree

geografiche e aperta alle esigenze dell'emigrazione, e individuazione di nuove figure professionali;

5. modificazione delle condizioni di vita e di lavoro del personale adetto alle attività scolastico-formative e culturali all'estero, con eliminazione di ogni forma di precariato, qualificazione e aggiornamento del personale docente, nuove forme di reclutamento e definizione degli organici, permanenze all'estero limitate e ciclicità;

6. riorganizzazione degli organi della programmazione e della gestione sociale preposti allo sviluppo delle attività formative, scolastiche e culturali all'estero.

Entro il mese di maggio — segnala l'Inform — la suddetta bozza di piattaforma sarà presentata dai Sindacati confederali della scuola ad una assemblea di personale docente e non docente, che si terrà probabilmente a Mainz in Germania. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale CORRIERE DEGLI ITALIANI

di del 5/5/77

UNA NUOVA PROPOSTA DI LEGGE

Contributi alla stampa italiana d'emigrazione

Il democristiano Angelo Armella, che già in passato si è occupato a livello parlamentare dei problemi dell'emigrazione, ha depositato alla Camera dei deputati una proposta di legge che prevede la proroga dei contributi ai giornali italiani all'estero per il biennio 77-79. Com'è noto le festate italiane hanno potuto usufruire della legge 172 sino al giugno 77, data in cui ne decadevano gli effetti. Da allora, mentre per la stampa italiana è stata adottata, con uno specifico provvedimento, una proroga degli effetti della 172 sino al 31 dicembre 78, la stampa italiana è rimasta senza contributi. Da segnalare inoltre che la 1616, la legge cioè che prevede la riforma del settore dell'editoria,

comprende un particolare intervento (5 miliardi in 5 anni) per la stampa italiana all'estero, ma rischia di entrare in vigore al più presto tra un anno; la stessa 1616, inoltre, prevede che sino all'entrata in vigore della riforma restino prorogati gli effetti della 172 senza alcuna eccezione. Come si può intuire la situazione dei giornali italiani all'estero è quanto mai intricata: tra i «sì» ed i «no» dei politici, tra proroghe concesse e negate, tra iniziative organiche, come la 1616 e quelle episodiche come l'ultima proposta del democristiano Armella. E' ora che qualcuno si muova per mettere ordine e farsi che gli stessi giornali interessati riescano a comprenderci qualcosa.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale CORRIERE-DEGLI-ITALIA

di del 15/5

SI TERRA' IL 15-16 MAGGIO

A Lussemburgo un seminario sulla seconda generazione

A Lussemburgo, nei giorni 15 e 16 maggio, avrà luogo un seminario dedicato in particolare ai problemi della «seconda generazione» degli emigrati in Europa. L'incontro si aprirà il giorno 15 mattina con una conferenza sul Parlamento europeo, suo ruolo, suo funzionamento e sue prospettive. Seguirà un dibattito, che si prolungherà nella prima metà del pomeriggio, con un gruppo di esperti, funzionari e rappresentanti dei partiti politici. Saranno poi presi in esame i problemi dei lavoratori emigrati, comunitari e non. Il 16 mattina l'attenzione dei partecipanti si concentrerà sull'avvenire della seconda generazione degli emigrati e, nella fase conclusiva dei lavori, sulla politica che può o deve perseguire il Parlamento europeo e sul ruolo del Servizio per le relazioni estere.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale **CORRIERE ITALIANO**

di del **5/5/79**

Alcuni obiettivi di fondo della CES nel settore emigrazione

Tra gli obiettivi che la Confederazione europea dei sindacati ha riunito nel proprio programma rivendicativo per il 1979, assumono un carattere di rilievo per gli emigrati, quello riguardante l'intensificazione dell'azione per una effettiva ristrutturazione delle politiche economiche e occupazionali e per il coordinamento del collocamento. Inoltre rafforzare la lotta contro il traffico il legale della manodopera e le discriminazioni degli emigrati non solo approvando ed attuando rapidamente la relativa direttiva comunitaria, ma anche adottando in ogni paese misure e sanzioni molto più severe contro i trafficanti di manodopera. Porre a livelli nazionali e comunitario strumenti e meccanismi che migliorino la trasparenza e l'organizzazione del mercato del lavoro, e riducano gli squilibri tra l'offerta e la

domanda di manodopera. A tale scopo è necessario potenziare e perfezionare gli strumenti già esistenti e particolarmente i servizi pubblici di informazione, orientamento, formazione e collocamento della manodopera. Inoltre, il fondo sociale europeo che finanzia interventi di formazione e riadattamento professionale finalizzati all'occupazione, va ulteriormente potenziato ed adeguato alle attuali esigenze dello sviluppo economico ed occupazionale. Infine, per quanto riguarda gli accordi bilaterali e multilaterali sulla manodopera, la CES rivendica una sua consultazione permanente sia a livello europeo che in ogni paese. La CES e le centrali sindacali nazionali insistono nuovamente sulla ridefinizione del ruolo e delle funzioni dei principali comitati consultivi comunitari.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ASCA

di

del

5/5/71

IL CONVEGNO DEL MOVIMENTO EUROPEO A ROMA

GLI EMIGRATI NON PIU' STRANIERI MA CITTADINI DI UN'EUROPA UNITA

(ASCA) - ROMA, 4 MAG. - "DA EMIGRANTE A CITTADINO EUROPEO" E' IL TEMA DI UN CONVEGNO PROMOSSO DAL MOVIMENTO EUROPEO, CHE E' INIZIATO QUESTA MATTINA A ROMA NELLA SEDE DEL CONSIGLIO PROVINCIALE, PER CONCLUDERSI DOMANI MATTINA. L'INIZIATIVA INTENDE ESAMINARE IL RUOLO DELL'EMIGRANTE NELLA PROSPETTIVA DELL'UNIFICAZIONE EUROPEA. I LAVORI SONO STATI APERTI DA UNA RELAZIONE DEL SEGRETARIO GENERALE DEL MOVIMENTO EUROPEO, ANGELO LOTTI, IL QUALE HA SOTTOLINEATO COME IN QUESTO MOMENTO ESISTA A LIVELLO EUROPEO UNA CONTRADDIZIONE DI FONDO: "DA UN LATO - HA DETTO LOTTI - SI AFFERMA L'ESIGENZA E LA VOLONTA' DI ACCELERARE L'INTEGRAZIONE EUROPEA ED INSIEME DI ALLARGARE LA COMUNITA' CON L'INGRESSO DI ALTRI PAESI; DALL'ALTRO SI ASSISTE AL PERMANERE ALL'INTERNO DI PAESI COMUNITARI DI STRANIERI EUROPEI ED EXTRAEUROPEI EMARGINATI DAI PROCESSI SOCIALI E POLITICI DEL PAESE OSPITANTE, MA ANCHE ALL'ESPULSIONE MASSICCIA DI LAVORATORI E FAMIGLIE STRANIERE". SI TRATTA - HA AFERMATO ANCORA LOTTI - DI UNA PALESE CONTRADDIZIONE FRA PROCESSI AUSPICATI E COMPORTAMENTI REALI, DALLA QUALE SI DEVE PARTIRE PER UNA RIFLESSIONE CHE TRASFORMI L'EMIGRATO IN UN CITTADINO.

PER LOTTI INFATTI I DATI PIU' RECENTI DENUNCIANO UNA TRASFORMAZIONE QUALITATIVA DELL'EMIGRAZIONE: "L'EMIGRANTE - HA DETTO LOTTI - NON DESIDERA SOLO SFUGGIRE AD UNA SITUAZIONE DEPRESSA ALLA RICERCA DI UN NUOVO E DIVERSO STATUS ECONOMICO, MA RICERCA SOLUZIONI DIVERSE CHE GLI CONSENTANO DI ESPRIMERSI IN NUOVI RUOLI PROFESSIONALI, SOCIALI E POLITICI, IN MANIERA ATTIVA".

"PER QUESTO E' NECESSARIO - HA CONCLUSO IL SEGRETARIO GENERALE DEL MOVIMENTO EUROPEO - UN PROGRESSIVO PASSAGGIO DALL'EMIGRAZIONE ALLA LIBERA CIRCOLAZIONE IN EUROPA, CON RIFERIMENTO ANCHE AI PAESI CHE DOVRANNO ENTRARE NELLA COMUNITA' E AI LAVORATORI DEI PAESI TERZI". -(ASCA).



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

UN GIUDIZIO DEL SINDACATO

Le iniziative culturali all'estero

Il sindacato unitario italiano ha inviato alla Commissione italiana dell'UNESCO una nota in risposta ad un questionario sul tema «Iniziative culturali e formative italiane all'estero e nella emigrazione».

L'agenzia dell'INAS-CISL per la stampa all'estero «Corrispondenza Italia» informa che la nota sindacale si sofferma soprattutto sulla necessità di coordinare e organizzare meglio questa attività, cominciando dalla politica culturale e dagli accordi bilaterali con gli altri paesi, dal funzionamento e dalla strutturazione degli Istituti italiani di cultura all'estero, dall'informazione giornalistica e radio-televisiva all'estero sulla realtà italiana e sui problemi degli emigrati.

Per quanto riguarda le iniziative scolastiche e linguistiche all'estero, la nota sindacale rileva che esse — pur essendo ancora di gran lunga insufficienti — coinvolgono già direttamente alcune centinaia di migliaia di persone (su ben 6 milioni di emigrati italiani), circa 200 insegnanti di ruolo ed oltre 2.000 non di ruolo (precaricato). Esistono già in materia punti fermi e orientamenti ufficiali, alla cui approvazione hanno dato un contributo importante i sindacati: Conferenza nazionale dell'emigrazione (1975), apposito documento per l'attuazione delle conclusioni di quella conferenza (inizio 1977), documento aggiornato della Conferenza della Emigrazione italiana in Europa (novembre 1978), Direttive italiana e comunitaria in materia in gran parte ancora da realizzare.

Secondo questa linea e le due Direttive «bisogna potenziare e migliorare le iniziative scolastiche e culturali, tenendo conto delle caratteristiche specifiche degli emigrati e dei loro figli, al fine di facilitare il loro inserimento nella realtà sociale e formativa sia dei vari paesi che in Italia, in caso di rientro. Inoltre, i vari governi e sistemi nazionali d'insegnamento e di formazione professionale devono impegnarsi di più per sviluppare adeguatamente queste iniziative in modo organizzato e attraverso forme di collaborazione ed accordi bilaterali più concreti».

La nota sottolinea che integrare gradualmente «queste iniziative nei sistemi di insegnamento degli altri paesi non può in alcun modo essere interpretato come un minore impegno quantitativo e qualitativo italiano, uno

sumere molto schematicamente come segue: meglio qualificare e coordinare le iniziative scolastiche e culturali all'estero per gli emigrati, sia italiane che miste; assicurare forme di

smantellamento affrettato delle strutture pubbliche e private sinora esistenti. Significa, invece, coordinare meglio e possibilmente aumentare sia il contributo specifico italiano che, l'apporto organizzativo, culturale e finanziario degli altri paesi, come sottolinea tra l'altro la direttiva comunitaria. L'obiettivo essenziale all'estero, ribadito anche dalla CEE, è l'insegnamento nelle forme più adatte agli emigrati ed alle realtà dei vari paesi per evitare l'isolamento dall'ambiente locale e per agevolare al massimo la continuazione degli studi all'estero, o nel paese di origine in caso di rientro.

Tenuto conto di questi orientamenti fondamentali, la linea sindacale e riformatrice che dovremo concretizzare e articolare definitivamente si potrebbe rias-

sumere molto schematicamente come segue: meglio qualificare e coordinare le iniziative scolastiche e culturali all'estero per gli emigrati, sia italiane che miste; assicurare forme di smantellamento affrettato delle strutture pubbliche e private sinora esistenti. Significa, invece, coordinare meglio e possibilmente aumentare sia il contributo specifico italiano che, l'apporto organizzativo, culturale e finanziario degli altri paesi, come sottolinea tra l'altro la direttiva comunitaria. L'obiettivo essenziale all'estero, ribadito anche dalla CEE, è l'insegnamento nelle forme più adatte agli emigrati ed alle realtà dei vari paesi per evitare l'isolamento dall'ambiente locale e per agevolare al massimo la continuazione degli studi all'estero, o nel paese di origine in caso di rientro.

sumere molto schematicamente come segue: meglio qualificare e coordinare le iniziative scolastiche e culturali all'estero per gli emigrati, sia italiane che miste; assicurare forme di smantellamento affrettato delle strutture pubbliche e private sinora esistenti. Significa, invece, coordinare meglio e possibilmente aumentare sia il contributo specifico italiano che, l'apporto organizzativo, culturale e finanziario degli altri paesi, come sottolinea tra l'altro la direttiva comunitaria. L'obiettivo essenziale all'estero, ribadito anche dalla CEE, è l'insegnamento nelle forme più adatte agli emigrati ed alle realtà dei vari paesi per evitare l'isolamento dall'ambiente locale e per agevolare al massimo la continuazione degli studi all'estero, o nel paese di origine in caso di rientro.



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ai recenti seminari di Assisi sui problemi del reinserimento nella scuola italiana dei figli emigrati rientrati in Patria il Direttore Generale dell'Emigrazione e degli Affari Sociali del Ministero degli Esteri, Ministro Giovanni Migliuolo, ha svolto una relazione sul tema: « Le offerte formative in emigrazione: iniziative italiane — corsi di lingua e di cultura ».

Nella relazione vengono date ampie delucidazioni sulle iniziative scolastiche e formative previste dalla legge 3-3-1971, n. 153 in favore dei « lavoratori italiani emigrati e loro congiunti ». Si parte dalla premessa che l'inserimento dei ragazzi italiani nelle scuole del Paese d'accogliimento, in modo da non comportare declassamenti e ritardi nella carriera scolastica, corrisponde ad un preciso interesse degli stessi emigrati. L'idea di creare all'estero una rete di scuole italiane è, oltre tutto, inattuabile. Occorre incitare a integrare la formazione scolastica con lo studio della lingua e cultura italiana; e ciò in vista di un eventuale ritorno in Italia, ed anche per mantenere unite le famiglie e andare incontro alle esigenze di identificazione culturale e nazionale. Lo Stato italiano deve interessarsi anche alla formazione professionale dei lavoratori emigrati adulti, oltreché all'assistenza ai bambini nella fascia dell'educazione prescolare quando questa, come talora accade, sia insufficiente nel Paese di accogliimento.

Sulla scorta di tali principi, la legge 153 prevede varie iniziative: classi o corsi preparatori per agevolare l'inserimento nei scuole locali; corsi integrativi di lingua e cultura italiana per i ragazzi che frequentano le scuole della fascia dell'obbligo; corsi speciali annuali per la preparazione dei lavoratori e dei loro congiunti agli esami di idoneità e di licenza di scuola italiana elementare e media; corsi di scuola popolare per lavoratori italiani; scuole materne e nidi d'infanzia. Per quanto riguarda la formazione professionale, la 153 prevede corsi di integra-

re quindi elaborare nuove strategie educative che, partendo da un valido insegnamento bilingue, affrettino l'integrazione nella classe normale. Più in generale, bisognerà continuare a chiedere agli Stati di immigrazione, sulla base della direttiva approvata dal Comitato interministeriale per l'Emigrazione il 14-3-1977, di offrire le stesse effettive possibilità di carriera scolastica e di promozione sociale assicurate ai propri cittadini. Le condizioni di deprivazione sociale e culturale in cui si trovano i nostri allievi imporrebbero procedimenti pedagogico-didattici particolari, e adattamenti di programmi e metodi d'insegnamento; quindi strutture scolastiche estremamente flessibili e aderenti ai loro peculiari bisogni, nonché insegnanti specializzati. Gli ordinamenti scolastici di alcuni Paesi europei sono caratterizzati, invece, da rigidità di strutture e da criteri di rigorosa selettività basata sui risultati scolastici, per cui una normale scolarizzazione dei figli dei lavoratori immigrati nelle scuole locali risulta impossibile anche là dove siano istituiti per esse speciali classi « d'accogliimento » o « d'inserimento ». Per quanto riguarda i corsi di lingua e cultura italiana (frequentati solo da ragazzi in età dell'obbligo), il problema che riveste maggiore importanza è quello del loro inserimento nell'orario e nei curricula della scuola locale frequentata dai ragazzi italiani iscritti al corso medesimo. Il Ministero degli Esteri ha intrapreso da tempo una vasta azione diretta a limitare gli effetti negativi del sacrificio del tempo libero e del maggior carico mentale prodotti dalla frequenza di tali corsi, e ad attenuare il sottile disagio psicologico connesso ad un regime di separazione formale e materiale tra scuola e corso.

corsi di lingua e cultura italiana. Il Ministro Migliuolo ha accennato al problema della formazione professionale nel quadro della legge 153. I corsi d'integrazione della cultura di base, concepiti come una preparazione per l'accesso alla formazione tecnico-professionale vera e propria, vanno sempre più integrandosi con l'attività scolastica delle cosiddette 150 ore. In sostanza, gli adulti che frequentano i corsi di integrazione si preparano contemporaneamente al conseguimento della licenza media. Per quanto attiene ai corsi di preparazione tecnico-professionale, in particolare, rivolti ad adulti già occupati, le forme di attuazione sono diverse a seconda dei Paesi di emigrazione. E' comunque da rilevare che aumenta il numero di lavoratori che beneficiano della possibilità di conseguire un attestato di qualifica professionale valido anche in Italia. I corsi d'insegnamento pratico della lingua locale stanno subendo perfezionamenti in seguito all'esperienza effettuata dagli enti sindacali organizzatori dei corsi, in collaborazione con l'ISFOL che ha elaborato un progetto, attualmente in fase di sperimentazione.

zione, per l'insegnamento tecnico-linguistico ai lavoratori migranti. Infine il Direttore Generale dell'Emigrazione ha rilevato che le iniziative per la formazione scolastica dei figli dei lavoratori migranti nell'ambito dei Paesi CEE stanno ricevendo impulso per effetto della direttiva del 25-7-1977, che impegna gli Stati membri (art. 2) a prendere le misure appropriate perché sia offerta nei loro territori, a favore dei figli dei migranti, un'istruzione d'accogliimento gratuita che comporti in particolare l'insegnamento adattato alle loro esigenze specifiche della lingua o di una delle lingue ufficiali dello Stato ospitante, nonché (art. 3) un insegnamento della madrelingua e della cultura del Paese d'origine. Tali misure dovranno essere realizzate entro il 1981. Dall'applicazione dell'art. 3 dovrebbe derivare una espansione dei corsi di lingua italiana, sulla base della prevista cooperazione con lo Stato italiano. Ciò non potrà non riflettersi positivamente sui processi di reinserimento nella scuola italiana dei ragazzi rientrati in Italia. (informi)

Dopo essersi intrattenuto sui programmi d'insegnamento dei



EUROPEE

ELEZIONI EUROPEE

Un fallimento in Italia?

ESCLUSI alcuni specialisti, sono rari coloro che, nei paesi europei, si sono resi conto dell'origine e del carattere del trauma provocato in alcuni settori della classe politica italiana (ed in parte nell'opinione pubblica), dal fatto che le elezioni politiche nazionali si svolgeranno in Italia il 3 e 4 giugno, ossia una settimana prima delle elezioni europee.

Per avere una veduta relativamente chiara del problema, bisogna tener conto del fatto che praticamente in Italia esiste quasi l'unità sulla necessità dell'unificazione occidentale (secondo Eurobarometro n. 10, 83% sono pro e solo 5% contro), e che gli Italiani sono fra tutti gli Europei i più ardenti partigiani di una « accelerazione » dell'unificazione europea (59% contro una media di 39% per l'insieme della Comunità). Quanto alla partecipazione alle elezioni europee, lo stesso Eurobarometro constatava — nell'ottobre 1978 dunque quando l'avvenimento era ancora lontano e nessuna campagna era stata avviata — che la « probabilità ipotetica di partecipazione » da parte degli elettori italiani era dell'89% (compresi gli « incerti ») ossia, ancora una volta, la più elevata nella Comunità. In altre parole, e senza andare oltre, non esiste alcun dubbio sul fatto che l'opinione pubblica italiana è fortemente a favore della Comunità, e che ciò non può restare senza influenza sui partiti politici, che sono i rappresentanti di questa stessa opinione. In questo contesto, non è un caso se « l'eurocomunismo » è nato in Italia: il Partito Comunista sa che i suoi elettori (un cerchio molto più largo di quello dei militanti) sono favorevoli all'Europa: esso deve presentare un'immagine europea (il che non implica che questa immagine sia solo il frutto di un calcolo elettorale).

In ogni caso, a partire da questi dati, gli stati maggiori dei partiti politici, e soprattutto di alcuni partiti politici, hanno compreso che un appello agli elettori, lanciato unicamente nel contesto europeo, dunque senza polarizzazione ideologica, avrebbe forse mostrato un « paesaggio politico » sensibilmente diverso da quello delineatosi dopo le elezioni di giugno 1975, senza d'altra parte suscitare « necessariamente » conseguenze traumatiche, ma abbastanza importanti per aprire un processo avente a termine un impatto sulla politica interna.

Cio' spiega perchè alcuni Partiti — i socialisti, i socialdemocratici, i repubblicani ed i liberali — si preparavano con fiducia alle elezioni europee: tutti e quattro sono più o meno fatalmente destinati a essere « laminati » in un confronto che opporrebbe

Comunisti e Democristiani, contemplante una scelta di civiltà. La scomparsa di queste forze intermedie, dovuta al fatto che il PCI non è ancora considerato come una « valida alternativa democratica », conduce ad una situazione nella quale l'esito più probabile è la coabitazione obbligata DC-PCI, che alcuni chiamano politica di « solidarietà nazionale » e che era giustificata in un determinato momento dell'esistenza di uno stato di tensione (l'« emergenza ») economica e politica, ma che condurrebbe domani, secondo alcuni, ad una specie di alleanza ibrida denominata « compromesso storico ».

Grazie alle elezioni europee sarebbe stato possibile dimostrare che in realtà gli elettori italiani, quando si esprimono al di fuori dell'ossessione dello scontro frontale, apprezzano le forze intermedie, sono ostili alla bipolarizzazione, hanno una nozione più equilibrata della sinistra. Ricordiamo che nelle elezioni del 1976 la Democrazia Cristiana aveva ottenuto 39,5% dei suffragi, il PCI 33,3%, il PSI 10% e gli altri tre Partiti laici insieme 8,6%, con 2,4% alle formazioni di estrema sinistra e 5% a quelle d'estrema destra. L'opinione generale, confermata dalle elezioni amministrative, indicava che la DC era in ripresa, il PCI in ribasso, talvolta importante, i Socialisti in progresso, soprattutto con la politica rinnovata di Craxi mirante ad inserire il PSI nel contesto socialista europeo. Il sondaggio d'Eurobarometro-10 suggeriva che nell'ottobre 1978 la DC avrebbe potuto raccogliere, alle elezioni europee, 37,2% dei voti, il PC 22%, il PSI 20,9% e gli altri tre partiti laici 10,1%. Queste indicazioni devono essere accolte con la prudenza di rigore, ma sono rivelatrici di una tendenza che ha le sue basi nella realtà. Sarebbero valide anche in un'elezione politica nazionale, dove la posta in gioco sarebbe naturalmente la conquista del potere? Certamente no. Cio' spiega in parte quanto è avvenuto e quanto avviene. Il PSI ha intravisto la possibilità di riequilibrare la sinistra se non di capovolgere il rapporto di forze (Craxi è un ammiratore della tattica di Mitterrand) e di poter scegliere tra: (a) creare un'alternativa di sinistra credibile, (b) partecipare ad un governo d'unità nazionale in posizione di forza, (c) allearsi con la DC su base di « parità » (è la proposta che Craxi fa oggi). Il PCI non poteva lasciarsi incastrare in una simile situazione. Si è giunti così allo scioglimento del Parlamento ed alle elezioni anticipate. Chi troverà elettori disposti a tornare alle urne dopo una settimana? Forse i partiti strutturati. Le elezioni europee rischiano di essere un fallimento, in Italia.

Em. G.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DELL'ARABO SOCIALE

Scade l'11 maggio la possibilità di iscriversi o reiscriversi nelle liste elettorali presso i Consolati Queste le scadenze per le elezioni di giugno del Parlamento europeo

Per le votazioni in loco nei paesi della Comunità europea:

1) Non oltre il 30 aprile: gli Uffici Consolari riceveranno dal ministero dell'interno gli elenchi degli elettori ammessi a votare nelle rispettive circoscrizioni consolari (art. 30 comma 1).

2) Entro l'11 maggio gli elettori residenti all'estero non iscritti d'ufficio, pur avendone diritto possono fare domanda di iscrizione e reiscrizione nelle liste elettorali (art. 5 della legge 7 febbraio 1979 n. 40).

3) Entro il 19 maggio. Designazione da parte dei delegati

di cui all'art. 11 o da persone da essi autorizzati con atto autentificato, di un rappresentante effettivo o uno supplente di partito per ciascuna circoscrizione consolare del Paese per il quale sono stati designati perché vengano sentiti dal capo dell'Ufficio consolare per la nomina degli scrutatori dei seggi istituiti nonché per l'azione da lui svolta in attenzione dei principi della libertà di riunione o di propaganda politica, di segretezza e libertà di voto (art. 31).

4) Entro il 26 maggio (entro il 15° giorno precedente quello della votazione) i Comuni spediscono agli elettori, con plico raccomandato, il certificato elettorale e l'attestazione del sindaco che autorizza a votare in loco (art. 28 comma 1).

5) Tra il 26 maggio e il 2 giugno (entro il 15° e l'8° giorno

precedente quello della votazione) il capo dell'Ufficio consolare nomina cinque scrutatori tra gli elettori residenti nel Paese, sentiti i rappresentanti di partito (art. 33 comma 1).

6) Entro il 9 giugno gli elettori ammessi a votare all'estero, se rimpatriano, sono ammessi a votare nella sezione in Italia nelle cui liste sono iscritti, purché entro tale data diano comunicazione al sindaco del Comune nelle cui liste elettorali sono iscritti che intendono votare nel Comune stesso (art. 38).

Adempimenti da attuarsi in una data da stabilire in base al giorno delle votazioni nei singoli Paesi.

7) A partire dal quinto giorno precedente quello stabilito per il voto in loco, gli elettori che non abbiano ricevuto a domicilio il certificato elettorale e l'attestazione del sindaco che autorizza a votare in loco, possono farne richiesta al console che, ricevuta l'assicurazione telegrafica dell'iscrizione nella lista elettorale da parte del Comune competente, rilascia l'apposita certificazione per l'ammissione al voto (art. 28 comma 3).

8) Entro il giorno precedente a quello stabilito per il voto in loco debbono essere presentate le designazioni dei rappresentanti di partito presso gli uffici di

ciascuna sezione, direttamente ai singoli presidenti delle sezioni prima dell'inizio delle votazioni (art. 31 comma 1 punto 2).

VOTO PER IL PARLAMENTO EUROPEO

Sei iscritto
nelle liste
elettorali
italiane?

Se vuoi votare
sul posto
assicurati che
il comune italiano
abbia il tuo
indirizzo!

n° 1979

PER GLI ELETTORI CHE SI RECANO A VOTARE IN ITALIA

Per elezioni del Senato e della Camera dei Deputati che avranno luogo il 3 giugno (dalle ore 7 alle 22) ed il 4 giugno (dalle ore 7 alle 14), gli elettori residenti all'estero godranno, per i viaggi necessari a raggiungere il luogo di votazione, delle consuete agevolazioni, e cioè:

— biglietto gratuito di andata e ritorno in 2° classe e riduzione del 70 p.c. in 1° classe sulle Ferrovie dello Stato, sul territorio nazionale, e per i viaggi via mare con i mezzi delle Società di navigazione concessionarie dei servizi da e per le isole del territorio nazionale;

— riduzione del 30 p.c. sulle tariffe normali e speciali (escursionistiche comprese) per i voli internazionali Alitalia e voli nazionali Alisarda, A.T.I., Aviolinee e Itavia.

*

Si ricorda anche che il 17 e il 18 giugno avranno luogo le elezioni per il rinnovo del Consiglio regionale della Sardegna.

Per gli elettori che rimpatriano per esercitare il loro diritto di voto è previsto, oltre alle riduzioni tariffarie suddette anche:

— un sussidio di Lire 12.000 a titolo di compenso per le spese di viaggio e di soggiorno (L. reg. 7-5-65).



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Le Nazioni

di

Finestre

del

5.5.49

LE NOSTRE AUTORITA' SEMPRE IN CONTATTO CON KAMPALA

Salvi gli italiani in Uganda

NAIROBI — Le forze dell'esercito di liberazione ugandese hanno occupato la città di Moroto, nell'Uganda nord-orientale, ma bande di « desperados » del deposto Amin infestano ancora la zona. Fonti diplomatiche hanno riferito che giovani medici ed infermieri italiani che si trovano in due ospedali della zona sono sani e salvi e non hanno subito alcuna violenza.

Un funzionario del ministero degli esteri italiano si trova a Moroto — poco lontano dal confine settentrionale fra il Kenya e l'Uganda e vicino alla frontiera con il Sudan — per raggiungere ai volontari civili italiani viveri ed altri generi di prima necessità.

Da Gulu, sempre nell'Uganda settentrionale, numerosi missionari e suore cattoliche di nazionalità italiana sono riusciti a passare in Sudan, ma

piccoli gruppi sono rimasti ancora nelle loro missioni. A Gulu e Lira vi è la maggiore concentrazione di missionari dell'ordine dei comboniani.

Altri volontari civili — medici ed infermieri con le loro famiglie — si trovano in due ospedali a Mthani e Abim. Non si conosce il loro numero preciso, ma il funzionario della Farnesina è riuscita ad accertare che essi stanno tutti bene. Nel nord dell'Uganda vi sono ancora una trentina di volontari ed oltre quattrocento missionari italiani.

Sul fronte politico ugandese c'è da registrare l'incontro che il ministro degli esteri ugandese Etema Alimedi ha avuto con il sottosegretario di Stato americano Robert Keeley.

Gli Stati Uniti hanno fatto intendere di voler riprendere quanto prima gli aiuti economici all'Uganda e nello stesso

tempo si sono dichiarati soddisfatti dell'applicazione dei diritti umani da parte del nuovo governo ugandese.

Radio Kampala ha anche trasmesso un appello del governo alla popolazione, affinché restituisca ogni tipo di armi e munizioni delle quali la gente possa essere venuta in possesso durante la campagna di « liberazione ». Il governo ugandese ha annunciato anche che aprirà subito un'inchiesta sulle attività della polizia segreta di Amin ritenuta responsabile di aver torturato ed ucciso migliaia di ugandesi.

Nei primi giorni seguenti alla liberazione di Kampala, infatti, furono scoperte nei vari « centri di rieducazione » della polizia segreta ugandese le prove dell'assassinio di quasi tutti i detenuti politici contrari al regime del deposto maresciallo.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

ROLD

di

L-C-fo

del

Non corrono pericolo i missionari italiani

NAIROBI. 4

Le forze dell'«Esercito di liberazione» ugandese hanno occupato la città di Moroto, nell'Uganda nord-orientale, ma bande di «desperados» del deposto Idi Amin ancora infestano la zona.

Fonti diplomatiche hanno riferito che giovani medici ed infermieri italiani che si trovano in due ospedali della zona sono sani e salvi e non hanno subito alcuna violenza.

Un funzionario del ministero degli esteri italiano si trova da ieri a Moroto — poco lontano dal confine settentrionale fra Kenya e Uganda e vicino alla frontiera con il Sudan — per far giungere ai volontari civili italiani viveri ed altri generi di prima necessità.

A Gulu, sempre nell'Uganda settentrionale, si è appreso che numerosi missionari e suore cattoliche di nazionalità italiana sono riusciti a passare in Sudan. Piccoli gruppi sono rimasti nelle loro missioni.



NOTIZIE RASSICURANTI DALL'UGANDA

Molti italiani scampati ai «desperados» di Amin

NAIROBI — Le forze dell'«Esercito di liberazione» ugandese hanno occupato la città di Moroto, nell'Uganda nord-orientale, ma bande di «desperados» del deposedo Idi Amin ancora infestano la zona.

Fonti diplomatiche hanno riferito che giovani medici ed infermieri italiani che si trovano in due ospedali della zona sono sani e salvi e non hanno subito alcuna violenza. Un funzionario del ministero degli Esteri italiano si trova da giovedì a Moroto — poco lontano dal confine settentrionale fra Kenya e Uganda e vicino alla frontiera con il Sudan — per far giungere ai volontari civili italiani viveri ed altri generi di prima necessità.

A Gulu, sempre nell'Uganda settentrionale, si è appreso che numerosi missionari e suore cattoliche di nazionalità italiana sono riusciti a passare in Sudan. Piccoli gruppi sono rimasti nelle loro missioni. A Gulu e Lira vi è la maggiore concentrazione di missionari dell'ordine dei comboniani.

I volontari civili — medici ed infermieri con le loro famiglie — si trovano in due ospedali a Mthani e Abim. Non si conosce il loro numero preciso, ma il funzionario della Farnesina è riuscito ad accertare che essi stanno tutti bene. Nel nord dell'Uganda vi sono ancora una trentina di volontari ed oltre quattrocento missionari.

Due comboniani, padre Ciappetti e padre Mantovani, sono passati in territorio keniano insieme ad una suora dalla missione di Kabong, nell'estremo nord dell'Uganda. Essi sono attesi a Nairobi per oggi. Fonti qualificate hanno riferito che i missionari rimasti nella zona di Gulu

stanno bene e non hanno subito alcuna violenza.

Il ministro degli Esteri ugandese Efema Alimadi ha infatti ricevuto il sottosegretario di Stato americano Robert Keeley, in Uganda, alla testa di una folta delegazione.

Gli Stati Uniti, secondo quanto ha riferito Radio Uganda, hanno fatto intendere di voler riprendere quanto prima gli aiuti economici all'Uganda e nello stesso tempo si sono dichiarati soddisfatti dell'applicazione dei diritti umani da parte del nuovo governo ugandese.

Radio Uganda ha anche trasmesso un appello del governo alla popolazione, affinché restituisca ogni tipo di armi e munizioni delle quali la gente possa essere venuta in possesso durante la campagna di «liberazione».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Sarebbero tutti salvi gli italiani in Uganda

Si tratta delle centinaia di
volontari civili e missiona-
ri che si trovano nel nord
del paese

NAIROBI — Le forze dell'esercito di liberazione ugandese hanno occupato la città di Moroto, nell'Uganda nord-orientale, ma bande di «desperados» del deposto Idi Amin ancora infestano la zona. Fonti diplomatiche hanno riferito che giovani medici ed infermieri italiani che si trovano in due ospedali della zona sono sani e salvi e non hanno subito alcuna violenza.

Un funzionario del ministero degli Esteri italiano si trova da giovedì a Moroto — poco lontano dal confine settentrionale fra Kenya e Uganda e vicino alla frontiera con il Sudan — per far giungere ai volontari italiani viveri ed altri generi di prima necessità.

A Gulu, sempre nell'Uganda settentrionale, si è appreso che numerosi missionari e suore cattoliche di nazionalità italiana sono riusciti a passare in Sudan. Piccoli gruppi sono rimasti nelle loro missioni. A Gulu e Lira vi è la maggiore concentrazione di missionari dell'ordine dei comboniani.

I volontari civili — medici ed infermieri con le loro famiglie — si trovano in due ospedali a Mthani e Abim. Non si conosce il loro numero preciso, ma il funzionario della Farnesina è riuscito ad accertare che essi stanno tutti bene, nel nord dell'Uganda vi sono ancora una trentina di volontari ed oltre quattrocento missionari italiani.

Due padri comboniani, padre Ciappetti e padre Mantovani, sono passati in territorio keniano insieme ad una suora dalla missione di Kabong, nell'estremo nord dell'Uganda. Essi sono attesi a Nairobi entro oggi. Fonti qualificate hanno riferito che i missionari rimasti nella zona di Gulu stanno bene e non hanno subito alcuna violenza.

In altri sviluppi della situazione si è appreso che il ministro degli Esteri ugandese Etema Alimadi ha ricevuto il sottosegretario di Stato americano Robert Keeley, in Uganda alla testa di una folla delegazione.

Gli Stati Uniti, secondo quanto ha riferito radio Uganda, hanno fatto intendere di voler riprendere quanto prima gli aiuti economici all'Uganda e nello stesso tempo si sono dichiarati soddisfatti dell'applicazione dei diritti umani da parte del nuovo governo ugandese. La delegazione prevede che l'ambasciata degli Stati Uniti a Kampala sarà riaperta quanto prima.

CONTRO I CLANDESCINI

Chiarato guerra
del lavoro nero

Il ministro della Sanità
ha annunciato che
il servizio di
controllo delle
farmacie è stato
potenziato per
contrastare
l'attività
clandestina
dei farmacisti
e dei medici
non autorizzati.
Inoltre, si è
preannunciato
che il servizio
di controllo
delle farmacie
sarà potenziato
per contrastare
l'attività
clandestina
dei farmacisti
e dei medici
non autorizzati.
Inoltre, si è
preannunciato
che il servizio
di controllo
delle farmacie
sarà potenziato
per contrastare
l'attività
clandestina
dei farmacisti
e dei medici
non autorizzati.



ALLO STUDIO RIGOROSE MISURE CONTRO I «CLANDESTINI»

La Francia ha dichiarato guerra contro la piaga del lavoro nero

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

PARIGI — Il governo francese sta per lanciare una grande offensiva contro il «lavoro nero», il flagello sociale costituito dal lavoro non dichiarato, indebitamente sottratto a qualsiasi controllo, a qualsiasi garanzia, a qualsiasi pressione fiscale. Da lunedì prossimo, per quattro settimane, messaggi televisivi, messaggi radiofonici e cinquecentomila manifesti tenteranno di convincere il pubblico dei gravi rischi che tale pratica comporta. Lo slogan scelto è «il lavoro clandestino può finire malissimo». Si vogliono informare gli eventuali utilizzatori circa le complicazioni alle quali essi si espongono rivolgendosi a un lavoratore irregolare, sia in caso di incidente, sia in caso di lavoro mal fatto.

Gli animatori della campagna di propaganda vogliono dare la caccia non tanto al tuttofare della domenica (il portinaio che sblocca il lavandino, sua moglie che fa qualche pulizia in casa dell'inquilino, il postino che rivernicia una porta) quanto ai professionisti del «nero», le aziende che non pagano le tasse, non versano l'I.V.A. né i contributi previdenziali,

contro le quali quelle regolari non sono in grado di lottare.

E' il lavoro clandestino organizzato che si cerca di eliminare, quello per esempio dei muratori che si raggruppano per effettuare grossi lavori (in piena Parigi si è visto un palazzo di sei piani e di tre sottosuoli interamente costruito da «fantasmi») o

quello dei veri «mercanti di schiavi» (nel quartiere Sentier, la mecca dell'abito pronto della capitale, il 40 per cento dei capi sarebbe confezionato in laboratori clandestini, con manodopera straniera o lavoro dato da fare a domicilio).

Secondo un'inchiesta dell'organizzazione internazionale del lavoro, dal 3 al 5 per

cento della manodopera nei paesi dell'O.C.S.E. praticerebbe il «nero», favorito dalla diminuzione degli orari di lavoro, dall'anticipo del pensionamento, dalle stesse misure di assistenza ai disoccupati. Gli irregolari, in Francia, sarebbero quindi almeno 800.000, con un fatturato annuo di oltre 6.000 miliardi di lire. Per la sola previdenza sociale queste attività non dichiarate (che ormai non si limitano al lavoro manuale ma coinvolgono persino il commercio) rappresenterebbero un mancato incasso di 3.000 miliardi di lire.

Il governo non si limiterà naturalmente alla campagna di propaganda e di persuasione. Saranno applicate diverse misure per lottare più efficacemente contro la frode. Nel settore edilizio, per esempio, sarà obbligatorio esporre, sul cantiere, il nome delle aziende che vi lavorano, mentre il costruttore individuale dovrà fornire alla compagnia d'assicurazione tutte le referenze necessarie per provare che i lavori sono stati effettuati da veri professionisti. Sul piano finanziario sarà chiesto alle banche di accordare prestiti esclusivamente su presentazione di fatture e non più di semplici preventivi.

Lorenzo Bocchi



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

L'Unità

di

Roma

dal

5-5-79

**Muore
sul lavoro
emigrante italiano
in Grecia**

ATENE — L'operaio italiano Dante Giovanni Rizzetti, di 29 anni è morto ieri in Grecia in un incidente di lavoro. Il Rizzetti che lavorava per la ditta CAROM, la quale sta effettuando lavori di irrigazione nel Peloponneso, è morto schiacciato dalla gru sulla quale lavorava, per una manovra sbagliata di un suo collega.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL GIORNO

di 5-5-79 del

Visita in Cina di parà italiani

PECHINO, 5 maggio. Oltre 150.000 persone hanno assistito alla prima esibizione di una squadra italiana di paracadutismo. La manifestazione sportiva si è svolta ad Anyang, nella provincia centrosettentrionale dello Henan: i paracadutisti italiani si sono esibiti, assieme a colleghi cinesi.

La visita della squadra azzurra, organizzata dall'Aeroclub italiano e dalla Federazione cinese d'aviazione sportiva, avviene in restituzione di quella compiuta due anni fa dagli atleti cinesi in Italia.

Faint background text from the newspaper page, including a large headline "La legge dell'ordine di..." and other news snippets.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio del Giornale *AUSA*

di del *6. V. 79*

uganda: situazione

(ansa) - nairobi, 6 mag - le truppe dell'esercito di liberazione ugandese hanno liberato totalmente la regione nord orientale del karamoja, ma, insieme ai loro alleati tanzaniani, stanno incontrando una resistenza superiore al previsto nel nord e nel nord ovest. secondo notizie giunte da kampala tale resistenza da parte di truppe seguaci del deposto idi amin e' concentrata a masindi (165 chilometri a nord di kampala) e a gulu (255 chilometri nella stessa direzione).

fonti bene informate hanno riferito che i fedeli di amin hanno danneggiato gravemente un ponte sul fiume nilo nella localita' di karuma. il ponte puo' essere ora attraversato solo a piedi.

nel karamoja ed in particolare nella citta' di moroto, la popolazione ha accolto trionfalmente i reparti dell'esercito di liberazione ugandese.

da moroto e' intanto rientrato in kenya, un funzionario del ministero degli esteri italiano, il quale ha accertato che dottori ed infermieri italiani (volontari civili) di due ospedali nella regione stanno tutti bene.

le forze di liberazione ed i tanzaniani sarebbero arrivati anche a lira, la citta' prima di gulu. in questa regione si trovano numerosi missionari cattolici italiani appartenenti all'ordine dei comboniani (padri di verona).

"dalla zona da gulu sappiamo ben poco - ha detto un missionario - ma sembra che alcuni padri e volontari civili civili siano riusciti a passare in sudan". (segue)

(ansa) - nairobi, 6 mag - lo stesso missionario ha dichiarato che dalla caduta di kampala (tre settimane fa non si hanno notizie di una missione cattolica a kimbuga, poco lontano da masindi.

stando ad informazioni frammentarie filtrate a nairobi da kampala, i missionari italiani e gli altri europei bloccati dietro la linea della ritirata dei fedeli di amin non avrebbero subito violenze.

l'inattesa resistenza incontrata dalle tre colonne militari tanzaniane e ugandesi a masindi e gulu, ha detto diffondere la voce a kampala che amin potesse essere tornato in uganda per dirigere la resistenza.

tutti gli osservatori sono concordi nel ritenere che si tratti solo di una voce assolutamente priva di fondamento.

n. 4107 21/79



Ritaglio dal Giornale ANSA

di del 6. V. 78

Problemi dei figli degli emigrati -

(ansa) - ginevra, 6 mag - i problemi concernenti i figli degli emigrati e dei rifugiati saranno il tema principale di una riunione di esperti convocata a ginevra dal comitato intergovernativo per le migrazioni europee (cime). circa 50 governi e 40 organizzazioni saranno rappresentate a questo convegno, che inizierà i suoi lavori l'8 maggio, lo ha annunciato oggi un portavoce del cime.

i partecipanti saranno chiamati inoltre ad esaminare il problema dell'adattamento e dell'integrazione degli emigrati, nonché i legami che essi mantengono con i loro paesi d'origine. esperti di 10 paesi, tra cui dell'italia, presenteranno dei documenti di lavoro sui principali problemi dell'ordine del giorno della riunione, che si concluderà venerdì prossimo con l'adozione di una serie di raccomandazioni all'intenzione dei paesi d'immigrazione e di rifugio.

Ritaglio dal Giornale INFORMdi del 6/5/49 XDIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ministero degli Affari Esteri

La tavola rotonda con i rappresentanti dei partiti e le conclusioni del Presidente Petrilli.-

Alla tavola rotonda sul tema "Elezione del Parlamento europeo: l'azione dei partiti verso i lavoratori emigranti" hanno preso parte Umberto Laurenti, presidente dei giovani dc, per la Democrazia Cristiana, il sen. Francesco D'Angelosante per il PCI, Enzo Dalla Chiesa per il PSI, Filippo Caria per il PSDI, Aride Rossi per il PRI e Franco Compasso per il PLI; moderatore Gian Piero Orsello, Vice Presidente del Consiglio italiano del Movimento europeo. Caria, che ha preso per primo la parola, ha riferito sull'azione svolta dal PSDI all'estero e ha dato notizia di una iniziativa presa dal suo partito e dalla S.P.D. tedesca per la creazione nel Mezzogiorno di una industria con capitale di lavoratori italiani e di imprenditori tedeschi; tale fabbrica dovrebbe produrre alcune parti di automobili per l'industria della Germania Federale. D'Angelosante ha affermato che il suo partito non ha adeguate garanzie di propaganda in Germania ed ha ribadito l'insoddisfazione dei comunisti per le intese raggiunte per il voto "in loco", specie per ciò che riguarda la Francia e la Germania. Per quanto si riferisce all'azione da svolgere nel futuro Parlamento europeo eletto nei confronti della politica dell'emigrazione, ha indicato come obiettivi prioritari la parità tra emigrati e cittadini del Paese ospite, la partecipazione al voto amministrativo, una più efficace azione italiana nel campo della politica sociale comunitaria. Laurenti ha esposto le linee principali del programma comune del Partito popolare europeo, di cui fa parte la DC, nel campo della politica in favore dei lavoratori (Carta dei diritti dei lavoratori, compartecipazione alla proprietà, mobilità dei lavoratori su base volontaria, ecc.) ed ha respinto le critiche di D'Angelosante alla legge elettorale. Via via che ci si libera di una concezione assistenziale dell'emigrazione - ha aggiunto - si scopre sempre più l'importanza della scuola e del sistema educativo e culturale, anche come elemento di saldatura con i popoli; l'emigrazione pertanto non può essere risolta in termini di politica nazionale: occorre invece intervenire sulla Comunità europea chiedendo garanzie sulle scelte programmatiche e adeguati interventi strutturali.

Aride Rossi ha ricordato le lunghe tradizioni europeiste del PRI e così pure le norme e disposizioni comunitarie in campo sociale che interessano gli emigrati. Nella nuova ottica che comporta il salto di qualità da emigrante a cittadino europeo il PRI avanza una precisa proposta politica: uno dei primi atti del nuovo Parlamento europeo dovrebbe essere quello di promulgare uno statuto dei diritti dell'uomo e del cittadino europeo, al fine di compiere un altro passo in avanti verso l'eliminazione delle residue differenze e sperequazioni tra emigrati e cittadini dei Paesi di residenza. Dalla Chiesa ha affermato per realizzare il passaggio del lavoratore emigrante alla condizione di cittadino europeo occorre anche l'impegno delle forze sindacali; altro obiettivo è quello della realizzazione di un bilancio comunitario di consistenza adeguata. Inoltre si deve puntare alla conquista per gli emigrati, oltre che dei diritti sindacali, anche dei diritti politici, e tutto ciò potrà essere attuato se il Parlamento europeo saprà battersi per l'affermazione dei propri poteri. Infine Franco Compasso ha detto che, con l'inizio della fase costituente europea, il nuovo Parlamento eletto dovrà impegnarsi per una politica economica che tenda a portare il lavoro dove sono i



Ritaglio dal Giornale

di del X

2

lavoratori e non viceversa. Un grande obiettivo è dunque quello della saldatura del Mezzogiorno all'Europa: gli ottantuno parlamentari italiani che saranno eletti dovranno impegnarsi su questo problema centrale nella realizzazione della politica economica europea.

I lavori del convegno sono stati chiusi dal prof. Giuseppe Petrilli, Presidente del Consiglio italiano del Movimento europeo, che ha innanzitutto osservato come la possibilità offerta ai nostri emigrati di votare per il Parlamento europeo nei Paesi di residenza assuma un significato simbolico, divenendo l'immagine di una loro piena integrazione sociale e civile. La libera circolazione dei lavoratori all'interno di un'area integrata acquista il suo pieno significato di progresso sociale solo in presenza di un'evoluzione economica che riduca in modo sostanziale gli squilibri interregionali, migliorando ovunque i livelli di reddito e di occupazione. Solo così l'emigrazione può divenire l'oggetto di una libera scelta e di una migliore valorizzazione delle capacità professionali, ponendosi come un autentico fattore di promozione sociale. La vera novità di questo convegno - ha proseguito Petrilli - consiste nel fatto che il fenomeno migratorio è stato considerato secondo un approccio tendente ad individuare il significato da attribuirsi alla libera circolazione dei lavoratori in un quadro storico tanto mutato rispetto a quello originario. Il problema che maggiormente deve preoccuparci alla vigilia dell'elezione europea è quello di individuare il ruolo da attribuire alla mobilità geografica del lavoro all'interno dell'area integrata. Si tratta di un problema politico in cui l'interesse si sposta dal fenomeno migratorio come tale alla considerazione generale del quadro economico-sociale che la Comunità riuscirà ad esprimere nel nuovo ciclo storico aperto dall'elezione.

La mobilità dei lavoratori nello spazio comunitario - ha affermato Petrilli - presuppone un modello di convivenza fondato sulla salvaguardia e il rispetto del multiforme tessuto culturale che l'Europa ha tratto dalla sua incomparabile esperienza storica, oltre che dalla sua mirabile varietà naturale. La mobilità geografica della popolazione sarà tanto maggiore nell'Europa integrata quanto più compiutamente sarà avvenuto il passaggio da emigrante a cittadino europeo. Concludendo, l'oratore ha espresso l'augurio che l'elezione simultanea del Parlamento europeo rappresenti solo l'inizio ed il simbolo di una rivoluzione culturale: quella che vedrà emergere dall'Europa dilaniata dalla sfida secolare dei nazionalismi contrapposti il popolo europeo, unita da una comune vocazione civile al di là dei particolarismi nazionali e regionali. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale INFORMI

di del 6/5/79 X

LA RIFORMA DELLA CONFERENZA TRIPARTITA ALL'ULTIMA SESSIONE DEL PARLAMENTO EUROPEO PRIMA DEL VOTO DEL 10 GIUGNO - (Inform - 6.5.1979). - Dal 7 all'11 maggio si riunisce a Lussemburgo l'ultima sessione del Parlamento europeo nella sua attuale composizione. Nel quadro della politica sociale assume particolare rilievo - nota l'Inform - la relazione del socialista olandese Albers sulla riforma della Conferenza tripartita. Riferendosi ai risultati deludenti della IV Conferenza del 9 novembre scorso, il relatore constata che la Comunità non è in grado, con le competenze di cui attualmente dispone, di affrontare il problema della disoccupazione, ed esorta pertanto, nell'attuare azioni comunitarie, a cominciare con le categorie e i settori economici per i quali le istituzioni dei Nove possono rivendicare competenze specifiche legalmente sancite. In linea prioritaria sarebbe necessario investire i fondi previsti per esigenze sociali in progetti che assicurino la libera circolazione nella Comunità, onde facilitare la mobilità dei lavoratori tra industrie diversamente colpite dalla crisi economica. Provvedimenti urgenti dovrebbero pure riguardare la disoccupazione femminile e la scarsa o inadatta qualificazione dei giovani lavoratori. La relazione propone di sostituire l'attuale sistema con conferenze paritetiche settoriali ovvero di ristrutturarlo in modo tale da far precedere la Conferenza da negoziati diretti ed esaurienti che le consentano di discutere effettivamente su problemi concreti. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale INFORM

di del 6/5/79 X

CONCLUSO IL CONVEGNO DEL MOVIMENTO EUROPEO SUL TEMA: "DA EMIGRANTE A CITTADINO EUROPEO" - (Inform-6.5.1979).- Con l'intervento del Presidente del Consiglio italiano del Movimento europeo, prof. Giuseppe Petrilli, si è chiuso a Roma, dopo un giorno e mezzo di dibattito, il convegno indetto dallo stesso Movimento europeo sul tema: "Da emigrante a cittadino europeo".

Il convegno, svoltosi nella sala consiliare della Provincia, in Palazzo Valentini, ha visto la partecipazione di rappresentanti degli emigrati provenienti dai vari Paesi europei, di esponenti delle forze politiche, sindacali, associative interessate ai problemi dell'emigrazione nonché di studiosi ed esperti del settore. Tra le adesioni pervenute quelle del Presidente del Consiglio Andreotti, del Sottosegretario agli Esteri Santuz, del Vice Presidente della Commissione della CEE Giolitti.

L'emigrazione sta cambiando - ha detto Angelo Lotti, Segretario generale del Movimento europeo, nell'aprire i lavori del convegno -: l'emigrante non desidera solo sfuggire ad una situazione depressa alla ricerca di un nuovo e diverso status economico, ma ricerca soluzioni diverse che gli consentano di esprimersi in nuovi ruoli professionali, sociali e politici in maniera attiva. E' questo il senso di un progressivo passaggio dall'emigrazione alla libera circolazione in Europa.

Dopo i saluti del Presidente della Provincia di Roma, Lamberto Mancini, e del Direttore dell'Ufficio della Comunità europea per l'Italia, Gianfranco Giro, la relazione sul tema del convegno è stata tenuta dal Segretario confederale della Confederazione europea dei sindacati (CES), Dario Marioli.

Marioli ha ricordato che all'ormai imminente congresso di Monaco la CES presenterà un documento già approvato dal comitato esecutivo che contiene una serie di rivendicazioni concernenti i lavoratori emigrati. Tali rivendicazioni si richiamano in particolare al rispetto di determinati articoli del trattato istitutivo della CEE e all'applicazione del programma di azione in favore dei lavoratori migranti e delle loro famiglie, nonché all'esigenza che siano ratificate le convenzioni e raccomandazioni dell'OIL in materia e che sia garantito il mantenimento dei diritti acquisiti ai migranti in caso di rientro nei Paesi di origine. La CES - ha detto Marioli - considera importante l'appuntamento del 10 giugno ed è convinta che il processo di democratizzazione europeo non avrà senso se non sarà in grado di rispondere meglio alle aspirazioni socio-economiche dei lavoratori.

Numerosi gli intervenuti nell'ampio dibattito, che si è sviluppato nell'intera giornata, anche con la partecipazione di rappresentanti diretti dell'emigrazione in Europa. Aldo Bonaccini, Segretario confederale della CGIL, ha ricordato che molto lavoro resta ancora da compiere sulla strada dell'integrazione, come nel campo della formazione culturale e linguistica e in quello dei diritti politici. Il Consigliere Franco Pulcini, che è a capo dell'Ufficio Europa della Direzione Generale Emigrazione del Ministero degli Esteri, ha sottolineato - come riferito dall'Inform in un precedente servizio - l'azione svolta per assicurare il migliore svolgimento delle operazioni di voto "in loco". Paolo Cinanni, della Presidenza nazionale della FILEF, ha giudicato invece del tutto insoddisfacenti le intese raggiunte con la Francia e la Germania Federale per l'esercizio del voto da parte dei nostri connazionali, e lo stesso hanno fatto Enrico Vercellino dell'Ufficio Emigrazione della CGIL e Pelliccia del PCI, mentre Michele Visicchio, dell'Associazione "Giuseppe Mazzini" e candidato repubblicano al Parlamento europeo

*Ministero degli Affari Esteri*DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

di del

2) X

(circoscrizione elettorale del Sud), ha affermato che in Germania, dove risiede, le possibilità di propaganda politica anche in pubblico sono assicurate. Luigi Majocchi, del Movimento Federalista Europeo, ha posto l'accento sull'esigenza di arrivare alla fondazione dello Stato europeo: solo con un intervento statale di livello europeo, con bilancio adeguato e con una moneta unica, sarà possibile risolvere davvero tale problema. Quindi il Parlamento europeo eletto tradirà le aspettative in esso riposte se non marcerà decisamente verso la fondazione di uno Stato europeo.

Carminc Lanza dell'AITEF, candidato socialdemocratico al Parlamento europeo in rappresentanza degli emigrati residenti in Francia, ha sottolineato le difficoltà degli emigrati in tale Paese in seguito al piano Barre di stabilizzazione economica e le discriminazioni di cui essi sono vittime malgrado la libera circolazione sia garantita dai trattati di Roma. Sui problemi del lavoro si è intrattenuto anche Vercellino (CGIL). L'obiettivo cui si deve puntare - ha detto - è l'equiparazione piena dei lavoratori emigrati con quelli nazionali, con l'applicazione effettiva della normativa esistente. Il Parlamento europeo eletto dovrà battersi perché vi sia un effettivo coordinamento negli organismi preposti al collocamento ed al funzionamento del mercato del lavoro. Analogamente occorre che la direttiva comunitaria concernente l'insegnamento ai figli degli immigrati trovi concreta attuazione e che sia adeguatamente potenziato il Fondo sociale europeo. Sull'opportunità di un potenziamento del Fondo sociale si è intrattenuto anche Stefano Rotondo, Presidente della FAIEG, Federazione delle associazioni degli emigrati italiani in Germania.

La Presidente dell'ANFE, on. Maria Federici, ha illustrato, come già riportato dall'Inform, il programma elettorale elaborato dall'Associazione per le elezioni del Parlamento europeo, concernente tra l'altro i problemi della scuola e della formazione professionale, una politica per la disoccupazione giovanile, la parità uomo-donna, una politica per la famiglia. Il Vice Direttore dell'UCEI, mons. Silvano Ridolfi, ha affermato che l'Europa non si farà sul piano dell'avere ma su quello dell'essere: occorre passare dalla guerra alla cooperazione, dall'economia all'uomo. La democrazia e il pluralismo culturale sono gli elementi che caratterizzano l'Europa: poggiando su di essi riusciremo a costruire solidamente l'unità che altrimenti, qualora fosse fondata sugli interessi anziché sui valori, non potrebbe resistere a lungo.



Ritaglio dal Giornale INFORM

di del 6/5/79 X

FISSATI CON DECRETO DEL MINISTRO DELL'INTERNO LA DATA E L'ORARIO PER IL VOTO "IN LOCO" NEI PAESI DELLA CEE ALLE ELEZIONI EUROPEE - (Inform - 6.5.1979). -

Con decreto in data 24 aprile, pubblicato sulla Gazzetta Ufficiale il 3 maggio, il Ministro dell'Interno ha fissato la data e gli orari per la votazione degli elettori italiani residenti in ciascun membro della CEE alle prossime elezioni per il Parlamento europeo.

Il voto in loco - segnala l'Inform - avrà luogo, a seconda dei Paesi, venerdì 8 giugno, sabato 9 o domenica 10, e precisamente: venerdì 8 giugno in Olanda (dalle 8 alle 22); sabato 9 giugno in Francia, Irlanda, Lussemburgo (dalle 8 alle 22) e in Germania (dalle 8 alle 21; domenica 10 giugno in Belgio (dalle 10 alle 18), Danimarca e Gran Bretagna (dalle 7 alle 21).

La costituzione dei seggi avrà luogo in tutti i Paesi membri della Comunità alle ore 16 del giorno precedente quello della votazione. Le operazioni di scrutinio avranno invece inizio in tutti i Paesi domenica 10 giugno: alle 21 in Danimarca, Germania, Irlanda e Gran Bretagna; alle ore 22 in Belgio, Francia, Lussemburgo e Olanda.

Il decreto è stato comunicato al Ministero degli Esteri perché provveda, a mezzo delle rappresentanze diplomatiche e consolari italiane, a dare avviso alle nostre comunità del calendario delle operazioni elettorali in ciascun Paese della CEE. E' da tener presente che gli elettori che si trovano nei Paesi della Comunità, a norma dell'ultimo comma dell'art. 28 della legge elettorale, qualora entro il quinto giorno precedente quello della votazione non abbiano ricevuto a domicilio il certificato elettorale e l'attestazione del sindaco, possono farne richiesta al Console il quale, ricevuta assicurazione telegrafica dell'iscrizione nelle liste elettorali da parte del comune competente, rilascia apposita certificazione per l'ammissione al voto.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL REGIO NEL CARLINI

di del 6/5/79

Si avvicinano le elezioni del 10 giugno

Parlamento europeo l'ultima sessione

LUSSEMBURGO — I 198 deputati del Parlamento europeo sono convocati a Lussemburgo domani per quella che sarà l'ultima sessione dell'assemblea nella sua attuale composizione. Il 10 giugno prossimo, infatti, 180 milioni di europei sceglieranno il primo Parlamento eletto a suffragio universale che si riunirà per la seduta costitutiva a Strasburgo il 17 luglio.

L'ordine del giorno di questa sessione è particolarmente nutrito e prevede l'esame di una serie di importanti temi comunitari. E' il caso della relazione sulla riforma della politica agricola, che consentirà di fare il punto sulle discussioni attualmente in corso a vari livelli per ovviare con urgenza ad alcuni gravi inconvenienti nel settore. La relazione, pur riaffer-

mando i principi fondamentali della politica agricola dei « nove » (unicità del mercato, solidarietà finanziaria, prezzi comuni, preferenza comunitaria) deplora la crescita delle divergenze regionali e l'uso distorto degli strumenti di mercato.

Un altro importante dibattito è previsto sulle conseguenze che l'ampliamento della comunità avrà su alcuni aspetti settoriali. L'assemblea esaminerà i riflessi che l'ingresso della Grecia, della Spagna e del Portogallo avrà sull'agricoltura, sulla politica energetica sui problemi sociali e regionali e sulle relazioni con i paesi terzi.

Numerose relazioni e interrogazioni saranno presentate da parlamentari italiani. Il senatore Luigi Noè (Dc) illustrerà le modalità per un più efficace controllo del traffico aereo nei cieli europei. La discriminazione delle donne emigrate in Francia sarà al centro di una interrogazione della senatrice Vera Squarcialupi (Pci). L'on. Mario Zagari (Psi) sarà relatore sulla situazione in Etiopia, con particolare riguardo alla violazione dei diritti dell'uomo in quel paese.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO III

Ritaglio dal Giornale IL POPOLO

di del 6/5/79 X

Boffardi: una speranza per le donne d'Europa

Il sottosegretario alla condizione femminile on. Ines Boffardi ha rilasciato, a proposito del risultato delle elezioni politiche inglesi, la seguente dichiarazione:

Indipendentemente dal partito che ha vinto le elezioni in Inghilterra non posso non sottolineare l'importanza del fatto che per la prima volta nell'Europa occidentale una donna abbia assunto la carica di primo Ministro. E' una novità che non mancherà di avere positiva influenza sulla condizione femminile di tutti i Paesi europei, dove le donne incontrano difficoltà ed ostacoli a raggiungere posizioni di rilievo nella vita sociale e politica e nei Parlamenti.

Credo che la presenza della signora Thatcher alla guida dei «torios», lungi dal creare, come da qualche parte si supponeva, difficoltà al suo partito, abbia anzi notevolmente contribuito a determinare il successo elettorale, al di là delle aspettative. Il nuovo capo del Governo inglese ha infatti doti di simpatia e di umanità che difficilmente sono riscontrabili in un uomo politico. La sua propaganda elettorale di casa in casa, a contatto diretto con le persone, la sua capacità di riscoperta di valori fondamentali, come quelli della famiglia e della libera iniziativa, sottolineano la validità di uno stile che l'opinione pubblica ha favorevolmente accolto.

Sono certa la signora Thatcher saprà svolgere il suo ruolo con grande saggezza e con quell'acuto senso politico che ha finora dimostrato. In tal modo potrà arrecare non solo un apporto valido al suo Paese, ma potrà contribuire altresì a creare in tutto il mondo una nuova immagine della donna impegnata nell'azione di governo.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale IL-POPOLO

di del 6/5/79

X

Concluso il convegno sull'emigrazione

Il voto europeo primo passo per l'integrazione sociale

ROMA — La possibilità offerta ai lavoratori italiani di partecipare al voto del 10 giugno nei paesi di residenza assume un significato senza dubbio simbolico e costituisce il primo passo verso l'acquisizione dell'immagine di una loro piena integrazione sociale e civile. La convinzione che l'emigrante divenga cittadino europeo partendo proprio da questa prima elezione diretta del parlamento della Comunità è stata riaffermata ieri a conclusione dei lavori del convegno indetto dal Movimento europeo su questo tema dal presidente del consiglio italiano del Movimento stesso, prof. Petrilli, che ha suggellato due giorni di relazioni, dibattiti, interventi assai stimolanti e di indubbio interesse e che prima dell'intervento di Petrilli aveva registrato una tavola rotonda nel corso della quale i rappresentanti dei partiti politici hanno illustrato le rispettive posizioni, quanto è stato fatto, quanto ci si propone di fare nell'ottica della completa integrazione politica, sociale, economica dei paesi aderenti alla Comunità.

Per la DC è intervenuto il vice presidente dei giovani dc europei, Umberto Laurenti, il quale, dopo aver apprezzato lo sforzo propositivo compiuto

nella relazione introduttiva di Angelo Lotfi, ha illustrato il programma che sul tema specifico dell'emigrazione il Partito popolare europeo ha presentato per il voto del 10 giugno. Laurenti ha osservato che le attuali, inevitabili distorsioni presenti anche nei meccanismi giuridici per l'effettuazione del voto (il rappresentante del Pci, D'Angelosante, aveva in particolare criticato la legge elettorale che a suo dire opererebbe discriminazioni) potranno essere superate di fatto proprio e soltanto quando l'Europa sarà caratterizzata — e questo è l'obiettivo cui puntano i democristiani europei — non più da emigranti secondo le caratteristiche e i vincoli che oggi li condizionano ma da cittadini europei a pieno titolo.

Ciò sarà possibile — e riprendiamo i concetti espressi dal presidente Petrilli nelle sue conclusioni — quando la libera circolazione della mano d'opera assumerà pieno significato di progresso sociale: e ciò avverrà solo in presenza di un'evoluzione economica che riduca in modo sostanziale gli squilibri interregionali, migliorando ovunque i livelli di reddito e di occupazione.

Fabrizio CERRI

La metropoli è europea, il sud no

Ciò si rappresentanti italiani al Parlamento europeo saranno eletti a suffragio universale (basta avere compiuto 18 anni), libero e segreto. Naturalmente secondo il sistema proporzionale, in modo da garantire il diritto di rappresentanza a tutte quelle forze che raggiungeranno un numero di voti « significativo » rispetto al quoziente europeo che sarà di circa 450.000 voti. Le novità del sistema elettorale sono che l'Italia sarà divisa in cinque circoscrizioni, gli elettori dovranno esprimere un numero diverso di preferenze a seconda del collegio in cui voteranno, la ripartizione dei seggi tra i partiti si basa sul « doppio quoziente », una invenzione di ingegneria elettorale scaturita dopo il lungo braccio di ferro tra i partiti.

Che cosa dice la legge. La popolazione elettorale attiva (circa 42 milioni) esprime 51 deputati quindi un deputato vale poco più di 500.000 voti. Dal momento però che la media dei votanti è in genere dell'85/90 per cento, ecco che il quoziente europeo si avvicina alla cifra sopra indicata di 450.000. La legge prevede che l'assegnazione dei seggi ai partiti sia calcolata su base nazionale; questo significa che ogni partito deve sommare i voti di tutti i suoi elettori in tutte le circoscrizioni in modo da ottenere un risultato nazionale. Si divide poi questo risultato per il quoziente europeo (sopra calcolato) ottenendo così il numero di seggi vinti.

Scatta qui il doppio quoziente. Se il partito X ha ottenuto, supponiamo, 8 seggi, in quale delle cinque circoscrizioni li ha vinti? Il partito X divide il proprio risultato nazionale in voti per il numero di seggi vinti (nel nostro caso 8) ottenendo così un proprio quoziente elettorale. Si divide adesso il risultato elettorale circoscrizionale per il quoziente di partito e si assegnano i seggi alle circoscrizioni in cui i voti ottenuti sono pari o superiori al valore del quoziente di partito.

Tutte queste divisioni lavorano naturalmente dei resti: ci saranno cioè dei voti inutilizzati e dei seggi ancora da assegnare. A questo punto, i partiti che in sede nazionale hanno ottenuto i resti più alti continueranno (sempre in ragione proporzionale) i seggi restanti.

Questo complesso meccanismo assicura una corretta ripartizione proporzionale dei seggi: in termini politici, esso garantisce alle formazioni politiche non maggioritarie il diritto di rappresentanza.

Le preferenze. Come risulta dalla tabella, l'elettore può esprimere un numero diverso di preferenze a seconda che voti in questo collegio elettorale o in quello altro. Ciò deriva dal numero maggiore di deputati eu-

ropoli che il primo collegio dovrà esprimere, in conseguenza diretta della maggiore popolazione che esso ha. Tuttavia, questo sistema premia la capacità di scelta delle grandi città (concentrate nei due collegi settentrionali) e penalizza il sud e le isole. Un motivo come un altro per ridurre gli effetti più perversi del « clientelismo » politico ma anche un modo che tende a far dell'elettore meridionale un cittadino di serie B, che va guidato e indirizzato, a differenza dell'elettore del nord, « naturalmente » più europeo e più politicizzato.

I deputati. Per andare al Parlamento europeo bisogna avere più di 25 anni e non essere membro di governo (Andreotti, pensando di essere ancora in carica il 17 luglio, quando si riunirà il Parlamento europeo, ha addotto questo motivo di incompatibilità per non candidarsi), membro della Commissione, della Corte di Giustizia e della Corte dei Conti europeo, membro della Banca Europea degli Investimenti, funzionario della comunità, presidente di giunta regionale o assessore regionale. Il mandato dura 5 anni ed è compatibile con quello di deputato nazionale.

Lo stipendio. Saranno gli stessi deputati eletti a fissare la cifra: qualcuno ha proposto lo stipendio dei deputati tedeschi, cinque milioni e mezzo al mese, Oscar Dyballa un numero di tre milioni e duecentocinquanta mila lire. I parlamentari saranno pagati in valuta belga o francese. La quota di stipendio tassabile sarà pari al 40 per cento (lo stesso dei parlamentari italiani).

Il voto degli emigranti. Saranno circa 400 mila i lavoratori italiani che voteranno nei paesi della Cee. Avranno a disposizione, nelle sedi consolari, cinque ore di ferie, le circoscrizioni. Voteranno in giorni e ore diverse, a seconda del paese in cui risiedono. E precisamente: Belgio, voto domenica 10 dalle 10 alle 18, scrutinio dalle 22; Danimarca, dalle 7 alle 21, scrutinio dalle 21; Francia, voto sabato dalle 8 alle 22, scrutinio la domenica dalle 22; Germania, voto sabato dalle 8 alle 21, scrutinio la domenica dalle 22; Lussemburgo, voto sabato dalle 8 alle 22, scrutinio domenica dalle 8 alle 22, scrutinio domenica dalle 22; Regno Unito, voto domenica dalle 7 alle 21, scrutinio domenica dalle 21.

Pietro Jorzelli

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII
 Ritaglio dal Giornale IL RESTO DEL CARLINO
 di del
 6/5/79 X

Circoscrizioni	seggi	prefer.
I ITALIA NORD-OCCIDENTALE (Piemonte - Valle d'Aosta - Liguria - Lombardia)	22	3
II ITALIA NORD-ORIENTALE (Veneto - Trentino Alto Adige - Friuli Venezia Giulia - Emilia Romagna)	15	2
III ITALIA CENTRALE (Toscana - Umbria - Marche - Lazio)	16	2
IV ITALIA MERIDIONALE (Abruzzi - Molise - Campania - Puglia - Basilicata - Calabria)	19	2
V ITALIA INSULARE (Sicilia - Sardegna)	9	1

VE
 DE
 VI
 IC
 V
 IC
 V



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale L'ESPRESSO

di del 6/5/78

Le rimesse degli emigrati aumentate nel '78 del 31%

Secondo gli ultimi dati della Banca d'Italia, le rimesse degli emigrati hanno raggiunto nel 1978 i 1.641,1 miliardi

di lire, con un aumento del 31 per cento rispetto ai 1.246 miliardi del 1977. Anche lo scorso anno le rimesse avevano fatto registrare una notevole crescita rispetto ai 736 miliardi del 1976.

L'aumento delle rimesse (che hanno costituito nel '78 il 23 per cento del saldo attivo della bilancia dei pagamenti), viene attribuito a diverse cause, tra cui la diminuzione del ricorso a canali non ufficiali e la svalutazione della lira rispetto alle monete dei principali Paesi d'immigrazione, come Germania Federale e Svizzera.

L'aumento delle rimesse verificatosi negli ultimi anni viene posto in relazione anche all'ingresso in Italia di risparmi prima depositati all'estero, in

conseguenza del rientro in Patria di emigrati che intendono intraprendere una attività economica o acquistare una casa.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

ELEZIONI / MINACCIA DI SCIOPERO DEL VOTO DEI PROFUGHI.

Roma, 11 (ital) - I circa cinquecentomila profughi d'Africa (Libia, Eritrea, Etiopia) e di altri paesi esteri, sono in fermento perchè molte assicurazioni nei loro confronti si stanno vanificando. Minacciano lo sciopero dal voto. Il Comitato di coordinamento fra le associazioni di questi profughi, riunitosi a Roma, ha dovuto constatare l'ulteriore aggravamento della situazione dell'intera collettività dei profughi in seguito allo scioglimento anticipato del Parlamento che ha impedito sia l'approvazione della normativa organica, sia del disegno di legge sulle Camere che ha impedito sia l'approvazione della normativa organica, sia del disegno di legge sugli indennizzi, due provvedimenti che avevano già compiuto parte del cammino parlamentare. Il Comitato ha deciso, informa l'agenzia ital, di interessare i segretari dei partiti democratici perchè diano esplicite garanzie sul loro effettivo impegno politico in ordine alla soluzione dei numerosi problemi dei profughi. Ha inoltre preso la determinazione di intervenire presso il presidente del Consiglio on. Andreotti e gli esponenti del governo che attualmente portano avanti importanti trattative internazionali senza esitare a sacrificare i diritti di tanti lavoratori spogliati di ogni loro avere (ad esempio, il negoziato per l'accordo italo-libico). A conclusione dei suoi lavori, il Comitato ha deciso, infine, di orientare al voto i propri aderenti in conformità delle richieste e delle garanzie che gli perverranno dalle autorità. Il telegramma all'on. Andreotti tradisce l'irritazione dei profughi che, al limite, potrebbero attuare lo sciopero nel voto. Dice infatti: "Comitato di coordinamento associazioni profughi d'Africa ed altri paesi esteri riunitosi a Roma nella sede di P.zza Porta Pia restando convocato in permanenza ed interpretando esasperato sentimento centinaia migliaia connazionali traditi loro legittime aspettative di lavoratori habet deciso invitare propri aderenti et collettività italiane estero trarne debite conclusioni momento voto qualora non venisse pubblicamente reso noto impegno governo et suo personale per prossima definizione problemi categoria".

F.to: De Micheli-Centonze-Rizzuti-Mezzedimi-Greco-Paresce-Giannò".
Il telegramma del Comitato ai ministri degli Esteri Forlani e del commercio estero Stamma-
ti è molto duro. Dice, infatti: "Comitato coordinamento associazioni profughi Africa senza
pregiudizio trattative italo-libiche in corso segnala priorità definizione in sede interna-
zionale aut interna contenzioso per danni subiti collettività italiana colà residenti stop
risoluzione sempre promessa ma tuttora non definita".

Infine, dal messaggio telegrafico a Zaccagnini, Craxi, Longo, Biasini e agli altri se-
gretari dei partiti democratici, emerge l'irritazione della massa di profughi. Dice, in-
fatti, testualmente, informa l'agenzia ital: "Comitato coordinamento associazioni profughi
dell'Africa e altri Paesi esteri, oggi riuniti in Roma P.zza Porta Pia 121, interprete esasperato
sentimento centinaia di migliaia connazionali traditi nelle loro legittime aspettative
di lavoratori dall'indifferenza partito ha deciso invitare propri aderenti nonchè colletti-
vità italiane all'estero trarne dovute conclusioni al momento del voto anche votando scheda
nulla ove codesto partito non assuma espliciti impegni elettorali prontamente assicurando
questo comitato che adotterà iniziative idonee per soluzione problema comunità. Rappresentanti
Comitato coordinamento: De Micheli-Giannò-Rizzuti-Centonze-Greco-Cilento-Paresce".

I profughi dicono che le loro pressioni proelettoralmente sono una delle poche armi che resta-
nelle loro mani. Sperano naturalmente che sia risolutiva. "Il nostro - dicono - non è un pu-
no di voti". (ital)



Menaggio
G. V. T. E

Sono cinque milioni gli emigrati nei Paesi della Cee

I rientri nei maggiori Paesi d'emigrazione

PAESI	1974-75	1976	1977
TURCHIA	100.000	—	da 7.500 a 10.000
GRECIA	60.000	32.000	29.500
ITALIA	238.000	86.000	78.000
SPAGNA	200.000	74.000	n.d.
JUGOSLAVIA	154.000	55.000	63.000

Quasi 500 mila emigrati (lavoratori e famiglie) sono tornati in Italia negli ultimi anni. Dietro le cifre della tabella qui accanto (che arriva fino al '77), si nascondono problemi drammatici: come trovare un altro posto di lavoro, in un paese che ha già un milione e 600 mila disoccupati, e 400 mila lavoratori stranieri, come trovare una casa, se la situazione abitativa è già tanto precaria, e poi la scuola per i figli, il difficile riadattamento sociale e culturale...

L'Italia è il paese che ha subito il maggior numero di rientri, come documenta la tabella, presentata al convegno «Da emigrante a cittadino europeo», svoltosi ieri e venerdì a palazzo Valentini, a Roma, organizzato dal movimento europeo. Nella Cee, in particolare, vivono oltre 5 milioni e mezzo di emigrati, di cui ben due terzi provengono da paesi extra-comunitari: sono questi, è stato notato, i cittadini europei per eccellenza. Lavoratori, d'altra parte, colpiti doppiamente: erano lo strato debole nel paese di partenza, lo sono anche in quello di arrivo.

Il Parlamento europeo che verrà eletto il 10 giugno, è stato sottolineato nel corso del convegno, dovrà rafforzare i diritti sociali e politici degli emigrati, e favorire una mobilità del lavoro non traumatica all'interno della Comunità: rafforzando gli interventi del Fondo sociale quelli del fondo regionale, creando un osservatorio europeo della professionalità e dei problemi del lavoro, ecc.

Tra le varie iniziative, c'è un progetto relativo alla creazione nel Mezzogiorno di una fabbrica del valore di 60-70 miliardi di lire, che permetterebbe il rientro dalla Germania di 1000 emigrati



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEI RAPPORTI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

PAESE - SERA

di

del

6/5/78

X

DUE GIORNI orsono il secondo canale della Tv francese, «Antenne 2», ha trasmesso un'intervista a François Mitterrand interamente dedicata ai problemi dell'Europa. Il primo segretario del PS era interrogato dal nostro Giorgio Fanti, e dal corrispondente di «Der Spiegel» a Parigi, Helmut Sorge.

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

PARIGI, 6 — Botta e risposta con François Mitterrand, leader del PS. Ha per primo la parola il giornalista tedesco, Helmut Sorge. Sorge: Il 10 giugno si vota per un'assemblea europea. Che senso ha, se l'assemblea non dispone di poteri reali? Mitterrand: «Ha anzitutto il senso di dotare l'Assemblea di un fondamento popolare che non aveva ancora. Questo non vuol dire che la nuova Assemblea avrà dei nuovi poteri. Questa realtà popolare è in sé un atto storico: ogni cosa a suo tempo». Sorge: Non credete che abbia ragione Willy Brandt nel richiedere una estensione dei poteri, dato che il ruolo di un'assemblea è di controllare l'esecutivo? Mitterrand: «Il ruolo storico dei parlamenti è stato anzitutto di controllare le spese degli esecutivi: penso che l'Assemblea europea sarà sempre più in grado di controllare il bilancio dell'Europa. Ci troviamo di fronte ad una materia nuova, dato che si tratta di nove Stati, di nove nazioni, di nove paesi, che non possono arbitrariamente dotarsi di istituzioni come se avessero cessato di essere nove Stati, nove nazioni, nove paesi. Bisogna dunque avanzare saggiamente. Con buon senso, ma anche con ambizione».

Fanti: Vorrei spostare le domande su un piano più generale. Nella mozione che è stata approvata dal Congresso socialista di Metz ed è divenuta, come voi dite «la Carta del partito», vi è un'espressione importante, anche se un po' misteriosa: la nuova divisione internazionale del lavoro. Che cosa volete dire con quella formula, e perché essa riguarda non solo l'Europa, ma anche la vita di ognuno di noi?

Mitterrand: «Penso che il potere dominante economico appartiene oggi alle società multinazionali. Il capitalismo è giunto allo stadio di un processo che lo ha portato a controllare

in una vasta parte del mondo, l'insieme degli scambi internazionali. Questo capitalismo multinazionale, più potente della maggior parte dei poteri politici degli Stati, ridistribuisce a suo modo, e secondo i suoi propri interessi: il lavoro e la produzione nei paesi occidentali. Oggi, per fare l'esempio della Francia, stiamo perdendo una serie di industrie perché la divisione internazionale del lavoro, attutata dalle multinazionali, porta a scartare la Francia da determinati tipi di produzione».

Fanti: Potete precisare quali? Mitterrand: «La siderurgia, l'industria tessile, i cantieri navali, e la Francia ha perduto già la battaglia degli ordinatori e quella dell'industria agroalimentare. Siamo stati anche minacciati sul piano aeronautico. In breve, ritengo che oggi lo sviluppo del capitalismo multinazionale tenda ad imporre a ciascuno dei nostri paesi una ripartizione del lavoro che non corrisponde né agli interessi dei lavoratori né a quelli di ogni nazione».

Fanti: La nuova divisione internazionale del lavoro è dunque una nuova struttura dell'imperialismo?

Mitterrand: «È una forma di imperialismo, indubbiamente. Non dico che non deve esistere una certa divisione internazionale del lavoro e della produzione, che corrisponda alle nuove dimensioni del mondo. Ma bisogna che un paese come la

Francia, che è un grande paese, sia in grado di mantenere un certo numero di settori industriali possenti, altrimenti la Francia è condannata a diventare un paese dipendente, non più padrone delle proprie decisioni. Che nell'insieme del mondo industriale di oggi, senza dimenticare il Terzo Mondo, vi sia bisogno di una ripartizione della produzione stabilita con la concertazione e il dialogo, non c'è dubbio. Ma questo non deve avvenire per imposizione di quell'imperialismo che voi avete ricordato».

Fanti: Il problema non è soltanto della Francia, mi sembra, o di qualunque altro singolo paese. La nuova divisione internazionale del lavoro è un'impresa gigantesca, che sta spostando il centro produttivo dell'Occidente dall'Atlantico al Pacifico, e che, di conseguenza, tende ad emarginare l'Europa nel suo insieme...

Mitterrand: «Credo che voi abbiate ragione: emarginare l'Europa è certo uno degli obiettivi, anche se all'interno dell'Europa vi sono ancora forze molto vive che possono impedirlo. E vero però che le principali decisioni sono prese al di fuori del nostro continente».

Fanti: Il problema Europa viene dunque posto in modo

Vogliono emarginare l'Europa

Le principali decisioni, afferma il leader socialista francese, sono prese al di fuori del nostro continente - Bisogna impedire che ciò avvenga organizzando la Comunità



0/0



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

PAESE - SERA

di

del

6/5/79



DUE GIORNI orsono il secondo canale della Tv francese, «Antenne 2», ha trasmesso un'intervista a François Mitterrand interamente dedicata ai problemi dell'Europa. Il primo segretario del PS era interrogato dal nostro Giorgio Fanti, e dal corrispondente di «Der Spiegel» a Parigi, Helmut Sorge.

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

PARIGI, 6 — Botta e risposta con François Mitterrand, leader del PS. Ha per primo la parola il giornalista tedesco, Helmut Sorge. Sorge: Il 10 giugno si vota per un'assemblea europea. Che senso ha, se l'assemblea non dispone di poteri reali? Mitterrand: «Ha anzitutto il senso di dotare l'Assemblea di un fondamento popolare che non aveva ancora. Questo non vuol dire che la nuova Assemblea avrà dei nuovi poteri. Questa realtà

popolare è in sé un atto storico: ogni cosa a suo tempo». Sorge: Non credete che abbia ragione Willy Brandt nel richiedere una estensione dei poteri, dato che il ruolo di un'assemblea è di controllare l'esecutivo? Mitterrand: «Il ruolo storico dei parlamenti è stato anzitutto di controllare le spese degli esecutivi: penso che l'Assemblea europea sarà sempre più in grado di controllare il bilancio dell'Europa. Ci troviamo di fronte ad una materia nuova, dato che si tratta di nove Stati, di nove nazioni, di nove paesi, che non possono arbitrariamente dotarsi di istituzioni come se avessero cessato di essere nove Stati, nove nazioni, nove paesi. Bisogna dunque avanzare saggiamente. Con buon senso, ma anche con ambizione».

Fanti: Vorrei spostare le domande su un piano più generale. Nella mozione che è stata approvata dal Congresso socialista di Metz ed è divenuta, come voi dite «la Carta del partito», vi è un'espressione importante, anche se un po' misteriosa: la nuova divisione internazionale del lavoro. Che cosa volete dire con quella formula, e perché essa riguarda non solo l'Europa, ma anche la vita di ognuno di noi?

Mitterrand: «Penso che il potere dominante economico appartiene oggi alle società multinazionali. Il capitalismo è giunto allo stadio di un processo che lo ha portato a controllare

in una vasta parte del mondo. Insieme degli scambi internazionali. Questo capitalismo multinazionale, più potente della maggior parte dei poteri politici degli Stati, ridistribuisce a suo modo, e secondo i suoi propri interessi, il lavoro e la produzione nei paesi occidentali. Oggi, per fare l'esempio della Francia, stiamo perdendo una serie di industrie perché la divisione internazionale del lavoro, attuata dalle multinazionali, porta a scartare la Francia da determinati tipi di produzione».

Fanti: Potete precisare quali?

Mitterrand: «La siderurgia, l'industria tessile, i cantieri navali, e la Francia ha perduto già la battaglia degli ordinatori e quella dell'industria agroalimentare. Siamo stati anche minacciati sul piano aeronautico. In breve, ritengo che oggi lo sviluppo del capitalismo multinazionale tenda ad imporre a ciascuno dei nostri paesi una ripartizione del lavoro che non corrisponde né agli interessi dei lavoratori né a quelli di ogni nazione».

Fanti: La nuova divisione internazionale del lavoro è dunque una nuova struttura dell'imperialismo?

Mitterrand: «È una forma di imperialismo, indubbiamente. Non dico che non deve esistere una certa divisione internazionale del lavoro e della produzione, che corrisponda alle nuove dimensioni del mondo. Ma bisogna che un paese come la

Francia, che è un grande paese, sia in grado di mantenere un certo numero di settori industriali possenti, altrimenti la Francia è condannata a diventare un paese dipendente, non più padrone delle proprie decisioni. Che nell'insieme del mondo industriale di oggi, senza dimenticare il Terzo Mondo, vi sia bisogno di una ripartizione della produzione stabilita con la concertazione e il dialogo, non c'è dubbio. Ma questo non deve avvenire per imposizione di quell'imperialismo che voi avete ricordato».

Fanti: Il problema non è soltanto della Francia, mi sembra, o di qualunque altro singolo paese. La nuova divisione internazionale del lavoro è un'impresa gigantesca, che sta spostando il centro produttivo dell'Occidente dall'Atlantico al Pacifico, e che, di conseguenza, tende ad emarginare l'Europa nel suo insieme...

Mitterrand: «Credo che voi abbiate ragione: emarginare l'Europa è certo uno degli obiettivi, anche se all'interno dell'Europa vi sono ancora forze molto vive che possono impedirlo. È vero però che le principali decisioni sono prese al di fuori del nostro continente».

Fanti: Il problema Europa viene dunque posto in modo

Vogliono emarginare l'Europa

Le principali decisioni, afferma il leader socialista francese, sono prese al di fuori del nostro continente - Bisogna impedire che ciò avvenga organizzando la Comunità



0/0



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI STRANIERI SOCIALI

X

François Mitterrand a «Antenne-2» risponde alle domande di Paese sera

Vogliono emarginare l'Europa

Le principali decisioni, afferma il leader socialista francese, sono prese al di fuori del nostro continente - Bisogna impedire che ciò avvenga organizzando la Comunità

DUE GIORNI orsono il secondo canale della Tv francese, «Antenne 2», ha trasmesso un'intervista a François Mitterrand interamente dedicata ai problemi dell'Europa. Il primo segretario del PS era interrogato dal nostro Giorgio Fanti, e dal corrispondente di «Der Spiegel» a Parigi, Helmut Sorge.

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

PARIGI, 6 — Botta e risposta con François Mitterrand, leader del PS. Ha per primo la parola il giornalista tedesco, Helmut Sorge. Sorge: Il 10 giugno si vota per un'assemblea europea. Che senso ha, se l'assemblea non dispone di poteri reali? Mitterrand: «Ha anzitutto il senso di dotare l'Assemblea di un fondamento popolare che non aveva ancora. Questo non vuol dire che la nuova Assemblea avrà dei nuovi poteri. Questa realtà popolare è in sé un atto storico: ogni cosa a suo tempo». Sorge: Non ciedete che abbia ragione Willy Brandt nel richiedere una estensione dei poteri, dato che il ruolo di un'assemblea è di controllare l'esecutivo? Mitterrand: «Il ruolo storico dei parlamenti è stato anzitutto di controllare le spese degli esecutivi; penso che l'Assemblea europea sarà sempre più in grado di controllare il bilancio dell'Europa. Ci troviamo di fronte ad una materia nuova, dato che si tratta di nove Stati, di nove nazioni, di nove paesi, che non possono arbitrariamente dotarsi di istituzioni come se avessero cessato di essere nove Stati, nove nazioni, nove paesi. Bisogna dunque avanzare saggiamente. Con buon senso, ma anche con ambizione».

Fanti: Vorrei spostare le domande su un piano più generale. Nella mozione che è stata approvata dal Congresso socialista di Metz ed è divenuta, come voi dite «la Carta del partito», vi è un'espressione importante, anche se un po' misteriosa: la nuova divisione internazionale del lavoro. Che cosa volete dire con quella formula, e perché essa riguarda non solo l'Europa, ma anche la vita di ognuno di noi?

Mitterrand: «Penso che il potere dominante economico appartiene oggi alle società multinazionali. Il capitalismo è giunto allo stadio di un processo che lo ha portato a controllare

in una vasta parte del mondo, l'insieme degli scambi internazionali. Questo capitalismo multinazionale, più potente della maggior parte dei poteri politici degli Stati, ridistribuisce a suo modo, e secondo i suoi propri interessi il lavoro e la produzione nei paesi occidentali. Oggi, per fare l'esempio della Francia, stiamo perdendo una serie di industrie perché la divisione internazionale del lavoro, attuata dalle multinazionali, porta a scartare la Francia da determinati tipi di produzione».

Fanti: Potete precisare quali? Mitterrand: «La siderurgia, l'industria tessile, i cantieri navali, e la Francia ha perduto già la battaglia degli ordinatori e quella dell'industria agroalimentare. Siamo stati anche minacciati sul piano aeronautico. In breve, ritengo che oggi lo sviluppo del capitalismo multinazionale tenda ad imporre a ciascuno dei nostri paesi una ripartizione del lavoro che non corrisponde né agli interessi dei lavoratori né a quelli di ogni nazione».

Fanti: La nuova divisione internazionale del lavoro è dunque una nuova struttura dell'imperialismo?

Mitterrand: «È una forma di imperialismo, indubbiamente. Non dico che non deve esistere una certa divisione internazionale del lavoro e della produzione, che corrisponda alle nuove dimensioni del mondo. Ma bisogna che un paese come la

Francia, che è un grande paese, sia in grado di mantenere un certo numero di settori industriali possenti, altrimenti la Francia è condannata a diventare un paese dipendente, non più padrone delle proprie decisioni. Che nell'insieme del mondo industriale di oggi, senza dimenticare il Terzo Mondo, vi sia bisogno di una ripartizione della produzione stabilita con la concertazione e il dialogo, non c'è dubbio. Ma questo non deve avvenire per imposizione di quell'imperialismo che voi avete ricordato».

Fanti: Il problema non è soltanto della Francia, mi sembra, o di qualunque altro singolo paese. La nuova divisione internazionale del lavoro è un'impresa gigantesca, che sta spostando il centro produttivo dell'Occidente dall'Atlantico al Pacifico, e che, di conseguenza, tende ad emarginare l'Europa nel suo insieme...

Mitterrand: «Credo che voi abbiate ragione: emarginare l'Europa è certo uno degli obiettivi, anche se all'interno dell'Europa vi sono ancora forze molto vive che possono impedirlo. È vero però che le principali decisioni sono prese al di fuori del nostro continente».

Fanti: Il problema Europa viene dunque posto in modo



François Mitterrand

0/0



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal *Giornale*

di del

X

Mitterrand: «È evidente, anche se voglio premettere che, quando ho fatto quell'affermazione, non volevo affatto dire che rifiutavo un'Europa pluralista, in cui vi siano socialisti, liberali, conservatori, e così via. I liberali e i conservatori, coloro che sono ancora legati alla filosofia del liberismo del XIX secolo e ad una falsa nozione del "libero scambio", ebbene, costoro non possono costruire l'Europa. E non possono perché l'evoluzione del capitalismo multinazionale non può sopportare la realtà di un'Europa come comunità protetta, come unione doganale con tariffe preferenziali, come una sorta di sbarramento al libero scambio universale, lo dico fra virgolette. La strategia degli Stati Uniti e delle grandi multinazionali è contraria all'esistenza di un'Europa comunitaria. Solo dei socialisti, che vogliono un altro sistema economico, saranno capaci di opporsi all'imperialismo economico dominante, e quindi saranno in grado di costruire l'Europa».

Sorge: Tra i socialisti europei vi sono molte divergenze, in particolare per voi e la SPD, tra voi e i laburisti. Come superare queste contraddizioni tra «i partiti fratelli»?

Mitterrand: «Non esageriamo le divergenze. Tutti i partiti socialisti e socialdemocratici d'Europa hanno la stessa origine: sono gli eredi del movimento operaio nato con la società industriale. E il proletariato, sono i milioni di uomini, di donne, di bambini strappati al mondo pastorale, i nuovi schiavi a disposizione dei padroni del denaro e dei grandi mezzi di produzione, dai quali provengono tutti i partiti socialisti e socialdemocratici europei. È un fatto che pesa molto, tuttora, sulle mentalità e sui programmi e ci fa essere tuttora nella stessa Internazionale socialista. È vero che ci sono delle divergenze. È vero che i laburisti inglesi e i socialdemocratici tedeschi, per esempio, hanno una visione dell'economia, l'economia di mercato, differente dalla nostra. È vero che quei partiti danno meno importanza di noi all'appropriazione sociale dei mezzi di produzione. E negano che noi abbiamo, per la pianifica-

zione, le nazionalizzazioni, l'autogestione, un certo numero di obiettivi, che non sono condivisi dai nostri amici socialdemocratici. Questo non impedisce però che all'interno dell'Europa dei nove, noi avremo la maggioranza relativa, come i socialdemocratici e i socialisti, e vi sia abbastanza somiglianza fra noi perché si possa far fare insieme un passo avanti immenso all'Europa dei nove».

Fanti: La collaborazione tra partiti socialisti e socialdemocratici è necessaria. Vorrei sapere se la ritenete sufficiente per costruire l'«Europa dei lavoratori», oppure se non occorre la collaborazione anche dell'altra ala del movimento operaio, quella comunista.

Mitterrand: «Dipende anche dai comunisti. Se loro non lo vogliono, che posso farci? Voi sapete fino a qual punto il partito socialista auspica di sviluppare di nuovo l'unione della sinistra, cioè l'unione delle forze popolari per allontanare dal potere in Francia i conservatori. Sul piano europeo vi sono diverse contraddizioni all'interno del movimento comunista. Il partito comunista francese si è rivelato sistematicamente ostile a qualsiasi costruzione europea, nonostante gli impegni sottoscritti del programma comune. Al contrario il Pci è molto favorevole alla costruzione europea. Dunque, voi avete espresso un auspicio, o un rimpianto e io condivido l'uno e l'altro. Penso che il ruolo fondamentale del partito socialista sia quello di allargare il fronte dei lavoratori».

Fanti: Più che un auspicio, dovrebbe essere una necessità...

Mitterrand: «Sì, avete ragione ma dovrebbe essere una necessità compresa come tale».

Sorge: Voi siete come il presidente Giscard d'Estaing partigiano di un'Europa confederale. Perché siete contrario a un'Europa federale?

Mitterrand: «Noi socialisti francesi vogliamo esattamente il contrario di ciò che vuole Giscard d'Estaing: cioè un'Europa socialista. Quanto al dibattito fra Europa federale e Europa confederale, a me sembra una disputa non attuale».

GIORGIO FANTI

del tutto nuovo. Non è il caso di organizzarla, questa Europa...

Mitterrand: «Sì, precisamente...»

Fanti: E come impostare il discorso e la lotta politica per realizzare l'obiettivo, che vi siete posti, in una «Europa dei lavoratori»?

Mitterrand: «È una domanda che determina già la risposta: dal momento in cui l'Europa rischia l'emarginazione, bisogna impedire che questo avvenga, quindi bisogna organizzare l'Europa. Ed è per questo che mi sono permesso di interrompervi. Qui è la ragione che determina il Partito socialista ad essere fino in fondo un partito europeo: è il solo modo di servire gli interessi della Francia di determinare in modo diverso la divisione internazionale del lavoro nel mondo. Poiché questo non avverrà grazie ad una operazione dello Spirito Santo, conviene creare determinate strutture, ragione per cui il Partito socialista, che accetta i trattati di Roma, auspica di cambiarli e in ogni caso vuole, da oggi, trasformarne il contenuto, creando l'Europa dei lavoratori».

Sorge: Perché avete detto che l'Europa sarà socialista o non sarà? Non ci potrebbe essere un'Europa conservatrice?



VNITA'

Ritaglio dal Giornale

di del 6/5/79

+

Concluso a Palermo il convegno sulla consultazione del 10 giugno

Una Europa democratica per il riscatto del Sud

La relazione introduttiva del compagno Pancrazio De Pasquale e gli interventi di Cardia, Spinelli e Occhetto - L'alternativa fra due politiche e il significato del voto al PCI

Dal nostro inviato

PALERMO — Che cosa rappresenta per la Sicilia, per la Sardegna e per il Mezzogiorno d'Italia l'appuntamento elettorale del 10 giugno? Ancor meno che altro, si può fare credito a quelle parole retoriche euro-peiste della DC e dei suoi alleati. Né, d'altra parte, ha credibilità la tesi che affida alle elezioni europee il potere miracoloso di cambiare le cose in Italia dal di fuori. Per il Mezzogiorno, come per il resto d'Italia, si tratta, invece, di affrontare il nodo autentico che collega la soluzione dei problemi nazionali alla dimensione internazionale della crisi, di porre fine alla discriminazione anticomunista in Italia e in Europa, di far avanzare le forze di sinistra e democratiche.

Questa, in sostanza, la visione che si è affermata al convegno. Una nuova Europa per il riscatto del Mezzogiorno e del Mezzogiorno è aperto venerdì al Teatro Biondo di Palermo con una relazione del compagno

Pancrazio De Pasquale e concluso ieri mattina con gli interventi di Achille Occhetto e di Altiero Spinelli. La quasi contemporaneità delle due consultazioni elettorali — ha detto De Pasquale — sottolinea appunto quel nesso e quell'obiettivo, sempre più forte, il potere battuti coerentemente per evitare che ogni scossa, ogni tensione europea o mondiale si trasformasse in un conflitto, per aprire dovunque la strada alle classi lavoratrici, per far crescere pacificamente l'auteca prospettiva praticabile di rinnovamento e di trasformazione, che è quella socialista. Oggi appare chiaro che i veri europeiati non erano i nostri avversari bensì coloro che, come noi, hanno sempre lottato per creare le condizioni storiche entro le quali fosse possibile convogliare una Europa unita e pacifica, in grado di svolgere una propria funzione autonoma, aggregarla, in direzione di un nuovo e più fecondo assetto mondiale.

Viviamo — ha detto ancora il relatore — una nuova

balterna e remissiva del governo italiano.

Questo è l'interesse del Mezzogiorno, della Sicilia, della Sardegna. Una ricostituzione dell'economia dei paesi europei si impone come risposta alla crisi mondiale e come una necessità. Occorre dare vita ad una programmazione che introduca un nuovo sistema di convivenza europea, basato sulla ricostituzione e sui processi di trasformazione e sviluppo dell'Europa meridionale. Se la Comunità arriverà ad una nuova divisione del lavoro, ad una programmazione comune, la Sicilia, per la sua posizione può diventare una grande riserva di produttività. Si tratta ovviamente di un processo difficile, lungo, dall'esito incerto ma le forze democratiche siciliane e sarde e le istituzioni autonome, che hanno il dovere di contribuire dal basso, se così si può dire, a questo modo nuovo di intendere l'integrazione, battendo le forze della conservazione.

A sua volta, Umberto Cardia, dell'Associazione italo-

araba, si è soffermato sul posto che compete all'Europa nel rapporto Nord-Sud (l'Europa importa dal Terzo mondo il 90 per cento del suo fabbisogno petrolifero e il 75 per cento di quella di materie prime; verso il Terzo mondo va il 30 per cento delle esportazioni complessive, mentre il 12,5 per cento sono dirette verso gli Stati Uniti e l'8 per cento verso i Paesi dell'Est). A questo rapporto sono collegati gli orientamenti della necessaria politica mediterranea.

Sempre più chiaramente, nell'Inno ai Paesi del Sud, ha osservato Altiero Spinelli, si è venuta delineando per la Comunità l'alternativa tra due politiche che, l'una volta a favorire l'innalzamento del livello delle economie esportatrici, l'altra diretta a promuovere con adeguati investimenti e investimenti di sviluppo, una crescita più rapida e maggiorata, e, ricorrendo su questa crescita, rimotivare in modo mirato l'economia delle altre. Per realizzare la crescita via via necessaria, la Comunità sia più forte, più capace di influenzare il tenore di mercato e più fortemente controllata dallo Stato. Da ciò deriva l'importanza delle elezioni politiche europee e l'interesse di far uscire da esse, come da quello nazionali una for-

te presenza dei comunisti italiani.

Per una Europa di sinistra — ha detto Occhetto, ultimo oratore — noi chiediamo che si voti comunista.

La Sicilia, la quale ha molto sofferto per il modo di realizzare l'unità europea. Deciso è da chi essa sarà rappresentata: se da forze spulberate alla politica del grande capitale o dalle forze più conseguentemente impegnate nella lotta autonoma. L'esigenza di un giusto rapporto tra Sicilia e Mezzogiorno, che è stata al centro dell'alternativa costituzionale della Repubblica, si ripropone a livello europeo, in rapporto sia con un'isolazionismo nazionalistico, sia con una marginalizzazione, sia con una marginalizzazione, sia con una marginalizzazione che ricorda lo stesso Paese del pensiero meridionalista.

Chi difendeva le autonomie, il presidente comunista dell'Assemblea regionale o Svelbo? Se l'Italia è stata fatta del Nord con la Comunità, è dal Sud che una nuova vita deve cominciare, da un Sud che ha fatto di libertà e fame di democrazia — che il nostro rinnovamento deve partire, nell'interesse dell'Italia e dell'Europa.

Ennio Polito



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Il Formale

di

del

6. V. 79

X

Una nota del Consolato italiano

La macchina elettorale per gli emigrati in Svizzera

LUGANO, 5 maggio

Il consolato generale d'Italia a Lugano comunica:

La legge elettorale recentemente approvata dal Parlamento prevede l'automatica ed immediata reiscrizione d'ufficio nelle liste elettorali di tutti gli italiani emigrati. Tuttavia, coloro che ritenessero di non essere iscritti presso il proprio comune di nascita o di origine, possono sino all'imminenza delle votazioni, presentare una domanda d'iscrizione tramite gli uffici consolari italiani che sono a piena disposizione onde fornire i necessari formulari ed ogni informazione sulla legge che concerne l'iscrizione nelle liste elettorali, che può essere consultata presso gli uffici stessi e le sedi delle Associazioni italiane.

Si conferma poi che è indispensabile che quanti abbiano cambiato indirizzo recentemente devono darne comunicazione direttamente al proprio comune (ufficio elettorale) di nascita o di origine. Gli uffici consolari assicureranno la necessaria assistenza agli elettori sino al giorno dell'apertura dei seggi elettorali. Gli stessi uffici saranno a disposizione dei connazionali onde agevolarli per ogni ragguaglio e sotto ogni punto di vista, compreso quello del raggiungimento della sede elettorale.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale

Avanti

di

del 6. V. 79

X

Zagari presenta il programma europeo

«I protagonisti dell'Europa debbono diventare le classi lavoratrici, e non più il capitalismo perché direttamente interessati alle slide economiche mondiali che necessitano di una risposta adeguata per determinare una uscita in positivo dalla crisi».

Questo il programma elettorale europeo che il PSI intende portare avanti e che è stato illustrato ieri da Mario Zagari, vicepresidente del Parlamento europeo, nel corso della presentazione dei candidati del partito per la circoscrizione centro (Toscana, Marche, Umbria e Lazio).

Oltre al capolista Zagari, sono presenti in lista l'on. Luigi Mariotti, vicepresidente della Camera dei Deputati e tra gli altri il giornalista Ruggero Orlando, il sindacalista Francesco Simoncini, il rettore dell'università di Camerino, Romano Cipollini, e il noto esperto di architettura Bruno Zevi.

I socialisti, ha detto ancora Zagari, «ripudiano l'Europa miracolistica del dopoguerra, del piano Marshall e del keynesismo, che poi è piombata nell'attuale drammatica crisi». Quanto alle altre forze politiche, ha rilevato l'esponente socialista, c'è da dire che la DC appare spostarsi nettamente a destra («basti pensare agli osanna per la vittoria dei conservatori e alla scomparsa delle liste di Granelli»), mentre i comunisti non rappresenteranno certo un solido punto di riferimento perché «dell'eurocomunismo non rimane più nulla».



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

Meneghes

di

del

6.11.79

X

Socialisti: in due punti l'Europa di domani

Due punti del Psi per sintetizzare il programma socialista per l'elezione del nuovo Parlamento europeo. Li ha enunciati ieri Mario Zegari, vice presidente dell'assemblea uscente di Strasburgo (che domani tiene la sua ultima seduta ordinaria), per la presentazione dei candidati del Psi della circoscrizione Centro. Con Zegari altri candidati nella stessa lista: Luigi Mariotti, vice presidente della Camera, il giornalista Ruggero Orlando, il sindacalista Francesco Simoncini, il rettore dell'università di Camerino Romano Cipollini, l'architetto Bruno Zevi.

I due punti: 1) «I protagonisti dell'Europa devono diventare le classi lavoratrici, e non più il capitalismo, perché direttamente interessate alle sfide economiche mondiali». 2) «I socialisti ripudiano l'Europa miracolistica del dopoguerra, del piano Marshall e del Keynesismo, che poi è piombata nell'attuale drammatica crisi».

Quali saranno i rapporti e i conflitti tra la Comunità di domani e gli Stati nazionali? Forse nel futuro c'è uno Stato « confederale » ma per adesso l'Europa tende sempre più ad assomigliare...

Alla corte di Versailles

È stato scritto più volte in queste settimane che italiani e inglesi non potevano scegliere periodo peggiore per le loro elezioni politiche. Volendo a ritroso delle europee essi sottraggono al 10 giugno una parte della loro attenzione e scappano un'occasione storica. Se il tema dell'Europa avesse occupato per qualche settimana tutto lo spazio che gli compete, avrebbero meglio compreso l'importanza del voto europeo e più intensamente dibattuto le sue prospettive.

L'osservazione è fondata. Ma l'eccezionale coincidenza di due avvenimenti che possono apparire sotto certi aspetti contraddittori (forse che l'Europa non è destinata ad affermare la graduale decadenza degli Stati nazionali) presenta qualche vantaggio. Le circostanze politiche che consentono infatti agli italiani e agli inglesi di porre una domanda che negli altri paesi della Comunità, forse, apparirà meno evidente: quali saranno nei prossimi anni i rapporti e i conflitti tra l'Europa di cui stiamo per eleggere il Parlamento e gli ordinamenti statali che la compongono?

Quando si accingono a entrare in guerra i generali rifanno a lavolino le battaglie della guerra precedente, con risultati spesso disastrosi. In realtà tutti coloro che affrontano situazioni nuove fanno necessariamente riferimento alle loro esperienze e al bagaglio delle loro conoscenze storiche. Per trent'anni abbiamo applicato all'Europa comunitaria un sistema di concetti e d'inter-

prezzioni desunto dal nostro passato o per meglio dire da una particolare interpretazione e lettura di esso. Come gli Stati nazionali avevano gradualmente assorbito gli ordinamenti preesistenti — signorie e principati, repubbliche marinare e città anseatiche, ducati e granducati, vescovadi e marchesi — così l'Europa avrebbe gradualmente assorbito gli Stati nazionali sostituendo ad essi strutture ed ordinamenti nuovi.

Un mosaico di poteri locali

Applicando al futuro questo schema, peraltro discutibile, abbiamo quindi immaginato e teorizzato due sviluppi paralleli: da un lato gli ordinamenti europei, sempre più articolati e ricchi di contenuti, dall'altro gli Stati nazionali, gradualmente svuotati della loro importanza e della loro necessità. Che questa visione del futuro fosse generalmente condivisa, in positivo e in negativo, è dimostrato dalle grandi battaglie europee degli ultimi vent'anni. De Gaulle si oppose all'adozione del criterio maggioritario nelle deliberazioni degli organi comunitari e all'elezione del Parlamento europeo proprio per evitare o ritardare tale prospettiva. I nazionalisti inglesi di destra e di sinistra fecero campagna contr-

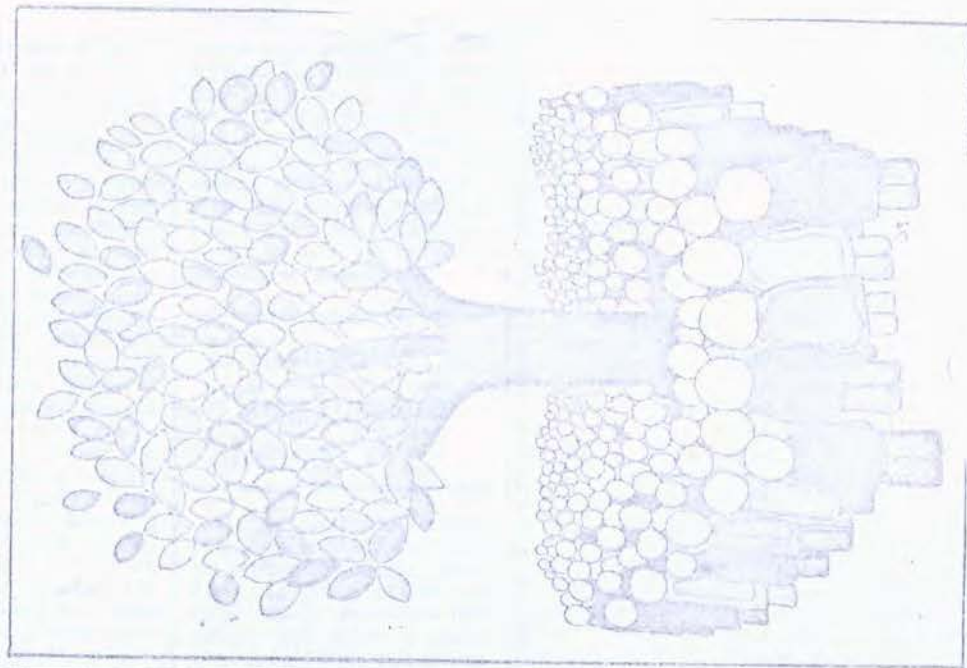
ingresso del loro paese nel Mercato comune proprio perché ostili alla perdita di sovranità che ne sarebbe derivata.

Che cosa è accaduto in realtà? Lo Stato nazionale, nel senso giacobino e ottocentesco dell'espressione, sta subendo quasi ovunque profonde trasformazioni. In alcuni casi (l'Italia, sotto certi aspetti la Gran Bretagna) appare generalmente inadatto a fronteggiare i problemi delle società moderne. In altri casi (Francia, Germania federale) ha tenuto il passo coi tempi adattando le proprie strutture. Ovunque, tuttavia, è costretto a inventare nuovi equilibri fra il potere centrale e quello degli enti locali, veri protagonisti della storia europea degli ultimi dieci anni. Dalla Scozia alla Sicilia, dalla Catalogna alla Baviera, l'Europa occidentale è ormai un mosaico di province, regioni, Länder, cantoni e dipartimenti che riscoprono la loro identità culturale e chiedono di «riversare» la loro vita quotidiana: il taglio di un bosco, il funzionamento di un ospedale, l'apertura d'una scuola, lo sfruttamento d'una cavea, il restauro d'una chiesa.

Parlando della situazione italiana Giuseppe De Rita ha scritto recentemente sul *Corriere della Sera* del 24 aprile: « Se analizziamo (...) l'attuale realtà della nostra società, dobbiamo constatare che essa è solo in parte sotto il controllo e la gestione del potere centrale, del governo nazionale. Delle forze politiche che lo esprimono, delle maggioranze che lo sostengono. Per un'altra

parte, a dire il vero molto consistente, la società è governata dagli enti locali, dai comuni, dalle province, dalle regioni; e continuerà ad essere come oggi (governata o ingovernata o sgovernata) anche dopo le elezioni politiche ». Al che potremmo aggiungere: anche dopo le elezioni europee.

Se questa è la realtà, quale si va delineando all'inverno degli Stati nazionali occorre correggere le nostre previsioni e immaginare diverse prospettive. L'Europa non diverrà un altro Stato



Ministero degli Affari Esteri
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio dal Giornale

di del



nazionale, più vasto e popoloso di quelli che la compongono. Nella migliore delle ipotesi essa assomiglierà alla monarchia francese prima della rivoluzione. Le decisioni di Bruxelles e di Strasburgo, come quelle di Versailles, dovranno, per diventare realtà, venire a patti con antiche e nuove legislazioni, privilegi locali, giurisdizioni provinciali. La politica finanziaria della Comunità potrà contare sulla collaborazione della Banca d'Italia, ma quella agricola modificherà i nostri equilibri economici e sociali soltanto se la regione Toscana e la regione Calabria vorranno e sapranno tenere il passo con le norme dei vertici bruxellesi. Ho detto espressamente Toscana e Calabria per suggerire come possano essere diverse le velocità di crociera d'una macchina così eterogenea e composta.

E la lotta contro il terrorismo, la difesa contro la criminalità, la politica estera? Né Bruxelles né Strasburgo possono difenderci dalle Brigate rosse e dai sequestri di persona; né la commissione né il Parlamento possono garantirci contro la mafia siciliana e contro i taglieggiatori dei negozi napoletani. Quanto alla politica estera è illusorio pensare che gli uomini di Bruxelles possano governare la barca dell'Europa lungo una rotta di cui nessuno può tracciare il percorso e riconoscere le difficoltà. La gestione degli affari internazionali chiede programmi meditati e decisioni improvvisate: chiede soprattutto un vasto consenso sugli interessi da difen-

dere e sugli obiettivi da conseguire. La Comunità europea potrà tutt'al più, per molto tempo, formulare generici programmi. Londra, Parigi, Bonn e Roma dovranno continuare ad affermare gli interessi nazionali con i mezzi di cui dispongono, talvolta in accordo, talvolta in disaccordo.

Il futuro è una pagina bianca

Stiamo andando quindi, con tutta probabilità, verso un ordinamento del tutto nuovo in cui il potere, anziché essere esercitato dal centro sarà diviso e condiviso nelle forme più svariate e secondo le più diverse combinazioni, a seconda delle maggiori o minori «disgregazioni» degli apparati statali tradizionali. L'unico modello a cui ci è consentito fare riferimento — giacché l'uomo non può esimersi dal giudicare il futuro alla stregua del passato — è l'Europa feudale. Qualcuno osserverà polemicamente che anziché avanzare verso il «secolo dei lumi» stiamo retrocedendo verso il Medio Evo. Ma il futuro è una pagina bianca su cui tutti possiamo scrivere la nostra parola. Cominciamo coll'usare, poiché ne abbiamo la possibilità, la matita variopinta che ha fatto la sua apparizione qualche settimana fa sui muri delle città europee.

Carlo Maurizi

FU
 OI
 sci
 DE
 PE
 Mi
 BH
 CO
 HC
 PA
 CO
 CH
 Te
 gli
 PR
 OF
 3
 P
 iz
 3i
 P
 li
 ni
 3
 Pl
 m
 Te
 gr
 Pl
 br
 nt
 Pl
 m
 4
 to
 L.
 P
 G
 Et
 dl
 si
 r
 n
 P
 f
 R
 R
 q
 vi
 pi
 R
 ve
 pi
 R
 ve
 m
 es
 ki
 R
 ce
 ie
 g
 S
 7
 te
 2
 T
 r
 U
 h
 f
 v
 r
 v



L'Europa in corsivo

GLI INCIDENTI A DOMICILIO — Per difetti di imballaggio o di produzione, per informazioni incomplete o altro, si registrano ogni anno nei paesi della Comunità Europea quattro-cinque milioni di feriti con un bilancio di 25.000-30.000 morti. Si tratta di incidenti a domicilio: per avvelenamenti da prodotti di manutenzione, tessuti sintetici che si infiammano, pentole a pressione che esplodono, giocattoli o attrezzi meccanici male usati. Sono incidenti che producono danni enormi e che non possono passare inosservati agli organi comunitari. Secondo la commissione di Bruxelles vi è impone l'adozione di una serie di misure di prevenzione fondate su un sistema di informazione (che esiste già negli Usa). Una proposta della Commissione al Consiglio dei ministri afferma che occorre individuare gli incidenti ed i prodotti che presentano il maggior tasso di pericolosità, quindi adottare misure adeguate e urgenti. Il sistema proposto si basa sulla raccolta dei dati presso ospedali, centri anti-avvelenamento ecc. da trasmettere poi, una volta elaborati a livello nazionale, ad un centro comunitario di calcolo.

ECOLOGIA ED ELEZIONI — La questione ambientale entra nella campagna elettorale per iniziativa delle più importanti associazioni ecologiche italiane, Italia Nostra e Wwf, che hanno intenzione di presentare ai candidati per le elezioni europee un «test» elaborato insieme al Bureau European de l'environnement. Ne hanno parlato in una conferenza stampa a Roma i dirigenti delle due associazioni: Fabrizio Giovanale, Fulco Pratesi, Bonaldo Stringher e Stefano Rolando. «Si tratta — ha detto Pratesi — di un'occasione per verificare la disponibilità dei candidati europei non a fare promesse generiche ma ad impegnarsi su singoli e concreti aspetti della tutela del patrimonio ambientale, naturale e culturale». I candidati, insomma, potranno rispondere sì o no, entro il 24 maggio, al test. Italia Nostra e il Fondo mondiale per la natura valuteranno quindi le risposte ottenute e potranno appoggiare questi candidati nella campagna elettorale europea ma soprattutto verificare in seguito, d'accordo con i loro uffici di collegamento con la Cee, la coerenza parlamentare degli impegni presi dai candidati.

MARATONA TELEVISIVA — Durerà sei ore, dalle 20 alle 2 di notte, la «diretta» straordinaria in eurovisione che, il 10 giugno prossimo consentirà ai nove paesi della comunità di fare il primo punto della situazione sulla consultazione elettorale. La trasmissione, che qualcuno ha già definito come un programma «monstre», è in questi giorni allo studio degli esperti dei diversi enti televisivi europei che stanno mettendo a punto la formula del programma. La trasmissione, infatti, si avvarrà dei contributi di tutte le televisioni comunitarie. I primi risultati di massima sono previsti per le 22,30 del 10 giugno. A diffonderli sarà un «cervellone» installato a Bruxelles, che memorizzerà i dati consentendo, tuttavia, di azzardare anche alcune proiezioni dei «parziali». Proprio in ragione della particolare attualità del programma si prevede, comunque, una formula piuttosto aperta, che consentirà ai rispettivi enti televisivi di intervenire in qualsiasi momento nel circuito «multilaterale» che animerà la trasmissione, affidata, a quanto si sa, ai diversi corrispondenti delle televisioni nelle diverse capitali europee ed extraeuropee.

IL PRODOTTO LORDO DEI PAESI CEE — Dovrebbe arrivare al 3,4 per cento il tasso medio di crescita del prodotto nazionale lordo all'interno dei 9 paesi della Comunità, risultando quindi notevolmente superiore a quello del 2,8 per cento riscontrato nel corso del 1978. Secondo le previsioni comunitarie il tasso maggiore dovrebbe essere registrato in Irlanda con un incremento del 5 per cento. Subito dopo, il maggiore aumento dovrebbe essere registrato in Italia con il 4,6 per cento, e scendendo progressivamente, in Germania con il 4 per cento, in Francia con il 3,4 per cento, nel Belgio e nella Danimarca rispettivamente con il 2,8 e 2,6 per cento. Agli ultimi posti della graduatoria dovrebbero venire a trovarsi la Gran Bretagna con il 2,3 per cento, e il Lussemburgo e l'Olanda con percentuali di poco superiori al 2 per cento. Il quadro, che soprattutto per i primi paesi, appare in certi casi confortante potrebbe tuttavia risultare meno ottimistico in seguito a possibili tensioni sul mercato dei prezzi petroliferi, come quelle verificatesi dopo i recenti aumenti.



Ministero degli Affari Esteri

Per che cosa si vota?

L'Europa. questa sconosciuta

di FRANCO VALDO

I poteri

Il Parlamento, a differenza degli organi nazionali, non ha potere legislativo che rimane, infatti, per l'essenziale affidato al Consiglio dei ministri nella Cee. I suoi poteri sono interamente da conquistare perché quelli attuali appaiono sin troppo limitati. A parte i dibattiti generali sui grandi orientamenti della Comunità e i pareri sulle proposte della Commissione esecutiva prima che essi vengano sottoposti al Consiglio dei ministri (l'organo decisionale) il Parlamento europeo ha ottenuto soltanto un potere di sanzione politica. Con una mozione di sfiducia approvata con la maggioranza dei due terzi può obbligare la Commissione dei tredici a dimettersi. Ma finora, tale facoltà non è stata utilizzata in quanto la Commissione Cee a sua volta non dispone del diritto di legiferare. E' quindi un bersaglio innocente dei poteri limitati. L'unico antagonista vero del Parlamento europeo, il vero detentore del potere comunitario, è il Consiglio dei ministri composto dai rappresentanti dei governi.

Soltanto in materia di bilancio, il Parlamento europeo ha diritto di proporre emendamenti se non di decisione finale. La recente controversia sull'aumento degli stanziamenti del fondo regionale europeo che ha opposto i parlamentari a tre governi (quello francese, inglese e danese) è stata emblematica dei contrasti che possono scaturire in materia giuridico-istituzionale. Francia, Inghilterra e Danimarca hanno accettato la ratifica della convenzione sulle «elezioni europee» ad una sola condizione: che i poteri del Parlamento europeo non vengano ampliati dopo il 10 giugno. Neo-gollisti francesi, come il «leader» Jacques Chirac e l'esponente storico, Michel Debré, ex premier di De Gaulle, hanno lanciato anatemi contro i pericoli

insiti in un ampliamento dei poteri del Parlamento dell'Europa. E' riesplora in Francia la «querelle» della intangibile sovranità nazionale contrapposta al carattere sovranazionale e transnazionale delle istituzioni europee. Neo-gollisti e comunisti francesi sono contrari a nuovi sviluppi istituzionali. Più cauti i giscardiani, i centristi e i socialisti. Quello dei poteri della futura assemblea è il fulcro centrale del dibattito.

Sei «famiglie» politiche

Sin da adesso, comunque, il Parlamento è un organo «integrato». Non esistono nel suo ambito «sezioni nazionali» ma unicamente gruppi transnazionali ideologicamente omogenei. Attualmente, si contano sei gruppi: quello socialista e socialdemocratico, il più numeroso: 66 membri; democratico-cristiano: 51 membri; liberali e apparentati: 25 membri; gruppo conservatore: 17 membri; democratici europei per il progresso (gollisti) 17 membri; comunisti e apparentati: 15 membri. I non iscritti sono sei.

Il Parlamento elegge ogni anno il suo Presidente e 12 vice-presidenti. Attualmente, la presidenza dell'Assemblea è assunta dall'italiano, on. Emilio Colombo. I 410 parlamentari del «dieci giugno» saranno eletti per cinque anni. Sarà ammessa la duplice appartenenza al Parlamento europeo e a quello nazionale, ma i singoli deputati potranno regolare autonomamente il problema del «doppio mandato».

Come funzionerà la futura assemblea? In pratica come quella attuale. Con sedute periodiche e dibattiti sulla vastissima gamma della problematica comunitaria (agricoltura, energia, ecologia e ambiente, rapporti internazionali, problemi industriali, dell'occupazione, politica economica e monetaria, ampliamento della Cee col futuro ingresso della Grecia, del Portogallo e della Spagna nel mercato comune). Le prime elezioni europee avranno anche un carattere «sperimentale». Una procedura elettorale uniforme sarà predisposta per la «seconda tornata» fra cinque anni. Per questa prima elezione, ciascuno Stato ha applicato sistemi e procedure elettorali nazionali.

Quanto a sapere quale maggioranza si delincherà dopo l'eurovoto, le prospettive sono aperte ma i sondaggi e le previsioni indicano, partendo anche dalla situazione attuale, una netta riaffermazione della prevalenza socialista e socialdemocratica nell'Europa dei Nove.

Recentissimi sondaggi demoscopici in Francia e in Gran Bretagna hanno rivelato da parte del grande pubblico una singolare disinformazione rispetto agli affari della CEE e del Parlamento Europeo. L'Europa, questa sconosciuta. Eppure, il 10 giugno, 180 milioni di elettori appartenenti ai nove paesi della Comunità si receranno alle urne per designare a suffragio universale e diretto i loro rappresentanti all'Assemblea di Strasburgo. C'è chi teme, per queste prime «elezioni europee» disinteresse, astensionismo, basse percentuali di partecipazione. Timori derivanti per l'appunto dalla scarsa conoscenza dell'Europa (ed è un eufemismo) affiorata nei sondaggi d'opinione predisposti dalla Cee.

Se l'avvenimento è davvero «storico» come sostengono gli europeisti, se esso segna una «svolta» politica fondamentale nella esistenza delle istituzioni europee e, di riflesso, favorendo l'integrazione, nella vita di milioni di cittadini europei, è opportuno approfondire, un po' il discorso e vedere che cos'è in pratica il Parlamento europeo, come funziona, quali poteri ha o non ha. Com'è oggi e come potrà essere domani, una volta ottenuto il «maxi-voto».

Oggi l'assemblea «itinerante» (perché si sposta periodicamente da Strasburgo a Lussemburgo, si riunisce in sessione plenaria undici volte l'anno e ogni sessione dura una settimana) è composta da 198 membri definiti i «globe-trotters» dell'Europa a causa della «va e vieni» da pendolari o da nomadi. Centoventotto parlamentari, di cui 36 italiani. Dopo il 10 giugno saranno 410, di cui 81 italiani. Si è discusso a lungo nell'emiciclo della «Maison de l'Europe» a Strasburgo sulla opportunità o meno di ampliare il numero dei parlamentari, partendo dalla constatazione che non sempre il «numero è efficienza». C'è voluta una lunga battaglia per decidere le elezioni dirette. Da quando l'idea venne lanciata dopo il congresso dell'Aja nel 1948, al 20 settembre 1976, quando la convenzione venne firmata a Bruxelles dai nove governi.

Finora, erano tutti i parlamentari nazionali a designare fra i propri membri tutti i parlamentari europei (duplice mandato). Una parte almeno dei parlamentari che il 10 giugno sarà eletta direttamente non avrà i piedi in due stalle, ma cavalcherà solo il cavallo europeo. Tutta la loro carriera politica, quindi, dipenderà dal loro comportamento nell'assemblea di Strasburgo.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

La grande consultazione popolare di giugno prevede...

uno scrutinio per nove Paesi ma ciascuno col proprio sistema

di MAURIZIO MONTEFOSCHI

Un voto per nove paesi. Ma nove leggi elettorali per un voto. La Convenzione di Bruxelles (20 settembre 1976), che ha indetto, e regola, la grande consultazione popolare di giugno a livello europeo, prevede lo studio di una «procedura uniforme». Nell'attesa che il relativo progetto venga realizzato (e sarà il nuovo Parlamento a elaborarlo), la stessa Convenzione affida alle «disposizioni nazionali di ciascuno Stato membro» della Comunità la disciplina procedurale del voto. Il che denota nel legislatore europeo una sufficiente dose di saggezza o, almeno, di realismo.

Si trattava infatti di sgombrare, per quanto possibile, il terreno dagli ostacoli che già avevano ritardato l'elezione diretta a suffragio universale del Parlamento, contemplata sin dai trattati di Parigi e di Roma (1951 e 1957), proposta una prima volta nel 1960, decisa finalmente nel 1972 e proclamata nel 1976 per il 1978. Il rinvio al giugno di quest'anno era dovuto al ritardo della ratifica in Gran Bretagna, proprio in relazione alla disputa sulla legge elettorale da adottare. I conservatori, è noto, si battono a favore del tradizionale sistema maggioritario a collegio uninominale vigente per le elezioni nazionali; i laburisti, più per strategia politica interna che per convinzione, appoggiano in parte i liberali, sostenitori, questi, del sistema proporzionale che avrebbe garantito una più consistente presenza del loro partito, «minore», al Parlamento europeo.

E' da presumere dunque che la discussione di una «procedura uniforme» avrebbe moltiplicato le dispute anche al livello dei «Noves» creando probabilmente dei pretesti per un ulteriore rinvio delle elezioni. Occorre rilevare tuttavia che, nella libertà di scelta, e compatibilmente con le esigenze nazionali e di partito, è stato compiuto già qualche passo verso l'armonizzazione sulla base del sistema proporzionale. Allora, la domanda che nasce dal confronto delle procedure adottate nei singoli paesi è la seguente: chi ha ceduto di più, e chi meno, in omaggio (un omaggio magari interessato) all'auspicata uniformità?

Diciamo subito che la Gran Bretagna non ha ceduto di un palmo. Resta infatti, anche per le europee, il sistema maggioritario a collegio uninominale. Cambia semplicemente il numero dei collegi, o «constituencies». Nelle elezioni politiche sono 635,

quanti i seggi alla Camera dei Comuni. In quelle europee diventano 81: tanti seggi spettano alla Gran Bretagna nel Parlamento comunitario, e verranno così ripartiti: Inghilterra 66, Scozia 8, Galles 4, Irlanda del Nord 3. Nello scrutinio dei voti non è prevista l'utilizzazione dei resti. Votazione: 7 giugno.

La Francia invece ha radicalmente cambiato la procedura rispetto alle politiche per le quali viene adottato il sistema maggioritario assoluto a collegio uninominale con turni successivi per il ballottaggio. Gli 81 seggi saranno assegnati in base alla proporzionale pura con un'unica circoscrizione e liste nazionali. Saranno escluse dalla ripartizione dei voti le liste che non avranno ottenuto almeno il 5 per cento. Non è previsto il voto di preferenza: i candidati risulteranno eletti secondo l'ordine stabilito dai partiti. Si voterà il 10 giugno.

La Repubblica federale tedesca ha modificato parzialmente il sistema nazionale, che è misto. Sarà applicata la regola della proporzionale con un metodo d'Hondt (il correttivo matematico che utilizza i resti privilegiando i partiti maggiori) e senza preferenze. E' possibile la presentazione di liste regionali con facoltà di collegamento. Vale anche in Germania la regola relativa al tetto del 5 per cento, come del resto nelle politiche. E' ammesso il voto per corrispondenza. I tedeschi si recheranno alle urne il 10 giugno. I tre rappresentanti di Berlino verranno designati dall'assemblea cittadina, considerato lo status speciale dell'ex capitale. E' la sola eccezione in questa prima elezione diretta del Parlamento nuovo. I seggi da assegnare sono 81.

Belgio, Danimarca, Irlanda e Paesi Bassi hanno confermato, come l'Italia, il sistema della proporzionale vigente per le elezioni nazionali. Belgio, Lussemburgo e Irlanda non hanno apportato alcuna modifica neppure per il computo dei voti. Sono dunque i paesi più in linea con gli orientamenti comunitari? Sì, ma non hanno ceduto nulla al pari degli inglesi. Nel piccolo Granducato (6 seggi) vige il «panachage»: sistema delle preferenze in Belgio (24 seggi: 13 ai fiamminghi, 11 ai valloni), Paesi Bassi (25). In Irlanda (15) i collegi sono plurinomiali e il voto è trasferibile. Anche la Danimarca (16 seggi) ha introdotto il metodo d'Hondt, ed ha apportato un'altra modifica: l'età per il diritto al voto è ora 18 anni (prima era 20) come in tutti gli altri paesi.



Gli adempimenti del voto europeo

ELETTORATO — Sono eleggibili gli elettori che abbiano compiuto il 25esimo anno di età entro il 10 giugno. Sono elettori i cittadini che entro il 10 giugno abbiano compiuto il 18esimo anno di età e siano iscritti nelle liste elettorali.

IL VOTO ALLE EUROPEE

— Per le elezioni a suffragio universale e diretto del Parlamento Europeo si usa lo stesso sistema adottato per le elezioni nazionali, cioè quello della proporzionale pura sulla base del quoziente nazionale intero e dei maggiori resti. Cambiano, però, i tempi della votazione (si vota in una sola giornata, dalle 7 alle 22) e le circoscrizioni, che formano il collegio unico nazionale.

I CONTRASSEGNI — Il deposito dei contrassegni di lista presso il Ministero degli Interni è stato effettuato fra il 22 e il 23 aprile.

LA PRESENTAZIONE DELLE LISTE

— La legge prevede la convocazione dei comizi entro il 50esimo giorno precedente la data delle elezioni europee. La campagna elettorale per il Parlamento di Strasburgo, quindi, è già cominciata. Quanto agli adempimenti necessari, la legge prevede che le liste dei candidati siano presentate entro il 2 maggio, per ciascuna circoscrizione.

Il voto degli emigrati

Le stesse modalità di voto sono previste per gli italiani all'estero che voteranno nelle sezioni elettorali istituite presso i nostri consolati. Presenteranno il certificato elettorale rilasciato nel Paese di origine ed esprimeranno il loro voto su una delle liste della circoscri-

zione in cui il paese d'origine è situato. La legge elettorale europea tiene conto anche dei diritti dei piccoli raggruppamenti politici e delle minoranze linguistiche per quanto riguarda il quoziente e la utilizzazione dei resti.

Si prevede che 27.131 nostri connazionali voteranno in Belgio, 351 in Danimarca, 65.473 in Francia, 3.085 in Olanda, 16.123 in Gran Bretagna, 63.541 in Germania, 179 in Irlanda, 4.107 in Lussemburgo.

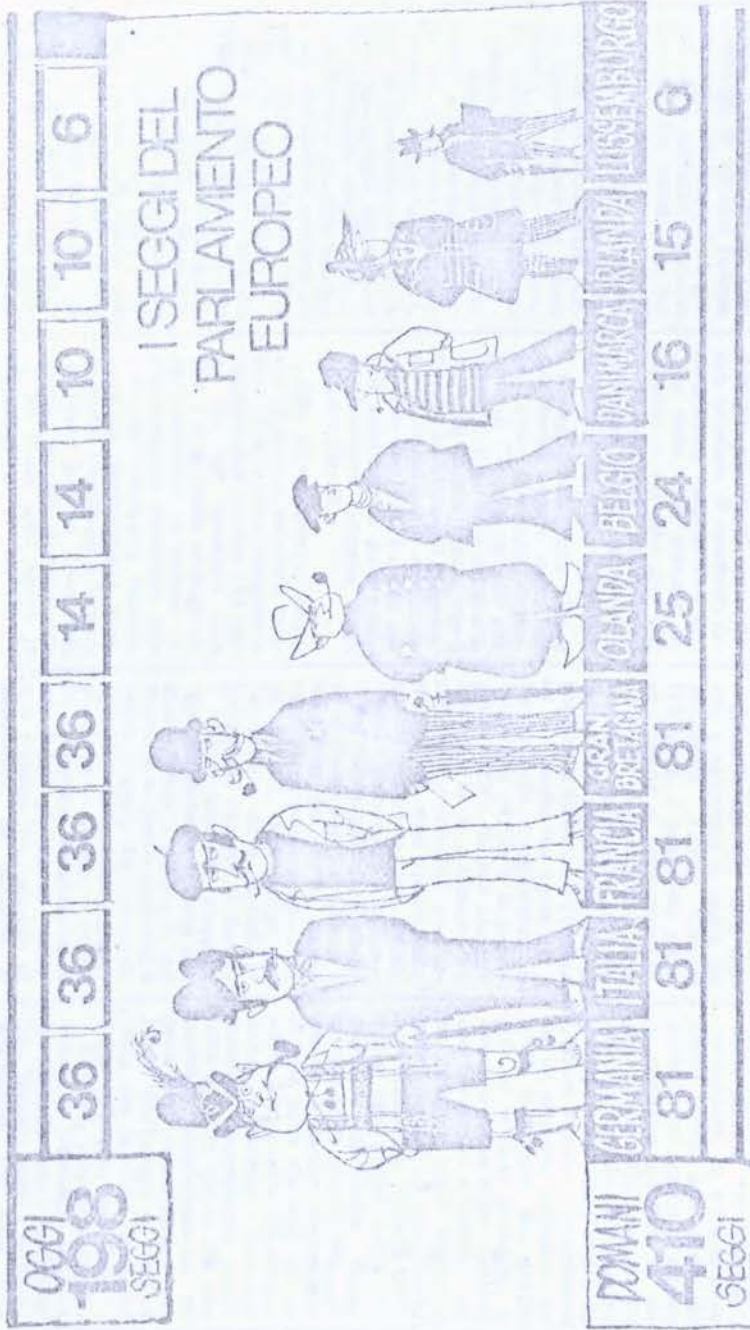
Le compatibilità e le incompatibilità

La carica di parlamentare europeo è compatibile con quella di membro del Parlamento nazionale di uno Stato aderente alla Cee. E' invece incompatibile con quella di: 1) membro del governo di uno Stato membro; 2) membro della Commissione delle Comunità europee; 3) giudice, avvocato generale o cancelliere della Corte di giustizia Cee; 4) membro della Corte dei conti Cee; 5) membro del comitato consultivo della Comunità europea del carbone e dell'acciaio (Ceca) o membro del comitato economico e sociale della Cee e dell'Euratom; 6) membro dei comitati od organismi creati in virtù o in applicazione dei trattati che istituiscono la Ceca, la Cee e l'Euratom; 7) membro del consiglio d'amministrazione, del comitato direttivo della Bei (Banca europea per gli investimenti); 8) funzionario od agente, in attività di servizio delle istituzioni Cee; 9) presidente di giunta regionale; 10) assessore regionale.

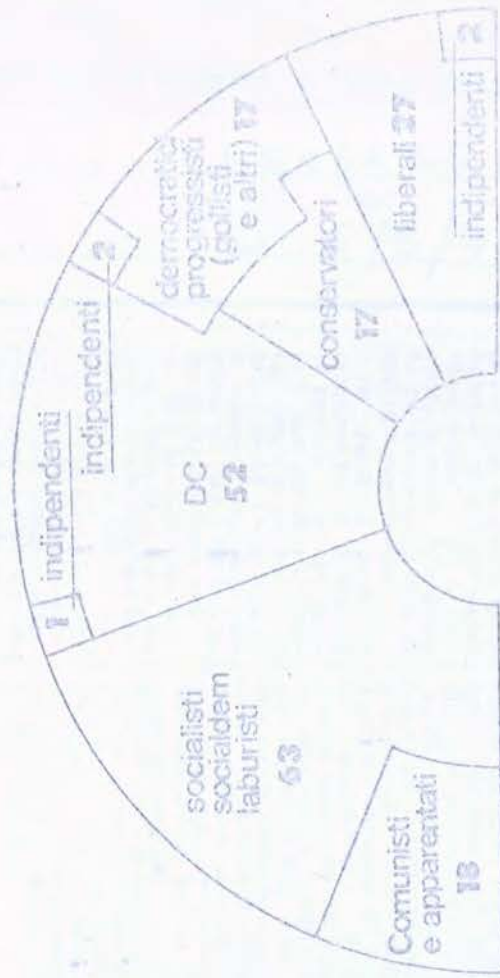
Elezioni europee.

180 milioni di elettori europei appartenenti ai Nove Paesi della Comunità si reheranno alle urne fra il 7 e il 10 giugno per designare 410 rappresentanti all'Assemblea di Strasburgo. Vediamo come si presenta il primo storico...

appuntamento con l'eurovoto



Attualmente, i socialisti, i socialdemocratici e i laburisti (63 seggi) costituiscono il gruppo più numeroso al Parlamento Europeo



Il Parlamento Europeo conta 138 membri. Domani ne avrà 410

La ripartizione al Parlamento Europeo, secondo i gruppi politici

42 X


 Ministero degli Affari Esteri
 DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
 E DEGLI AFFARI SOCIALI

Germania

**«Telefono amico»
per il 10 giugno**

BONN. — Il processo di integrazione europea non incontra ostacoli tra i partiti tedeschi, tutti ugualmente convinti — in condizioni di governo social-liberale come l'opposizione democratica — che la Germania, in quanto paese giovane, ha più bisogno dell'Europa di ogni altro paese europeo.

Da quando è partito la campagna per le elezioni del 19 giugno — a cui ogni partito ha fatto procedere un apposito «congresso europeo» — le città tedesche si sono riempite di manifesti, tenovanti ottimismo sul futuro dell'Europa, che la Cdu raffigura addirittura con un veliero che cammina a tutta forza per le vele gonfiate formate dalle nove bandiere della comunità.

Ma attenti alla grandinata socialista: i socialdemocratici, i cui manifesti pongono l'accento su problemi concreti, da quelli moderni («Perché non una sola moneta al posto di nove?»), a quelli della vecchia setole in cui i tedeschi giustamente temono di «perdersi» di fronte agli altri paesi europei.

I cittadini della repubblica federale — che non si accentano dei manifesti e vogliono informazioni più dettagliate sul funzionamento delle istituzioni comunitarie, sul significato del voto europeo, sulle competenze attuali e future del Parlamento, non hanno che da prendere un telefonino per iniziativa del governo il «telefono amico» elezioni europee (1180) fornisce giorno e notte la risposta esauriente a qualsiasi domanda.

V. B.

Belgio

**Fragile governo
di coalizione**

BRUXELLES. — Dal 3 aprile scorsa, dopo oltre cento giorni di crisi, trattative, polemiche fra i partiti, il Belgio ha visto nascere un nuovo fragile governo, ipotizzato però dalla «querelle» permanentemente fra i liberali, socialisti, valloni e fiamminghi. Il nuovo governo, presieduto dal «leader» della Cxp (Parti fiamminga del partito democratico) Willy Martens comprende 25 ministri (compreso il premier) e sette segretari di Stato. Esso si basa su una coalizione ampia, che include i liberali, i socialisti, i democristiani, socialisti e fiamminghi.

Malgrado la larga base di sostegno parlamentare, l'instabilità governativa in Belgio persiste per quella che è stata opportunamente definita la crisi nella crisi e cioè la continua disputa fra valloni e fiamminghi sui temi della riforma regionale e dello Stato.

Con queste premesse il Belgio si accinge ad affrontare le elezioni europee sulle quali dovrebbero per forza di cose riflettersi le «risultate» della situazione interna.

Alle ultime elezioni antipolitiche, tenutesi il 17 dicembre dello scorso anno, i democristiani totalizzarono il 36,5 per cento dei voti (57 seggi alla Cxp fiamminga e 25 al Psc cattolico vallone). I socialisti francesofoni ottennero 32 seggi e 26 i socialisti fiamminghi (insieme il 25,4% dei voti). I liberali, totalizzando nell'insieme il 16,3% dei voti, hanno ottenuto 22 seggi nelle Flandre e 15 seggi tra Vallonia e Bruxelles.

Lussemburgo

**Europee abbinate
alle politiche**

LUSSEMBURGO. — Nel piccolo paese del mercato comune, il Granducato del Lussemburgo, le elezioni europee verranno «abbinate» il 10 giugno, alle elezioni legislative nazionali che erano state inizialmente previste per il 27 maggio. Una scelta decisa, adottata dai responsabili politici lussemburghesi per evitare l'«adempimento» alle elezioni «abbinate» anche all'insinghia del rispetto.

I lussemburghesi hanno espresso il loro benessere attraverso alla Comunità economica europea. La loro capitale, la città di Lussemburgo ospita le sedi del Consiglio dei ministri (in collegamento con Bruxelles), della corte di giustizia europea e del Parlamento europeo (in aperta concorrenza con l'attesa difficile di Strasburgo).

Per il «premier» e ministro degli esteri, il liberale Gaston Thorn, quindi, un'unica preoccupazione: quella di assicurare l'«elettorato lussemburghese» al mantenimento delle istituzioni comunitarie nella loro sede graduale con i profitti che esse comportano per l'industria alberghiera, i ristoranti, il commercio. Su sei parlamentari lussemburghesi all'assemblea europea, due sono liberali, due democristiani e due socialisti. Una ripartizione molto equa che rispetta il quadro politico nazionale. Anche nel futuro Parlamento, in parte del Lussemburgo rimarrà di sei deputati. Un numero quasi «catalitico» se si considera che la Comunità è nata in fondo dalla Ceca che prese l'avvio a Lussemburgo.

Olanda

**Un «test» per
il centro-destra**

L'AJA. — Le prime elezioni europee saranno un «test» per il fragile governo di centro-destra olandese. Il «premier» democristiano Andreas Van Agt, capo della Cda, presiede un governo in cui sono confluite le tre formazioni confessionali (cristiano storico, calvinisti e cattolici mondulari) e i liberali.

La maggioranza della Cda e dei liberali appare molto esigua: uniti i due partiti dispongono di 77 seggi su 130 alla Camera. Il governo attraverso una crisi latente, finora, non è riuscito ad attuare il programma di risanamento economico «varato» nel 1978. La Cda appare convulsa dalla politica involutiva imposta dagli «alleanzi» liberali.

Alle ultime elezioni politiche, il partito socialista olandese (PvdA) aveva ottenuto la maggioranza relativa (53 seggi) ma l'ex «premier» Joop Den Uyl di fronte al programma restrittivo in campo socio-economico presentato dalla Cda, per l'eventuale riconduzione del centro-sinistra, aveva preferito rinunciare a formare un nuovo governo. I socialisti, quindi, pur con la maggioranza nel paese, sono passati all'opposizione.

Le «Europee» dovranno designare per l'Olanda, 25 parlamentari all'Assemblea di Strasburgo e, nel contempo, dare una risposta al quesito, i socialisti hanno mantenuto la maggioranza relativa? Oppure la «cura d'opposizione» propugnata da Den Uyl ha giovato agli attuali detentori del potere (Cda e Vvd) gli alleati del centro-destra?

Francia

**Neo-gollisti
anti-Giscard**

PARIGI. — A un anno dalle elezioni legislative che hanno segnato la sconfitta della sinistra e rafforzato il potere del presidente Valéry Giscard d'Estaing, il panorama politico francese si presenta arricchito soprattutto dalle «riforme» spaccature esistono infatti non soltanto in seno ai partiti che formavano l'Unione per la Gauche ma anche tra i partiti della maggioranza, il neogollista «RPR» e la giscardiana «UDF». Si può anzi affermare che le polemiche tra comunisti e socialisti sono ormai pallida cosa rispetto alla guerra scatenata dai gollisti contro il giscardiano. Capitanata dal loro presidente, il sindaco di Parigi Jacques Chirac, i neogollisti del «RPR» stanno negli ultimi mesi moltiplicando gli attacchi, soprattutto con l'avvicinarsi delle elezioni al parlamento europeo. L'Europa è infatti uno dei maggiori punti di divisione in seno alla maggioranza. I gollisti, la cui posizione su questo problema è vicina a quella dei comunisti, lottano infatti contro i giscardiani che — dicono — vogliono un'Europa sovranazionale che leda gli interessi nazionali francesi. Ma, secondo gli osservatori, gli attacchi di Chirac contro Giscard vanno valutati con prudenza in quanto è improbabile che la sua intenzione sia quella di far uscire il suo partito dalla maggioranza favorendo l'ingresso della sinistra nell'area del potere.

Il partito socialista francese continua ad essere favorevole alla costruzione europea.

L. G.

Inghilterra

**Dopo il «si»
alla Thatcher**

LONDRA. — Le elezioni politiche nazionali e la «battaglia» molto serrata fra laburisti e conservatori, ha relegato in secondo piano agli occhi del pubblico britannico la scadenza elettorale europea di giugno. L'esito dello scrutinio e il «si» alla Thatcher col «cambio della guardia» alla Camera dei Comuni lascia intravedere per le prossime settimane notevoli mutamenti del quadro politico in Gran Bretagna. E sarà questo un altro elemento che contribuirà a rendere meno «sentite» dagli inglesi le prime elezioni europee. Anche se si trascura la naturale diffidenza che larghi strati del pubblico britannico hanno sempre avuto verso il Mec, accento di essere responsabile di una parte dei mali di cui soffre l'Inghilterra (disoccupazione, inflazione). Sondaggi compiuti recentemente hanno fatto apparire per di più una profonda disaffezione da parte degli inglesi verso i problemi dell'Europa e verso il ruolo che la Gran Bretagna svolge all'interno della Cee.

Il nuovo «premier» conservatore, la Thatcher, cercherà di «sensibilizzare» i «sudditi» di Sua Maestà verso i problemi dell'Europa, non fosse altro per ottenere una «conferma» su scala più vasta e in una dimensione europea del successo conseguito dai «Tories». Quando si ottiene più della maggioranza assoluta dei voti in una elezione nazionale non si disdegna di certo il «crisma» europeo. E la Thatcher, non è tipo da lasciarsi sfuggire un colossale «battage» pubblicitario.



Ritaglio dal Giornale

di del

2) X

Danimarca

Si asterranno gli anti-Mec?

La Danimarca (monarchia costituzionale) sarà rappresentata al Parlamento europeo da sette deputati i quali verranno scelti il 7 giugno da 3.700.000 elettori con il sistema proporzionale, fatta eccezione per l'unica rappresentazione della Groenlandia che sarà invece eletto all'inglese, ossia con il sistema parlamentare. Il *Par* ha un Parlamento unitario, il «Folketing» con 179 deputati, rinnovato normalmente ogni quattro anni. Le ultime elezioni generali danesi si svolsero il 15 febbraio 1977. Ne uscì un governo di coalizione formato da 21 ministri (14 socialdemocratici e 7 liberali). Presidente del consiglio è il socialdemocratico Anker Joergensen.

Per la consultazione europea la maggioranza degli elettori danesi potrà fabbricare le sue preferenze sulla base delle elezioni nazionali. I soli nuovi venuti degli anti-Mec sono le formazioni anti-Mec e i gruppi che si battono per la difesa ecologica. Un recente sondaggio popolare in Danimarca ha rivelato che se domani si tenesse un referendum sulla questione comunitaria oltre il 40 per cento dei cittadini avrebbe votato contro l'appartenenza al Mec, mentre solo il 38 per cento voterebbe affermativamente. Il partito anti-Mec o «partito del popolo contro il Mercato comune», di destra il Mercato è appoggiato anche da elementi dissidenti degli altri partiti politici danesi, ma in particolare dai comunisti e dai socialisti di sinistra.

Irlanda

Economia in rapido sviluppo

La Repubblica d'Irlanda (Ire) sarà rappresentata al Parlamento europeo da 15 deputati che verranno scelti, giovedì 7 giugno, da 2 milioni e 100 mila elettori. Il paese è governato dal giugno del 1977 dal «Fianna Fail», il movimento repubblicano di Jack Lynch in cui vittoria sulla coalizione del «Fine Gael» (il partito della legge e dell'ordine) e dei laburisti capeggiata da Liam Cosgrave fu invece strepitosa in quanto assicurò ai repubblicani nazionali irlandesi il più alto numero di seggi mai detenuto da un singolo partito in tutta la storia dell'Ire. Quella dell'Irlanda dal Sud a oggi, nell'area della Cee, l'economia in più rapido sviluppo, grazie soprattutto ai robusti investimenti dell'industria statunitense, britannica, olandese e tedesco-federale. Anche l'Irlanda è presente con sei nomi (Fiata e Sma fra gli altri) notevole è l'attenzione esercitata dagli incentivi offerti dall'«Industrial Development Authority», i cui «grants» sono pari al 30 per cento dei nuovi investimenti (tra il 1972 e il 1976 sono costati all'Irlanda l'equivalente di 500 miliardi di lire italiane, ossia più di 5 milioni per ogni posto lavorato).
Crea la questione nord-irlandese, è dall'ottobre '75, quando si all'opposizione, che Lynch va sollecitando da Londra una nuova iniziativa. Al Dublino chiede insistentemente di «impegnarsi pubblicamente ad attuare un ordinato ritiro militare e politico dalle sei contee dell'Ulster».

G. P.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio dal Giornale *Menaffeo*

di del *6.V.79*

2

Le cinque circoscrizioni elettorali italiane



Il 10 giugno gli italiani, come gli altri europei dei paesi Cen-
sceglieranno i loro rappresen-
ti. Per l'Italia i parlamentari sa-
ranno 81. Il territorio della Peni-
sola è stato suddiviso in cinque
circoscrizioni:

- 1) Italia nord-occidentale (Piemonte, Valle d'Aosta, Liguria, Lombardia). Capoluogo della circoscrizione: Milano; n. candidati, massimo: 22; minimo: 8.
- 2) Italia nord-orientale (Veneto, Trentino-Alto Adige, Friuli-Venezia Giulia, Emilia e Romagna). Venezia; 15; 5.
- 3) Italia centrale (Toscana, Umbria, Marche, Lazio). Roma; 16; 6.
- 4) Italia meridionale (Abruzzi, Molise, Campania, Puglia, Basilicata, Calabria). Napoli; 19; 7.
- 5) Italia insulare (Sicilia, Sardegna). Palermo; 9; 3.

F.